

A NOS LECTEURS

La hausse de prix du papier et des tarifs d'imprimerie nous oblige à augmenter notre prix de vente à partir de ce numéro.

Nous avons préféré cette augmentation de prix à une réduction radicale de notre nombre de pages. Nous sommes sûrs que nos lecteurs seront du même avis, et comprendront la nécessité où nous sommes de leur vendre chaque mois leur revue 150 francs, prix encore très modique pour la quantité et la qualité des textes que nous leur remettons.

Le prix de l'abonnement pour 12 numéros est porté à 1.200 francs à partir du 1^{er} mars. Nous devons faire face à nos charges croissantes, comme aux amendes et frais de justice (plus de 600.000 francs) que nous devons payer à la suite des procès qui nous ont été intentés au sujet de notre campagne contre la guerre d'Algérie. Aussi est-ce un très pressant appel que nous adressons à tous nos lecteurs pour qu'ils s'abonnent et fassent abonner leurs amis.

IL NOUS FAUT PLUSIEURS CENTAINES D'ABONNES NOUVEAUX.

En souscrivant un abonnement de 12 numéros à 1.200 francs :

- 1° Vous nous aiderez ;
- 2° Vous continuerez à payer *La Vérité* 100 francs le numéro ;
- 3° Votre abonnement vous sera

ENTIEREMENT REMBOURSE

Nous sommes en effet en mesure d'offrir à tout souscripteur d'un abonnement d'un an, à son nom ou à celui d'une autre personne, une prime de 1.200 francs de livres gratuits envoyés franco de port à l'adresse qu'il nous indiquera, à choisir sur la liste suivante :

Edgar MORIN : <i>L'homme et la mort dans l'histoire</i>	795 Fr.
Georges C. GLAESER : <i>Secret et violence</i>	690 Fr.
Bertold BRECHT : <i>Le roman de Quat'sous</i>	930 Fr.
Gustav REGLER : <i>Les manants du Christ</i>	630 Fr.
M. MITCHELL : <i>Histoire maritime de la Russie</i>	1.200 Fr.
Félicien CHALLAYE : <i>Péguy socialiste</i>	600 Fr.
<i>Les Cahiers Rouges</i> , n° 1	120 Fr.
François MANUEL : <i>La révolution hongroise des Conseils ouvriers</i>	200 Fr.
Pierre SCALI : <i>La révolution bolivienne</i>	80 Fr.
W. WILNY : <i>L'avenir de l'U.R.S.S.</i>	60 Fr.
Robert LANGLADE : <i>Comment de Gaulle a pris le pouvoir</i>	200 Fr.

**

Autrement dit, si vous désirez par exemple avoir :

Bertold BRECHT : <i>Le roman de Quat'sous</i>	930 Fr.
Félicien CHALLAYE : <i>Péguy socialiste</i>	600 Fr.
François MANUEL : <i>La révolution hongroise des Conseils ouvriers</i>	200 Fr.

Total 1.730 Fr.

vous recevrez, contre un mandat de 1.730 francs au C.C.P. 6032-01 Paris (S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris XI) :

- 1° Les livres commandés franco de port ;
- 2° Un abonnement de 12 numéros à *La Vérité*.

Naturellement, nos abonnés actuels peuvent profiter de cette offre, et souscrire pour prolonger de 12 numéros leur abonnement, tout en commandant les livres de leur choix.

Le journal du mois

POUR LES TRAVAILLEURS : DES PAROLES ET DES BRIQUES.

ILS ont bonne mine, les prêcheurs de la collaboration de classes, les repenseurs du socialisme et les rénovateurs en tous genres ! Ils discourent sur la « mue sociologique » de la classe ouvrière, et l'intelligence des « capitalistes modernes ». Cette incontinence verbale sévit particulièrement au sein de certains milieux spécialisés dans la « recherche », et chez quelques pontes syndicaux, chargés par les appareils de participer à des opérations de camouflage. Ainsi, le minoritaire de service Le Brun, secrétaire de la C.G.T., a pu déclarer, lors d'une réunion tenue à Clermont-Ferrand, que « de Gaulle n'était pas l'agent du grand capital ». Tu parles ! La politique gouvernementale mise en place sous la présidence du général de Gaulle a été on ne peut mieux définie dans l'exposé des motifs de l'ordonnance « portant loi de finances pour 1959 » :

« Les sacrifices demandés sont justifiés dans leur ampleur. Le gouvernement s'est efforcé qu'ils soient justes dans leur répartition. Pour réussir une telle politique, il est inévitable que tous les Français consentent leur part de sacrifices et y apportent leur part d'adhésion. Il n'était pas possible de s'adresser à certains parmi les Français. La structure du pays est telle qu'agriculteurs et salariés représentent près des trois quarts de la population, et environ 70 % du revenu national. Une politique dont les options portent sur plusieurs centaines de milliards ne peut les ignorer. »

Ah ! Qu'en termes galants... ! En langage courant, les « certains parmi les Français » dont il est parlé sont les capitalistes. M. Pinay ne veut pas que la minorité soit brimée par la majorité. N'a-t-il pas déclaré : « On ne pénalise pas le capital » ?

M. Rueff, co-auteur du plan gouvernemental, n'a-t-il pas estimé devoir ordonner la suppression « du prélèvement sur les suppléments de bénéfices, qui freine l'initiative des chefs d'entreprise » ; de « la taxe de 2 %, la taxe de 600 fr. par salarié, qui a suscité un très vif mécontentement dans les milieux professionnels » — lisez : le C.N.P.F. ; des « taxes somptuaires », etc., tous impôts payés par les capitalistes, et qui rapportaient 71 milliards annuels au Trésor ? Comme il fallait récupérer cette somme, on l'a transformée, d'impôt perçu sur les « personnes physiques », en un impôt sur les sociétés. Autrement dit, ces 71 milliards seront incorporés dans les prix de revient et « justement répartis » sur la masse des consommateurs, c'est-à-dire les salariés.

Les « certains » ne s'en porteront pas plus mal ; on le verra par le sort réservé à M. Raoul de Vitry, président de la société Péchiney, et co-auteur du rapport Rueff, qui a servi de base de travail aux mesures gouvernementales. On lit, dans « Les Echos » du 21 février 1959, que ledit M. de Vitry a convoqué en assemblée extraordinaire les actionnaires du trust qu'il préside, et que cette assemblée « a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social, pour le porter, en une ou plusieurs fois, au double de son montant actuel, de 25.987,5 millions ». 25 milliards, une paille ! Non, vraiment, il ne faut pas brimer cette minorité que constituent les bourgeois, et c'est pourquoi, selon « Paris-Presse » du 31 janvier 1959, le gouvernement a décidé de supprimer les indexations :

« Le général de Gaulle voyait dans les indexations des proclamations de méfiance à l'égard de la monnaie ; M. Antoine Pinay estimait qu'il était temps de désamorcer cette machine infernale, et M. Michel

Debré ne se voyait pas gouvernant le pays par des « machines automatiques à fabriquer les décisions ». »

Le gouvernement a donc décidé de supprimer l'indexation, qui aboutissait à l'échelle mobile ; mais, comme il n'a qu'une parole, il tiendra celle donnée par M. Pinay en ces termes :

« Celui qui confie son argent à l'état doit pouvoir au moins prétendre que cet argent lui soit rendu. »

Il y a de bonnes indexations pour M. Pinay, qui, selon « L'Aurore » du 11 février 1959,

« a fait un acte de foi, mais... bien entendu, les anciens contrats indexés seront respectés à la date du 1^{er} janvier. »

On n'a jamais vu un gouvernement ne pas respecter les contrats signés... sauf évidemment pour les salariés, dont le contrat d'échelle mobile a été résilié !

« Une politique dont les options portent sur plusieurs centaines de milliards » ne peut évidemment que retomber sur les épaules des masses laborieuses. Et c'est ce que le gouvernement a réalisé en « diminuant la consommation privée ». Les désirs du patronat sont des ordres pour les hommes au pouvoir. M. Villiers n'a-t-il pas invité

« les chefs d'entreprise à ne pas procéder actuellement à des hausses de salaires » ?

« Le gouvernement y veillera attentivement », rappelle le « J.O. » ; « l'augmentation du S.M.I.G. ne peut avoir comme conséquence l'augmentation automatique des salaires de toutes les catégories professionnelles ».

❖

Jusqu'à un certain point, une crise « modérée » était souhaitée par le grand capital au pouvoir. La récession permettant de refouler les revendications ouvrières, d'élever les prix, partant le taux de profit, ce qui aurait éventuellement pour effet de donner un attrait à l'investissement de capitaux étrangers en France :

« On compte actuellement 185.000 travailleurs bénéficiant d'une indemnité de chômage partiel, contre 36.746 au mois de juillet, soit cinq fois plus. Le nombre des journées indemnisées est passé à 850.000, contre 189.600 en juillet. En un seul mois, la progression a été de 65 %. »

La situation que montrent ces statistiques officielles est teintée de rose :

« Par exemple, dans la région de Saint-Etienne », écrit « Paris-Presse » du 20 février 1959, « le nombre des chômeurs, qui était de 800 en septembre 1958, atteint aujourd'hui plus du cinquième de la population de la ville. »

Au 1^{er} janvier, il y a douze fois plus de demandes non satisfaites que d'offres d'emploi, 133.700 contre 11.300. Dans toutes les branches et toutes les régions, le chômage grandit. Et M. Debré, qui n'est pas un pince-sans-rire, s'est penché avec sollicitude sur le sort des masses, puisque, a-t-il déclaré :

« le gouvernement continuera cette œuvre par des mesures de promotion sociale, dont le parlement aura à délibérer dès sa rentrée. »

Des paroles et des briques, en attendant autre chose.

KHROUCHTCHEV ET EISENHOWER

ETRANGLANT LA REVOLUTION AU MOYEN-ORIENT.

LA presse internationale, par ignorance volontaire ou involontaire, poursuit une besogne de falsification à os des événements qui se déroulent au Moyen-Orient. Tenter de rétablir les faits réels exige tout un travail de recoupements, au travers d'informations contradictoires, affirmées un jour, démenties le lendemain. Ainsi, lorsque Kassem « démissionna » six de ses ministres, toute la presse conclut que « l'influence communiste s'était renforcée en Irak », y compris « Le Monde » qui, quelques jours après, le 13 février 1959, n'en écrivait pas moins, par la plume d'Eric Rouleau :

« Un examen plus approfondi du dernier remaniement ministériel intervenu en Irak semble indiquer que le général Kassem tente de se dégager de l'hypothèque progressiste. Les trois officiers (nouvellement promus ministres) sont des fidèles de Kassem. Les quatre civils sont beaucoup plus anticommunistes que leurs prédécesseurs, et ont tous occupé des postes importants sous le régime de Nouri Saïd. M. Hachemi Jawad, le nouveau ministre des affaires étrangères, était, quelques mois avant la chute de la monarchie, chef de la représentation irakienne aux Nations Unies. Le nouveau ministre des communications, le docteur Talaat Cheibani, était, sous le régime monarchiste, directeur général de la fédération patronale des industries. Ami personnel de Nouri Saïd, Hussein Djamil, qui dirige les services de propagande en qualité de ministre de l'orientation, avait été ministre de la justice sous l'ancien régime. »

Aussi, le remaniement ministériel opéré fin janvier à Bagdad marque-t-il une étape supplémentaire dans la voie de la liquidation des organes populaires issus de la révolution du 14 juillet 1958.

« L'Observateur du Moyen-Orient » du 23 janvier 1959 rapporte ce qui suit :

« Par décret officiel, les groupes de résistance, les partisans de la paix, les organisations armées d'étudiants, les milices populaires ont été dissous. L'armée a commencé à dégager la rue. On a interdit aux civils de porter les armes ou d'entreprendre des actions de police sans autorisation spéciale. On estimait que douze groupes opéraient dans les rues ; les Britanniques ont envoyé du matériel neuf à l'armée, les révolutionnaires civils ont été chassés de la rue. L'armée a la situation bien en mains. »

Le vieil appareil militaire et policier, mis en place par Nouri Saïd avec l'aide des impérialistes, non seulement n'a pas été démantelé, mais, menacé par un pouvoir révolutionnaire qui montait de la « rue » (comme ils disent), il a réussi, sous la direction de Kassem, à porter les premiers coups aux organisations populaires et aux milices armées qui en étaient l'expression.

Il serait évidemment erroné d'en conclure que la contre-révolution a, d'ores et déjà, triomphé. S'il est vrai, comme le constate l'envoyé spécial du « Figaro » (numéro du 5 février 1959), qu'« en quelques semaines, Kassem a tracé les grandes lignes d'une politique extérieure qui ressemble étrangement à celle de Nouri Saïd », cela est encore plus vrai dans le domaine intérieur. En Irak, comme en Egypte et dans tous les pays du Moyen-Orient, le fellah reste affamé de terre. Selon Max Clos :

« Le journal "Al Goumhourya" a publié une

enquête sur la condition des paysans égyptiens. Dans les villages visités, la plupart des paysans sont en chômage permanent. Les plus favorisés travaillent une semaine par mois, et leur revenu annuel est de l'ordre de 10 livres égyptiennes, soit près de 13.000 fr. Encore faut-il, sur cette somme, faire vivre une famille de 5 ou 6 personnes. Les enquêteurs citent le cas d'un ouvrier agricole, qui habite une misérable bâtisse de terre battue, en compagnie de sa femme, de ses trois frères et de ses cinq enfants. »

Le propriétaire foncier féodal est toujours le maître, protégé par l'appareil d'état que dirige Kassem, Nasser, Hussein ou Ibn Séoud. Dans la République Arabe Unie, la répression « anti-communiste » ne s'explique que par les difficultés intérieures, face à des masses apparemment passives, mais au sein desquelles s'accumule un potentiel, dont l'explosion révolutionnaire du 14 juillet 1958 en Irak a montré le niveau. Les problèmes non réglés, et que la bourgeoisie autochtone, alliée aux propriétaires fonciers, est incapable de résoudre : la terre, l'expropriation des trusts, ces problèmes ne peuvent recevoir, à une étape ou une autre, que des solutions explosives.

A la réorientation politique qui s'opère en Irak et en Egypte correspond une « bonne volonté américaine » évidente. Citons encore Max Clos :

« Au Caire, beaucoup d'observateurs estiment que le premier objectif à atteindre est de rouvrir les fenêtres égyptiennes sur le monde occidental, Nasser étant conscient de la gravité du péril communiste. »

Il est aujourd'hui admis que la constitution de la République Arabe Unie a été un coup de frein à la montée révolutionnaire. Max Clos ajoute :

« Les Occidentaux, à leur tour, prodiguent les manifestations de sympathie au nouveau régime irakien. L'effondrement de Nouri Saïd a créé un vide qu'il faut bien combler. Les communistes sont les seuls éléments de stabilité dans un pays en pleine anarchie. On est à peu près sûr que Kassem n'est pas communiste. Certains le jugent parfaitement capable de contrôler, et au besoin de freiner, les activités pro-soviétiques. »

Avant de poursuivre, entendons-nous sur le vocabulaire. Les communistes, « seuls éléments de stabilité », c'est l'appareil stalinien, rattaché au Kremlin, face à « l'anarchie » représentée par les milices populaires. Les « activités pro-soviétiques », c'est l'activité révolutionnaire des masses. A preuve, la position qu'adoptent Khrouchtchev et l'appareil dans ce pays.

« En Irak, les démissionnaires voulaient provoquer une crise, afin de compliquer la situation intérieure. Mais, grâce à sa prompte réaction, le général Kassem a écarté le danger d'un complot qui visait à poignarder le gouvernement dans le dos »

écrit l'organe du P.C. libanais. Ainsi, des mesures telles que la désignation, comme ministre, du président de la fédération patronale des industries, venu de l'ancien régime, ou la dissolution des milices populaires, deviennent, sous la plume des staliniens, des actes « révolutionnaires » !

Au 21^e congrès du parti stalinien russe, Sadam Ali, représentant du P.C. irakien, a déclaré :

« Notre parti veut l'affermissement du Front d'union nationale sur une base démocratique, il veut la liberté politique pour les cinq partis du Front d'union nationale, qui doivent participer au gouvernement, à côté des chefs militaires dirigés par le leader héroïque de notre république : Kassem. »

Le « leader héroïque » a comblé les vœux de Sadam Ali : Hussein Djamil, nouveau ministre, est le leader d'un des cinq partis constituant, avec le P.C. irakien, le Front d'union nationale. Il est vrai qu'il était anciennement ministre de la justice de Nouri Saïd. Kassem a, par ailleurs, parfait l'opération en suspendant provisoirement l'organe du P.C. irakien.

✱

Sur l'autel de la « coexistence pacifique », les dirigeants du Kremlin

« accordent toute leur sympathie à ces personnalités : Gamal Abder Nasser, président de la R.A.U., et Abdel Kerim Kassem, chef du gouvernement de la république irakienne »,

car « les Soviétiques respectent les traditions et les coutumes nationales des autres peuples, et tiennent compte de leur architecture sociale. »

(Discours de Khrouchtchev au 21^e congrès du P.C.U.S.).

Autrement dit, l'appareil international du Kremlin soutient et « respecte » la domination de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers semi-féodaux, dans tous les pays du Moyen-Orient. Kassem et Nasser ont les mains libres pour emprisonner les militants communistes qui voudraient modifier dans un sens révolutionnaire « l'architecture sociale » archaïque de l'Irak et de la R.A.U. Ils auront la bénédiction des bureaucrates contre-révolutionnaires qui siègent au Kremlin, et des agents de leur appareil dans le monde entier.

AVEC LES DELEGUES AU CONGRES DE LA FEDERATION DES METAUX G.G.T.

DURANT quatre jours, du 14 au 18 février 1959, la Fédération des Métaux C.G.T. a tenu son congrès. Rien ne pourra mieux marquer le désarroi de l'appareil stalinien que l'incident, resté inconnu, que nous allons relater. Dans le projet de résolution présenté par la direction à la commission des résolutions, un court paragraphe était ainsi rédigé :

« En de nombreuses circonstances, et plus particulièrement dans le cours des événements de mai-juin 1958, les sections syndicales ont fait la preuve de leur aptitude à organiser et à diriger les luttes des métallurgistes. »

Dans la résolution finale, ce passage a sauté. Les dirigeants stalinien ont tout de même « manqué d'air » et ont préféré taire leur carence totale à mobiliser les métallos en mai-juin 1958. Il y a, dans le retrait de ces lignes, passivement exprimé, il est vrai, un aveu que la direction du P.C.F. n'a pas l'habitude de faire, même sous cette forme.

✱

Donc, le congrès de ce qui fut la plus puissante fédération de la C.G.T. vient de se réunir. Les apparences ont été sauvées. Huit cents délégués environ. L'intermède d'Aragon, qui entre en séance pendant le discours d'un délégué ; le président n'hésite pas une seconde à couper la parole à cet « obscur sans grade ». Salamalecs, discours, applaudissements, et quand tout est rentré dans l'ordre, on redonne la parole au délégué, qui, ne sachant trop quelle contenance prendre, était resté au micro. La direction des métaux C.G.T. a le souci des préséances ; le métallos ne fait pas le poids devant le grand poète national, gloire des lettres françaises et parfait valet de l'appareil. Passons.

Le congrès, nous a déclaré un délégué, fut du type stalinien classique : interventions-fleuves des dirigeants, applaudissements cadencés, confetti lancés sur les élus, préalablement désignés par une commission ad hoc. Un autre délégué ajoute :

« Cependant, certaines interventions retinrent l'attention des congressistes : un délégué des métaux de Nantes dénonça (en termes modérés, tout de même) l'isolement dans lequel on laisse les grévistes de la Loire-Atlantique en 1955 et 1957. »

Dire que la voix de la base eût eu le loisir de s'exprimer serait véritablement méconnaître l'art et la manière de préparer un congrès syndical à la mode de l'appareil. Ainsi, avant le congrès, la section syndicale de chez Brissonneau et Lotz (Nantes) avait adopté une résolution, dans laquelle on lit :

« La section syndicale estime que la C.G.T. aurait pu se joindre à la F.E.N. le jour où celle-ci a déclenché sa grève générale (le 30 mai 1958), ce qui aurait pu créer un climat de combat pour les jours qui suivirent. Elle constate que la seule façon de s'opposer au pouvoir fort ne peut être que la réunion organique des forces syndicales. A cet effet, la section estime que la déclaration de juin 1957 de certains responsables C.G.T., F.E.N. et F.O. pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique est positive. La section fait sienne cette déclaration et souhaite que celle-ci soit débattue au congrès fédéral, et que celui-ci l'adopte. Un pas sera fait ainsi vers l'unité organique et le Front Unique à opposer au pouvoir fort. »

Il ne semble pas que cette section syndicale ait eu un représentant au Congrès. Et cela est vrai pour de nombreuses autres sections où, à l'aide de toute une série de manœuvres, les militants opposés au stalinisme ont été éliminés du congrès.

« Ajoute », nous demande un autre délégué, « que, par la savante ordonnance des travaux du Congrès, des délégués, et j'en connais, qui auraient voulu intervenir, n'ont pu monter à la tribune, réservée avant tout aux chefs de file. »

— « Et les interventions ? » demandons-nous.

— « Peu de problèmes, elles se ressemblent à peu près toutes : accord total avec le rapport de Breteau. De temps en temps, malgré tout, un orateur exprimait la constatation de l'inefficacité de l'action syndicale, tel ce responsable de chez Schneider qui est venu se plaindre du manque de coordination entre les différentes sections C.G.T. du trust. »

Sous une forme technique, il y avait là une constatation qui touche à l'efficacité même de la direction C.G.T., incapable de coordonner l'action syndicale.

Le camarade Hoyez, mandaté par le secrétaire du syndicat des charpentiers en fer, a été le seul à prononcer à la tribune, un discours qui « détonait ». Voici l'essentiel de son intervention :

« — Qu'est-ce que le monde ouvrier a à opposer actuellement, au pouvoir fort qui s'achemine vers la dictature ? Des organisations syndicales divisées, opposées même quant au but du syndicalisme. Des syndicats qui, n'ayant pu, dans le courant de mai-juin, adopter une forme d'action commune, se sont avérés incapables d'empêcher l'instauration du pouvoir fort. C'est notamment en raison de cette analyse de la situation que le syndicat C.G.T. des charpentiers en fer a souscrit d'enthousiasme à l'appel pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique ; car le M.S.U.D., et lui seul pourra réaliser un regroupement efficace du mouvement ouvrier, et

lui donner ainsi la capacité de livrer des combats qui, non seulement, préserveront les avantages remis en cause, mais aussi conduiront les travailleurs au but qui est l'essence même du mouvement syndical: la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

« Si ce regroupement », a ajouté le camarade Hoyez, « ne s'opère pas rapidement, nous porterons tous devant les travailleurs la plus lourde responsabilité. 60 % au moins des travailleurs sont inorganisés du fait de la division. Et dans les contacts que, les uns et les autres, nous sommes à même de prendre avec les salariés qui ont quitté les organisations ou qui refusent d'y adhérer du fait de la pluralité, ceux-ci nous opposent des arguments de ce genre: d'accord pour être syndiqué, mais quand il y aura une seule centrale syndicale; ou bien: d'accord pour être syndiqué, mais seulement pour le beefsteak. Que ces arguments soient fallacieux, on peut en discuter, mais ils traduisent un sentiment profond et légitime: les organisations syndicales n'ont pas à apporter leur caution à telle ou telle politique de parti et, devrais-je dire, n'ont pas à manifester cette subordination que nous leur connaissons à la politique de tel ou tel parti. Il est donc nécessaire de tenir compte du besoin des travailleurs d'adhérer à une centrale syndicale unie et démocratique, où tous les courants et tendances pourront s'exprimer librement. »

— « Voilà ce que Hoyez a exposé pour l'essentiel », nous dit un autre camarade, « exprimant par là un sentiment si fort que Léon Mauvais, qui assistait au Congrès avec Frachon, a dû y répondre, en conservant, malheureusement pour le mouvement syndical, à l'égard de ce problème fondamental, l'attitude négative qui lui fait dire que « le M.S.U.D. est antidémocratique, car la démocratie syndicale ne saurait s'accommoder de l'organisation des tendances. »

Ainsi, la démocratie syndicale, style B.P. du P.C.F. dont Mauvais est un membre éminent, consiste à trouver légitime et démocratique l'organisation de la « tendance » stalinienne autour de l'appareil, et illégitime et antidémocratique la reconnaissance des autres tendances! On ne saurait mieux violer les principes de la démocratie ouvrière.

— « En fait », nous dit un autre délégué qui n'a pu prendre la parole, « la direction de la C.G.T. n'a pas du tout l'intention de céder d'un pouce, mais elle entend donner l'impression que la discussion sur le

M.S.U.D. sera parfaitement libre au congrès confédéral de juin. Fait symptomatique, lors de la constitution de la commission des résolutions, Hoyez, seul, vote contre. Stupéfaction du bureau; Breteau, Linet se lèvent:

— Pourquoi ?

— Pour la raison simple, répond Hoyez dans le brouhaha, que je pense que, dans cette commission, ne doivent pas figurer seulement des camarades d'accord avec l'orientation de la Fédération.

Breteau. — Es-tu d'accord pour faire partie de la commission? Oui, nous l'inscrivons.

Un congressiste, dans la salle. — Qu'est-ce qu'il a dit ?

Breteau. — Le camarade Hoyez a demandé à faire partie de la commission.

Un autre congressiste. — Non, ce n'est pas ça, veux-tu dire ce qu'il a dit vraiment ?

Breteau. — Eh! bien, Hoyez demandait que la commission ne comprenne pas que des camarades partisans de la direction fédérale. »

Dialogue hautement significatif, qui démontre que la base, y compris celle qui suit encore la direction stalinienne, manifeste les plus grands doutes sur l'orientation imposée par les sommets du P.C.F. Les militants de toutes tendances réfléchissent. Ils ne sont pas encore arrivés à tirer les enseignements des échecs subis. Mais ils cherchent et se cherchent. Le congrès de la Fédération des Métaux C.G.T. représente une étape de cette recherche. Il faudra aller plus loin, concentrer son attention sur une des racines du mal: le bureaucratisme de l'appareil, et lui opposer la démocratie syndicale authentique, par la reconnaissance du droit de tendance tel que l'exprime le M.S.U.D.

LES GREVES DU BORINAGE, GREVES REVENDICATIVES ?

LES mineurs belges, de larges secteurs de la classe ouvrière, rentrent au travail. Les patrons, les représentants syndicaux et le gouvernement ont tenu leur « conférence de Matignon ». L'ordre va de nouveau régner. Sur l'essentiel, la bourgeoisie n'a pas cédé, même si elle s'est vue dans l'obligation d'opérer de larges reculs. Une série de questions de la plus haute importance doivent être examinées: les mineurs belges pouvaient-ils vaincre? Si oui, quelles perspectives les organisations qui assument la direction du mouvement auraient-elles dû mettre en avant? Autrement dit, quelle était la nature de la grève, et quels étaient ses objectifs véritables?

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire d'examiner, dans toute la mesure du possible, le déroulement du mouvement, et les formes que les travailleurs lui ont données.

✱

Le 9 février, le ministre social-chrétien des affaires économiques, M. Van der Schueren, fait adopter par le Conseil National des Charbonnages une résolution portant fermeture des deux tiers des puits borins et le licenciement de

quelque 7.000 mineurs. Dans toute l'Europe du Marché Commun, la loi du profit reste le moteur de toute la vie économique. La rationalisation ne peut donc prendre que la forme des licenciements, du chômage et de la misère. Cela est vrai pour la Belgique, l'Allemagne, l'Italie et la France (Fives-Lille).

Le 13, à 6 heures 30 du matin, au puits « Crachet », à Frameries-lès-Mons, la grève « sauvage » éclate. 1.500 mineurs, sans aucun mot d'ordre syndical, arrêtent le travail et s'avancent pour faire débayer les puits voisins. Les trains sont arrêtés, les voyageurs qui, au petit matin, vont au travail, descendent et viennent grossir le cortège. 10.000 mineurs entrent en grève, les chaussées sont dépavées, des barricades sont dressées avec des wagons, des tambours de câbles, des rails, des routes sont barrées; à l'entrée de la Bouverie, un wagon de chemin de fer est renversé. A Wasmes, des troncs d'arbre obstruent la route de Maubeuge, interdisant toute circulation. Les grévistes ont coupé les routes Mons-Frameries et Mons-Jemmapes. A midi, la gendarmerie intervient en force pour dégager les routes. Les grévistes, du haut des cabines de commande de certains charbonnages, ripostent en lançant des poutrelles de mine sur les jeeps des gendarmes, lesquels répondent à coups de

matraques et contre-attaquent avec les autos pompes. Mais la gendarmerie n'a pas fini de dégager un barrage qu'un autre est reconstruit un peu plus loin.

La grève, la grève générale spontanée lève son étendard sur la colère élémentaire des masses.

Des piquets de grève s'organisent autour des barricades. D'autres, avec motos, scooters, vélos, voitures, en véritables convois, sillonnent le Borinage. Dès leur apparition, les mineurs cessent le travail et remontent se joindre au mouvement.

Le samedi 14, la lutte continue. Dans la guerre de classes, on ne peut vaincre en restant chez soi. Les grévistes, par milliers, parcourent dès le petit matin dans le brouillard glacé la région, dressent des barricades, telle celle édifiée près du pont de Crachet à Frameries. D'énormes tambours de câblerie, hauts de trois mètres, des wagonnets, des poutrelles de fer, des bois de mines et des barrières de passage à niveau forment un bouchon, qui sera le siège d'une véritable bataille entre les mineurs réclamant leur droit à la vie et les forces de l'ordre de la misère. A Paturages, les grévistes ont arrêté un train venant de Mons, et renversé un camion de cendres sur la chaussée. Des tessons de bouteilles, des clous parsèment les routes. De violentes bagarres éclatent entre police et grévistes. A Frameries, les autos-pompes sont mises en action. Dans la ville, les commerçants baissent leurs rideaux, les cinémas ferment leurs portes. A Wasmes, les rues sont délavées en plusieurs endroits. Le trafic des tramways est interrompu sur la ligne Mons-Boussu. Des manifestants stoppent la circulation sur la ligne de chemin de fer Mons-Quévrain, d'autres se dirigent sur la centrale électrique de Quaregnon pour la débrayer : bagarres avec la gendarmerie. Dans la soirée, à Frameries, la gendarmerie a dû utiliser les lances d'incendie pour dégager un gendarme encerclé par les manifestants. La gendarmerie ayant arrêté des grévistes, la masse des travailleurs s'est portée vers la gendarmerie et s'est heurtée aux gendarmes. A 18 h. 30, les trois grévistes ayant été relâchés, les manifestants ont accepté de se disperser.

Le lundi 16, la grève continue et s'étend ; elle est générale dans le Borinage. Les métaux du laminoir de Jemmapes, les cheminots de Cuesmes, les produits chimiques, fonctionnaires, employés, se joignent au mouvement, les enseignants ferment les écoles, partout les travailleurs débrayent. Arrêt des trams et des trains, blocage de la circulation. Les piquets de grève, organisés spontanément, surgissent de partout : les jeunes sont à l'avant-garde. Des bagarres éclatent. Dans tout le Borinage, les magasins sont fermés.

Les organisations officielles, débordées depuis le 13, ont mis au point leur programme : reprendre en mains le mouvement, pour le canaliser, à une autre étape, dans la voie de l'ordre et de la collaboration des classes. Mais, le lundi 16, le sol est toujours aussi brûlant, il leur faut procéder avec souplesse. Un meeting est convoqué à Quaregnon à 15 heures ; 20.000 manifestants se massent sur la place de la ville minière, encerclée par des détachements de gendarmerie. En rangs serrés, les travailleurs du Borinage ont répondu. La grève est devenue officielle, et les méthodes habituelles utilisées par les bureaucrates dans tous les pays sont mises (si l'on peut dire) en action. La musique est là pour donner un air de kermesse à la terrible bataille contre la misère. Les manifestants veulent se battre, et, malgré le froid, la température est élevée. A Bruxelles ! A Bruxelles ! scandent les milliers de grévistes, qui, spontanément comprennent que, face à toutes les forces de l'ordre coalisées pour défendre le régime du profit, il faudrait s'en prendre au gouvernement, à l'état de la classe dominante. Les orateurs s'élèvent, en paroles, au diapason des masses. Achille Delattre lance le mot d'ordre de la nationalisation. Vital Nicot, secrétaire des mineurs (F.G.T.B.), affirme : « Nous allons poursuivre la grève jusqu'au bout ».

Mais derrière ces déclarations à l'allure martiale, on voit déjà poindre le mécanisme mis en place pour dévoyer le

mouvement. Comme en août 1953, comme en août-septembre 55 en France, les organisations syndicales ont pris la tête du mouvement et vont l'acheminer, en le désamorçant, le temps aidant, dans une impasse. Vital Nicot déclare que les délégués des mineurs seront reçus le soir même à Bruxelles par le premier ministre, M. Eyskens. Une résolution est adoptée à la fin du meeting, demandant notamment « le retrait des mesures gouvernementales, et un nouvel examen du plan de modernisation et de concentration prévoyant le maintien de la production à un niveau normal. Si des résultats satisfaisants ne sont pas enregistrés avant la fin de la semaine, les participants à cette réunion mandatent les dirigeants de l'action commune (Parti socialiste, syndicat F.G.T.B., Mutualité et Coopération) pour étendre la grève générale aux autres bassins à partir de lundi prochain, ainsi que pour organiser une marche sur Bruxelles ». Cette résolution annonce prudemment la capitulation. En effet :

1° En demandant le retrait des mesures gouvernementales, et un nouvel examen du plan élaboré par les capitalistes, les dirigeants officiels s'en remettent en fait au gouvernement des capitalistes. Ils se refusent à dresser leur propre plan, le plan répondant aux aspirations des travailleurs, et qui ne peut être élaboré et réalisé qu'en dehors de l'état bourgeois et contre lui.

2° En retardant d'une semaine la grève générale, les bonzes syndicaux veulent émousser le caractère révolutionnaire de l'action engagée, en laissant huit jours de plus les mineurs en grève, sans salaires, à attendre, l'arme au pied. Cette double tactique ne vise qu'à interdire aux masses le choix de solutions imposées par l'action, et à maintenir celles-ci dans le cadre du parlementarisme bourgeois. Un point de la résolution demande « l'adoption par le parlement d'une proposition de loi, instituant une commission d'enquête sur le montant et l'usage fait des subsides accordés à l'industrie charbonnière ».

Alors que les grévistes ont toutes les possibilités d'instituer eux-mêmes leur propre commission d'enquête, et, en ouvrant les livres de comptes, de déterminer « l'usage fait des subsides accordés à l'industrie charbonnière », les dirigeants « officiels » font appel au parlement bourgeois. La duperie ne peut être plus manifeste. Mais les grévistes qui, spontanément, ont déclenché le mouvement, n'ont pas les instruments organisationnels nécessaires pour tirer les conséquences du jeu de dupes dont ils sont victimes. Parmi les cadres des syndicats règne l'effroi devant l'ampleur du mouvement, il n'y a personne pour se dresser et démasquer les manœuvres des bonzes. La base, livrée à elle-même, s'efforcera, dans l'action, de surmonter les barrages édifiés à l'intérieur de son mouvement. Spontanément, des manifestants, à l'issue du meeting tenu dans « l'ordre et la dignité », etc., se rendent à Mons, où sont incarcérés 17 mineurs arrêtés la veille, et exigent leur libération immédiate. Comme les grévistes de Nantes, le 20 août 1955, devant la prison, ils seront livrés à eux-mêmes.

Les « chefs bureaucratiques » préférèrent préparer les discussions avec le gouvernement plutôt que de se mettre à la tête des manifestants qui veulent libérer leurs frères de classe. Les forces de police encadrent la prison, chargent à coup de matraques, lancent des grenades lacrymogènes et mettent en action les lances d'incendie. Il y a des blessés et des arrestations. Avant de se rendre à Mons, les grévistes étaient allés en masse à la prison de Quaregnon, où une délégation de cinq grévistes visitèrent les cellules pour constater que les détenus étaient à Mons. Toute la journée, le pays minier est témoin de la même volonté de combat. A 7 heures du matin, ils veulent prendre d'assaut la gare de Frameries. A Dour, circulant en camion, les grévistes renversent les poteaux télégraphiques et barrent la route.

Le 17, la grève se poursuit et s'étend. Les 14.000 mineurs du bassin du Centre-Hainaut se joignent au mouvement. Les organisations syndicales utilisent la tactique classique de l'échelonnement. On annonce que les 24.000 mineurs du bassin de Charleroi débrayeront lundi prochain. Mais la pression de la base s'exercera à nouveau. L'ordre de

(suite en page 58)

Un parti libéral bourgeois ou un parti socialiste ouvrier ?

NAISSANCE DE L'U.F.D.

L'UNION des Forces Démocratiques (U.F.D.) est née, en juillet 1958, d'un appel lancé par Daniel Mayer, président de la ligue des droits de l'homme. A cet appel répondirent alors des membres du parti radical (Mendès et ses partisans), de l'U.D.S.R. (Mitterrand et sa tendance), de la S.F.I.O. (Depreux, Verdier et la minorité) ; en outre, la Jeune République (M. Lacroix, l'Union de la Gauche Socialiste, un certain nombre de personnalités du monde universitaire (le doyen Chatelet, Laurent Schwartz, Maurice Merleau-Ponty, etc.) et du monde syndical (Lebrun et ses amis de la C.G.T., Détraz et ses amis du groupe « Reconstruction ») participèrent à ce rassemblement. Les leaders de la Fédération de l'Education Nationale (autonome), G. Lauré et D. Forestier, après avoir assisté aux premières réunions, se tirèrent finalement en dehors.

Un Bureau National fut constitué, qui rassemblait des personnalités agissant en leur nom propre ; bien qu'appartenant aux divers groupes constituants, elles n'étaient pas mandatées par eux (à l'époque, le seul groupe réellement organisé, puisque formant un parti, était l'U.G.S.).

C'est sous le sigle de l'U.F.D. que se présentèrent aux électeurs un certain nombre de candidats appartenant à l'U.G.S., au P.S.A., ainsi qu'aux groupes Mendès ou Mitterrand, bien que, dans ce dernier cas, l'attitude ait été très différente, l'U.F.D. étant souvent sacrifiée à l'étiquette « radical » ou « U.D.S.R. », considérée, ici ou là, comme plus rentable sur le plan électoral.

Enfin, à la présidence de la république, l'U.F.D. présenta la candidature du doyen Chatelet, qui recueillit les suffrages de ceux qui ne voulaient voter ni pour de Gaulle, ni pour le candidat du P.C.F., Marrane.

Durant tout l'automne, le statut et l'avenir de l'U.F.D. faisaient périodiquement l'objet d'articles de presse, en particulier dans « France-Observateur » et l'« Express », où, sous la plume de leaders des fractions intéressées, on proposait le « rassemblement de la gauche non communiste » dans une U.F.D. transformée en parti d'un type nouveau.

En même temps, d'ailleurs, on remettait en question le socialisme, l'existence de la classe ouvrière et la structure du capital, le marxisme et la lutte des classes... tout ce qui enfin pouvait gêner ce « grand rassemblement ».

PARTI OU LIGUE ?

L'affaire prit corps fin décembre lorsque la direction du parti radical (Gaillard) mit en demeure les membres du parti adhérant à deux organisations de choisir. Cela visait évidemment surtout les mendessistes, membres de l'U.F.D. Un délai de grâce leur était laissé, jusqu'à la fin janvier. Mendès, au bureau national de l'U.F.D., au début de janvier, mit du coup les autres membres du Bureau en demeure de choisir eux-mêmes.

« Le Monde » a rapporté cette séance, en indiquant que l'ultimatum Mendès rencontra la vive opposition de l'un des délégués de l'U.G.S., Yves Dechézelles, qui prit parti contre toute transformation de l'U.F.D. en parti et pour le maintien de l'U.F.D.-cartel.

Mais, à cette même séance, L. Schwartz (membre de l'U.G.S., mais siégeant ici en tant que personnalité universitaire) devait proposer un « compromis » : la transformation de l'U.F.D. en une ligue, avec adhésions individuelles, cotisations et timbres, sections, etc., ce qui lui valut une remarque amusée de Mendès, constatant qu'en la circonstance c'était Schwartz le vrai radical !

En fait, au départ, le développement de l'U.F.D. en ligue, préface du parti libéral bourgeois de « type nouveau », a été freinée par l'existence de deux partis constitués : l'un, plus ancien, l'U.G.S., l'autre, plus récent, mais désireux de se consolider et de se structurer, le P.S.A. C'est, en fait, l'attitude de ces deux organisations qui est déterminante quant à l'avenir de l'U.F.D. ... et à leur propre avenir.

U.G.S. : LES EAUX TROUBLES.

Voyons d'abord ce qu'il en est au sein de l'U.G.S. Dès la fin décembre, un certain nombre de militants de cette organisation s'inquiétaient de « l'opération mendessiste » que leur paraissait cacher l'existence et le développement de l'U.F.D. Côté direction, il leur était répondu, en particulier par Gilles Martinet, que l'U.G.S. était la seule à s'opposer à la transformation de l'U.F.D. en parti, le P.S.A. étant déjà acquis à cette idée.

Il ne s'opposait d'ailleurs pas pour autant à ce que l'U.F.D. crée sur le plan national une série de commissions, dont l'une fut chargée de rédiger un programme. Martinet, devant les militants de l'U.G.S., cherchait à manœuvrer pour la transformation de l'U.F.D. en parti, en s'abritant derrière des « nécessités » à lui imposées.

En fait, tout indique que la proposition Schwartz reflétait la pensée du

courant « Martinet-Bourdet-Naville » de l'U.G.S. Quelques jours plus tard en effet, au Comité Politique, deux motions s'opposaient sur la question de l'U.F.D. ; la motion favorable à la « Ligue » l'emporta d'une voix sur la motion Dechézelles (U.F.D.-cartel). Devant la faiblesse de cette majorité, on décida la convocation d'un Conseil National.

Gilles Martinet entreprit une vaste campagne d'information et de propagande en faveur de la solution « Ligue ». Cette fois, il n'était plus question de feindre de s'incliner devant les décisions de partenaires acquis à l'idée de l'U.F.D.-parti : les réticences de la base de l'U.G.S. — comme d'ailleurs celles du P.S.A. — obligeaient le secrétaire général de l'U.G.S. à prendre ses responsabilités, et à assumer la responsabilité d'une campagne pour la liquidation de l'U.G.S. et la création d'un parti libéral bourgeois, et ce, au moment où l'idée d'une fusion socialiste U.G.S.-P.S.A. prenait corps à la base des deux organisations.

Une assemblée fédérale de la Seine de l'U.G.S. adoptait pourtant une motion favorable à l'U.F.D.-cartel.

Enfin, à la mi-février, le Conseil National de l'U.G.S. revient sur la position du Comité Politique et adopte, en y ajoutant seulement un paragraphe confus, une motion favorable à la thèse du cartel. Martinet, battu, menace de démissionner. La crise bat son plein dans toutes les sections de l'U.G.S. !

LE P.S.A. A LA CROISEE DES CHEMINS

L'autre organisation intéressée a connu sur ce point une fièvre moins grande durant ces dernières semaines. Préoccupé de se mettre en place et de se structurer, attentif à la crise à l'intérieur de la S.F.I.O., le P.S.A. s'est tenu sur la réserve — une réserve parfois même excessive, si l'on en croit « Le Monde » qui, rendant compte du Bureau National de l'U.F.D. dont nous parlons ci-dessus, soulignait le silence des représentants du P.S.A. à l'U.F.D.

Il semble bien que ce silence traduise l'embarras d'hommes partagés entre la séduction de « l'opération Mendès », le poids des liens avec la S.F.I.O. en crise et la pression d'une base très largement hostile à l'U.F.D.-parti.

Car la base P.S.A. se refuse à cette éventualité : ces militants n'ont pas

quitté la S.F.I.O. pour se retrouver au parti radical. D'autant plus que les liens personnels des membres du P.S.A. avec certains membres des sections molletistes, restés au parti pour en étant hostiles à Mollet, jouent dans le sens de ne pas abandonner l'étiquette socialiste, de ne pas se couper de ce côté toute possibilité de se retrouver.

Seul sans doute Daniel Mayer, parce qu'il en est le père, pousse à fond dans le sens U.F.D.-Parti. Il est le Martinet du P.S.A.

Néanmoins, il est certain qu'aujourd'hui c'est la détermination du P.S.A. qui peut le plus faire barrage à la manœuvre visant à transformer l'U.F.D. en ligue, puis en parti, sous la houlette de Mendès et de Mitterrand. C'est-à-dire en fait à liquider l'espoir de voir se créer en France un parti ouvrier socialiste hostile à la dictature et indépendant du stalinisme.

UN CANDIDAT A LA RELEVÉ : F. MITTERRAND

Tout semble indiquer que l'un des réalisateurs techniques de la grande manœuvre visant à contraindre (malgré la majorité de leurs adhérents) U.G.S. et P.S.A. à accepter l'U.F.D.-parti, est F. Mitterrand. C'est lui qui, dans les discussions à propos des élections municipales, fut l'un des plus attachés à faire disparaître toute trace d'organisation ou de courant politique autre que le sigle U.F.D.

Il n'est pas indifférent, à ce propos, de rappeler certaines des positions de Mitterrand qui donnent tout son sens à l'opération. Au congrès de l'U.D.S.R. au début février, en réponse aux propositions faites par le Rassemblement des Forces Démocratiques, il répondait : « Nous ne refusons pas le dialogue avec le Rassemblement des Forces Démocratiques. » On sait ce qu'est ce Rassemblement, à l'origine duquel fut la « gauche » chrétienne-gaulliste, qui compte parmi ses leaders Nestor Rombault, qui a voté pour l'investiture au gouvernement Debré.

Mieux, « Le Monde » indique qu'à ce même congrès, M. Lucien Rose (un ami de Mitterrand) a réclamé un grand parti de centre gauche, d'Edgar Faure à Depreux. Et « Le Monde » ajoute : « L'U.D.S.R. est prête à entamer le dialogue avec tout le monde ».

Les commentaires de « France-Observateur » sur ce congrès sont savoureux : le journal de Gilles Martinet note que le « ferme discours de M. François Mitterrand a dominé le congrès... sonnant la volonté de ses amis de poursuivre leur combat au sein de l'U.F.D. ». Quant à l'Express il titre : « La nouvelle U.D.S.R. : une position claire ».

Il est clair, en tous cas, que M. Mitterrand veut être l'un des rassembleurs politiques de la bourgeoisie libérale, pour le moment où le gaullisme ayant perdu tout son suc, sous une forme ou sous une autre se posera le problème de la relève. Mais qu'ont à faire les socialistes de l'U.G.S. ou du P.S.A. dans cette galère ?

LE SENS DE CETTE CAMPAGNE

Que Mendès-France et Mitterrand cherchent à reconstituer les cadres

d'un parti libéral bourgeois, rien de plus naturel. Hommes d'état de la bourgeoisie, ils n'ont jamais caché leur hostilité à des solutions ouvrières et socialistes. Pour eux, le « progrès » ne se conçoit que dans le cadre d'une société où leur classe maintient sa domination par le moyen du parlementarisme bourgeois. Leur position repose sur un calcul fort simple : l'état fort ne réglera rien. Les problèmes demeurant, le parlement redeviendra le lieu où se concilieront, au profit de la bourgeoisie, les intérêts des classes antagonistes. Cette perspective est également celle du parti stalinien, pour qui la coexistence pacifique implique non moins naturellement que le « socialisme n'est pas à l'ordre du jour » (Thorez). Mais chacune des ailes de ce « Front Populaire » est parfaitement consciente qu'un vide est susceptible de se réaliser entre ces deux moments de la vie politique : l'état fort et l'état bourgeois démocratique. Un vide que la classe ouvrière pourrait éventuellement vouloir combler en réalisant ses propres objectifs démocratiques et socialistes, remettant en cause, par son action spontanée, la nature même du système capitaliste. Dans ces conditions, le parti de M. Mollet voué à la désagrégation, il faut que le parti stalinien, restant la seule force « ouvrière » capable de contrôler les masses, apporte son soutien à la formation libérale bourgeoise « renouvelée ». L'existence d'un parti ouvrier socialiste authentique risque de bouleverser ces plans. Dans la mesure même où les travailleurs, avec un autre pôle de regroupement que l'appareil stalinien, auraient au moins la possibilité de confronter dans l'action les diverses solutions à eux proposées, la liquidation du P.S.A. et de l'U.G.S., à laquelle équivaldrait leur fusion dans le cadre de l'U.F.D.-parti libéral bourgeois, permettrait dès à présent aux dirigeants staliens de se présenter comme le seul parti ouvrier. Ceci à l'avantage de Thorez. Pour Mollet, cela aurait une conséquence imprévue pour ces messieurs. A savoir de favoriser son « gauchissement » verbal, face aux travailleurs socialistes qui n'auraient plus d'autre issue, s'ils veulent rompre avec Mollet, que l'U.F.D.-parti bourgeois ou le P.C.F.

Les « syndicalistes » de l'U.F.D. ont nom Détraz et Lebrun. Détraz couvre

l'appareil C.F.T.C., Lebrun l'appareil stalinien. Pour ce dernier, il n'y a d'autre tendance ouvrière que le stalinisme — il l'a montré en condamnant la revendication formulée par le M.S.U.D. de la reconnaissance du droit de tendance. La formation de l'U.F.D., parti libéral bourgeois conforme aux vœux de Frachon-Thorez, satisfait donc complètement ses aspirations « d'opposant de Sa Majesté ».

Le « marxiste » Gilles Martinet a donc été contraint de jeter le masque. Depuis 1945, il a pu, à l'aide de savants exercices de voltige, tenter de se trouver une place de crypto-stalinien non engagé. Il le pouvait, dans la mesure même où il évitait en effet de s'engager trop nettement. La crise dans le P.C.F. est aujourd'hui intense, bien qu'elle n'arrive pas encore à s'exprimer en termes d'organisation ; l'appareil lui-même, en difficulté, a réussi néanmoins, jusqu'à ce jour, à maintenir la façade. La pire des catastrophes, pour les dirigeants staliens qui revendiquent le monopole exclusif de la classe ouvrière, serait que se constitue un parti ouvrier socialiste susceptible d'être pour les ouvriers, y compris les ouvriers communistes, un pôle de regroupement. Cela, il faut, pour les dirigeants du P.C.F. l'éviter à n'importe quel prix. Et c'est pourquoi Gilles Martinet a dû abattre ses cartes. Le « socialiste » d'un « type nouveau » est devenu le protagoniste du parti libéral bourgeois. Le plat valet qui a justifié, en 1946, au nom de l'efficacité, les procès de Moscou, où furent assassinés par Staline les vieux bolchéviks, compagnons de Lénine, a pris son vrai visage. Tant mieux.

**

Signalons, pour y revenir ultérieurement, que ce sont les mêmes phénomènes qui se développent, d'ailleurs plus largement, sur le plan syndical. L'acharnement des dirigeants staliens de la C.G.T. à s'opposer au M.S.U.D. obéit à la même préoccupation que leur désir de voir s'effondrer les militants socialistes du P.S.A. et de l'U.G.S. Car ils savent parfaitement qu'après le 28 mai et le 30 mai 1958, le renforcement du M.S.U.D., dont l'alle marchante est la F.E.N., implique une contestation simple et claire de leur volonté de monopole.

Jean PERRIN.

J. VARLOT :		
Les Poètes de la Commune (Anthologie)		220 Fr.
VIDALENC :		
La Commune de 1871		40 Fr.
Le 1 ^{er} mai		40 Fr.
TALES :		
La Commune de 1871		600 Fr.
DOMMANGET :		
Hommes et choses de la Commune		400 Fr.
La Commune et les Communards		50 Fr.
L'instruction publique sous la Commune		80 Fr.
Histoire du 1 ^{er} Mai		750 Fr.
JEAN CASSOU :		
Les massacres de Paris		400 Fr.
JULES VALLES :		
L'enfant, le bachelier, l'insurgé		1.400 Fr.
« L'insurgé » seul		400 Fr.
Envoi franco de port contre un mandat au C.C.P. 6032-01 Paris, S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris (11 ^e).		

Y a-t-il encore une classe ouvrière ?

OU va la classe ouvrière ? » « Qu'est-ce que la classe ouvrière ? » « Y a-t-il encore une classe ouvrière ? »

Autour de ces questions se développe une offensive qui prétend à démontrer que le marxisme et la lutte de classes sont dépassés, que la classe ouvrière tend à se dissoudre dans la société capitaliste, et que, en tout cas, elle n'est plus une classe susceptible de remettre en question le présent régime social.

A défaut de qualité, cette offensive a pris, en quantité, une grande envergure. L'élément central, jusqu'à présent, en est le numéro spécial d'« Arguments » : « QU'EST-CE QUE LA CLASSE OUVRIÈRE FRANÇAISE ? » On s'étonnera, peut-être, de l'importance que nous attribuons à cette publication. Mais c'est que, à notre avis, le dernier numéro d'« Arguments » fait partie d'une opération politique. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir quels syndicalistes la rédaction d'« Arguments » a choisis pour donner leur avis sur la classe ouvrière : Le Brun, le tristement célèbre opposant de Sa Majesté de la C.G.T., Barjonnet, chargé de forger les alibis théoriques nécessaires à cette même C.G.T., et Détraz, le dirigeant de la C.F.T.C. (1). Ajoutons que les arguments d'« Arguments » se recourent avec ceux parus dans « La Nef », dans « Les Voies Nouvelles » et dans « France-Observateur » sous la plume de Maillet. De plus, ce numéro a bénéficié d'une publicité tapageuse, anormale pour ce genre de revue, dans « France-Observateur » comme dans « L'Express ». Il ne s'agit pas, dans cette affaire, de recherche pure de la part de « spécialistes des sciences sociales », ainsi que se désignent modestement eux-mêmes les rédacteurs d'« Arguments »...

Après chaque grande défaite de la classe ouvrière, on voit se développer une offensive analogue à celle dont nous nous occupons aujourd'hui. C'est ainsi que, après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, et surtout après la foudroyante victoire de l'armée nazie à l'Ouest en juin 1940, il se trouva toutes sortes de gens pour se demander, certains d'entre eux honnêtement, s'il n'y avait pas quelque chose de vrai dans la prétention nazie d'instaurer un « ordre nouveau », c'est-à-dire si le fascisme ne parvenait pas à surmonter, ou du moins à atténuer les contradictions internes du régime capitaliste, voire à dépasser le capitalisme en instaurant un nouveau

régime social susceptible d'assurer une nouvelle phase de développement harmonieux des forces productives. Naturellement, dans ces conditions, il fallait abandonner la perspective de la révolution socialiste — et les défaites successives subies par la classe ouvrière internationale depuis 1923 devaient s'expliquer, non par la politique criminelle des dirigeants réformistes et stalinien, comme le prétendaient les trotskystes, « sectaires » et « dogmatiques », mais par l'incapacité organique de cette classe à remplir la mission historique que Marx lui avait assignée. Et nos « théoriciens » démontraient à qui mieux mieux l'incapacité du prolétariat à conquérir le pouvoir, se référant à son hétérogénéité croissante, au rôle de plus en plus important des techniciens, dénonçant le « mythe de la conscience de classe » en tant que conscience révolutionnaire, etc.

Tout cela a été écrit tout au long à l'époque, et en bien plus d'une version. Il fut démontré, en leur temps, à ces théoriciens, preuves et chiffres en mains, que le fascisme signifiait la dictature du capital financier sous sa forme la plus brutale.

Il leur fut répondu en détail, sur ce point, et sur tous les autres. Ce qui n'empêche qu'aujourd'hui, il nous faut entendre répéter, ressasser et répéter encore, jusqu'à la nausée, les mêmes sornettes, à peine modifiées, nullement améliorées en tout cas. C'est là l'une des plus sévères punitions qu'inflige l'histoire aux révolutionnaires pour leurs péchés : pour le péché majeur, n'avoir pas réussi, en temps utile, à édifier le nouveau parti révolutionnaire qui eût conduit les travailleurs à la victoire.

C'est en effet une réaction naturelle chez les hommes des appareils d'accuser les masses des défaites subies. Si la réaction l'a emporté c'est, bien sûr, parce que les ouvriers ne voulaient pas se battre — et non parce que les dirigeants ont tout fait pour les en empêcher. Le bureaucrate se contente d'exhaler ainsi sa hargne. Mais nos intellectuels ne peuvent en rester là. Ils ont, eux, une tête, du moins ils le prétendent : il leur faut bien faire semblant de s'en servir. Aussi volent-ils au secours du bureaucrate, si vite qu'ils ont tôt fait de le dépasser : si les ouvriers ne se sont pas battus, ce n'est pas tellement qu'ils ne voulaient pas, c'est qu'ils ne pouvaient pas. Car ce ne sont plus les mêmes ouvriers ; tout d'abord, il y a tellement plus de cadres, d'employés, de techniciens, et tous ces gens-là ne sont pas des ouvriers : il n'y a qu'à voir comment ils s'habillent. D'ailleurs les ouvriers eux-mêmes, les vrais, les manuels, s'habillent comme le premier ingénieur venu : ils n'ont plus de casquette, mais ils ont la télévision. Rien d'étonnant, dans ces conditions, s'ils ne sont plus révolutionnaires. Ils ne tiennent même plus tellement à ce qu'on augmente leurs salaires : ne se sentent-ils pas intégrés à l'entreprise, à leur entreprise ? Aussi n'ont-ils plus qu'un désir : s'y intégrer encore davantage, en s'asseyant autour d'une table avec le patron, pour participer à la gestion de « leur » usine.

D'autant que le patron n'est plus, lui non plus, le patron — ou plus tout à fait. Il y a les techniciens — les directeurs — l'état — et le capitalisme ne s'est-il pas plus ou moins planifié ? Ne demande-t-il pas mieux que de se planifier davantage ? En un mot, c'est là un « capitalisme moderne », qui ne demande qu'à faire leur place aux travailleurs ; de toute évidence, les « vieux schémas marxistes » ne s'appliquent plus à ce « capitalisme moderne ».

Il ne faudrait pas croire que nous caricaturons. Sous la phraséologie pédantesque il n'y a, chez nos « spécialistes des sciences sociales », pas d'autres idées que celles que nous venons de résumer. Il est, néanmoins, dans la nature d'une période de réaction comme celle que nous vivons que de telles idées trouvent une large orchestration. Aussi faut-il les réfuter en détail.

Dans une première partie, nous examinerons les vues de nos sociologues sous leur aspect théorique : ce qu'est, à leurs

(1) Pierre Le Brun, secrétaire de la C.G.T., faisait partie de la tendance F.O. ; il est resté à la C.G.T. au moment de la scission : son rôle se réduit à y jouer « l'opposition constructive », l'opposition de Sa Majesté. Au moment des événements de Hongrie, Le Brun se déclare en désaccord avec l'intervention russe. Après qu'une commission de la C.G.T., dirigée par son ami Schaeffer, ait été envoyée en Hongrie pour enquête, Le Brun vote le rapport de cette commission, qui entérine, en fait, la répression russe. Au dernier Congrès confédéral, qui discute des problèmes soulevés par le M.S.U.D. et concernant la démocratie syndicale, Le Brun s'aligne sur la résolution proposée par les stalinien et condamnant les tendances. On sait que, dans leur livre, « Les 13 complots du 13 mai », dont nous rendons compte par ailleurs dans ce numéro de « La Vérité », les Bromberger signalent que Le Brun avait des rapports amicaux avec les gaullistes et qu'il n'était pas effrayé par la perspective de la prise du pouvoir par de Gaulle.

Albert Détraz est le plus beau fleuron de la « gauche C.F.T.C. » (groupe « Reconstruction ») dont les dirigeants, hier comme aujourd'hui fils soumis de l'église de Rome, ne manquent pas d'aider de toutes leurs forces les stalinien pour le sabotage de la grève générale (le rôle, dans les luttes ouvrières de ces dernières années, de cette « gauche C.F.T.C. », à Nantes, par exemple, a fait l'objet, en son temps, dans notre journal, de l'analyse qu'il méritait). Aujourd'hui, elle semble bien préparer son intégration au régime gaulliste (c'est l'un des siens, Nestor Rombaut, qui, élu député M.R.P. à Saint-Nazaire, aux applaudissements de la « gauche », s'empressa de voter pour le gouvernement Debré — voir « La Vérité », n° 514 et 515). Aussi bien, Albert Détraz n'estime-t-il pas que « la différence entre les classes tend peu à peu à s'estomper », que « le vieux problème de l'appropriation des moyens de production n'intéresse plus qu'un nombre restreint de dirigeants » et que « l'état a cessé de représenter l'expression exacte du capitalisme » (« Arguments », p. 25.)

yeux, une classe sociale, quelles sont les classes et quel est leur rôle dans le monde actuel. Nous exposerons ensuite les réponses que donne une analyse réellement scientifique, celle du marxisme, aux mêmes questions ; et nous confronterons l'une et l'autre analyse avec les faits, c'est-à-dire

avec l'expérience des luttes ouvrières.

Nous examinerons ensuite la validité des affirmations des « rénovateurs » sur l'évolution de la classe ouvrière, et la modification de son rôle et de ses perspectives ; nous tirerons enfin quelques conclusions.

Qu'est-ce qu'une classe ouvrière ?

Le numéro d'« Arguments » en question ne compte guère que trois articles qui méritent que l'on s'y arrête : les « Données statistiques sur la condition ouvrière », de B. Mottez (compilation statistique sur laquelle nous reviendrons), l'article d'A. Touraine : « Situation du mouvement ouvrier », et celui de S. Mallet : « Une classe ouvrière en devenir ».

Pour Alain Touraine, il est clair que ce qui fonde (ou fondeait) l'existence de la classe ouvrière, c'est une condition ouvrière définie essentiellement par le travail manuel. Il fait de cette conception celle qui « domine la pensée de gauche », et il la résume ainsi :

« La classe ouvrière peut se définir à partir d'une situation centrale, le prolétariat et les prolétaires ne forment pas seulement une catégorie sociale abstraite mais une classe sociale concrète, c'est-à-dire un ensemble d'individus dont la vie, les manières de penser et de sentir, les intérêts et les buts sont fondamentalement semblables. Le prolétariat est une situation sociale et une expérience vécue. Le prolétariat campe dans la nation, et la frontière qui le sépare de la bourgeoisie sépare aussi une morale d'une autre autant que la misère de la richesse, la dépendance de l'autorité et la non-propriété de la propriété. » (p. 8)

UN TOUR DE PASSE-PASSE

Ayant construit ce schéma prétendument marxiste, Touraine le confronte à la réalité actuelle et triomphe en montrant qu'il n'en rend pas compte. Les transformations de la société et de l'industrie dissolvent cette condition ouvrière qui, autrefois, prenait appui sur « l'autonomie professionnelle » — c'est-à-dire sur le métier que possédait l'ouvrier qualifié, et autour duquel il pouvait organiser une culture et un mode de vie ; condition ouvrière qui se maintenait aussi par la mise au ban de la société de la classe ouvrière (2). Aujourd'hui, cette autonomie professionnelle et culturelle a disparu pour l'O.S., comme a cessé d'exister l'infranchissable frontière qui retranchait le prolétariat du reste de la nation. Le prolétaire s'intègre à la société industrielle, à la fois comme consommateur (au sens large du mot : il participe à ses richesses matérielles et culturelles), et, potentiellement, comme producteur, puisque la société capitaliste ne lui apparaît plus étrangère ni fatalement hostile, du fait même qu'il s'y est « intégré ». Le critère de son comportement n'est plus son appartenance à une classe, mais sa plus ou moins grande « participation à la société ». Et Touraine d'écrire :

« Résumons-nous : dans la nouvelle situation de travail, définie par la suppression de l'autonomie professionnelle, la conscience de classe devient réformiste si le niveau de participation des ouvriers aux valeurs et aux biens sociaux est élevée. Le haut salaire est une forme particulièrement importante de cette forte participation. Mais lorsque s'instaure un système d'organisation bureaucratique, c'est le principe même de la condition ouvrière qui se trouve bouleversé et le problème de la propriété ne peut plus occuper le rôle central qui lui appartenait jusqu'alors : la conscience de classe s'efface. La lutte pour l'avancement, pour la sécurité d'emploi, pour l'élévation des traitements, pour la réforme du commandement, ne s'organise plus autour de la lutte pour le

(2) Excusons-nous d'anticiper sur la suite de cette étude : mais il apparaît d'emblée que, pour Touraine, la classe ouvrière a cessé d'exister avec la fin de l'accumulation primitive.

contrôle des instruments de production. » (p. 17)

D'où cette conclusion :

« ... L'avenir de notre société n'apparaît plus comme l'histoire d'un système économique mais comme l'histoire de mouvements sociaux nourris et orientés par toutes les expériences sociales et culturelles de ceux qui y participent. » (p. 10)

Il s'agit là d'un vulgaire tour de passe-passe. Touraine improvise une définition de la classe ouvrière (travail manuel, et groupe social relégué dans un ghetto), l'attribue implicitement aux marxistes, la démontre caduque... et en tire des conclusions qui refusent tout contenu révolutionnaire à la lutte des travailleurs. Particulièrement remarquable de cette grossière falsification est cette idée d'un « prolétariat campant dans la nation », extérieur à la société, idée anti-dialectique s'il en est, et condamnée par n'importe quel ouvrage historique marxiste (3) !

L'astuce est d'ailleurs trop épaisse pour que S. Mallet, de son côté, s'en contente. Plus habile, celui-ci commence par nous assurer que « la notion de classe sociale appartient de toute évidence au domaine des réalités théoriques », et proclame bien haut son accord avec l'analyse marxiste de la société pour, ensuite, lorsqu'il passe de la théorie à la pratique, reconnaître que cette analyse ne saurait s'appliquer comme telle à la réalité contemporaine (4). L'intégration de l'ouvrier à l'entreprise, les hauts salaires, l'accès à une couche sociale supérieure des éléments les plus dynamiques de la classe ouvrière, la fusion entre les modes de vie de la petite-bourgeoisie et de toute une fraction de la classe ouvrière, et le développement constant d'une couche salariée « détachée du courant même de la production, (qui) se caractérise évidemment par sa malléabilité politique », tout cela modifie considérablement les données de la lutte des classes. Lutte qui pourtant subsiste, mais qui ne se manifeste plus guère que dans le cadre de l'entreprise, où elle prend la forme d'aspirations « gestionnaires ». Voici ce que Mallet entend par là :

« La politique d'intégration à l'usine qui exige la « participation volontaire » et consciente à la production, la structure du salaire, basée sur la productivité moyenne de l'entreprise et non plus sur le rendement individuel, accroît son intérêt (celui de l'ouvrier) pour les problèmes de gestion, les questions purement économiques de la production. En ce sens, l'intérêt apporté par les ouvriers des branches avancées au fonctionnement de leur comité d'entreprise le démontre, la lutte revendicative débouche aujourd'hui directement sur les problèmes de la gestion. Et ceux-ci ne peuvent finalement être résolus dans le sens voulu par la classe ouvrière sans que soit mise en question la propriété même des moyens de production. » (p. 20).

Ce qui, traduit en clair, veut dire que les ouvriers doivent s'associer le plus possible à la gestion de « leur » entreprise capitaliste... pour remettre en question le capitalisme !

(3) Il suffit de lire, pour s'en convaincre, « Les luttes de classes en France » ou « Le 18 brumaire de Louis Bonaparte » de K. Marx.

(4) « L'expression de ce rapport juridique » (le rapport des ouvriers et des capitalistes avec les moyens de production) « ne peut, sans danger, être extrapolée directement au plan sociologique », écrit-il dans son jargon. On comprendra aisément qu'il ne nous est pas possible de tout oter. Sans doute nous accusera-t-on de falsifier, de déformer... Nous n'y pouvons rien. Quant à ceux de nos lecteurs qui en auront le courage, ils pourront remonter aux sources, et lire « Arguments ».

DE VIEILLES IDÉES

Tous ces raisonnements, quelque peu repeints aux couleurs fraîches de la « sociologie industrielle » ne sont guère qu'une reprise des idées les plus générales de la pensée bourgeoise appliquée aux problèmes sociaux.

C'est-à-dire qu'elles constituent la négation même de toute science historique et sociale.

A l'essai de saisir dans son mouvement une réalité globale et historique, on substitue la recherche d'un prétendu « concret » qui est, suivant l'expression de Lénine, « la pire des abstractions », puisque l'on isole arbitrairement un moment de la recherche et l'un des éléments du processus que l'on veut décrire, leur étant ainsi toute signification. Par exemple, on considérera que le facteur technique prime tous les autres, oubliant que les techniques jouent à travers des rapports sociaux qui en conditionnent le développement. On fera des conditions particulières de travail, du travail comme opération, l'essentiel, ignorant les problèmes au niveau de la société. On ira jusqu'à une « micro-sociologie » de l'usine ou même de l'atelier, préférant la description du détail à l'analyse historique et critique...

A cette décomposition de la science sociale — qui marque une régression, non seulement par rapport aux systèmes sociologiques du XIX^e siècle, mais même par rapport aux grandes généralisations des philosophes du XVIII^e siècle, il faut opposer, une fois encore, l'analyse scientifique.

L'activité capitale de l'humanité, c'est la production. L'homme produit pour assurer sa subsistance et son développement. Il assure ainsi sa domination sur la nature. Pour produire, les hommes doivent établir entre eux des relations précises — les rapports sociaux de production — qui sont déterminées par l'état des forces productives, c'est-à-dire par le degré de domination de l'homme sur la nature, et qui réagissent ensuite d'une manière décisive sur l'évolution de ces forces productives, et sur le développement de la société tout entière. La division du travail permet le développement de la productivité, l'accroissement des forces productives, et l'existence d'un surproduit (la société produit plus qu'elle ne consomme), condition même du progrès. A une étape donnée, le niveau des forces productives est tel que toute une partie de la société peut se consacrer à des tâches de direction ainsi qu'au développement de la connaissance. Apparaissent alors les civilisations. Mais le niveau des forces productives est, en même temps, insuffisant pour que l'ensemble de la société puisse accéder à cette situation privilégiée. La société se divise donc en classes — dominantes et opprimées — la classe dominante s'appropriant le surproduit.

La société capitaliste est la société de classes la plus achevée de l'histoire de l'humanité. C'est aussi la dernière, car non seulement le développement des forces productives y atteint un niveau assez élevé pour qu'y existent en germe les préconditions matérielles d'une société sans classe, mais aussi parce que la société capitaliste a produit une classe — le prolétariat — dont l'affranchissement n'est possible que par l'abolition de toute domination de classe, donc par l'affranchissement de l'humanité tout entière.

LA CLASSE EXPLOITÉE

Nous nous excusons de ce bref résumé des conceptions marxistes, extrêmement élémentaire et trop rapide pour n'être pas abusivement schématique. Mais il semble bien que la discussion se situe d'abord à ce niveau. Nous pouvons maintenant aller plus loin.

Ce n'est pas par la consommation que l'on peut définir une classe sociale; la consommation, la répartition sont subordonnées à la production. Ce n'est qu'à partir d'elle, de la place que les groupes sociaux y occupent, que l'on peut définir les classes. Certes, à la limite, les hauts revenus et les très bas, la richesse et la misère se confondent avec la situation de classe. Mais on ignorerait les divisions essentielles de la société en faveur d'aspects secondaires si on voulait tenter de la diviser en un nombre considérable de couches correspondant aux divers standards de vie. La

question-clé est celle de l'origine des revenus (5), pas celle de leur volume.

Ce n'est pas non plus par la forme spécifique du travail : agriculteur, ouvrier d'usine, employé que peut se définir une classe (6), ni par la référence aux rapports qui existent dans l'entreprise : l'opposition ouvrier-contremaître n'est pas une opposition de classe. C'est par sa fonction qu'une classe peut se définir, c'est-à-dire par sa place dans la production, comprise comme activité de la société tout entière, et par ses relations avec les autres classes.

La division la plus importante de notre société, celle qui engendre, définit l'existence de deux classes antagonistes, et dont l'antagonisme est fondamental, c'est celle qui oppose les possesseurs des moyens de production (et partant des produits qu'ils permettent de fabriquer, du surproduit social), à ceux qui ne possèdent en propre que leur force de travail (c'est-à-dire leur capacité de produire), et qui sont contraints d'en vendre l'usage aux propriétaires des moyens de production. Ainsi se définissent bourgeoisie et prolétariat. Le salariat exprime la situation du prolétariat; le salariat, c'est-à-dire l'exploitation, car le salaire ne représente pas l'équivalent de la valeur produite par l'ouvrier en un temps donné, mais le prix de la force de travail de l'ouvrier pendant le même temps. La différence constitue la plus-value, expression sous forme monétaire du surproduit, que se répartissent les détenteurs du capital.

Classe exploitée, le prolétariat est aussi la classe productrice. Ce sont les prolétaires qui produisent l'ensemble des biens, qui assurent le transport, les conditions matérielles des échanges, la comptabilisation sociale de ces biens. C'est là la seule définition qui rende compte de la réalité du prolétariat, qui permette d'avancer dans une analyse de cette classe (7).

Naturellement, la classe ouvrière n'est pas une classe homogène. Ses divisions internes se manifestent à travers l'existence de courants politiques différents et violemment opposés. Refuser de faire du niveau de consommation, du mode de vie, un critère décisif, ce n'est pas en ignorer les conséquences. Les intérêts historiques et généraux de la classe ouvrière, ses intérêts immédiats même, à une étape donnée, peuvent fort bien être représentés par une fraction de la classe seulement, tandis que d'autres couches, succombant à l'influence de la bourgeoisie, peuvent adopter une position réactionnaire. Marx et Engels signalaient déjà ce qu'ils appelaient « l'embourgeoisement de la classe ouvrière britannique », à qui la bourgeoisie concédait quelques miettes du butin qu'elle réalisait sur le dos des peuples coloniaux. Lénine a analysé le phénomène de la formation d'une aristocratie ouvrière, et y a vu la base matérielle du réformisme.

Se refuser à voir dans la forme du travail le critère décisif, ce n'est pas nier l'importance des conditions de travail, de la concentration notamment, comme élément de la prise de conscience des travailleurs, c'est pourquoi, dans l'œuvre de Marx, comme dans celle des marxistes, une place prééminente est donnée aux travailleurs de la grande industrie. Il y a, au sein de la classe ouvrière, des couches dont le rôle est plus décisif que celui des autres.

Mais cette hétérogénéité de la classe ouvrière ne signifie

(5) Nous revenons plus loin, à propos des cadres, sur la question des « hauts salaires ». Disons tout de suite que nous ne prétendons nullement que le volume des revenus soit sans conséquence. Nous affirmons simplement qu'à partir d'un certain niveau, les revenus ne sont plus des salaires mais représentent une participation à la plus-value globale : leur origine n'est plus la vente de la force de travail, mais l'exploitation.

(6) Ce qui ne veut pas dire que cette division par grands types d'activité n'ait aucun sens. Elle a été une étape du développement des sciences sociales — chez les physiocrates, chez Ricardo, elle est un moment de toute étude de la réalité sociale — voir l'introduction à la « Critique de l'économie politique » de Marx.

(7) Il n'est pas possible de poser dans le cadre de cet article les problèmes du travail productif et du travail improductif. Soulignons seulement que le travail productif ne se limite absolument pas au travail manuel ni à la production d'objets (c'est la production de valeurs qui le définit).

nullement que la classe soit une notion abstraite, dont la réalité ne serait pas sensible à tous ses membres. L'expérience commune que font tous les travailleurs, c'est celle de la nécessité de vendre leur force de travail pour vivre — celle de ce que le patron s'efforce d'obtenir d'eux toujours plus de travail contre toujours moins d'argent — de ce que la consommation de leurs énergies vitales ne sert qu'à enrichir le patron ou ses actionnaires — de ce que les capitalistes qu'ils enrichissent ne se soucient nullement de préserver leur santé ou leur vie — en un mot, l'expérience de l'exploitation, commune à tous les métiers et transcendant toutes les situations particulières. Ils apprennent en même temps, à travers une expérience toujours renouvelée, qu'il n'y a d'autre limite à cette exploitation que celle qu'impose au capital la résistance collective des travailleurs. Et c'est à partir de là que les travailleurs, à quelque secteur qu'ils appartiennent, s'orientent vers l'action révolutionnaire.

Mais la réalité de la classe ouvrière ne peut être saisie, le nez sur le processus de travail, et la loupe de la sociologie industrielle collée à l'œil. C'est dans son développement historique, dans les différentes phases de son affirmation comme classe qu'on peut la réaliser. C'est dans le cadre de

la lutte de classes, lutte vivante qui met aux prises des hommes et non des abstractions, que la classe ouvrière acquiert la conscience de son unité et de ses intérêts. C'est dans ce cadre que l'on peut faire œuvre utile en analysant le contenu et les formes de son combat permanent.

En juillet 1957, la corporation qui s'est placée à la pointe du combat ouvrier, débordant les directions qui refusaient la lutte, utilisant les méthodes classiques comme celle de la manifestation, c'est celle des employés de banque, une couche de travailleurs qui, pour Mallet, ne mérite que le mépris par son caractère petit-bourgeois et sa « malléabilité politique », et dont le développement est l'un des « changements » dont il prétend tirer argument.

A un moindre niveau de violence, parce que la lutte était d'une ampleur moindre, les employés de banque se sont exactement comportés en 1957 comme les métallos nantais en 1955 (8).

Comment comprendre leur lutte, si l'on se refuse à voir que le critère qui définit la classe ouvrière, c'est celui de l'exploitation, et que le contenu profond de tous les combats ouvriers, c'est la volonté d'en finir avec les exploités ?

L'évolution de la classe ouvrière française

La classe ouvrière est « en devenir », nous assure Mallet. Et comment donc, comme tout le monde, et comme Mallet lui-même, dont le devenir d'ailleurs, ne manque pas d'être inquiétant. Elle évolue, renchérit Bernard Mottez, chiffres à l'appui... Voilà des portes ouvertes enfoncées avec beaucoup de fracas. La classe ouvrière évolue ! Mais qui l'a nié ? Les marxistes sectaires, peut-être ?

La classe ouvrière est en évolution constante, car le capitalisme révolutionne sans cesse les techniques de production (9). Son histoire, c'est celle du développement des forces productives, et, comme le disait Marx, « la plus importante des forces productives, c'est la classe productrice elle-même ». Les modifications subies par la classe ouvrière ne se limitent pas seulement à sa croissance en nombre et en culture, mais aussi à des changements dans la structure de la classe ouvrière, dans les rapports qui existent entre ses différentes couches et dans leur importance relative. Mais quels changements, et quelle signification ont-ils ?

LA CLASSE OUVRIÈRE PLUS FORTE QUE JAMAIS

« Mais, lorsque Marx écrivait, les ouvriers (agriculture et industrie) constituaient l'essentiel des salariés (90,1 % en France en 1851) », écrit Mottez, qui veut à toute force identifier travail manuel et classe ouvrière, et il assure que le « développement des sociétés capitalistes est venu infirmer certaines des prédictions de Marx, celle en tout cas d'une séparation toujours plus nette entre deux classes antagonistes » (p. 2).

Certes, en France comme dans tous les pays capitalistes, le secteur que l'on appelle « tertiaire » dans la classification de l'économiste Colin Clark augmente plus vite que le « secondaire ». On sait que, pour Clark, le secteur « primaire » est celui de l'agriculture et des industries extractives, le secteur « secondaire », celui des industries de transformation, et le « tertiaire », celui qui regroupe les catégories non directement liées à la production (employés et fonctionnaires en font partie).

Mais avant de tirer de hâtives conclusions de ce phénomène, précisons d'abord que, depuis un siècle, le poids des salariés (les ouvriers d'industrie, les ouvriers agricoles, plus

les fonctionnaires et les employés) n'a cessé d'augmenter par rapport à l'ensemble de la population active. En 1851, ils représentent 54,60 % de la population active ; en 1954, 65,2 %. Pendant le même temps, le pourcentage des ouvriers relativement aux autres groupes de salariés passait de 90,1 % à 59 %, tandis que celui des employés passait de 2,2 % à 37,5 %.

A moins de vouloir exclure les employés et les fonctionnaires de la classe ouvrière, on est bien obligé de constater que la « division en deux classes antagonistes » s'accroît. Il faut encore ajouter que ces chiffres déforment la réalité. La division en secteurs est extrêmement contestable du point de vue de l'analyse sociale. Cette classification escamote l'essentiel, à savoir l'extension des rapports capitalistes et la dynamique de leur développement.

C'est ainsi que ces chiffres ne donnent aucune idée de la concentration capitaliste dans tous les secteurs. Ainsi, dans le secteur dit « secondaire », en 1862, sur 100 salariés, 42 personnes étaient occupées au travail des étoffes et 7 seulement dans la métallurgie ; aujourd'hui, la proportion est de 19 contre 23.

Plus encore, ils ne permettent pas de saisir les transformations considérables subies par les catégories fonctionnaires et employés. Au milieu du XIX^e siècle, la catégorie « employés » regroupait des salariés dispersés, sans cohésion sociale : commis de boutiques, clercs de notaires, nombreux domestiques, etc.

Aujourd'hui, cette catégorie a été radicalement transformée, aussi bien dans sa composition que dans ses conditions de travail. En 1866, pour 100 salariés du « tertiaire », par exemple, on comptait 31 personnes s'occupant des soins domestiques, en 1952, on n'en compte plus que 12. La concentration capitaliste a joué : le personnel d'un grand magasin n'a pas les réactions du petit commis d'épicerie. Les banques et les compagnies d'assurances sont devenues de grandes entreprises, non seulement de grandes unités de travail, mais des lieux où le travail est effectué selon les méthodes les plus modernes, où une mécanisation et une rationalisation accrues font des employés des grandes compagnies des travailleurs extrêmement proches des ouvriers d'industrie.

C'est dire que cet ensemble de couches de la classe ouvrière, parfois légèrement rassemblées sous le vocable un peu méprisant de « couches périphériques », peuvent jouer un rôle plus grand que par le passé dans la lutte des classes.

(8) Voir la brochure : « La grève des banques de juillet 1957 » (en vente à la S.F.E.L. : 100 fr.).

(9) Répétons-le, car la question est d'importance : c'est d'abord le capitalisme qui révolutionne les techniques et non seulement l'inverse. C'est la dynamique des rapports sociaux dans son ensemble (et la technologie n'est elle-même qu'un rapport social) qui est déterminante pour l'évolution historique, non la seule « technique ».

loin d'être un frein pour le prolétariat industriel, elles deviennent ses plus sûrs alliés. En témoignent, et le caractère de la grève des banques dont nous avons parlé plus haut, et le rôle des fonctionnaires dans la grande grève d'août 1953.

ET LA QUESTION DES CADRES ?

Et la question des « cadres » ? Ne sont-ils pas nombreux parmi ces employés et ces fonctionnaires, ne tiennent-ils pas, par-dessus tout, à conserver leur rang et leurs privilèges ? On parle beaucoup des « cadres ». En effet, certains y voient la couche la plus importante de demain, celle qui assurera la stabilité du régime. Mais, sous le terme de « cadres », on englobe des réalités bien différentes. Non que nous ayons l'intention de nier l'importance de la question parce qu'on la pose mal. Il est certain qu'il existe des millions de « petits chefs », qui, bien que leurs revenus soient parfois modestes, tiennent à leur rang et peuvent considérablement gêner le développement d'un mouvement revendicatif. Ce n'est pas nous qui sous-estimons l'importance des facteurs idéologiques, des habitudes conservatrices... Mais c'est là un problème politique, et pour l'instant nous parlons de la situation sociale des « cadres ».

A ce sujet, il est évident qu'il faut distinguer entre les cadres moyens et les cadres supérieurs. Les chiffres officiels sont là-dessus imprécis, et, pour en juger la valeur, il suffit de rappeler que les instituteurs sont considérés comme des cadres moyens. Fondamentalement, les cadres moyens, qui représentent 31 % de la masse globale employés et cadres, sont des salariés comme les autres.

Mais les cadres supérieurs, même lorsqu'ils gagnent des salaires astronomiques, sont-ils toujours des exploités, puisque salariés ? N'arrive-t-il pas fréquemment que des directeurs soient aussi des salariés ?

Il ne faut pas se laisser prendre aux apparences. Ce qui compte c'est l'origine du revenu, non le fait que ce revenu soit baptisé « salaire ». Toute la question est de savoir s'il s'agit véritablement d'un salaire, déterminé par la valeur de la force de travail, ou bien d'une part prélevée sur la plus-value globale représentant la partie non payée du travail des ouvriers.

Leur salaire même ne représente pas seulement la valeur de leur force de travail — qui est, comme toute marchandise, déterminée par le temps de travail nécessaire en moyenne pour la produire, donc susceptible d'être déterminée à partir du nombre d'années d'études préparatoires nécessaires à l'exercice de leur fonction, du revenu nécessaire au niveau de vie moyen correspondant à leur fonction, etc. En fait, sous forme de salaire, ils perçoivent, outre cette contre-valeur, une fraction de la plus-value que le capitaliste leur rétrocède pour les intéresser par là même à l'exploitation. Ce qui est le cas pour les directeurs qui, de plus, sont souvent actionnaires de l'entreprise où ils travaillent. Il est évident que c'est la source véritable de leurs revenus, et non son montant — autrement dit, que c'est le degré de parasitisme, de non-valeur économique de leur fonction — qui sera, la plupart du temps, déterminante quant à leur attitude dans la lutte des classes.

Les hauts fonctionnaires, eux aussi, perçoivent bien souvent un « traitement » sans rapport avec le travail fourni par eux, qui en fait de véritables parasites sociaux, et qui rémunère en fait leur participation à l'administration de l'appareil d'état proprement dit, leur rôle « d'autorité », de répression ou d'encadrement.

Mais il faut dire que l'importance de cette couche est bien moindre que l'on ne le dit habituellement : elle ne représente, en commun avec les professions libérales, que 2,9 % de la population active.

Les quelques remarques sur la question des cadres conduisent à une précision sur les causes du gonflement du secteur dit « tertiaire ». D'une part, le développement des forces productives, l'extrême complexité des conditions de production, la diversification des besoins, le perfectionnement de la comptabilité sociale mobilisent une fraction croissante de la main-d'œuvre dans des activités qui ne sont liées

qu'indirectement à la production. D'autre part, le parasitisme du système capitaliste se manifeste par la multiplication d'emplois socialement inutiles : hypertrophie des circuits de distribution, services de publicité, etc., sans compter que toute une série de fonctions n'ont de sens que comme fonctions d'encadrement des travailleurs, comme fonctions de répression et de coercition.

LES MODIFICATIONS DANS L'INDUSTRIE

On fait beaucoup état aussi des modifications que subit la situation des ouvriers de l'industrie ; ces modifications apporteraient des changements décisifs à la lutte de classes. Mallet est le spécialiste de ce genre d'affirmations : on sait (comment ne pas le savoir, puisqu'il a confié ses impressions à « France-Observateur », à « La Nef », et à « Voies Nouvelles » ?) qu'il a visité une raffinerie. Ce fut une véritable révélation : il rencontra la classe ouvrière moderne, dans une entreprise non moins moderne ; et il la comprit. L'ouvrier « intégré », désireux de participer à la vie de son entreprise, avait depuis longtemps renoncé à la lutte pour le bifteck, et voulait transformer les rapports de production à partir du Comité d'Entreprise !

En réalité, le seul changement sérieux que l'on puisse signaler est une transformation commencée depuis des années et qui, bien naturellement, se poursuit. Dans les industries avancées, les anciens ouvriers qualifiés et les manœuvres diminuent en nombre par rapport aux O.S. qui deviennent les ouvriers-types de la grande production moderne.

Encore une fois, il faut être prudent et ne pas se jeter tête baissée dans de trop hâtives conclusions. C'est à travers les rapports sociaux que progressent les techniques. L'évolution des techniques agit ensuite sur les hommes, peut modifier les données ou les moyens de leur lutte, mais certes pas directement. Les traditions, le degré d'organisation, la situation générale, l'ensemble du contexte politique et idéologique conserve toute son importance.

Il faut remarquer que la classe ouvrière française en général, et les O.S. en particulier, n'ont pas eu de chance lorsque les mandarins des « sciences sociales » se sont intéressés à eux. En 1952, J.-P. Sartre voyait dans le « malthusianisme » de l'industrie française et le remplacement des professionnels hautement politisés par l'O.S. inculte le drame du prolétariat français et, par voie de conséquence, de la « Gauche ». Le P.C.F., en dépit de ses louables efforts, ne pouvait rien faire pour ce prolétariat ignare et paralytique !

Et voici que, pour Touraine, l'O.S., privé de l'autonomie culturelle par la disparition du métier, de la qualification, ne se « pense » plus comme ouvrier, du moment qu'on lui assure une raisonnable participation aux biens de ce monde. C'est lui le responsable de tous nos malheurs !

Pour revenir aux choses sérieuses, il faut insister sur le fait que, s'il est un point où les analyses de Marx se trouvent confirmées, c'est bien celui de l'évolution au sein du prolétariat universel. Débarrassé du cloisonnement du « métier », ayant pourtant accès à une culture industrielle que ne possédait pas le manœuvre d'antan, pratiquement interchangeable, lié à la collectivité, l'O.S., défini par sa seule force de travail, est bien l'ouvrier universel qu'anticipait Marx.

La classe ouvrière américaine, où les modifications de cet ordre sont encore beaucoup plus profondes, beaucoup plus poussées qu'en France, a-t-elle tendance à se dissoudre dans la société ? N'est-elle pas, au contraire, puissamment organisée, et le moindre de ses mouvements ne remplit-il pas de crainte le premier impérialisme du monde ? Certes, elle n'a pas encore su s'affirmer politiquement face à sa bourgeoisie, mais c'est là un problème que, seule, une analyse historique et politique permettrait de résoudre. Le recours à une fatalité sociologique ne nous apprendrait rien.

LA DIGNITÉ DU CONSOMMATEUR

Bernard Mottez parle, dans son article, de « la dignité du consommateur », en faisant comme nous, il est vrai, en mettant cette expression entre guillemets. Pour lui, l'ouvrier a

enfin atteint cette dignité, et ceci se manifeste d'abord par le fait que « le salaire tend à rémunérer une fonction, un statut, un consommateur, et non plus un travail ». Suit cette forte formule : « Une certaine forme d'isolement ouvrier disparaît. De plus en plus intégré dans la société globale et sollicité comme consommateur, le travailleur tend à adopter les valeurs et les biens de la société globale — la disparition du vêtement comme symbole de classe est manifeste à cet égard. » Qui eût cru que, pour un aussi profond sociologue, la casquette était, comme pour les bonnes dames du boulevard Saint-Germain, un indice de l'agressivité ouvrière ? Il s'agit là, pourtant, d'une notion fondamentale commune à toute l'équipe. A preuve Serge Mallet qui, retour de Fives-Lille, nous livre dans « France-Observateur » cette précieuse constatation : « Seul, dans toute la France, le prolétariat du Nord porte encore la casquette. »

Agressivité qui disparaît avec sa conscience de classe, depuis qu'il est un consommateur comme les autres, que « son niveau de participation s'élève » comme dit Touraine. Il n'est pas possible de s'étendre ici sur l'économie politique de Mottet, pour qui la consommation paraît être l'élément moteur de l'économie. Bornons-nous ici à dire que c'est seulement dans une société socialiste que la consommation, la satisfaction des besoins, constituera l'objectif consciemment fixé à l'économie planifiée. En régime capitaliste, seuls comptent les consommateurs solvables ; leur solvabilité étant fonction de la répartition des revenus. Or, cette répartition est régie par la division en classes de la société. Pour les uns, le revenu est un salaire, prix de vente de leur force de travail ; pour les autres, une fraction de la plus-value sociale extorquée aux travailleurs, autrement dit, leur revenu est prélevé sur la fraction non payée du travail des ouvriers ; c'est dire que le montant des besoins solvables, de la consommation, est déterminée par les rapports entre les classes, rapports dont la source est dans la production et non dans la consommation. La nature qualitative des besoins est également déterminée par les rapports de production : objets de consommation courante pour les travailleurs, produits de luxe et moyens de production pour les capitalistes. En un mot, la consommation est engendrée par la production, et non l'inverse. Mais il faut, de toute façon, souligner que le haut niveau de consommation atteint par la classe ouvrière est un mythe. Il suffit, à ce sujet, de citer un chiffre : en 1949, le revenu annuel moyen d'un salarié était de 265.000 francs par an (moyen, c'est-à-dire que les salaires des cadres sont compris dans cette moyenne !). Le niveau de vie ayant, d'une manière générale, régressé depuis sous le coup de hausses successives, il est facile de constater que, pour l'ouvrier, la « dignité du consommateur » est bien précaire et toute relative.

Comme conséquence du développement de la production, de nouveaux besoins sont nés, que les travailleurs cherchent à satisfaire par priorité. On économise sur la nourriture pour utiliser la moto, on abandonne l'idée d'améliorer le logement pour « s'offrir des vacances ». Considérer ce genre de choix comme la preuve d'une amélioration constante du niveau de vie ouvrier c'est se moquer du monde. L'absurde théorie stalinienne de la paupérisation absolue qui fait abstraction du développement des forces productives est bien utile aux sociologues pour camoufler leurs propres erreurs : ce qui est en question, c'est l'accentuation constante de l'exploitation. Qui oserait prétendre que le niveau de vie a suivi une courbe parallèle à celle de la productivité ?

On nous objectera sans doute que certaines couches plus privilégiées de travailleurs hautement qualifiés peuvent maintenant acquérir des moyens de confort ou d'évasion auxquels, dans le passé, ils n'avaient pas accès.

C'est vrai, bien que cela le devienne de moins en moins, le niveau de vie subissant actuellement une chute brutale. Mais « parlons en général ». Qu'est-ce que cela change ? La possibilité, pour un ouvrier, d'acquérir des biens auxquels il n'avait pas accès auparavant, change-t-elle quoi que ce soit à sa situation de prolétaire ? L'exploitation en est-elle diminuée ? En est-il plus libre ? Il faut être sérieux : la volonté de renverser un régime où l'homme n'est qu'une machine ne se satisfait pas de la possession d'une collection — d'ailleurs modeste — d'objets de semi-luxe. Une douche

ou une voiture n'effacent pas la conscience de classe. (10)

Encore une fois, que ceux qui s'acharnent à faire disparaître la classe ouvrière dans une société capitaliste qui parviendrait à résorber harmonieusement ses contradictions, regardent vers l'Amérique. Il est là-bas des usines où chaque ouvrier a sa voiture ; parfois, s'il est hautement qualifié, il peut dans certains cas en posséder deux, la seconde servant à sa famille. Cela n'empêche pas cet ouvrier d'être exploité et de faire grève pour que l'on augmente son salaire. Il se rend à son piquet de grève en voiture (et sans casquette !)... ce qui ne nuit nullement à l'efficacité du dit piquet !

LES RÊVES DES SOCIOLOGUES ET LA RÉALITÉ

Les « spécialistes des sciences sociales » n'ont guère de chance. Leur description d'un capitalisme semi-idyllique, « moderne » et « rationnel » ne pouvant sonner plus faux qu'aujourd'hui. Toujours vulgaires, nous n'hésiterons pas à abandonner la discussion générale pour soumettre à ces rêveurs quelques faits concrets (ils sont friands de concret) récents.

L'ouvrier est maintenant intégré à l'entreprise, nous explique-t-on, et ce, surtout s'il s'agit d'une entreprise moderne. La stabilité de l'emploi lui est en fait garantie, surtout s'il est hautement qualifié ou s'il est ancien dans l'usine. Et cela après les licenciements de Fives-Lille, de Denain. Or Cail est une entreprise moderne et ce qu'elle est en train d'accomplir en privant près de 800 ouvriers de leur travail, c'est, justement, sa rationalisation tant vantée, son adaptation aux besoins du marché européen. Pêle-mêle parmi les licenciés, on trouve des jeunes, des anciens, des ouvriers hautement qualifiés, des O.S. et même des employés du « secteur tertiaire ». Tous, des prolétaires qui vont renforcer l'armée de réserve du travail, des chômeurs parce qu'il en faut à ce système pour qu'il fonctionne... contrairement sans doute aux prévisions de Marx sur « les classes antagonistes ».

On s'attendait à ce que l'affaire de Fives-Lille, qui semblait contredire toutes ses théories, si solennellement proclamées, sur « l'intégration des ouvriers à l'entreprise », mit Serge Mallet quelque peu dans l'embarras. Ce serait mal le connaître. Il est allé sur place, comme envoyé spécial de « France Observateur », et en est revenu triomphant. Tout d'abord, il est clair qu'il s'agit là-bas d'un prolétariat « du type ancien », puisque, comme nous l'avons déjà vu, il porte casquette. A part cela, l'entreprise Fives-Lille-Cail était gérée en dépit du bon sens. Il appartenait donc aux syndicats d'intervenir, au besoin par la grève, pour imposer une « gestion plus saine de l'entreprise », un « plan sérieux de réorganisation ». Leur carence, dans ce domaine, est la cause du désastre.

Il échappe sans doute à Mallet, tout d'abord, qu'une gestion « saine » d'une entreprise capitaliste est une gestion qui a pour but d'extorquer le maximum de plus-value aux ouvriers. Ceux-ci sont payés, ou plutôt ne sont pas payés, pour savoir ce qu'ils peuvent attendre de la « productivité », avec ou sans caution syndicale. De plus, dans le cas de Fives-

(10) Jean Cau, correspondant de « l'Express » dans le Nord lors des événements de Fives-Lille, a entendu un délégué ouvrier expliquer : « Qu'est-ce qu'on peut dire comme conneries. Les mineurs ont la Télé. Donc, ils sont heureux. Donc, plus de problèmes, hein, puisque "les mineurs ont la Télé". Vas-y, vas-y voir... Une table de bois blanc, quatre chaises, le calendrier des postes et la Télé. Voilà un intérieur de mineur. Propre, ça oui !... comme le désert. Il faudrait tout de même qu'on se rende compte que la Télé, la fameuse Télé, c'est un signe de misère, de sous-prolétarianisme, une invention d'abrutissement. Autour des "mineurs qui ont la Télé", on a construit des théories politiques. J'y dis : « Merde ! », moi, à ces théories... »

S. Mallet, est allé aussi dans le Nord. Mais il ne semble pas avoir rencontré ce délégué...

Ajoutons qu'il faudrait sérieusement étudier la répartition de la consommation en régime capitaliste : par le crédit, le capitalisme étend artificiellement les limites du marché intérieur (aggravant à la longue les facteurs de crise), en même temps qu'il cherche à créer des conditions qui puissent renforcer l'exploitation : un ouvrier, dont tous les biens plus ou moins durables ont été acquis à crédit, ne possède pas ces biens, il est possédé par eux. Il en est le prisonnier.

Lille, la « gestion saine », avec élévation du rendement, c'était, dans les conditions d'un marché saturé, des licenciements massifs — précisément ce qui vient de se passer. Ce que Mallet demande, en fait, c'est que les syndicats collaborent étroitement avec le patron pour organiser l'exploitation la plus « saine » possible des travailleurs, avec tout ce que cela comporte : cadences infernales, licenciements en cas de crise, etc.

Il y a, faut-il ajouter, un aspect particulièrement écœurant dans les articles de S. Mallet. Ce qui a frappé les autres correspondants de presse de toute tendance, quand ils sont allés là-bas, c'est la misère ouvrière. Ainsi, Jean Cau écrit dans « L'Express » :

« A Roubaix, le quartier du Pile ; à Lille, les quartiers de Wazemmes, du Vieux-Lille, des Moulins-Lille. Quartiers de taudis et de misère. On y mange de la viande aux repas trois fois par mois ; le soir, on trempe des tranches de pain dans du café. On me montre des bulletins de paie : 30.000 fr., 21.000 fr., 26.000 fr., 19.000 fr. »

Dans le Nord, Jean Cau a également vu autre chose : deux classes antagonistes face à face, une réalité que ne nie pas absolument Mallet, mais à laquelle il refuse toute importance « concrète ». Voici ce qu'écrit Jean Cau :

“Ils” achètent des machines, “ils” réorganisent, “ils” concentrent, “ils” dirigent, ces hommes sans visage qu'on appelle les patrons et que l'on voue “au poteau !” “Ils” sont d'un côté.

De l'autre, il y a ces hommes qui protestent, défilent et que leurs femmes, muettes, regardent passer. De l'enfer des semaines de cinquante ou soixante heures et des primes aux heures supplémentaires accomplies au “forcing”, ils parlent aujourd'hui comme d'un Eden. Ils réussissaient, naguère, à “monter” des salaires de 60.000 fr. Aujourd'hui, avec la réduction des horaires, le salaire apparaît soudain dans toute sa nudité :

« On se fait de 202 à 250 fr. de l'heure. Calcule :
« Ça donne de 32.000 à 40.000 fr. par mois... Le 15,
« on apporte toute la paie à l'épicier. En gros, on

« gagne 20 % en moins, et les prix ont augmenté
« de 10 %. Pour nous, ça fait 30 %... Pour les métal-
« los, hein ! parce que pour les autres, c'est
« incroyable... »

De tout cela, le sociologue Mallet, ex-militant du P.C.F., n'a rien vu, ni rien entendu. Cela ne l'intéresse pas. Pour lui, c'est clair, les travailleurs ne sont pas des frères de classe, ce ne sont pas même des êtres humains : des facteurs de production, qu'il convient de « gérer sainement ».

Un nous dit que l'ouvrier par son « niveau de participation » n'est plus un paria, et cela à un moment où les mesures gouvernementales portent un coup terrible au niveau de vie des travailleurs. On vient de supprimer le salaire unique et, du même coup, l'allocation-logement aux familles dont l'enfant est âgé de plus de cinq ans. Pour un ouvrier qualifié, cela signifie une baisse de 12 % de son pouvoir d'achat, et pour un ouvrier non qualifié une baisse de 25 %. Et ne parlons pas de la démolition du système de sécurité sociale. La santé fait-elle partie de la « dignité du consommateur » ?

Le crédit, paraît-il, aidait à rompre l'isolement de la classe ouvrière dans la société. Et maintenant, alors que dans une série d'industries le nombre d'heures de travail diminue dans des proportions énormes, le crédit devient une chaîne de plus pour l'ouvrier, dont l'effet peut être une véritable tragédie.

Et c'est à ce moment que nos penseurs expliquent que la « lutte pour le bifteck » est dépassée (Mallet), que la classe ouvrière n'a plus tendance à mener de combats revendicatifs, mais qu'elle aspire, au contraire, à lutter pour assurer, sur tous les plans, sa participation à la société actuelle. (11) Nous acceptons la discussion là où ils la situent, afin de défendre le plus fondamentalement possible notre conception de la société — et nous allons y venir. Mais nous pouvons dire dès maintenant, après avoir confronté leurs conceptions avec les faits, que ces gens-là se moquent du monde. Ce ne sont pas des théoriciens du mouvement ouvrier qui se trompent. Ce sont des gens qui méprisent la classe ouvrière autant qu'ils l'ignorent !

En guise de conclusion : Aborder les vrais problèmes

Cet article n'avait nullement la prétention de trancher les vrais problèmes que son sujet soulevait. Il avait la tâche plus ingrate de déblayer le terrain, de dissiper les rideaux de fumée provoqués par des confusionnistes intéressés, de placer la discussion dans son véritable cadre. Ainsi, seulement, devient-il possible de traiter des véritables questions, celles qu'évitent de se poser et de poser les « repenseurs » et les « dépasseurs » du marxisme. Car les véritables questions sont politiques. Rappelons-le (par pure prudence) à nos profonds sociologues, la politique, c'est tout ce qui concerne l'état, le pouvoir. La lutte des classes s'exprime sur le terrain politique ; la classe ouvrière, pour instaurer le socialisme, doit renverser le pouvoir d'état de la bourgeoisie, briser ses moyens de domination et mettre en place son propre état : celui de la dictature du prolétariat, la république des conseils.

La lutte politique n'est pas la conséquence automatique de la situation des classes en présence, bien qu'elle en soit l'expression la plus profonde. La lutte politique dépend de l'activité consciente des hommes.

Pour mener cette lutte, la bourgeoisie dispose, non seulement de l'appareil d'état, mais encore de tout le réseau d'institutions, de coutumes et d'habitudes de la société qu'elle domine. Pris individuellement, un bourgeois peut bien affirmer qu'il n'en est pas un (le penser même), la réalité, la solidarité de sa classe s'affirme dans chaque manifestation de la vie sociale. Inversement, un ouvrier peut bien se sentir conscient d'appartenir à une communauté spécifique, il lui reste à affirmer la conscience qu'il en a, sa conscience de classe, à l'échelle de la société — et cette affirmation n'est nullement automatique.

Le mouvement ouvrier représente cette affirmation. C'est en s'organisant en tant que classe, dans une ou dans des

organisations, syndicales ou politiques, que les travailleurs s'affirment les adversaires intraitables de la domination capitaliste. Sur le terrain politique, le prolétariat apparaît nu et désarmé. Il lui faut se donner, se forger ses propres moyens de lutte, ses propres organisations. Ainsi se construit le mouvement ouvrier, affirmation consciente et organisée de la classe ouvrière.

Ce n'est qu'au niveau du mouvement ouvrier — c'est-à-dire de l'action, du combat contre le système capitaliste — que l'activité de la classe ouvrière peut être comprise, ses résultats jugés. Et le mouvement ouvrier n'est pas, répétons-le, le produit d'une simple fatalité sociologique, mais le résultat de l'activité d'hommes en lutte. Ce n'est qu'à travers cette activité, par rapport à elle, que peut s'apprécier, à un moment donné, la situation d'une couche donnée de travailleurs. Par exemple, le rôle joué en France, dans la lutte

(11) De toute façon, et en tout état de cause, il faut ne rien comprendre à la lutte de classes pour penser que la « lutte pour les revendications » puisse être dépassée tant que durera la lutte contre la société capitaliste. La lutte pour un plus haut salaire, c'est la lutte pour imposer à la bourgeoisie un degré moindre d'exploitation. Qu'aujourd'hui, tout combat ouvrier d'une grande ampleur remette en question le régime, et que cela se traduise, non seulement par le fait que la question du pouvoir politique vient au premier plan, mais aussi par le fait que les ouvriers tendent à instaurer un contrôle ouvrier sur la production, cela est certain. Sans cesse, les travailleurs, dans leurs luttes, contestent et l'anarchie de l'organisation capitaliste à l'échelle de la société, et sa dictature à l'échelle de l'usine. Mais cela n'a rien à voir avec la « co-gestion » proposée par certains, c'est-à-dire avec la proposition faite à la classe ouvrière d'aider la bourgeoisie à réaliser une gestion « saine »... de l'exploitation de la classe ouvrière.

politique, pendant ces dernières années, par les enseignants, est-il explicable par la « forme de leur travail », par leurs seules conditions de travail (ou bien, par exemple, pour « micro-sociologiser » à notre tour, par l'évolution des rapports « proviseur-professeur » à l'intérieur de chaque lycée) ? Ou, au contraire, ce rôle ne s'explique-t-il pas par la situation particulière des syndicats de l'enseignement, le fait qu'ils aient préservé leur unité, que la démocratie syndicale n'y soit pas un vain mot, qu'une aile révolutionnaire y existe ? Toutes choses qui ne sont certes pas le produit d'une fatalité technologique.

Le mouvement ouvrier considéré comme expression de la lutte de classes nous mène tout droit à la fonction des directions de ce mouvement. Dans une assemblée d'intellectuels, décrite dans ce numéro, un orateur a déclaré « ne pas vouloir expliquer le monde par la trahison ». Fort bien, mais pense-t-il pouvoir expliquer quoi que ce soit sans tenir compte de la politique des directions ouvrières ? Les sociologues qui dissertent savamment sur les différenciations au sein de la classe ouvrière n'ont pas songé un instant à évoquer la question de « l'aristocratie ouvrière » dont avait parlé Lénine, de ces couches que l'impérialisme peut se permettre de favoriser et dont il fait des soutiens de sa domination. N'auraient-ils donc pas aperçu le fait, pourtant éclatant, que la politique du P.C.F., comme celle du P.S., a constamment recherché l'appui de ces couches, et que cette politique a été l'expression d'intérêts différents et opposés à ceux de la classe ouvrière ? La direction social-démocrate a depuis longtemps lié son sort au maintien du régime capitaliste et ne peut plus proposer que son « amélioration ». La direction stalinienne défend les intérêts de la bureaucratie russe et sa politique s'adapte aux besoins de la diplomatie de l'état russe.

Peut-on, par exemple, comprendre les phénomènes de différenciation au sein de la classe ouvrière, dont se gargarisent nos originaux penseurs, sans indiquer que cette situation a été créée, dans une large mesure, par la politique des syndicats, tout entière axée sur la défense de la hiérarchie des salaires, sur une volonté d'approfondir les divisions au sein de la classe ouvrière, d'opposer les catégories les unes aux autres pour s'appuyer sur certaines d'entre elles ?

Peut-on, comme Mallet, parler d'une « particularisation des luttes ouvrières », peut-on tirer des leçons de « l'échec répété de multiples généralisations des mouvements au cours de ces dernières années, notamment dans la métallurgie parisienne ou la sidérurgie parisienne » sans dire que les directions syndicales, de toutes leurs forces, s'opposèrent à la généralisation des mouvements ?

Voilà les véritables questions qui sont, disons-le encore une fois, politiques. Voilà les questions esquivées par les sociologues d'« Arguments », qui évitent ainsi d'avoir à parler de la responsabilité des appareils, qui évitent d'avoir à se prononcer sur une politique, sur un programme révolutionnaire. A l'abri de leurs abstractions faussement scientifiques, ils peuvent, tout à leur aise, justifier par les modifications de structure de la classe ouvrière l'action des appareils, et proposer que pour demain, l'on reprenne, en la poussant jusqu'au bout, leur politique : celle de la collaboration des classes.

Dans un prochain article, nous traiterons de ces problèmes capitaux, ceux du mouvement ouvrier. Il va de soi qu'ils ne peuvent s'abstraire de la réalité politique et sociale tout entière, et qu'il n'est possible de leur apporter de solutions qu'en fonction d'une connaissance rigoureuse de la société présente, du champ de bataille où s'affrontent prolétariat et bourgeoisie.

Aussi, pour que les charlatans cessent de tenir le haut du pavé, est-il nécessaire que les révolutionnaires entreprennent de défendre le marxisme de la seule manière conséquente qui soit : en l'enrichissant en permanence par l'étude des faits nouveaux. L'étude sérieuse de la réalité sociale dans tous les domaines — et non la mystification des « trouvailles » sociologiques — est une nécessité. Les marxistes se doivent, dans le cadre de leur lutte contre le régime capitaliste et toutes les variétés de ses défenseurs, de ressaisir théoriquement la riche expérience de ces dernières années. Dans la

mesure de ses forces, « La Vérité » participera à cet effort indispensable.

C'est pourquoi — et non dans le but de poursuivre une polémique sans grand intérêt — y paraîtront dans les mois qui viennent, une série d'études, tant sur l'évolution du capitalisme, particulièrement en France, que sur le déroulement de la lutte des classes dans ce pays.

F. FORGUE.

III^e ANNEE - N^o 12-13 (Double)

JANVIER-FEVRIER-MARS 1959

ARGUMENTS

QU'EST-CE QUE LA CLASSE OUVRIERE FRANÇAISE ?

Données statistiques sur la condition ouvrière (Bernard Mottez).

Situation du mouvement ouvrier (Alain Touraine).

Une classe ouvrière en devenir (Serge Mallet).
L'ouvrier et l'exploitation (Daniel Mothe).

♦

Opinions de syndicalistes : Pierre Le Brun, André Barjonet, Albert Detraz.

♦

Sociologie de la nouvelle condition ouvrière (Michel Collinet).

Milieu social et réalités ouvrières (Jacques Dofny).
L'ère du prolétariat s'achève (Michel Crozier).

♦

OU EN EST LA CRITIQUE D'AUJOURD'HUI ?

Qu'en est-il de la critique littéraire ? (Maurice Blanchot).

Psychanalyse et critique littéraire (Jean Starobinski).

L'apport de Gaston Bachelard (Jean-P. Faye).

L'apport de la pensée marxiste (Lucien Goldmann).

♦

L'écrivain devant la critique : Jean Bloch-Michel, Albert Memmi, Jean Duvignaud.

♦

MARX AUJOURD'HUI.

Du jeune Marx à Marx (Daniel Guérin).

De Marx à nous (Pierre Fougereolas).

LE NUMERO DOUBLE : 260 FRANCS.

Abonnements (6 numéros l'an) : 600 francs ; étranger : 800 francs ; soutien : 1.500 francs. C.C.P. Editions de Minuit-Arguments, Paris 130-43, 7, rue Bernard-Palissy, Paris-6^e. — Directeur-Gérant : Edgar Morin ; Rédaction : K. Axelos, J. Duvignaud, E. Morin.

(Il est recommandé de s'abonner, la diffusion en librairie étant très réduite.)

Les MARCHANDS de VENT

VOICI un très bref compte rendu de la séance organisée par le « Cercle Culturel et Politique », le dimanche 1^{er} février 1959, sous la présidence d'André Philip. Ce compte rendu n'a pas l'ambition de discuter savamment des thèses qui ont été complaisamment exposées, d'une part, par M. Lavau (professeur à la faculté de droit de Dijon), d'autre part, par M. Edgar Morin (directeur d'« Arguments », attaché au C.N.R.S.). Nous nous bornerons à relater cette séance, et, chemin faisant, à faire quelques remarques.

M. Lavau était chargé, pour la matinée, de présenter un rapport. N'ayant pas eu la possibilité de l'entendre, nous nous limiterons à citer quelques remarques faites par M. Lavau dans sa réponse, après une discussion qui est, sans aucun doute, l'une des plus plates et des plus creuses qu'il nous ait été donné d'entendre.

M. Lavau a la qualité — en plus de celle d'être professeur de droit à la Faculté de Dijon — d'énoncer avec solennité, force et conviction les banalités les plus éculées, qui traînent dans le mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle. Par exemple, M. Lavau déclarera, et non sans fougue : « Il est extrêmement faux de penser à une révolution, car l'insurrection est une hypothèse hasardeuse ». Devant ces affirmations, qui se voulaient audacieuses, un auditeur s'écriera, de la salle, « Budapest ! », ce à quoi M. Lavau répondra par des borborygmes tout en enchaînant par cette formule : « La révolution est quelque chose que l'on doit faire constamment ».

Nous ne savons pas si M. Lavau a lu Bernstein : Bernstein, dirigeant social-démocrate allemand, qui fut, avant 1914, l'un des théoriciens du réformisme. Il résuma sa théorie dans cette formule lapidaire : « Le but final n'est rien, c'est le mouvement qui est tout ». Mais Bernstein, lui, ne niait pas l'existence de la classe ouvrière. C'était, au contraire, en se situant du point de vue de cette classe et de ses intérêts qu'il avançait sa perspective réformiste — et il n'excluait nullement le recours à l'action de classe pour la réaliser. M. Lavau est à cent lieues en dessous. Car, pour lui, si la révolution est quelque chose qui se fait constamment, c'est parce que « nous avons à notre disposition trois moyens pour la réaliser ». Le premier moyen est l'état, rien moins, le second, les macro-firmes (il faut entendre par là des usines géantes, c'est du moins ce que nous avons cru comprendre), et le troisième, c'est l'administration. Ces moyens sont d'ailleurs à la disposition de qui ? On ne le sait pas trop bien... De la classe ouvrière ? M. Lavau ne veut pas en entendre parler, ou, plus exactement, il dira : « Je ne veux plus parler des revendications ouvrières ni des aspirations ouvrières ». Des « technocrates » ? Peut-être bien car, plus loin, M. Lavau expliquera que les « décisions à prendre » (par qui ? on se le demande bien ; il s'agit sans doute des décisions économiques et financières du gouvernement) doivent être subordonnées à un « choix éthique ». En d'autres termes, si le programme de M. Rueff est condamnable — et l'approbation du rapport de M. Lavau par André Philip confirme ce que nous allons dire, car Philip s'était, par ailleurs, déclaré d'accord avec l'essentiel du programme économique et financier du gouvernement — c'est moins pour les mesures qu'il décide que pour le choix « éthique » qui préside à leur application.

Puis M. Lavau lancera une attaque furieuse contre la « logomachie employée en France, logomachie dont on ne peut plus sortir », comme on ne peut plus sortir d'une

« conception manichéenne du monde ». Par là, très probablement, M. Lavau songe à la conception qui voit dans l'affrontement de deux classes antagonistes : prolétariat et bourgeoisie, le ressort principal de l'histoire de notre temps.

L'après-midi fut consacré à un débat sur « la crise des partis de gauche », qu'Edgar Morin était chargé d'introduire.

Edgar Morin se veut « opposant ». Il dira à la fin de son exposé : « Nous devons penser en tant que minoritaires ». Qu'est-ce à dire ? On ne le sait pas très bien. C'est ce que rétorquera M. Lavau à Morin en lui demandant, assez pertinemment ma foi : « Mais vous êtes opposant à qui et à quoi ? »

Edgar Morin a fait une découverte qu'il pose comme un postulat social et politique : « L'instabilité politique française est provoquée par les classes moyennes. Les partis communiste et socialiste s'appuient sur les classes moyennes. » En passant, Edgar Morin nous signale que, politiquement, les classes moyennes se caractérisent par leur jacobinisme, lui-même héritage de la révolution française. D'autre part, prétend-il, les classes moyennes ont été en croissance numérique constante (affirmation qui suppose que l'on range, parmi les « classes moyennes », les cadres, les techniciens, les employés...).

Conclusion d'Edgar Morin : « Les réactions des classes moyennes sont le fait dominant de la vie politique française depuis quatorze ans. »

Ce premier point posé, nous nous permettons d'ouvrir une brève parenthèse : Si Lavau et Morin paraissent en désaccord sur quelques points, ils ont au moins ceci de commun qu'ils découvrent, avec quelque cinquante ou cent ans de retard, ce que d'autres ont dit avant eux. Nous avons renvoyé Lavau à Bernstein pour ce qui est du réformisme. Nous renverrons Morin à Karl Marx pour ce qui est des classes moyennes, en précisant : « Le 18 brumaire de Louis Bonaparte ». Notons seulement, en passant, qu'au temps où Marx rédigeait le Manifeste Communiste, et où éclatait la première insurrection prolétarienne (juin 1848), les « classes moyennes » représentaient, contrairement à ce qui est le cas aujourd'hui, l'immense majorité de la nation.

Naturellement, de cette pénétrante analyse sociale et politique, Morin tirera une conclusion inévitable : « Il n'y a pas de perspective socialiste à proche ou moyen terme ». Cette idée se retrouvera d'ailleurs plus loin dans son exposé sous la forme suivante : « Les conseils ouvriers, c'est une idée étrangère aux travailleurs. »

Mais le plus important de l'exposé d'Edgar Morin n'est pas là ; il est ailleurs et se résume en une date : 1950.

En 1950, il s'est produit dans la classe ouvrière une « mue sociologique ». Pourquoi 1950 ? Edgar Morin ne nous l'a pas expliqué (1). Par contre, ce que nous avons pu apprendre de cette « mue sociologique » nous a fort intéressés. En 1950, « la classe ouvrière s'est insérée dans la civilisation étatique et technique ». Ce qui, tout naturellement, a provoqué une crise des superstructures politiques, dont les conséquences sont « un sentiment d'impuis-

(1) E. Morin, on le sait, fut exclu du P.C.F. en 1950. Pouvons-nous former l'hypothèse que cette circonstance n'est pas étrangère au choix par lui de cette date ?

sance et d'écrasement chez les ouvriers, source de fatalisme amenant à la dissolution de l'idéologie révolutionnaire.»

Quant au parti communiste français, Edgar Morin se contente d'en dire que « sa politique s'adapte à la dépolitisation des masses par une pratique revendicative ».

Evoquant les événements de mai, Morin a réaffirmé que « le socialisme n'était pas un problème immédiat », et il ira jusqu'à dire : « La place de la République ne faisait pas le poids devant le Forum ».

On aurait en vain cherché dans cet exposé une politique des partis ouvriers. Quand un auditeur lui fit remarquer cette omission, Morin répondit qu'il se refusait « à avoir une conception du monde fondée sur la trahison ». Belle formule ! mais qui sonne étrangement faux, quand on sait qu'Edgar Morin fut exclu du Parti Communiste Français aux environs de 1950, et que, si l'on ne peut expliquer le mot « trahison » (la « trahison » elle-même devant s'expliquer), on ne peut, non plus, examiner sérieusement la politique française depuis quatorze ans en omettant d'analyser la politique des organisations ouvrières par rapport aux intérêts ouvriers.

Il est vrai qu'Edgar Morin a déjà répondu à cette question. Pour lui, comme pour M. Lavau, ni Guy Mollet, ni Maurice Thorez n'ont trahi la classe ouvrière. Si ces « chefs » ouvriers ont échoué dans leur entreprise, c'est qu'ils n'ont pas compris les processus objectifs qui se déroulaient sous leurs yeux au sein de la classe ouvrière.

La classe ouvrière a « mué ». Edgar Morin, lui, s'en est aperçu, mais pas Maurice Thorez ni Guy Mollet. Maurice Thorez ne s'en est d'ailleurs pas moins adapté — inconsciemment sans doute — à la dépolitisation des masses — le pauvre ! S'il y a une victime, c'est bien lui. Maurice Thorez et Guy Mollet sont les victimes de la mue sociologique de l'an de grâce 1950, de « l'insertion de la classe ouvrière dans la civilisation étatique et technique... »

✱

Tout cela paraît à peine croyable ! Qu'une telle quantité d'âneries puisse être énoncée en si peu de temps, voilà qui n'est qu'une illustration — sur un plan bien réduit, il est vrai — de la défaite du mouvement ouvrier.

Le révisionnisme est à l'ordre du jour. Dans certains milieux dits intellectuels, on ne peut valablement prétendre à la discussion que si l'on pose d'abord le postulat de la nécessité de faire table rase du marxisme.

Cet alibi de la remontée aux sources ne parvient pas à masquer, il révèle, au contraire, la grande faillite de toute une série d'intellectuels français, venant, pour la plupart, du Parti Communiste Français, et qui n'ont pas su ni voulu se débarrasser de l'idéologie stalinienne pour se lier à la classe ouvrière, et se poser les problèmes réels qui se posent au mouvement ouvrier.

F. TARRANT.

Tribune libre de la jeunesse

Sur un petit secteur de la presse des jeunes :

Les journaux de groupes ajistes

L'article qu'on va lire, qui nous a été adressé par un de nos abonnés, sort, au moins en apparence, du cadre du débat sur les organisations politiques de jeunes ouvert, sous cette rubrique, dans les précédents numéros de La Vérité. Il

constitue une étude, un témoignage d'un certain état d'esprit, propre à une certaine fraction de la jeunesse, qu'il est bon de connaître. En fait, comme nos lecteurs s'en convaincront en lisant sa conclusion, il rejoint directement les préoccupations de nos correspondants précédents.

'EST là un secteur minime, et qui peut paraître négligeable quant au volume et à l'étendue, mais mérite, toutefois, de retenir l'attention par son originalité d'être une expression entièrement autonome de jeunes non organisés politiquement.

Depuis un temps qu'il est difficile de fixer — un an environ — les journaux de groupe des Auberges de Jeunesse ont pris, ou plutôt repris, un développement et une extension croissants. Le terme de « journaux » peut paraître ambitieux pour ces petites publications assurées avec les moyens du bord, de présentation modeste et parfois médiocre, en grande majorité simplement ronéotées, quelques-unes même polycopiées, et dont, si les plus copieuses totalisent 20 à

25 pages, d'autres n'en réunissent, d'une agrafe incertaine, que deux ou trois.

Par qui sont-ils réalisés ? Exclusivement par des membres du groupe ; je dis bien des, au pluriel ; on y voit, en effet, s'exprimer des gars de niveaux de culture fort différents, sans monopole d'intellectuels spécialisés dans l'écrivainerie. Certains articles, même, sont très mal écrits ; signe, non point de négligence, mais du besoin impérieux qui pousse à s'exprimer, passant par-dessus une difficulté de langage dont ils sont très conscients, des gars qui n'en ont pas l'habitude.

A qui s'adressent-ils ? Aux membres du groupe d'abord, bien sûr, mais à d'autres aussi — le mouvement d'échange de journaux entre les divers groupes de

Paris et de province, préconisé par « Révoltes », s'intensifie. Certains, comme « Rencontres », de Clermont-Ferrand, ont des abonnés dans la région et un peu partout, ajistes isolés ou non ajistes, avec qui s'établissent une correspondance et des échanges de plus en plus nourris.

De quoi parlent-ils ? Les rubriques en sont sensiblement constantes, bien que d'étendue variable suivant les journaux et les numéros. Vie du groupe, relations de sorties, de voyages, de vacances, compte rendu de gestion des Auberges prises en charge, anecdotes et fines allusions — en général sans étalage excessif de petite histoire qui puisse rebuter le lecteur étranger. Parfois aussi compte rendu des activités culturelles du groupe, cinéma, théâtre, exposés et discussions.

La rubrique de la vie et de l'orientation du mouvement à un échelon plus large, régional et national, est beaucoup plus inégalement répartie ; tenant une assez large place dans certains journaux (« Liaisons ajistes », Bretagne-Anjou...), elle est déficiente ou à peu près absente dans nombre d'autres, même parmi les plus substantiels.

La partie technique est, elle aussi, très inégale (je relève : pêche en mer, camping, photo, harmonica). Par contre, un développement de la rubrique culturelle : analyses de films, de pièces, de livres, études, ou essais d'études, sur la signification du théâtre, du cinéma, de la musique, de la peinture. Quelques essais personnels, aussi, poèmes ou petits textes. Il m'a semblé curieux et digne d'attention, dans ce domaine, de retrouver, traité à deux ou trois reprises, le thème de l'effort (distinction faite entre l'effort imposé par l'exploitation, et l'effort librement consenti), dont cette jeunesse tant accusée aurait donc, plus qu'on ne croit, le sens et le goût !

Les études documentaires précises sur certains aspects de la vie sociale (la condition des étudiants, les loisirs des jeunes travailleurs, la S.A.C.E.M., par exemple), ne sont pas spécialement fréquentes. On trouve plutôt l'évocation plus large et plus générale de grands problèmes sociaux : la guerre, la culture populaire, la condition de la jeunesse y sont les thèmes dominants. De tout temps ils ont fait partie des préoccupations des ajistes. Mais, si l'on compare aux journaux d'avant, de pendant, et d'immédiatement après la guerre, on discerne un autre accent ; ce n'est plus l'intérêt porté aux réalités politiques par une fraction relativement éclairée et consciente de la jeunesse, mais le sentiment beaucoup plus profond, douloureux, de la situation tragique et de l'impasse où se trouve cette jeunesse, la conscience révoltée d'avoir été, par à peu près tout le monde, trahie, abandonnée, roulée, mystifiée ; de sorte que l'orientation « Pas de politique aux Auberges », qui est un des piliers de l'ajisme, et a de tout temps coexisté, plus ou moins pacifiquement, avec l'intérêt pour les choses politiques, prend actuellement une signification autre que la simple position de neutralité d'une organisation de loisirs qui prétend, par là, sauvegarder son indépendance : c'est une méfiance profonde, un refus devant tout ce qui porte, ou ce à quoi l'on accole, dans un sens péjoratif, l'étiquette « politique ». Pour-

tant, ni le militantisme, ni les beaux élan, ils l'ont prouvé, ne font défaut à ces jeunes. Un trait caractéristique est, contrairement à ce que l'on voyait en d'autres temps dans de tels journaux, l'absence de revendications précises de la jeunesse — comme si l'on était blasé sur la portée qu'elles peuvent avoir. La revendication essentielle, immédiate, est celle de l'auto-gestion, de la responsabilité de ses propres affaires, de la démystification : jeter bas les masques, tous les masques, et comprendre comment et pourquoi on en est arrivé là, dans cet univers absurde et cruel. Je ne saurais mieux l'exprimer qu'en citant ce passage d'un article du « Dahu » d'Angers :

« Oui, le caractère le plus marquant de l'ajisme est qu'il joint, aux traits décrits plus haut (goût de la nature, de l'amitié), le goût de la discussion et de la vérité ; c'est ce mélange d'anticonformisme et d'enthousiasme ; ce refus de se laisser bernier et conduire au nom de tous les vieux tabous, qui n'exclut pas une grande fraîcheur de cœur...
... Nous sommes des gars qui veulent y voir clair. »

Et l'esprit de tolérance, à tout prendre assez rare, et même probablement unique, dans lequel peut se faire cet éclaircissement au sein de l'ajisme, le voici défini dans un autre passage, celui-là de « Rencontres », par la condamnation de l'intolérance :

« Le croyant qui n'accepte pas que l'on critique son église est aussi intolérant que le communiste qui n'accepte pas que l'on critique son parti. Et le jeune apolitique, qui n'accepte pas que l'on émette devant lui une idée politique, est aussi un sectaire. »

En résumé, en quoi ces journaux de maintenant diffèrent-ils des précédents ? Moins centrés sur la vie de groupe et les histoires intérieures du mouvement, plus axés sur la culture populaire, ils débouchent plus largement sur la condition de la jeunesse. Les réticences devant les organisations politiques existantes y sont plus grandes, et le désir de s'informer, de comprendre, d'éclaircir, peut-être plus profond, reprenant les choses plus à la base.

Quelles conclusions en tirer, et est-il fondé d'abord d'en tirer des conclusions ? On ne saurait, certes, les étendre à la jeunesse tout entière ; mais si le champ de cette étude est restreint, cette fraction de la jeunesse à laquelle elle s'attache

est valable, et peut-être représentative, à un échelon plus élevé et plus conscient, d'une masse plus étendue qui ne se manifeste pas.

Quand on a dit que les besoins fondamentaux des jeunes sont toujours les mêmes qu'il y a 30 ou 20 ou 10 ans, on n'a rien résolu ; car la forme sous laquelle ils se manifestent, l'état d'esprit des jeunes qui les ressentent peuvent évoluer de telle manière que les réponses à y donner doivent, elles aussi, changer de forme, de structure et presque de nature.

Pour ceux qui nous occupent ici, comment répondre à ce besoin, en fait, de formation politique, compte tenu du barrage de cette réticence de principe en face de toute « politique » ? Faire comprendre, d'abord, que, quelque dégoût qu'inspirent les politiciens, la politique est une réalité profonde, contraignante, à laquelle on n'échappe pas — dégonfler cette baudruche, cette autruche de « l'apolitisme », comme le fait excellemment un article du n° 8 de « Révoltes ». Puis reprendre les choses tout à fait à la base, élémentairement, concrètement, sans prise de position théorique au départ, ce qui ne convainc que les convaincus ; examiner les faits, faire se lever les questions pertinentes, faire buter sur les évidences.

La tendance actuelle des jeunes, spécialement ajistes, à mener ce travail de façon autonome, par leurs propres moyens, leur propre effort, dans des cercles d'études — qu'ils se nomment ou non ainsi — qu'ils alimentent eux-mêmes, est saine et valable. Il est certain, toutefois, que le contact et la discussion avec des éléments plus formés leur seraient parfois profitable. Et, si je ne veux pas reprendre ici la question des organisations politiques de jeunesse posée dans les précédents numéros de « La Vérité », et qu'il faudra continuer à débattre, celle que je soulève ici la recoupe sous un certain angle. N'apparaît-il pas évident que des jeunes, non organisés politiquement, et si méfiants à l'égard des organisations politiques, engageront plus facilement le dialogue et la discussion avec des membres d'une organisation politique de jeunes, plus large et plus souple qu'un parti d'adultes, et dont les préoccupations sont les mêmes que les leurs ?

En tout état de cause, ces jeunes qui cherchent, et qui, dans leur petit domaine, se montrent actifs, méritent d'être connus et aidés.

En achetant tous vos livres à la S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris (11^e), vous nous rendez service, et vous serez vite servis.

Envoi franco de port pour toute commande à partir de 500 francs.

Outre l'envoi, dans un délai maximum d'une semaine, de tous ouvrages neufs récents, nous nous chargeons de toutes recherches d'ouvrages d'occasion rares intéressant le marxisme, l'histoire du mouvement ouvrier, etc. Consultez-nous.

Tous règlements par mandat-poste au C.C.P. 6032-01, Paris.

Le 21^e congrès du P.C.U.S.

Un congrès extraordinaire ...bien ordinaire

Si l'on se réfère aux statuts du Parti Communiste de l'U.R.S.S., adoptés en 1952 par le XIX^e congrès, le dernier auquel ait assisté Staline, le XXI^e congrès aurait dû se dérouler quatre ans après le précédent, c'est-à-

dire en 1960. En le convoquant avec une année d'avance, le Kremlin l'a présenté comme un congrès extraordinaire, le congrès normal, qui sera le XXII^e, devant avoir lieu maintenant en 1961.

Il revenait au premier secrétaire du parti, l'ineffable stalinien Khrouchtchev, d'en donner la raison. Il le fit en ces termes, en présentant son rapport-fléuve à la tribune du congrès :

« Camarades, le XXI^e Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S. s'est réuni pour examiner les chiffres de contrôle du développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. dans la période de 1959 à 1965. Notre Congrès devra discuter le programme de la construction du communisme en U.R.S.S., le nouveau développement de l'économie, de la culture et des conditions d'existence des travailleurs. C'est un programme grandiose qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire. C'est l'énorme signification du plan de sept ans qui amena le plénum du comité central de septembre 1958 à convoquer ce congrès extraordinaire pour en discuter. »

FIN DE LA TERREUR STALINIENNE

Mais, en réalité, ce plan, qui porte lui aussi la marque de toute l'orientation donnée par l'oligarchie du Kremlin à sa politique depuis la mort de Staline, devait conduire Khrouchtchev et les autres dirigeants à sortir des limites fixées initialement au congrès extraordinaire pour aborder les problèmes « idéologiques » que la bureaucratie se voit contrainte de poser devant la société russe, avec l'arrière-pensée de mieux prévenir de cette façon tout danger de débordement, par les masses, de sa gestion.

Spécialiste de l'optimisme officiel, Khrouchtchev s'était réservé le développement sur l'avenir : le passage du socialisme au communisme, le dépérissement de l'état, l'ère prochaine de l'abondance pour le citoyen soviétique, etc.

Mais trois dirigeants, notamment : Mikoyan, Chvernik et Chelepine, devaient revenir sur le passé, pour mieux réaffirmer, devant toutes les couches de la bureaucratie de l'U.R.S.S., comme devant les ouvriers et les paysans kolkhoziens, que l'ère de la terreur stalinienne est à jamais révo-

Lorsque Mikoyan s'écrie que « le XXI^e Congrès est le développement organique des idées du XX^e », il entend signifier, par là, que la condamnation du culte de la personnalité de Staline, prononcée en 1956 au XX^e congrès, ne sera pas remise en cause, mais recevra au contraire de nouveaux développements.

« A ce congrès, nous continuons le cours adopté au XX^e congrès, développant et approfondissant les positions concernant les problèmes du passage progressif de la société soviétique du socialisme au communisme », dira-t-il plus loin, en insistant sur le fait que « maintenant il n'y a pas place, chez nous, pour la répression pour des mobiles politiques ».

RETOUR A LA LEGALITE

Chelepine, le nouveau chef de la Sûreté, apporta à son tour des apaisements quant à l'avenir, par des déclarations solennelles. Ce dirigeant politique, ancien secrétaire du Komсомол (Jeunesses Communistes), que Khrouchtchev mit à ce poste, peu de temps avant le congrès, en remplacement du général Sérov, tint à faire cette déclaration symptomatique :

« Les organes de la Sûreté d'état ont été épurés des disciples de Béria. Sous la direction du Comité Central, de son Présidium et du camarade Khrouchtchev personnellement, la légalité révolutionnaire a été rétablie entièrement au cours des dernières années, et les responsables de sa violation ont été punis. Chaque citoyen soviétique peut être persuadé que cette violation de la légalité révolutionnaire ne se reproduira plus. Le Parti et son Comité Central ne le permettront pas. »

Ces déclarations sont certainement accueillies avec soulagement par l'ensemble des peuples de l'U.R.S.S. Elles permettront sûrement aux travailleurs soviétiques de ressouder leurs rangs, après la longue et terrible répression stalinienne — lorsqu'il était « minuit dans le siècle », — de reprendre confiance dans leur force, de rendre de plus en plus audacieuse leur hostilité aux privilégiés du ré-

gime, jusqu'à passer, un jour, des revendications économiques à la formulation d'un programme politique, qui leur permettra, enfin, de monter à l'assaut du pouvoir de la bureaucratie et de rétablir la démocratie soviétique.

Mais ce n'est sûrement pas de cette préoccupation que le Kremlin procède aujourd'hui en rétablissant la « légalité révolutionnaire ». C'est à elle-même, et à elle seule, que la bureaucratie pense en le faisant. Il s'agit, pour elle, de se prémunir contre ses propres excès, car la machine stalinienne, après avoir dépossédé le prolétariat de l'U.R.S.S. de son pouvoir politique par la destruction physique de tous ses cadres, a continué sa marche macabre, en écrasant à leur tour ses propres enfants. La disparition de Staline permet enfin aux dirigeants du Kremlin de mettre fin à cette situation intolérable pour eux, qui avait pour résultat direct, en maintenant la menace de déportation ou de mort suspendue au-dessus de la tête de chaque citoyen soviétique, d'enlever toute envie aux responsables, à tous les échelons, de prendre une initiative de quelque ordre que ce soit.

Or, aujourd'hui plus que jamais, la bureaucratie ne peut conserver sa position privilégiée qu'en associant de plus en plus étroitement les cadres moyens et subalternes à la conduite d'une économie sans cesse plus complexe. Elle pense que la situation lui permet de franchir ce pas, et elle s'empresse d'autant plus de le faire que le maintien des « excès » du stalinisme pousserait les ouvriers de l'U.R.S.S. à établir, sur le dos de la bureaucratie, la véritable légalité révolutionnaire...

DES STALINIENS REHABILITES

Il appartenait au vieux stalinien Chvernik de s'expliquer sur la réhabilitation de certains de ses compagnons d'armes ayant subi les effets du « culte de la personnalité ». Il le fit en ces termes :

« Camarades ! Après le XX^e congrès, les normes léninistes de la vie du parti ainsi que la direction collective ont été complètement ré-

tablies dans notre pays... Le XX^e congrès a appelé le parti à mettre fin, une fois pour toutes, à la violation de la légalité socialiste révolutionnaire qui avait été pratiquée dans la période du culte de la personnalité. Obéissant aux di-

rectives du congrès, les comités de rayon et de région, les comités centraux des partis communistes des républiques de l'Union et le comité de contrôle du parti auprès du C.C. du P.C.U.S. ont réintégré dans les partis des communistes qui avaient

été exclus, dans le passé, après avoir été accusés de lourds crimes politiques. Des cadres dirigeants du parti, des soviets, de l'économie et de l'armée, exclus injustement, ont été ainsi rétablis dans leurs fonctions.»

Le plan de sept ans

Le XX^e congrès avait adopté le sixième plan quinquennal, qui devait s'étaler sur les années 1956-1960.

Aujourd'hui, un congrès extraordinaire se tient pour voter un nouveau plan dit de sept ans (1959-1965).

Le passage de l'un à l'autre a une grande signification. Il marque d'un nouveau virage la marche zigzagante de la bureaucratie dans la conduite de l'économie soviétique, et infirme par là même toutes les déclarations officielles sur le « développement harmonieux de l'économie nationale de l'U.R.S.S. »

Mais, pour comprendre les raisons qui ont conduit le Kremlin à réorganiser si complètement l'économie de l'U.R.S.S. dans un laps de temps si court, il est nécessaire de rappeler rapidement le passé.

En 1956, le XX^e congrès présente le sixième plan quinquennal (1956-1960) comme un projet ambitieux de développement grandiose de l'économie tout entière, qui doit marquer un tournant décisif dans l'histoire économique du monde, et mettre enfin à la portée de l'U.R.S.S. l'objectif suprême : atteindre et dépasser les pays capitalistes les plus avancés.

Bouganine, alors président du conseil des ministres, dit à la tribune du congrès :

« La réalisation du nouveau plan quinquennal constituera une étape importante dans l'accomplissement de la tâche économique fondamentale de l'U.R.S.S., qui consiste à rattraper et à dépasser, dans les délais historiques les plus brefs et par une compétition économique pacifique, les pays capitalistes les plus développés quant à la production par habitant. »

Dans l'agriculture, le retard doit être rattrapé par la mise en culture de terres vierges et en friche. A la fin du plan, le pays doit être ravitaillé en suffisance en céréales, en viande, en produits laitiers. Dans l'industrie, la production doit s'accroître de 65 %, dont 160 % pour la fonte, 150 % pour l'acier, 150 % pour le charbon, 190 % pour le pétrole, 255 % pour l'énergie électrique.

LES ECHECS RECENTS

Mais tous ces beaux espoirs se révèlent irréalisables et, plus que de longues déclarations, les résultats obtenus, par rapport aux prétentions émises, illustrent l'échec.

En février 1957, un an après le XX^e congrès, Pervoukhine, aujourd'hui accusé à son tour d'activité « anti-parti », faisant, à une session du Soviet Suprême, l'analyse des objectifs à atteindre au cours de l'année 1957, annonce un net ralentissement dans toutes les branches d'activité,

puisque l'expansion industrielle globale ne sera que de 7 %, au lieu des 10 % en moyenne obtenus au cours de longues années. Ce rythme ralenti permet dès lors de dire que les perspectives du sixième plan ne pourront pas être réalisées : il s'en faudra, en 1960, de 8 millions de tonnes d'acier par an, de 60 millions de tonnes de charbon, de 45 millions de kWh d'électricité.

Devant cette triste réalité, les dirigeants ne peuvent pas faire autrement que de prendre les décisions qui s'imposent : réduire les nouveaux chantiers, raccourcir les projets, réorganiser les entreprises existantes. Ils se sentent subitement le besoin de souffler.

LA REORGANISATION DE L'ECONOMIE

Mais l'impasse dans laquelle se trouve alors l'économie nationale exige une révision complète de la politique passée. Il n'est plus possible de continuer dans la voie du mensonge, de la falsification, du truquage des statistiques. L'écart entre les affirmations optimistes officielles et la réalité s'était accru jusqu'à l'absurde.

Jusqu'alors, la bureaucratie n'avait pas été en mesure d'opérer les transformations radicales qu'exigeait la situation, de peur de donner libre cours à l'action des masses contre sa gestion détestée. Mais, nécessité faisant loi, les dirigeants du Kremlin firent appel à l'imagination fertile de Khrouchtchev. Celui-ci fit connaître ses propositions dans un long rapport intitulé : « Pour le développement ultérieur de la direction de l'industrie et de la construction », que la presse soviétique reproduisit en mars 1957. Ce sont les fameuses « thèses du camarade Khrouchtchev » (les premières, car il y en eut d'autres par la suite).

Analysant les échecs passés, Khrouchtchev y propose une décentralisation géographique de l'économie en unités régionales dirigées par des « conseils de l'économie nationale » ou « sov-narkhozes ». Ces organismes autonomes de direction sont destinés à gérer eux-mêmes les ressources financières mises à leur disposition. Ils sont placés sous le contrôle direct du plan d'état. Les nombreux ministères techniques deviennent inutiles, et sont supprimés. En même temps, ces mesures de décentralisation sont accompagnées d'une réorganisation du pouvoir central. D'abord le plan d'état (Gosplan), scindé en deux, deux ans auparavant, retrouve son unité et voit même ses prérogatives s'accroître. Ensuite, les présidents des conseils des ministres des républiques fédérées sont appelés à faire partie de l'équipe gouvernementale.

L'ABANDON DU SIXIEME PLAN QUINQUENNAL

La réorganisation décidée, il n'y avait plus qu'à enterrer officiellement le sixième plan quinquennal, présenté pourtant un an et demi auparavant par la revue « Problèmes d'économie » (n° 7, 1956, page 7) comme « le plus grandiose de tous les plans quinquennaux ». Le 27 septembre 1957, les hautes instances du parti et du gouvernement annonçaient officiellement l'abandon des prétentions émises au XX^e congrès.

L'idée du plan septennal, qui est mis aujourd'hui en application, date de ce jour.

Avec cette nouvelle déconvenue de la bureaucratie, on pouvait dire, une fois de plus, que c'est toujours la ligne la plus sinueuse que prennent les dirigeants du Kremlin pour faire passer l'économie nationale d'un niveau de développement à un autre, faisant payer aux masses travailleuses les faux-frais occasionnés par ce cheminement laborieux, que, seule, une gestion démocratique par les producteurs eux-mêmes pourrait raccourcir dans d'énormes proportions.

Les décisions du XX^e congrès sont mises au rancart, ce qui n'atteint pas pour autant Khrouchtchev dans son optimisme de commande. Un rayon de soleil étant venu faire scintiller un court instant les vitres du Kremlin, Khrouchtchev s'écrie à la tribune, dans un élan de poésie toute stalinienne :

« Vous voyez, dès que nous parlons d'industrie lourde, le soleil se met à briller. C'est un symbole. C'est comme si la nature saluait nos succès. Le soleil éclaire notre "semiletka" (plan de sept ans). »

Avec un tel allié, tout est possible. Aussi, les chiffres de contrôle nous apprennent-ils que la production industrielle s'accroîtra en sept ans de 80 %, dont 85 à 88 % pour les biens de production, et 62 à 65 % pour les biens de consommation. La production agricole doit augmenter de 70 % d'ici 1965 ; le revenu moyen des ouvriers, employés et kolkhoziens, de 62 à 65 %.

UN BUREAUCRATISME ECHEVELE

La réorganisation de l'économie nationale sur laquelle Khrouchtchev veut s'appuyer se heurte, par conséquent, à l'atelier qui ne marche pas en Union Soviétique, comme le disait Trotsky : la bureaucratie. Le mirobolant plan de sept ans subira le sort des anciens plans quinquennaux. Le pays continuera à se développer, non pas harmonieusement comme l'affirment les dirigeants, et comme devrait progresser une économie planifiée

contrôlée par l'ensemble des producteurs et orientée vers la satisfaction de leurs besoins, mais au travers d'une gabegie croissante, d'une dissipation incroyable des moyens humains et matériels mis en œuvre. La « décentralisation » de l'économie, qui est une réponse bureaucratique au problème du contrôle et de l'initiative à la base posé au pays par le niveau actuel de son industrialisation, ne conduit qu'à l'étalement géographique de la bureaucratie et, par voie de conséquence, à l'irresponsabilité accrue dans la direction des entreprises et dans l'exécution du plan. Le bureaucratisme continue à proliférer, il bouche de plus en plus les pores de la société soviétique, la menaçant d'asphyxie.

Très rapidement, les dirigeants du Kremlin seront amenés à envisager de nouvelles mesures contre le régionalisme bureaucratique découlant de la décentralisation.

Le prochain tournant, qui peut ouvrir une nouvelle crise au sein de l'équipe dirigeante, devrait être une réaction du pouvoir central pour ressaisir les leviers de commande imprudemment démultipliés.

Mais, quoi qu'elle fasse, la bureaucratie de l'U.R.S.S. ne pourra jamais supprimer le parasitisme, l'irresponsabilité, la gabegie. Elle ne pourra même pas réduire, dans quelque mesure que ce soit, les abus qu'elle dénonce elle-même quotidiennement dans sa presse, et dont nous voulons mettre les quelques exemples suivants sous les yeux de nos lecteurs :

« Le combinat de Tartoutsk de construction de meubles avait besoin de contreplaqué. Mais, à la place de contreplaqué, le sovarkhoze lui a envoyé en janvier de la margarine et du beurre. Il a sans doute confondu le combinat d'ameublement avec une quelconque fabrique de confiserie ! » écrit la Pravda du 7 février 1958.

Déjà, à la fin de 1957, le président du sovarkhoze de Rostov, Abroskine, se plaignait, dans la Pravda du 20 novembre 1957, de la façon dont est conduite la planification. Il écrivait :

« Pour l'établissement du projet du plan pour 1958 par le Gosplan (plan d'état), 157 formules différentes avaient été adressées au sovarkhoze, sans compter de nombreux additifs. Ayant examiné minutieusement ces projets, les dirigeants du sovarkhoze constatèrent que la plupart d'entre eux étaient sans intérêt... Quand nos représentants arrivèrent à Moscou, ils apprirent que le projet de plan du sovarkhoze allait être examiné par 36 départements différents du Gosplan de la R.S.F.S.R. et que, dans chaque département, il fallait travailler pendant un ou deux jours. Pour que le plan fût examiné en deux semaines, nous fûmes obligés d'envoyer à Moscou 30 travailleurs (lisez : bureaucrates) du sovarkhoze et des représentants des usines. »

Partant de là, il n'est plus étonnant de lire dans le Troud du 30 mai 1958 :

« Le chef du département de l'approvisionnement pour la construction de machines-outils du sovarkhoze de Biélorussie, le ca-

marade Gorelik, a entretenu une abondante correspondance par la poste avec la direction du stockage et des approvisionnements de ce sovarkhoze qui se trouvait... dans le même immeuble. »

..

Par le plan de sept ans adopté au XXI^e congrès, Khrouchtchev prétend ouvrir la voie à l'édification du communisme. Le peut-il, avec une gestion bureaucratique inouïe qui permet à la Literatournaïa Gazeta du 16 octobre 1956 de donner l'information suivante sur le fonctionnement de l'usine de prototypes d'Ijorsk :

« Pour obtenir une résistance, du fil électrique, un isolateur, une plaque d'amiante, la voie légale et obligatoire est la suivante :

1^o Une lettre de l'usine à Moscou au bureau central des constructions ;

2^o Une lettre de ce bureau au ministère auquel appartient l'usine ;

3^o Une lettre du ministère en question au ministère de l'industrie électro-technique ;

4^o Une série de décisions apposées sur la demande, et, pour commencer, probablement un refus ;

5^o Une deuxième demande au ministère de l'industrie électro-technique ;

6^o Une lettre de ce ministère à la direction centrale et à l'usine qui fabrique les pièces demandées ;

7^o Une lettre de la direction centrale au bureau central des constructions ;

8^o Une lettre de la direction centrale des constructions à l'usine désireuse d'obtenir la pièce ;

9^o Plusieurs documents confirmant légalement la livraison de la pièce ;

10^o Et enfin la livraison de la pièce. »

..

Il restera toujours à Khrouchtchev la possibilité de camoufler la triste réalité derrière des statistiques falsifiées, ou de se décharger sur le groupe « antiparti » des échecs de sa gestion.

Mais il ne pourra jamais, comme il le prétend, assurer un « développement harmonieux de l'économie » et une planification véritable avec des méthodes bureaucratiques. Plus que jamais, pour une économie qui est sortie du stade élémentaire de l'accumulation primitive des moyens de production et qui est en voie de passer de la production de quantité à une production de qualité, le besoin du retour à la démocratie soviétique devient vital pour les peuples de l'U.R.S.S.

La planification ne peut être conduite à bien que par les travailleurs eux-mêmes, car seuls, comme disait Lénine, ils sont partout à la fois.

LA PEAU DE L'OURS

Mais, cette fois-ci, Khrouchtchev est sûr de son fait. Grâce à la réorganisation de l'économie nationale par la « décentralisation centralisée » effectuée en mai 1957, le plan de sept ans sera un succès, et fera entrer le pays dans « la période de la construction de la société communiste » :

« Le facteur important de l'accélération du développement de l'économie nationale réside dans la réorganisation de la direction de l'industrie et de la construction. Dans la période assez courte de fonctionnement des sovarkhozes, la nouvelle forme de gestion de l'industrie s'est révélée sensiblement supérieure, la direction de la production est devenue plus concrète. Le rythme de la production industrielle s'est accru, et l'utilisation des réserves intérieures et des richesses du pays s'est améliorée. Dans cette période, le nombre d'entreprises ne réalisant pas le plan a diminué de plus de une fois et demie »,

annonce Khrouchtchev aux participants au XXI^e congrès, confirmant l'optimisme qu'il professait déjà en juin 1958, lorsqu'il déclarait, dans son discours d'inauguration de l'exposition industrielle à Moscou :

« La réorganisation a donné des résultats magnifiques. Jamais notre industrie n'a travaillé aussi bien que maintenant. »

Or, Khrouchtchev sait bien qu'en réalité il n'a pas réduit les difficultés, qu'au contraire il n'a fait que les déplacer, et que la décentralisation crée bien d'autres obstacles au développement de l'économie : barrières locales, esprit de clocher, particularisme régional.

Il sait très bien que, si le nombre d'entreprises réalisant le plan s'est accru, cette amélioration apparente ne tient pas à une meilleure gestion, mais au fait que les plans imposés sont plus modestes qu'auparavant, les chefs d'entreprises s'ingéniant à déclarer des possibilités de production inférieures à la réalité, dans le but de ne pas s'attirer de sanctions de la part des organismes centraux.

Car, s'il en était autrement, pourquoi le présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. aurait-il pris, moins d'un an après, une décision reproduite dans la « Pravda » du 19 mai 1958, dans laquelle on lit :

« Par son décret du 24 avril 1958, le présidium du Soviet Suprême a établi que la non-exécution des plans et tâches relatifs aux livraisons à destination d'autres rayons administratifs, ou d'autres républiques fédérées, et pour d'autres besoins de l'U.R.S.S. dans son ensemble, par les chefs et par d'autres responsables des entreprises des organismes économiques, des sovarkhozes, des ministères et des autres services, constitue une lourde infraction à la discipline d'état, et entraîne une responsabilité disciplinaire, matérielle et pénale... En cas d'infractions répétées, sans motifs valables, aux tâches indiquées, les coupables seront traduits en justice, pour avoir manqué aux devoirs de leur charge. »

S'il en était autrement, pourquoi, aussi, la « Pravda », le jour suivant, commentant cette décision du 24 avril 1958, aurait-elle écrit ce qui suit :

« Différents responsables de l'économie, de l'administration et du parti sacrifient les intérêts généraux de l'état aux intérêts locaux. Ils permettent la non-exécution des plans de livraison, parfois ils modifient, de leur propre chef, les tâches fixées par les plans, ou bien ils détournent des ressources destinées aux investissements vers des destinations secondaires, appelées "besoins locaux". »

Il n'y aurait aucune difficulté à réunir, avec des déclarations aussi « optimistes », de quoi remplir plusieurs rapports-fléuves de Khrouchtchev. Ainsi, cet aveu d'un dirigeant du Parti à une conférence de la région de Moscou, en février 1958, qui déclarait que la reconstruction de l'industrie doit être poursuivie, car :

« jusqu'à maintenant, pas mal des insuffisances du passé se sont maintenues, principalement dans le domaine de la planification. »

Et ces plaintes du journal des syndicats de l'U.R.S.S., « Troud », qui

écrivait le 22 mai 1958 :

« Il faut reconnaître que des tendances mauvaises se sont manifestées dans maints sovnarkhozes, et principalement l'esprit de clocher. Des tentatives de créer chez soi, dans les régions économiques, une économie fermée, ont vu le jour. Certains dirigeants ont oublié les intérêts du gouvernement et de l'ensemble du pays. »

LA PRESSION DES MASSES

Contre cette déformation monstrueuse de l'économie planifiée, la bureaucratie manifeste un désir évident d'associer les masses travailleuses à sa gestion, tout en gardant entiers ses privilèges et ses prérogatives. Ce n'est pas par générosité de cœur — une vertu qu'ils n'ont guère manifestée dans le passé — que les dirigeants mettent l'accent sur la nécessité d'accroître la production des biens de consommation courante, d'améliorer les conditions d'existence de la population de l'U.R.S.S.

Aujourd'hui, Mikoyan ne craint pas le reproche que Khrouchtchev fit à

Malenkov (1) en 1956, en l'éliminant du poste de chef du gouvernement, lorsqu'il déclare :

« Par rapport à nos plans économiques antérieurs, le caractère essentiel du plan de sept ans réside dans le fait que, s'appuyant sur les succès grandioses de l'industrie lourde, il se fixe pour objectif un accroissement beaucoup plus rapide que dans le passé de la production d'articles de consommation courante, un développement accéléré du bien-être de la population. »

La pression croissante des masses laborieuses de l'U.R.S.S., qui bouscule sans cesse la « bienveillance » de la bureaucratie, n'est donc pas une vue de l'esprit de perpétuels tourmentés. Elle se fraie irrésistiblement son chemin, malgré tous les obstacles, jusqu'à devenir le souci majeur des congressistes du Kremlin.

(1) On sait qu'il l'accusa d'avoir sous-estimé l'importance de l'industrie lourde, bien que les déclarations de l'ancien président du conseil aient été beaucoup plus timorées que celles de Mikoyan que nous citons.

La Chine, la Yougoslavie et le révisionnisme

Malgré l'originalité de la révolution chinoise, et l'attitude autonome constamment adoptée par Pékin à l'égard de Moscou, les dirigeants du P.C. chinois, au cours des différentes étapes franchies jusqu'en 1958, en ce qui concerne le développement de l'économie, relèvent, fondamentalement, des conceptions de la bureaucratie de l'U.R.S.S., tant dans le domaine industriel par la création d'énormes combinats, que dans l'agriculture par l'organisation de kolkhozes rudimentaires.

Mais, au cours de l'année 1958, une nouvelle forme d'organisation se mit à couvrir le pays : « les communes du peuple ». Il s'agit en réalité d'une véritable mobilisation des masses chinoises dans des unités administratives et économiques, chargées, non seulement de développer l'agriculture, mais aussi de créer une industrie locale, aussi primitive qu'elle soit, sans aide du pouvoir central.

Cette décentralisation de l'économie chinoise était, dans son contenu, un véritable défi lancé au Kremlin, qui n'arrivait pas, après une gestion de plus de trente ans, à desserrer la centralisation tentaculaire héritée de Staline. Aussi les dirigeants de Moscou gardèrent-ils longtemps le silence sur cette forme d'organisation ; c'est ainsi que Khrouchtchev n'éprouva même pas le besoin d'en parler dans la présentation de ses « thèses » sur le nouveau septennat, examinées par le Plénum du Comité Central le 12 novembre dernier.

Mais le silence ne pouvait être observé plus longtemps ; au XXI^e congrès, Khrouchtchev fut obligé d'y faire allusion du bout des lèvres, soucieux qu'il était de ne pas aborder dans le détail ce sujet brûlant. Il le fit de la façon que voici :

« Il n'y a pas, et il ne peut pas

y avoir de divergences entre l'U.R.S.S. et la Chine. Nous sommes en tous points entièrement d'accord avec le parti communiste frère de Chine, bien que ses méthodes pour l'édification du socialisme soient, sur plusieurs points, différentes des nôtres. »

Le ton même de défense et d'auto-justification adopté par Khrouchtchev atteste des soucis du Kremlin. On aurait pu s'attendre, après cette intervention, à ce que Chou En Lai, représentant le P.C. chinois au congrès, glisse discrètement, dans son discours, sur la nouvelle organisation des « communes du peuple ».

UN TYPE ORIGINAL D'« EDIFICATION DU SOCIALISME »

Il n'en fit rien, et exposa entièrement les conceptions chinoises, déclarant notamment :

« Au cours de l'année écoulée, la Chine fit un grand pas en avant dans la production industrielle et agricole, et le mouvement pour la création de "communes du peuple" connut un grand développement. Le bond en avant de la production industrielle et agricole a été rendu possible par le mouvement des "communes du peuple". Et le développement du mouvement des "communes du peuple" accrut, à son tour, la production industrielle et agricole. »

Non content d'affirmer l'existence des « communes du peuple », Chou En Lai ne craignit pas d'insister sur l'importance théorique qu'il donne à ce mouvement et s'écria :

« Avec le soutien actif et sous la conduite du Comité Central du

Parti Communiste Chinois et du camarade Mao Tsé Toung, le peuple chinois a créé une forme d'organisation appelée la "commune du peuple", dans laquelle se développent entièrement l'industrie, l'agriculture, le commerce, l'éducation et l'art militaire, et qui se présente à la fois comme l'organe du pouvoir et comme une organisation économique. »

Et, semblant insatisfait de ses propres développements, il alla jusqu'à donner aux dirigeants russes une leçon, qui est aussi une mise en garde, contre toute tentative d'opposition de leur part. Il osa, en effet, répondre aux critiques de Khrouchtchev (2) sur la « marche chinoise vers le socialisme » par cette déclaration extrêmement importante :

« Il y a peu de temps, s'est tenu le VI^e Plénum du C.C. du P.C. chinois (8^e session), qui attacha une grande importance aux "communes du peuple". Le Plénum a estimé que, dans les conditions de la Chine, la "commune du peuple" s'avère être la meilleure forme de développement du socialisme, que c'est la forme la plus heureuse du passage de la propriété collective du village chinois à la propriété nationale, et du passage de notre pays, dans l'avenir, du socialisme au communisme. »

L'essentiel étant dit, et les positions chinoises réaffirmées malgré les criti-

(2) En rellisant les paroles de Khrouchtchev que nous citons plus haut, le lecteur « occidental » trouvera sans doute exagéré que nous parlions de « critiques ». Il faut avoir l'habitude du langage propre aux bureaucrates de l'U.R.S.S. pour sentir la violence du ressentiment et de l'inquiétude dissimulées sous cette simple affirmation : « des méthodes différentes, sur plusieurs points, des nôtres. »

ques du Kremlin, Chou En Lai se sentait à l'aise pour donner à l'U.R.S.S. des satisfactions verbales de cet ordre :

« L'unité inébranlable des communistes de tous les pays est la garantie principale de la victoire du prolétariat du monde entier. Après la conférence des représentants des partis communistes et ouvriers à Moscou, en 1957, cette unité s'est encore renforcée et développée. »

Et Khrouchtchev était bien content de reprendre :

« L'essentiel est de conserver la solidarité de classe dans la lutte contre le capitalisme, et, sur ce point, il ne saurait y avoir de divergences entre les communistes. »

L'ENJEU

Que de chemin parcouru, depuis le temps où Moscou dictait ses volontés aux dirigeants chinois ! Où est le monolithisme du « camp socialiste », en dehors des mots ? Seule une volonté réciproque de ne pas rompre maintient le lien fragile qui relie Pékin à Moscou.

Il suffit que la Chine admette la suzeraineté du Kremlin, et que Chou En Lai annonce que :

« Le renforcement de l'unité des pays du camp socialiste, sous la conduite de l'Union Soviétique, le renforcement de l'unité des rangs du mouvement communiste mondial, dont le centre est l'U.R.S.S., ont toujours été et seront toujours le devoir le plus sacré des communistes de tous les pays dans leur activité internationale »

pour que les divergences les plus profondes soient mises de côté, et que Chou En Lai ne parte pas de l'U.R.S.S. sans avoir signé un accord économique avec le Kremlin, par lequel son pays bénéficie d'un prêt à long terme du montant considérable de 5 milliards de roubles, c'est-à-dire environ 1 milliard 250 millions de dollars.

L'exportation des idées de la révolution d'octobre 1917, la nécessité devant laquelle a été placée la Chine de se débarrasser du capitalisme pour assurer l'indépendance nationale du pays, la constitution des démocraties populaires, rendue nécessaire, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, par l'effondrement de l'impérialisme allemand et la destruction des bourgeoisies de l'Europe orientale et balkanique, ont apporté la démonstration pratique de l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays. Mais cette nouvelle situation, que l'oligarchie du Kremlin n'avait ni envisagée ni souhaitée, a contraint la bureaucratie à sortir des frontières de l'U.R.S.S.

Un nouveau rapport de forces mondial s'est établi entre la bureaucratie et l'impérialisme, une coexistence pacifique de fait s'est établie entre les deux nouveaux blocs en présence.

Toutes les manifestations d'indépendance de la Chine envers Moscou (comme, en dernier lieu, la reconnaissance du gouvernement de Ferhat Abbas), toutes les initiatives autonomes menaçant de rompre cet équilibre, entraînant la dislocation du stalinisme mondial,

La bureaucratie de l'U.R.S.S. reste le bastion du « camp socialiste ». Mais ce bastion ne peut néanmoins se maintenir sans que se maintienne ce camp, qui est le garant du statu quo mondial.

C'est la raison pour laquelle le Kremlin se voit contraint d'aller très loin dans la voie des concessions à la Chine, jusqu'à sacrifier le fond à la forme d'un accord véritable.

L'enjeu est donc d'importance. La rupture de la Chine avec l'U.R.S.S. signifierait l'effondrement du « camp socialiste » et la chute de la bureaucratie du Kremlin. Bien loin d'ouvrir la voie au rétablissement du capitalisme, elle libérerait les forces vives du prolétariat mondial de l'hypothèque de l'idéologie stalinienne, cette « syphilis du mouvement ouvrier », et faciliterait l'assaut des positions de l'impérialisme mondial, privé désormais du soutien le plus efficace qu'il ait pu trouver dans les rangs du mouvement ouvrier pour maintenir son système odieux d'exploitation.

LA YUGOSLAVIE

L'attitude du Kremlin vis-à-vis de la Yougoslavie apparaît tout autre.

Depuis la visite-réconciliation de Khrouchtchev et de Boulganine à Tito, en juin 1955, la Yougoslavie s'est toujours refusée à reconnaître la suprématie de Moscou, et n'a pas signé, à cet effet, la déclaration de 1957 des partis communistes et ouvriers. Cela suffit pour que les problèmes « idéologiques » prennent subitement de l'importance.

Khrouchtchev, qui a la généralisation facile, s'écrie au congrès :

« Le mouvement communiste mondial condamne les vues et la politique des révisionnistes yougoslaves. »

Et, comme deux négations valent une affirmation, il enchaîne :

« Les dirigeants de l'Union des Communistes Yougoslaves tentent de représenter l'affaire comme si les partis marxistes-léninistes ont commencé contre eux une lutte idéologique parce qu'ils ont refusé de se joindre à la déclaration (celle de 1957). Mais c'est une affirmation mensongère. C'est, au contraire, à l'occasion de ce refus que les dirigeants yougoslaves ont entrepris leur attaque contre les positions marxistes-léninistes du mouvement communiste international, avec leur programme révisionniste. »

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Khrouchtchev se sent le besoin de chercher dans les succès économiques la vérification de la justesse des positions « idéologiques » des uns et des autres, et il argumente :

« La meilleure vérification du cours juste des dirigeants d'un pays se trouve dans les succès du développement de l'économie nationale, dans le relèvement de la culture et du bien-être du peuple. Nous, communistes soviétiques, nous estimons que notre marche vers le socialisme, tracée par le grand Lénine, est correcte. Dans cette voie, l'Union Soviétique a

remporté des victoires telles qu'elles ébranlent le monde entier. Tous les pays de démocratie populaire ont obtenu également de grands succès en empruntant la voie de la révolution d'octobre, la voie de Lénine.

« Et qui a eu les résultats les moins bons ? C'est justement le parti et le pays dont les dirigeants prônent la voie yougoslave comme la seule juste. Le peuple raisonne ainsi : la voie la meilleure est celle qui donne la possibilité d'obtenir les résultats les meilleurs dans le minimum de temps. Or, si l'on compare le niveau de vie des peuples des pays socialistes, on constate — comme le démontrent les documents économiques — que ce niveau s'élève beaucoup plus lentement en Yougoslavie. La pratique yougoslave conteste les développements théoriques des révisionnistes yougoslaves. »

On est là en plein fatras « idéologique », de la meilleure veine stalinienne.

Comment Khrouchtchev peut-il concilier cette position vis-à-vis des Yougoslaves avec l'attitude qu'il prend envers les Chinois ? Comment peut-il expliquer qu'en Yougoslavie, les soi-disant mauvais résultats économiques découlent des voies particulières de la Yougoslavie vers le socialisme, alors qu'au même moment il salue les succès chinois, obtenus grâce à des méthodes qui « diffèrent des nôtres » ?

Chou En Lai ne pourrait-il pas dire, un jour, en retournant l'argument de Khrouchtchev, que « la pratique chinoise conteste les développements théoriques des révisionnistes du Kremlin » ?

L'HYDRE REVISIONNISTE

En réalité, derrière ces monstres « idéologiques », se cache une idée fort simple : préserver coûte que coûte l'hégémonie du Kremlin, au prix de toutes concessions de fond, pourvu que la forme soit maintenue. Car cette forme est le dernier rempart derrière lequel tente de s'abriter l'oligarchie du Kremlin pour garder au sein du « camp socialiste » sa situation privilégiée de caste parasitaire.

Khrouchtchev explique cette attitude de la façon suivante :

« On dit que la dépendance des partis communistes et ouvriers (à l'égard de Moscou) est confirmée par la déclaration selon laquelle l'U.R.S.S. se tient à la tête du mouvement communiste international (lisez : stalinien). On s'appuie pour cela sur la célèbre phrase de la conférence de Moscou :

“Le camp des gouvernements socialistes se trouve sous la direction de l'Union Soviétique.”
« Les communistes de l'Union Soviétique et des autres pays considèrent que cela est dû à notre pays, et à la classe ouvrière qui, sous la conduite du Parti Communiste ayant à sa tête le grand Lénine, a accompli la révolution socialiste et a pris le pouvoir dans ses mains. Un chemin long et difficile de luttes et de victoires a

été parcouru depuis quarante ans, et un grand état s'est forgé, qui se présente comme le rempart de tous les pays socialistes et du mouvement ouvrier international.

« Nous exprimons une gratitude sincère aux partis frères pour une telle reconnaissance du rôle historique de l'Union Soviétique et du Parti Communiste de l'U.R.S.S. »

Vue de derrière le « rempart de Moscou », la Yougoslavie, quel que soit le jugement que les révolutionnaires peuvent porter sur la politique de ses dirigeants, apparaîtra toujours, aux yeux des chefs du Kremlin, comme un cheval de Troie devant le « camp socialiste ».

Partant de là, tout ce que la Yougoslavie pourra faire et dire dans tous les domaines de l'idéologie et de l'économie ne pourra apparaître aux yeux de tous les Khrouchtchev d'hier et d'aujourd'hui que comme du « révisionnisme ».

UN CONGRES ORDINAIRE

Khrouchtchev a fait, dans son rapport-neuve, une tentative — qui manquait au XX^e congrès — de donner une base idéologique à l'attitude envers les masses soviétiques et le « camp socialiste » que l'oligarchie dirigeante a adoptée au lendemain de la mort de Staline, et que l'on peut qualifier de stalinisme éclairé.

Cette nouvelle formule de paternisme rempli d'espoir et d'espérance les progressistes du monde entier, tout heureux d'y voir une libéralisation lente du régime totalitaire par la démocratisation de la bureaucratie.

Nous avons l'intention de revenir sur ces développements « idéologiques », qui sont, en réalité, les prolongements « théoriques » de la répudiation du culte de la personnalité. Nous nous proposons de montrer comment la bureaucratie tente d'expliquer son passage du règne de la terreur stalinienne à la neutralisation des masses par des procédés « plus humains », faisant alterner ses concessions économiques aux travailleurs avec des prêches puritains sur la « morale soviétique » de « l'homme socialiste » ; comment, également, elle pense faire admettre aux peuples de l'U.R.S.S. ses privilèges odieux, en passant du manquement du revolver à l'usage des « milices de travailleurs » chargées d'assurer « l'ordre » dans la rue et à l'usine en faisant la chasse à tous les « manquements à la discipline socialiste ».

Ce XXI^e congrès n'est donc que le « développement organique des idées du XX^e », comme l'a si bien défini Mikoyan.

Mais, après le XX^e congrès, il y a eu l'Octobre polonais et la révolution hongroise, qui furent, aux yeux de la bureaucratie, les fruits amers de la déstalinisation. Les masses de ces pays, sortant des limites de l'épuration du « libéralisme » tracée par les architectes du Kremlin, ébranlèrent l'édifice du stalinisme mondial.

Si les dirigeants russes étaient tentés, aussi peu que ce soit, d'oublier ces enseignements salutaires et de recommencer les improvisations du XX^e congrès sur le culte de la personnalité, ils trouveraient sûrement, chez les idéologues bourgeois, si libéraux et progressistes qu'ils

soient, des conseils de sagesse et des mises en garde aussi savoureuses que ceux que M. Maurice Duverger leur prodigue, en tirant à sa manière les leçons du XXI^e congrès.

Il n'est pas sans intérêt de remettre sous les yeux de nos lecteurs les développements « non révisionnistes » d'un des maîtres à penser du « monde libre ».

Dans l'article publié par « le Monde » du 11 février 1969, on lit, en effet, ce qui suit :

« Passer d'une dictature totalitaire à la démocratie politique est une transformation difficile, si on veut l'accomplir dans le calme, sans désordre, sans risque de tout faire sauter... Une libéralisation trop hâtive pourrait briser les cadres de la nation, anéantir l'œuvre accomplie depuis 1917.

« ... La marche du moteur (de la libéralisation) doit être régulière et contrôlée. L'expérience d'octobre-novembre 1956 ne doit pas être oubliée. Le processus de libéralisation a abouti à des explosions révolutionnaires dans les pays où l'organisation soviétique était moins forte... »

Que M. Duverger se rassure ! Le Kremlin, moins que jamais, n'a l'intention de céder la place aux masses travailleuses, seules capables, par leur initiative créatrice, de bâtir le socialisme. Les dirigeants de Moscou n'ont pas l'intention de laisser les millions de prolétaires « briser les cadres de la nation ».

Et si M. Duverger est néanmoins inquiet sur le sort de la caste parasitaire qui vit comme un chancre sur la société russe tout entière, qu'il se réfère aux déclarations des congressistes de Moscou, et en particulier au bras droit de Khrouchtchev, le « libéral » Kiritchenko, qui expose sans détours comment il voit, lui bureaucrate, le développement de l'économie du pays, le succès du plan de sept ans (semiletka), le « passage du socialisme au communisme » :

« Camarades ! Pour la solution des problèmes grandioses posés par le Parti devant le peuple soviétique dans le plan actuel de sept ans, le rôle décisif (souligné par nous), comme l'a indiqué N. C. Khrouchtchev dans son rapport, appartient à nos cadres. Il est de notoriété publique qu'en fin de compte, le succès de toute affaire dépend toujours de celui à qui elle est confiée, des gens qui dirigent tel ou tel secteur de travail. Notre Parti a éduqué des cadres qualifiés pour toutes les activités de l'économie nationale, pour tous les organes culturels du parti ou de l'état. Dans toutes les républiques de l'Union se sont créés des cadres locaux remarquables. Cela n'autorise nullement à relâcher le travail pour la formation des cadres ».

Dormez donc tranquille, M. Duverger, la bureaucratie de l'U.R.S.S. se soucie de ses cadres. Elle est fidèle aux enseignements de son maître Staline, et à sa fameuse formule : « Les cadres décident de tout ».

Elle se préoccupe même de les rejoindre, pour que la caste privilégiée tout entière soit plus apte à affron-

ter, demain, la vindicte populaire.

Khrouchtchev ne dit-il pas, à la fin de son rapport au congrès :

« ... Il faut aussi parler des cadres qui ont travaillé activement pendant de nombreuses années pour le bien de notre grandiose entreprise, mais qui, maintenant, à cause de l'âge ou pour toute autre raison n'ont plus l'énergie suffisante pour mener à bien les tâches qui leur sont confiées. »

Ceux-là doivent être remplacés par des éléments plus jeunes.

Mais que M. Duverger se tranquillise encore une fois : la caste privilégiée ne sera pas ingrate pour les siens.

Ceux qui ont contribué à « garder la direction du processus de démocratisation pour éviter des emballements catastrophiques » ont droit à la reconnaissance du Kremlin.

Khrouchtchev le promet : ils ne seront pas oubliés.

« Dans leur grande majorité, ce sont de bons camarades dévoués au parti. Ils ont mérité pleinement la profonde reconnaissance du parti et du peuple... »

« Notre devoir est de nous préoccuper de leur créer des conditions aussi bonnes que possible. »

✱

Rejoignant M. Duverger dans son désir de voir la paix régner entre les deux blocs en présence, au seul profit des exploités et des privilégiés, Khrouchtchev a terminé son discours du XXI^e congrès par cette déclaration :

« Vive la paix dans le monde ! »

Non, M. Duverger !

Non, M. Khrouchtchev !

Vive la guerre, la guerre révolutionnaire des exploités et des opprimés du monde entier contre les impérialismes et les « cadres » qui font obstacle à l'avènement du socialisme sur notre planète ! Car le socialisme, et lui seul, mettra fin, une fois pour toutes, à toutes les formes d'oppression et d'exploitation, et réconciliera l'homme avec l'homme.

E. BOIVIN.

Abonnez-vous à

“ LA VÉRITÉ ”

vous paierez moins cher et vous nous aiderez !

12 numéros : 1.200 frs

6 numéros : 600 frs

3 numéros : 375 frs

Étranger : 12 numéros 1.500 frs

Soutien : 1.500 et 2.000 frs

Paiement par mandat au

C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

**88^e Anniversaire
de la Commune de Paris**

LÉON TROTSKY :

**La Commune de Paris
et la Russie des Soviets**

Imprimerie LEJEUNE
7, rue Victor-Hugo, 7
Montreuil (Seine)

Les leçons de la Commune

Poursuivant son effort pour fournir à ses lecteurs des textes classiques du marxisme, inédits ou épuisés, « La Vérité » publie, en supplément à son n° 516 de mars 1959, à l'occasion du 88^e anniversaire de la première révolution prolétarienne, plusieurs textes de Trotsky consacrés à la Commune de Paris.

Le premier, « La Commune de Paris et la Russie des Soviets » (swévie de « Marx et... Kautsky »), est constitué par les chapitres V et VI de « Défense du Terrorisme », ouvrage rédigé par Trotsky en 1920, et paru pour la première fois en français en 1921, à la librairie de « Humanité ». Ce livre répondait à l'ouvrage publié, sous le même titre, par Karl Kautsky, l'ex-théoricien de la III^e Internationale, devenu l'apologiste honteux du social-impérialisme et de l'union sacrée, lequel prétendait opposer la « bonne Commune » aux « méchants bolchéviks ». Trotsky montre sans peine que ce que reproche, au fond, Kautsky à la République des Soviets, c'est d'avoir, en évitant les erreurs et les faiblesses de la Commune, déversé la contre-révolution au lieu d'en être victime.

« Les leçons de la Commune » furent rédigées par Trotsky au début de 1921, pour servir de préface au livre de G. Tates sur la Commune de Paris. « Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune », conclut Trotsky, « et nous y trouverons une seule leçon : il faut une forte direction de parti ».

Les prolétaires français comprirent cette leçon de l'histoire, et entreprirent, au prix de sacrifices sans nombre, l'édification de cette « organisation d'action, forte comme l'acier », dont Trotsky soulignait la nécessité. Mais le développement de l'histoire, s'est avéré plus complexe que les fondateurs de la III^e Internationale Communiste n'avaient pu le prévoir. L'appareil historique mondial créé par la Révolution d'Octobre a été usurpé par la bureaucratie contre-révolutionnaire de P.U.R.S.S., qui l'a mis entièrement au service de la préservation de l'ordre bourgeois. Bien loin d'être « contrôlés par les masses à chaque nouvelle étape du mouvement révolutionnaire », les chefs du parti « communiste », instruments serviles d'intérêts opposés à ceux des travailleurs, ont, à leur tour, submergé les prolétaires français de « toute une masse de formules démocratiques et parlementaires », « plus qu'aucun autre, n'a été dupé », l'a été une fois encore et plus cruellement que jamais. Et aujourd'hui, de nouveau, la « lave révolutionnaire » se trouve « recouverte par les cendres du scepticisme ». Les héritiers de Thiers ont pu reculer l'échéance de près d'un demi-siècle encore.

Mais, un peu plus tôt ou un peu plus tard, le prolétariat reprendra l'offensive, à un niveau de conscience infiniment plus élevé, enrichi de toute l'immense expérience accumulée. L'enthousiasme révolutionnaire ne sera pas moindre que dans le passé, mais les illusions seront moindres. Les appareils bureaucratiques, lorsqu'ils voudront, une fois encore, charger les travailleurs des « chaînes capitalistes » parlementaires, se heurteront à une défiance active. La sélection « d'une organisation d'action, forte comme l'acier, avec des chefs contrôlés par les masses à chaque nouvelle étape du mouvement révolutionnaire » pourra se faire dans des conditions infiniment plus favorables que dans le passé. Les nouveaux cadres révolutionnaires ne laisseront pas les masses devenir une fois de plus les dupes des appareils bureaucratiques.

La Commune de Paris échoua. Tout le chemin du socialisme — dans ses luttes révolutionnaires — est couvert de défaites. Et, cependant, cette même histoire nous conduit pas à pas, sans arrêt, à la victoire finale.

ROSA LUXEMBOURG.

Les vaincus d'aujourd'hui seront les vainqueurs de demain. La défaite est pour eux un enseignement. Pour les forces latentes et vivantes de la Révolution sociale, une défaite est un coup de jouer.

KARL LIEBKNECHT.

Le tempérament du prolétariat français est une lave révolutionnaire. Mais cette lave est recouverte à présent des cendres du scepticisme — résultat de plusieurs duperies et désenchantements. Aussi, les prolétaires révolutionnaires de la France doivent-ils être plus sévères envers leur parti et dévoiler plus impitoyablement la non-conformité entre la parole et l'action. Les ouvriers français ont besoin d'une organisation d'action, forte comme l'acier, avec des chefs contrôlés par les masses à chaque nouvelle étape du mouvement révolutionnaire.

ILÛN TROTSKY.

La Commune de Paris et la Russie des Soviets

Court épisode de la première révolution faite par le prolétariat pour le prolétariat et qui s'est terminé par le triomphe de ses ennemis. Cet épisode (du 18 mars au 28 mai) a duré 72 jours.

(« La Commune de Paris, 18 mars 1871 », P.-L. Lavrov.)

LES PARTIS SOCIALISTES DE LA COMMUNE N'ÉTAIENT PAS PRÉPARÉS

La Commune de Paris de 1871 a été le premier essai historique — faible encore — de domination de la classe ouvrière. Nous vénérons le souvenir de la Commune, en dépit de son expérience trop restreinte, du manque de préparation de ses militants, de la confusion de son programme, de l'absence d'unité parmi ses dirigeants, de l'indécision de ses projets, du trouble excessif dans l'exécution et du désastre effroyable qui en résulta fatalement. Nous saluons dans la Commune — selon une expression de Lavrov — l'aube, quoique bien pâle, de la première République prolétarienne.

Kautsky ne l'entend pas ainsi. Ayant consacré la majeure partie de son livre, « Terrarisme et Communisme », à établir un parallèle grossièrement tendancieux entre la Commune et le pouvoir soviétique, il voit les qualités prédominantes de la Commune là où nous voyons son malheur et ses torts.

Kautsky s'attache avec ardeur à démontrer que la Commune de Paris ne fut pas « artificiellement » préparée, mais surgit spontanément, prenant les révolutionnaires à l'improviste, contrairement à la Révolution russe d'octobre-novembre qui fut minutieusement préparée par notre parti. C'est indiscutable. N'ayant pas le courage de formuler clairement ses idées profondément réactionnaires, Kautsky ne nous dit pas franchement si les révolutionnaires parisiens de 1871 méritent d'être approuvés pour n'avoir pas prévu l'insurrection prolétarienne et, partant, pour ne s'y être pas préparés, ou si nous devons être blâmés pour avoir prévu l'inévitable et pour être allés consciemment au-devant des événements. Mais tout l'exposé de Kautsky est conçu de manière à provoquer précisément dans l'esprit du lecteur cette impression : un malheur s'est tout bonnement abattu sur les communards (le philistin bavaïrois Volmar n'a-t-il pas, un jour, exprimé le regret que les communards ne se fussent allés coucher plutôt que de prendre le pouvoir ?) et c'est pourquoi ils méritent toute notre indulgence ; les bolcheviks, eux, sont allés consciemment au-devant du malheur (la conquête du pouvoir) et c'est pourquoi il ne leur sera pardonné, ni dans ce monde, ni dans l'autre. Poser la question de la sorte peut paraître d'une incroyable absurdité. Il n'en est pas moins vrai que cela découle inévitablement de la position des « indépendants kautskystes » qui rentrent la tête dans leurs épaules pour ne rien voir, pour ne rien prévoir, et qui ne peuvent faire un pas en avant s'ils n'ont reçu au préalable une bonne bourrade dans le dos. « Humilier Paris, écrit Kautsky, lui refuser l'autonomie, le destituer de son titre de capitale, le désarmer pour s'aventurer, ensuite, en

La commune de Paris, le front unique ouvrier et le bloc des gauches

La page la plus glorieuse dans l'histoire du prolétariat français — la Commune de Paris — ne fut rien d'autre qu'un bloc de toutes les organisations et tendances de la classe ouvrière française, unies contre la bourgeoisie. Si, malgré la réalisation du front unique, la Commune fut rapidement écrasée, l'explication doit en être cherchée par-dessus tout dans le fait que le front unique n'avait pas sur son flanc gauche une organisation révolutionnaire authentique, disciplinée et résolue, capable de conquérir la direction dans le feu des événements.

C'est précisément dans ce sens que la Commune fut un gouvernement ouvrier : un bloc des partis et groupements de la classe ouvrière, face à la bourgeoisie. En tant que gouvernement ouvrier, la Commune ne représentait rien d'autre qu'une étape vers l'instauration de l'ordre socialiste. Le prolétariat français conscient n'a pas besoin d'autre chose que de méditer profondément sur l'expérience de la Commune, pour trouver, dans son propre passé héroïque, tous les arguments nécessaires en faveur de la tactique authentiquement révolutionnaire du front unique, associée aux mots d'ordre d'un gouvernement ouvrier qui découlent de cette tactique.

L'idée du « bloc des gauches », dans les conditions présentes, peut troubler un grand nombre de travailleurs qui n'ont que peu ou pas d'expérience politique. Le parti communiste français doit prendre garde à cette perspective qui représente un très sérieux danger. A l'idée d'un « bloc des gauches », il doit systématiquement opposer, dans toute sa propagande quotidienne, l'idée d'un bloc de tous les travailleurs contre la bourgeoisie...

(Extrait d'une résolution adoptée par le plenum élargi du comité exécutif de l'Internationale Communiste, sur proposition de Trotsky, le 11 juin 1922.)

toute certitude, dans un coup d'État monarchiste, telle était la tâche capitale de l'Assemblée Nationale et de Thiers qu'elle venait d'être chef du pouvoir exécutif. De cette situation naquit le conflit qui mena à l'insurrection parisienne. » — « On voit jusqu'à quel point se distingue de cette forme de révolution ce qui fut accompli par le bolchevisme, qui puisa sa force dans les aspirations à la paix, qui avait derrière lui la masse paysanne ; qui, à l'Assemblée Nationale, n'avait pas de monarchistes contre lui, mais des socialistes-révolutionnaires et des mancheviki. »

« Les bolcheviks sont parvenus au pouvoir par une révolution bien préparée qui leur mit, d'un coup, entre les mains, toute la machine gouvernementale dont ils tiennent à l'heure actuelle le parti le plus énergique et le plus impitoyable pour soumettre leurs adversaires et, de ce nombre, les prolétaires. »

« A l'encontre, personne ne fut plus étonné de l'insurrection de la Commune que les révolutionnaires eux-mêmes et pour beaucoup de ceux-ci ce conflit était par-dessus tout indésirable » (p. 44).

Afin de se faire une idée bien nette du sens réel de ce qui est dit ici par Kautsky à propos des communistes, nous apporterons l'intéressant témoignage suivant :

« Le 1^{er} mars 1871 — écrit Lovrov dans son livre très instructif sur la Commune — c'est-à-dire six mois après la chute de l'Empire et quelques jours avant l'explosion de la Commune — les personnalités dirigeantes de l'Internationale à Paris n'évaluaient toujours pas de programme politique défini. »

« Après le 18 mars — écrit ce même auteur — Paris était aux mains du prolétariat, mais ses leaders, déconcertés par leur puissance inattendue, ne prirent pas les mesures de sécurité les plus élémentaires. »

« Votre rôle n'est pas à votre taille, et votre unique souci est de vous soustraire aux responsabilités », déclara un membre du Comité central de la garde nationale. « Il y avait là beaucoup de vérité — écrit Lissagaray, participant et historien de la Commune — mais, au moment même de l'action, le manque d'organisation préalable et de préparation provient trop souvent du fait que les rôles incombent à des hommes qui ne sont pas de taille à les remplir (2). »

Il appert de ce qui précède (plus loin, ce sera plus évident encore) que l'absence, chez les socialistes parisiens, d'un programme de lutte directe pour le pouvoir s'explique par leur amorphie théorique et leur trouble politique, mais nullement par des considérations de tactique plus élevées.

Il est hors de doute que la fidélité du même Kautsky aux traditions de la Commune se traduira surtout par le profond étonnement avec lequel il accueillera la Révolution prolétarienne en Allemagne, comme un conflit « par-dessus tout indésirable ». Nous devons cependant que les générations futures lui en fassent un mérite. L'essence même de son analogie historique n'est, devons-nous dire, qu'un mélange de confusions et de réticences.

Les intentions que Thiers nourrissait à l'égard de Paris, Miloukov, soutenu quotidiennement par Tchenov et Trevelin, les nourrissait à l'égard de Pétersbourg. S'étoit isolé du pays, qu'il n'avait plus rien de commun avec celui-ci, et que,

Le Comité central de la Garde nationale puisa son autorité dans l'illégitimité démocratique. Au moment où le Comité central avait besoin de développer au maximum son initiative dans l'offensive, privé de la direction d'un parti prolétarien, il perdit la tête, se hâta de transmettre ses pouvoirs aux représentants de la Commune, qui avait besoin d'une base démocratique plus large. Et ce fut une grande erreur, dans cette période, de jouer aux élections. Mais une fois les élections faites et la Commune réunie, il fallait concentrer d'un seul coup et entièrement dans la Commune et créer par elle un organe possédant un pouvoir réel pour réorganiser la Garde nationale. Il n'en fut pas ainsi. A côté de la Commune élue restait le Comité central ; le caractère d'illégitimité de ce dernier lui donnait une autorité politique grâce à laquelle il pouvait faire concurrence à la Commune. Mais cela le privait en même temps de l'énergie et de la fermeté nécessaires dans les questions purement militaires qui, après l'organisation de la Commune, justifiaient son existence. L'illégitimité, les méthodes démocratiques ne SONT QU'UNE DES ARMES entre les mains du prolétariat et de son parti. L'illégitimité ne peut aucunement être félicite, remède contre tous maux. Il faut combiner les méthodes d'illégitimité avec celles de désignations. Le pouvoir de la Commune vint de la Garde nationale élue. Mais une fois créée la Commune aurait dû réorganiser d'une main bien forte la Garde nationale de haut en bas, lui donner des chefs sûrs et établir un régime de discipline bien sévère. La Commune ne l'a pas fait, étant privée elle-même d'un puissant centre directeur révolutionnaire. Aussi fut-elle écrasée.

Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon : il faut une forte direction de parti. Le prolétariat français plus qu'aucun autre prolétariat a fait des sacrifices à la Révolution. Mais plus qu'aucun autre aussi, a-t-il été dupé. La bourgeoisie l'a plusieurs fois ébloui par toutes les couleurs du républicanisme, du radicalisme, du socialisme, pour lui mettre toujours des chaînes capitalistes. La bourgeoisie a apporté par ses agents, ses avocats et ses journalistes, toute une masse de formules démocratiques, parlementaires, autonomistes qui ne sont que des entraves aux pieds du prolétariat et qui gênent son mouvement en avant.

Le tempérament du prolétariat français est une lave révolutionnaire. Mais cette lave est recouverte à présent des cendres du scepticisme — résultat de plusieurs dupes et désenchantements. Aussi, les prolétaires révolutionnaires de la France doivent-ils être plus sévères envers leur parti et dévoiler plus impitoyablement la non-conformité entre la parole et l'action. Les ouvriers français ont besoin d'une organisation d'action, forte comme l'acier avec des chefs contrôlés par les masses à chaque nouvelle étape du mouvement révolutionnaire.

Combien de temps l'histoire nous donnera-t-elle pour nous préparer ? Nous ne le savons pas. Durant cinquante ans la bourgeoisie française déshonora le pouvoir entre ses mains, après avoir érigé la Troisième République sur les os des communistes. Ces lutteurs de 71 ne manquaient pas d'héroïsme. Ce qui leur manquait, c'était la clarté dans la méthode et une organisation dirigeante centralisée. C'est pourquoi ils ont été vaincus. Un demi-siècle sécoula, avant que le prolétariat de France pût poser la question de venger la mort des communistes. Mais, cette fois, l'action sera plus ferme, plus concentrée. Les héritiers de Thiers auront à payer la dette historique, intégralement.

L. TROTSKY.

Zitkovské, 4 février 1921.

(2) « Histoire de la Commune de 1871 », par Lissagaray. Bruxelles, 1876 (p. 108). Nouvelle édition : Paris, Librairie du Travail. — N. d. T.

actuelle ? Il n'est pas facile de prédire quelque chose là-dessus. Pourtant les événements se développent lentement et les gouvernements bourgeois faisant tous leurs efforts pour utiliser l'expérience passée, il est à prévoir que le prolétariat pour s'attirer les sympathies des soldats aura, à un moment donné, à vaincre une grande résistance, bien organisée. Une attaque habile et à l'heure propice de la part de la révolution sera alors nécessaire. Le devoir du parti est de s'y préparer. Voilà justement pourquoi il doit conserver et développer son caractère d'organisation centralisée, qui dirige ouvertement le mouvement révolutionnaire des masses et est, en même temps, un appareil clandestin de l'insurrection armée.

La question de l'éligibilité du commandement fut une des raisons du conflit entre la Garde nationale et Thiers. Paris refusa d'accepter le commandement désigné par Thiers. Varlin formula ensuite la revendication d'après laquelle tout le commandement de la Garde nationale, d'en bas jusqu'en haut, devrait être élu par les gardes nationaux eux-mêmes. C'est là que le Comité central de la Garde nationale trouva son appui.

Cette question doit être envisagée des deux côtés : du côté politique et du côté militaire, qui sont liés entre eux, mais qui doivent être distingués. La tâche politique consistait à épurer la Garde nationale du commandement contre-révolutionnaire. L'éligibilité complète en était le seul moyen, la majorité de la Garde nationale étant composée d'ouvriers et de petits-bourgeois révolutionnaires. Et de plus, la devise « éligibilité du commandement » devant s'étendre aussi à l'infanterie, Thiers aurait été d'un seul coup privé de son arme essentielle, les officiers contre-révolutionnaires. Pour réaliser ce projet, il manquait une organisation de parti, ayant ses hommes dans toutes les unités militaires. En un mot, l'éligibilité avait dans ce cas pour tâche immédiate non pas donner aux bataillons de bons commandants, mais les libérer de commandants dévoués à la bourgeoisie. L'éligibilité servit de coin pour scinder l'armée en deux parties suivant la ligne de classe. Ainsi les choses se passèrent chez nous à l'époque de Kerensky, surtout à la veille d'Octobre.

Mais la libération de l'armée du vieux appareil de commandement amène inévitablement l'affaiblissement de la cohésion d'organisation, et l'abaissement de la force combattive. Le commandement élu est le plus souvent assez faible sous le rapport technicomilitaire et en ce qui touche le maintien de l'ordre et de la discipline. Ainsi, au moment où l'armée se libère du vieux commandement contre-révolutionnaire qui l'opprimait, la question surgit de lui donner un commandement révolutionnaire, capable de remplir sa mission. Et cette question ne peut aucunement être résolue par de simples élections. Avant que les larges masses de soldats acquièrent l'expérience de bien choisir et de sélectionner des commandants, la révolution sera battue par l'ennemi, qui est guidé dans le choix de son commandement par l'expérience des siècles. Les méthodes de démocratie informelle (la simple éligibilité) doivent être complétées et dans une certaine partie remplacées par des mesures de sélection d'en haut. La révolution doit créer un organe composé d'organisateur expérimentés, sûrs, dans lesquels on peut avoir une confiance absolue, lui donner pleins pouvoirs pour choisir, désigner et éduquer le commandement. Si le particularisme et l'autonomie démocratique sont extrêmement dangereux pour la révolution prolétarienne en général, ils sont dix fois plus dangereux encore pour l'armée. Nous l'avons vu par l'exemple tragique de la Commune.

dépravé jusqu'à la moelle, il voulait imposer sa volonté à la nation. Discréditer et rabaisser Pétersbourg, telle était la tâche première de Miloukov et de ses acolytes. Et cela se passait à une époque où Pétersbourg était le véritable foyer de la révolution qui n'avait pas encore réussi à s'affirmer dans les autres parties du pays. Afin de lui faire donner une leçon, l'ex-président de la Douma, Rodzianko, parlait ouvertement de livrer Pétersbourg aux Allemands comme on avait déjà livré Riga. Rodzianko ne faisait qu'appeler par son nom ce qui constituait la tâche de Miloukov, que Kerensky appuyait de toute sa politique.

Miloukov voulait, à l'exemple de Thiers, désarmer le prolétariat. Mais, ce qui était pire encore, c'est que, par l'entremise de Kerensky, Tchernov et Tseretelli, le prolétariat de Pétersbourg avait été à peu près désarmé en juillet 1917. Il avait partiellement repris les armes lors de l'offensive de Kornilov sur Pétersbourg, en août. Et ce nouvel armement du prolétariat fut un élément sérieux pour la préparation de l'insurrection d'octobre-novembre. De sorte que ces points, sur lesquels Kautsky oppose l'insurrection de mars des ouvriers parisiens à notre révolution d'octobre-novembre, coïncident dans une certaine mesure.

Mais en quoi consiste la différence ? Avant tout, en ce que les sinistres projets de Thiers se sont réalisés, en ce que Paris fut étranglé et des dizaines de milliers d'ouvriers massacrés, tandis que Miloukov s'est effondré misérablement, que Pétersbourg est demeuré la citadelle inexpugnable du prolétariat, que les leaders de la bourgeoisie russe sont allés en Ukraine solliciter l'occupation de la Russie par les armées du kaiser. C'est évidemment pour une bonne part notre faute et nous sommes prêts à en porter la responsabilité. La différence essentielle est encore en ceci — et c'est ce qui s'est fait plus d'une fois sentir dans le développement ultérieur des événements — que, tandis que les communards parlaient de préférence de considérations patriotiques, nous nous plaçons invariablement au point de vue de la révolution internationale. La défaite de la Commune a mené à l'effondrement en fait de la Première Internationale. La victoire du pouvoir soviétique a conduit à la création de la Troisième Internationale.

Mais Marx — à la veille de la Révolution — conseillait aux communards, non l'insurrection, mais l'organisation ! On pourrait encore comprendre que Kautsky apportât ce témoignage afin de démontrer combien Marx sous-estimait l'acuité de la situation à Paris. Mais Kautsky tend à exploiter le conseil de Marx pour montrer le préjudice que portent au mouvement les insurrections en général. Pareil à tous les mandarins de la social-démocratie, Kautsky voit avant tout dans l'organisation un moyen de gêner l'action révolutionnaire.

Si même on se limite à la question de l'organisation, il convient de ne pas oublier que la Révolution de novembre avait été précédée par les neuf mois d'existence du gouvernement de Kerensky, au cours desquels notre parti s'occupa, non sans succès, et d'agitation et d'organisation. La Révolution de novembre a été accomplie après que nous eûmes conquis l'écrasante majorité dans les soviets d'ouvriers et de soldats de Pétersbourg, de Moscou et, en général, dans tous les centres industriels du pays, et transformé les soviets en organisations puissantes, dirigées par notre parti. Chez les communards, il n'y eut rien de semblable. Enfin, nous avions derrière nous l'héroïque Commune de Paris, de l'effondrement de laquelle nous avions tiré cette déduction qu'il appartient aux révolutionnaires de prévoir les événements et de s'y préparer. Encore une fois, tels sont nos torts.

LA COMMUNE DE PARIS ET LE TERRORISME

Kautsky n'a besoin d'un ample parallèle entre la Commune et le pouvoir soviétique que pour calomnier et ravaler la vivante et triomphante dictature

du prolétariat, en faveur d'une tentative de dictature qui remonte à un passé déjà lointain.

Kautsky cite avec une satisfaction excessive une déclaration du Comité Central de la garde nationale, en date du 19 mars, au sujet de l'assassinat, par les soldats, de deux généraux, Lecomte et Clément Thomas : « Nous le disons avec indignation. C'est une tache de sang dont on veut salir notre honneur. C'est une misérable calomnie. Jamais nous n'avons ordonné le meurtre ; la garde nationale n'a aucunement participé à la perpétration du crime. »

On comprendra que le Comité Central n'avait aucune raison de prendre sur lui la responsabilité d'un meurtre dans lequel il n'était pour rien. Mais le ton pathétique et sentimental de la déclaration caractérisé bien la timidité politique de ces hommes devant l'opinion publique bourgeoise. Faut-il s'en étonner ? Les représentants de la garde nationale étaient pour la plupart des hommes d'un stage révolutionnaire fort modeste. « Pas un dont le nom soit connu — écrit Lissagaray. Ce sont de petits bourgeois, des boutiquiers étrangers aux organisations, réservés, et en majeure partie étrangers à la politique » (p. 70).

« Un sentiment discret, quelque peu craintif, de terrible responsabilité historique, et le désir de s'y soustraire au plus tôt — écrit Lavrov à ce sujet — perce dans toutes les proclamations de ce Comité Central, aux mains duquel Paris est tombé » (p. 77).

Avant cité, pour nous faire honte, cette déclaration sur l'effusion de sang, Kautsky, après Marx et Engels, critique l'indécision de la Commune : « Si les Parisiens (c'est-à-dire les communards) s'étaient lancés inlassablement à la poursuite de Thiers, peut-être eussent-ils réussi à s'emparer du gouvernement. Les troupes qui reculaient de Paris n'auraient pu leur opposer la plus petite résistance... Mais Thiers put battre en retraite sans encombre. On lui permit de se retirer avec son armée, de la réorganiser à Versailles, de lui insuffler un renouveau moral et de la renforcer » (p. 49).

Kautsky ne peut comprendre que ce sont les mêmes hommes et pour les mêmes causes qui ont publié la déclaration citée du 19 mars et qui ont permis à Thiers de se retirer sans coup férir et de regrouper son armée. Si les communards avaient pu vaincre rien qu'en exerçant une influence morale, leur détermination eût été d'une grande importance. Mais ce ne fut pas le cas. En fait, leur sentimentalité humanitaire n'était que l'envers de leur passivité révolutionnaire. Des hommes à qui par la volonté du sort est échu le gouvernement de Paris, et qui ne comprennent pas la nécessité de s'en servir immédiatement et totalement pour se lancer à la poursuite de Thiers, pour l'écraser à plate couture avant qu'il ait eu le temps de se raviser, pour prendre l'armée bien en mains, pour effectuer un nettoyage indispensable dans le corps de commandement, pour s'emparer de la province — de tels hommes ne pouvaient naturellement pas être disposés à sévir rigoureusement contre les éléments contre-révolutionnaires. Il y a une connexion étroite entre ces choses. Il était impossible de se lancer à la poursuite de Thiers sans arrêter ses agents à Paris, et sans fusiller les conspirateurs et les espions. En considérant l'assassinat des généraux contre-révolutionnaires comme un « crime inadmissible », il eût été puétil de vouloir développer l'énergie parmi les troupes de poursuite commandées par des généraux contre-révolutionnaires.

En révolution, une énergie supérieure équivaut à une humanité supérieure. « Ce sont précisément ces hommes — écrit fort justement Lavrov — qui attachent tant de prix à la vie humaine, au sang humain, qui doivent mettre tout en œuvre pour obtenir une victoire rapide et décisive et qui, ensuite, doivent agir au plus vite pour la soumission énergique des ennemis, car ce n'est que

et n'apprenait que le lendemain que le gouvernail du pays se trouvait entre les mains de son fossoyeur.)

En ce qui concerne la stratégie, il y avait dans notre parti beaucoup de divergences d'opinions.

Une partie du Comité Central se déclara, comme on le sait, contre la prise du pouvoir, croyant que le moment n'était pas encore venu de le faire, que Pétrograd se trouverait détaché du reste du pays, les prolétaires des paysans, etc.

D'autres camarades croyaient que nous n'attribuions pas assez d'importance aux éléments de complot militaire. Un des membres du Comité Central exigeait en octobre l'encercllement du théâtre Alexandrine, où siégeait la Conférence Démocratique, et la proclamation de la dictature du Comité central du Parti. Il disait : en concentrant notre agitation de même que le travail militaire préparatoire pour le moment du Deuxième Congrès, nous montrons notre plan à l'adversaire, nous lui donnons la possibilité de se préparer et même de nous porter un coup préventif. Mais il n'y a pas de doute que la tentative d'un complot militaire et l'encercllement du Théâtre Alexandrine auraient été un fait trop étranger au développement des événements, que cela aurait été un événement déconcertant pour les masses. Même au Soviet de Pétrograd, où notre fraction dominait, une pareille entreprise prévenant le développement logique de la lutte aurait provoqué, à ce moment, un grand désarroi, et surtout parmi la garnison où il y avait des régiments hésitants et peu confiants, en premier lieu les régiments de cavalerie. Il aurait été beaucoup plus facile à Kerensky d'écraser un complot non attendu par les masses, que d'attaquer la garnison, se consolidant de plus en plus sur ses positions : la défense de son inviolabilité au nom du futur Congrès des Soviets. La majorité du Comité central rejeta donc le plan de l'encercllement de la Conférence démocratique et elle eut raison. La conférence était fort bien évoluée : l'insurrection armée, presque sans effusion de sang, triompha précisément le jour, fixé d'avance et ouvertement, pour la convocation du Deuxième Congrès des Soviets.

Cette stratégie ne peut pourtant pas devenir une règle générale, elle demande des conditions déterminées. Personne ne croyait plus à la guerre avec les Allemands, et les soldats les moins révolutionnaires, ne voulaient pas partir de Pétrograd au front. Et bien que pour cette seule raison la garnison était tout entière du côté des ouvriers, elle s'affermisait dans son point de vue à mesure que se découvraient les machinations de Kerensky. Mais cet état d'esprit de la garnison de Pétrograd avait une cause plus profonde encore dans la situation de la classe paysanne et dans le développement de la guerre impérialiste. S'il y avait eu scission dans la garnison et si Kerensky avait reçu la possibilité de s'appuyer sur quelques régiments, notre plan aurait échoué. Les éléments de complot purement militaire (conspiration et grande rapidité dans l'action) auraient prévalu. Il aurait fallu, bien entendu, choisir un autre moment pour l'insurrection.

La Commune eut de même la complète possibilité de s'emparer des régiments même paysans, car ces derniers avaient perdu toute confiance et toute estime pour le pouvoir et pour le commandement. Pourtant elle n'a rien entrepris dans ce but. La faute est ici non pas aux rapports de la classe paysanne et de la classe ouvrière, mais à la stratégie révolutionnaire.

Quelle sera la situation sous ce rapport dans les pays européens à l'époque

ment s'enfuit en panique de Paris à Versailles. Le champ est libre. Mais ce n'est que le lendemain que le prolétariat comprend qu'il est maître de Paris. Les « chefs » sont à la queue des événements, les enregistrent, quand ces derniers se sont déjà accomplis et font tout leur possible pour en émousser le tranchant révolutionnaire.

A Pétrograd, les événements se sont développés autrement. Le parti allait fermement, décidément à la prise du pouvoir, ayant partout ses hommes, renforçant chaque position, élargissant toute fissure entre les ouvriers et la garnison d'une part et le gouvernement d'autre part.

La manifestation armée des journées de juillet, c'est une vaste reconnaissance faite par le parti pour sonder le degré de liaison intime entre les masses et la force de résistance de l'ennemi. La reconnaissance se transforme en lutte des avant-postes. Nous sommes rejetés, mais, en même temps, entre le parti et les masses profondes s'établit une liaison par l'action. Les mois d'août, de septembre et d'octobre, voient un puissant flux révolutionnaire. Le parti en profite et augmente d'une manière considérable ses points d'appui dans la classe ouvrière et dans la garnison. Plus tard, l'harmonie entre les préparatifs de la conspiration et l'action de masse se fait presque automatiquement. Le Deuxième Congrès des Soviets est fixé pour le 7 novembre. Toute notre agitation antérieure devait conduire à la prise du pouvoir par le Congrès. Ainsi, le coup d'Etat était d'avance adopté au 7 novembre. Ce fait était bien connu et compris par l'ennemi. Kerensky et ses conseillers ne pouvaient pas ne pas faire des tentatives pour se consolider, si peu que ce fut, dans Pétrograd pour le moment décisif. Aussi avaient-ils besoin avant tout de faire sortir de la capitale la partie la plus révolutionnaire de la garnison. Nous avons de notre part profité de cette tentative de Kerensky pour en faire la source d'un nouveau conflit, qui eut une importance décisive. Nous avons accusé ouvertement le gouvernement de Kerensky — notre accusation a trouvé ensuite une confirmation écrite dans un document officiel — d'avoir projeté l'éloignement d'un tiers de la garnison de Pétrograd, non pas à cause de considérations d'ordre militaire, mais pour des combinaisons contre-révolutionnaires. Ce conflit nous lia encore plus étroitement à la garnison et posa devant cette dernière une tâche bien définie, soutenir le Congrès des Soviets fixé au 7 novembre. Et puisque le gouvernement insistait — bien que d'une manière assez molle — pour que la garnison fût renvoyée, nous créâmes auprès du Soviet de Pétrograd, se trouvant déjà entre nos mains, un Comité révolutionnaire de guerre, sous prétexte de vérifier les raisons militaires du projet gouvernemental.

Ainsi nous eûmes un organe purement militaire, se trouvant à la tête de la garnison de Pétrograd, qui était, en réalité, un organe légal d'insurrection armée. Nous désignâmes, en même temps, dans toutes les unités militaires, dans les magasins militaires, etc., des commissaires (Communistes). L'organisation militaire clandestine accomplissait des tâches techniques spéciales et fournissait au Comité révolutionnaire de guerre, pour des tâches militaires importantes, des militants en qui on pouvait avoir pleine confiance. Le travail essentiel concernant la préparation, la réalisation et l'insurrection armée se faisait ouvertement et avec tant de méthode et de naturel que la bourgeoisie, avec Kerensky en tête, ne comprenait pas bien ce qui se passait sous ses yeux. (A Paris, le prolétariat ne comprit que le lendemain de sa victoire réelle — qu'il n'avait pas d'ailleurs consciemment cherchée — qu'il était maître de la situation. A Pétrograd, ce fut le contraire. Notre parti, s'appuyant sur les ouvriers et la garnison, s'était déjà emparé du pouvoir, la bourgeoisie passait une nuit assez tranquille

par cette manière de procéder que l'on peut obtenir le minimum de pertes inévitables et le minimum de sang versé » (p. 225).

La déclaration du 19 mars peut, cependant, être appréciée plus exactement si on l'envisage non comme une profession de foi absolue, mais comme l'expression d'un état d'esprit passager au lendemain d'une victoire inattendue obtenue sans la moindre effusion de sang. Totale et étrangement à la compréhension de la dynamique de la Révolution et à l'état d'esprit qui se modifie rapidement par suite des conditions intérieures, Kautsky pense au moyen de schémas sans vie et déforme la perspective des événements par des analogies arbitraires. Il ne comprend pas que cette indécision gênée est en général naturelle aux masses dans la première époque de la Révolution. Les ouvriers ne passent à l'offensive que sous l'empire d'une nécessité de fer, comme ils ne passent à la terreur rouge que sous la menace des massacres contre-révolutionnaires. Ce que Kautsky dépeint comme le résultat d'une morale particulièrement élevée du prolétariat parisien de 1871, ne fait en réalité que caractériser la première étape de la guerre civile. Des faits semblables se sont également observés chez nous.

A Pétrobourg, nous avons conquis le pouvoir en octobre-novembre 1917, presque sans effusion de sang, et même sans arrestation. Les ministres du gouvernement de Kerensky avaient été remis en liberté après la Révolution. Bien plus, après que le pouvoir eut passé au Soviet, le général cosaque Krasnov, qui avait attaqué Pétrobourg de concert avec Kerensky, et avait été fait prisonnier à Gatchina, fut remis en liberté, sur parole, dès le lendemain. « Générosité » qui est tout à fait dans l'esprit du début de la Commune. Mais c'était une erreur. Le général Krasnov, après avoir, dans le sud, guerroyé contre nous pendant près d'une année, après avoir massacré plusieurs milliers de communistes, a récemment attaqué une nouvelle fois Pétrobourg, mais cette fois dans les rangs de l'armée de Youdenitch. La Révolution prolétarienne ne se fit plus violente qu'après la révolte — trahie par les cadets, les socialistes-révolutionnaires, les mencheviks — des Tchecoslovaques dans la région de la Volga où des milliers de communistes furent exterminés, après l'attentat contre Lénine, l'assassinat d'Ouiritsky, etc., etc.

Ces mêmes tendances, mais seulement dans leurs premières phases, nous les observons aussi dans l'histoire de la Commune.

Poussée par la logique de la lutte, elle entra en principe dans la voie des menaces. La création du Comité de Salut public était dictée pour beaucoup de ses partisans par l'idée de la terreur rouge. Ce Comité se destinait à faire « couper la tête aux traîtres » (« Journal Officiel » n° 123), et à « frapper la trahison » (même journal, n° 124). Parmi les décrets de « menace », il convient de signaler l'ordonnance (du 3 avril) sur la séquestration des biens de Thiers et de ses ministres, la démolition de sa maison, le renversement de la colonne Vendôme, et en particulier le décret sur les otages. Pour chaque prisonnier ou partisan de la Commune fusillé par les Versaillais, on devait fusiller trois fois plus d'otages. Les mesures prises par la Préfecture de police, dirigée par Raoul Rigault, étaient d'un caractère purement terroriste, quoiqu'elles ne fussent pas toujours conformes au but poursuivi. L'efficacité en était paralysée par l'obscur esprit de conciliation des éléments dirigeants de la Commune, par leur désir de concilier par des phrases creuses la bourgeoisie avec le fait accompli, par leurs oscillations entre la fiction de la démocratie et la réalité de la dictature. Cette dernière pensée est admirablement formulée par feu Lavrov dans son livre sur la Commune.

« Le Paris des riches et des prolétaires miséreux, celui des contrastes sociaux, en tant que Commune politique, exigéait, au nom des principes libéraux, une complète liberté de parole, de réunion, de critique du gouvernement, etc. Paris, qui venait d'accomplir la révolution dans l'intérêt du prolétariat, et qui s'était donné pour but de la réaliser dans les institutions, réclamait, en tant que Commune du prolétariat ouvrier émancipé, des mesures révolutionnaires, c'est-à-dire dictatoriales, vis-à-vis des ennemis du nouveau régime (pp. 143-144). »

Si la Commune de Paris n'était pas tombée, mais avait pu se maintenir dans une lutte ininterrompue, il ne peut y avoir de doute qu'elle eût été obligée de recourir à des mesures de plus en plus rigoureuses pour dérouter la contre-révolution. Il est vrai que Kautsky n'aurait pas eu dès lors la possibilité d'opposer les communistes humanitaires aux bolcheviks inhumains. En revanche, Thiers n'aurait pu commettre sa monstrueuse saignée du prolétariat de Paris. L'histoire y eût trouvé malgré tout son compte.

LE COMITÉ CENTRAL ARBITRAIRE ET LA COMMUNE « DÉMOCRATIQUE »

« Le 19 mars — relate Kautsky — au Comité Central de la garde nationale, les uns exigèrent qu'on marchât sur Versailles, les autres qu'on en appelât aux électeurs, les troisièmes qu'on recourût avant tout aux mesures révolutionnaires, comme si chacun de ces pas — ainsi que nous l'apprend l'auteur avec une grande profondeur d'esprit — n'était pas également nécessaire et comme si l'un eût exclu l'autre (p. 54). »

Dans les lignes qui suivent, Kautsky, au sujet de ces désaccords au sein de la Commune, nous offrira des banalités réchauffées sur les rapports rétro-progrès entre les réformes et la Révolution. En réalité, la question se posait ainsi : si l'on voulait prendre l'offensive sur Versailles et le faire sans perdre un instant, il était nécessaire de réorganiser sur-le-champ la garde nationale, de mettre à sa tête les éléments les plus combattifs du prolétariat parisien, ce qui eût entraîné un affaiblissement temporaire de Paris dans sa position révolutionnaire. Mais organiser les élections à Paris, tout en faisant sortir de ses murs l'élite de la classe ouvrière, eût été dépourvu de sens du point de vue du parti révolutionnaire. Certes, la marche sur Versailles et les élections à la Commune ne se contredisaient nullement en théorie ; mais, dans la pratique, elles s'excluaient : pour le succès des élections, il fallait remettre la marche sur Versailles ; pour le succès de celle-ci, il fallait remettre les élections. Enfin, en se mettant en campagne, le prolétariat affaiblissait provisoirement Paris et, dès lors, il devenait indispensable de s'assurer contre toutes les possibilités de tentatives contre-révolutionnaires dans la capitale, car Thiers ne se fût arrêté devant rien pour allumer à l'arrière des communistes l'incendie de la réaction. Il fallait établir dans la capitale un régime plus militaire, c'est-à-dire plus rigoureux. « On était obligé de lutter — écrit Lavozy — contre une multitude d'ennemis intérieurs qui fomentaient dans Paris et qui, hier encore, se révoltaient aux abords de la Bourne et de la place Vendôme, qui avaient leurs représentants dans la garde nationale, qui avaient leur presse, leurs assemblées, qui, presque au grand jour, entretenaient des rapports avec les Versaillais, et qui se faisaient toujours plus résolus et audacieux à chaque imprudence, à chaque insuccès de la Commune (p. 87). » Il était encore nécessaire de prendre en même temps une série de mesures d'ordre économique et financier, pour satisfaire avant tout aux besoins de l'armée révolutionnaire. Toutes ces mesures les plus indispensables de la dictature révolutionnaire n'auraient pu qu'avec peine se concilier avec une large campagne électorale. Mais Kautsky n'a pas la moindre compréhension de ce qu'est une révolution en fait. Il pense que concilier théoriquement signifie réaliser pratiquement.

être menée sans arrêt jusqu'à son terme, car, autrement, il ne fallait pas commencer...

L'hostilité à l'organisation centraliste — héritage du localisme et de l'autonomisme petit-bourgeois — est sans doute le côté faible d'une certaine fraction du prolétariat français. L'autonomie des sections, des arrondissements, des bataillons, des villes, est pour certains révolutionnaires la garantie supérieure de la vraie activité et de l'indépendance individuels. Mais c'est là une grande erreur, qui a coûté bien cher au prolétariat français.

Sous forme de « lutte contre le centralisme despotique » et contre la discipline « étouffante » se livre une lutte pour la propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs petits leaders d'arrondissement et leurs cercles locaux. La classe ouvrière, tout en conservant son originalité de culture et ses nuances politiques, peut agir avec méthode et fermeté, sans rester en arrière des événements et en diriger chaque fois ses coups mortels contre les parties faibles de ses ennemis, à condition qu'à sa tête, au-dessus des arrondissements, des sections, des groupes, se trouve un appareil centralisé et lié par une discipline de fer. La tendance vers le particularisme, quelque forme qu'elle revête, est un héritage du passé mort. Plus tôt le communisme français — communisme socialiste et communisme syndicaliste — s'en délivrera, mieux ce sera pour la révolution prolétarienne.

Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des masses révolutionnaires et évêque la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'œil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche.

La difficulté consiste à lier étroitement cette organisation de parti centralisée, soudée intérieurement par une discipline de fer, avec le mouvement des masses avec ses flux et reflux. La conquête du pouvoir ne peut être atteinte qu'à condition d'une puissante prestation révolutionnaire des masses travailleuses. Mais, dans cet acte, l'élément de préparation est tout à fait inévitable. Et mieux le parti comprendra la conjoncture et le moment, mieux les bases de résistance seront préparées, mieux les forces et les rôles seront répartis, plus sûr sera le succès, moins de victimes coûtera-t-il. La corrélation d'une action soigneusement préparée et du mouvement de masse est la tâche politico-stratégique de la prise du pouvoir.

La comparaison du 18 mars 1871 avec le 7 novembre 1917 est de ce point de vue très instructive. A Paris, c'est un manque absolu d'initiative pour l'action de la part des cercles dirigeants révolutionnaires. Le prolétariat, armé par le gouvernement bourgeois est, en fait, maître de la ville, dispose de tous les moyens matériels du pouvoir — canons et fusils — mais il ne s'en rend pas compte. La bourgeoisie fait une tentative pour reprendre au géant son arme : elle veut voler au prolétariat ses canons. La tentative échoue. Le Gouverne-

Et précisément le prolétariat français n'avait pas de parti d'action.

Le Comité central de la Garde nationale est, en fait, un Conseil de Députés des ouvriers armés et de la petite bourgeoisie. Un tel Conseil élu immédiatement par les masses qui ont pris la voie révolutionnaire, représente un excellent appui d'action. Mais il reflète en même temps et justement à cause de sa liaison immédiate et élémentaire avec les masses qui sont dans l'état où les a trouvées la révolution, non seulement tous les côtés forts, mais aussi tous les côtés faibles des masses, et il reflète d'abord les côtés faibles plus encore que les côtés forts : il manifeste l'esprit d'indécision, d'attente, la tendance à être inactif après les premiers succès.

Le Comité central de la Garde nationale avait besoin d'être dirigé. Il était indispensable d'avoir une organisation incarnant l'expérience politique du prolétariat et toujours présente — non seulement au Comité central, mais dans les légions, dans les bataillons, dans les couches les plus profondes du prolétariat français. Au moyen des Conseils de Députés, — dans le cas donné c'était des organes de la Garde nationale, — le parti aurait pu être en contact continu avec les masses, connaître leur état d'esprit ; son centre dirigeant aurait pu donner chaque jour un mot d'ordre qui, par des militants du parti, aurait pénétré dans les masses, unissant leur pensée et leur volonté.

A peine le Gouvernement eut-il reculé sur Versailles, que la Garde nationale se hâta de déléguer sa responsabilité, au moment même où cette responsabilité était énorme. Le Comité central imagina des élections « légales » à la Commune. Il entra en pourparlers avec les maires de Paris pour se couvrir, à droite, par la « légalité ».

Si l'on avait préparé en même temps une violente attaque contre Versailles, les pourparlers avec les maires auraient été une ruse militaire pleinement justifiée et conforme au but. Mais en réalité, ces pourparlers n'étaient menés que pour échapper par un miracle quelconque à la lutte. Les radicaux petits-bourgeois et les socialistes-idéalistes, respectant la « légalité » et les gens qui incarnaient une parcelle de l'état « légal », les députés, les maires, etc., espéraient au fond de leurs âmes que Thiers s'arrêterait respectueusement devant le Paris révolutionnaire, aussitôt que ce dernier se couvrirait de la Commune « légale ».

La passivité et l'indécision furent dans ce cas appuyées par le principe sacré de la fédération et d'autonomie. Paris, voyez-vous, n'est qu'une commune parmi d'autres communes. Paris ne veut rien imposer à personne ; il ne lutte pas pour la dictature, si ce n'est pour la « dictature de l'exemple ».

En somme, ce ne fut qu'une tentative pour remplacer la révolution prolétarienne, qui se développait, par une réforme petite-bourgeoise : l'autonomie communale. La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le Pouvoir dans tout le pays. Paris en devait servir de base, d'appui, de place d'armes. Et, pour atteindre ce but, il fallait, sans perdre de temps, vaincre Versailles et envoyer par toute la France des agitateurs, des organisateurs, de la force armée. Il fallait entrer en contact avec les sympathisants, raffermir les hésitants et briser l'opposition des adversaires. Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation, les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale : ils n'attaquèrent pas les autres, si les autres ne les attaquent pas, chaque ville a son droit sacré de self-government. Ce bavardage idéaliste — du genre de l'anarchisme mondain — couvrait en réalité la lâcheté devant l'action révolutionnaire qui devait

Le Comité Central avait fixé les élections à la Commune au 22 mars, mais, manquant de confiance en soi, s'effrayant de son illégalité, s'efforçant d'agir en accord avec une institution plus « légale », il ouvrit des pourparlers, d'ailleurs absurdes et interminables, avec l'Assemblée, dépourvue d'autorité, des maires et des députés de Paris, prêt à partager le pouvoir avec elle, ne fût-ce que pour arriver à un accord. On perdit ainsi un temps précieux.

Marx, sur lequel Kautsky, selon une vieille habitude, tente de s'appuyer, n'a proposé, en aucun cas, d'élire la Commune et de lancer simultanément les ouvriers dans une campagne militaire. Dans sa lettre à Kugelmann, du 12 avril 1871, Marx écrivait que le Comité Central de la garde nationale avait bien trop tôt fait abandon de ses pouvoirs pour laisser le champ libre à la Commune. Kautsky, selon ses propres paroles, « ne comprend pas » cette opinion de Marx. La chose est bien simple. Marx comprenait en tout cas que la tâche consistait, non à courir après la légalité, mais à porter un coup mortel à l'ennemi. « Si le Comité Central avait été composé de vrais révolutionnaires — dit fort justement Lavrov — il eût dû agir différemment. Il eût été impardonnable de sa part d'accorder dix jours à ses ennemis avant l'élection et la convocation de la Commune, pour qu'ils puissent se remettre au moment où les dirigeants du prolétariat abandonnaient leur tâche et ne se reconnaissent pas le droit de diriger immédiatement le prolétariat. Le manque de préparation fatal des partis populaires produisait maintenant un Comité qui considérait ces dix jours d'inaction comme obligatoires (p. 78). »

Les aspirations du Comité Central, désireux de remettre au plus vite le pouvoir à un gouvernement « légal », étaient moins dictées par les superstitions d'une démocratie formelle qui, du reste, ne faisaient pas défaut, que par la peur des responsabilités. Sous prétexte qu'il n'était qu'une institution provisoire, le Comité Central, bien que tout l'appareil du pouvoir fût concentré entre ses mains, évita de prendre les mesures les plus nécessaires et les plus urgentes. Or, la Commune ne reprit pas la totalité du pouvoir politique au Comité Central qui continua, sans beaucoup se gêner, à s'immiscer sans cérémonie dans toutes les affaires. Il en résulta une dualité de pouvoir extrêmement dangereuse, notamment pour la situation militaire.

Le 3 mai, le Comité Central envoya à la Commune une députation qui exigea la remise de la direction du ministère de la guerre. De nouveau — comme le dit Lissagaray — cette question fut soulevée : « S'il convenait de dissoudre le Comité Central ou de l'arrêter, ou s'il fallait lui remettre la direction du ministère de la guerre. »

D'une façon générale, il s'agissait ici, non des principes de la démocratie, mais de l'absence, chez les deux parties, d'un programme d'action net et du désir commun, tant à l'organisme révolutionnaire arbitraire qu'est le Comité Central, qu'à l'organisation « démocratique » de la Commune, de se décharger l'un sur l'autre des responsabilités, tout en ne renonçant pas totalement au pouvoir. De tels rapports politiques ne sont pas dignes d'imitation.

« Mais le Comité Central — ainsi se console Kautsky — n'a jamais tenté de porter atteinte au principe en vertu duquel le pouvoir supérieur doit appartenir aux élus du suffrage universel. Sur ce point, la Commune de Paris était nettement opposée à la République soviétique (p. 55). » Il n'y eut pas d'unité de volonté gouvernementale, pas plus que d'audace révolutionnaire, mais il y eut dualité de pouvoir et le résultat en fut un écroulement rapide et épouvantable. En revanche — et n'est-ce pas une consolation suffisante ? — aucune atteinte ne fut portée au « principe » de la démocratie.

Le camarade Lénine a déjà démontré à Kautsky que tenter de dépeindre la Commune comme l'expression d'une démocratie formelle n'est que charlatanisme théorique. La Commune, tant par les traditions que par les intentions du parti politique dirigeant — les blanquistes — était l'expression de la dictature d'une ville révolutionnaire sur tout le pays. Il en fut ainsi dans la Grande Révolution française ; il en eût été de même dans la Révolution de 1871 si la Commune ne fût pas tombée si vite. Le fait que dans Paris même le pouvoir ait été élu sur la base du suffrage universel, n'exclut pas l'autre fait bien plus important : l'action militaire de la Commune, d'une ville, contre la France paysanne, c'est-à-dire contre tout le pays. Pour que le grand démocrate Kautsky puisse être avec raison satisfait, il eût fallu que les révolutionnaires de la Commune questionnassent au préalable, par la voie du suffrage universel, toute la population de la France pour savoir si, oui ou non, on devait faire la guerre aux bandes de Thiers.

Enfin, dans Paris même, les élections s'effectuèrent après la fuite de la bourgeoisie, parisienne de Thiers, tout ou moins de ses éléments les plus actifs, et après l'évacuation des armées de l'ordre. La bourgeoisie qui restait à Paris, malgré toute son impertinence, n'en redoutait pas moins les bataillons révolutionnaires, et c'est sous l'impression de cette peur — pressentiment de l'inévitable terreur rouge de l'avenir — que se passèrent les élections. Se consoler de ce que le Comité Central de la garde nationale, sous la dictature duquel — par malheur dictature molle et informe — s'effectuèrent les élections de la Commune, n'attira pas au principe du suffrage universel, c'est, en réalité, froter l'ombre d'une voiture avec l'ombre d'une brosse.

Multiplicait les comparaisons stériles, Kautsky profite de ce que ses lecteurs ignorent les faits. A Pétersbourg, en novembre 1917, nous avons aussi élu une Commune (la Douma municipale) sur la base du même suffrage « démocratique » sans restrictions pour la bourgeoisie. Ces élections, avec le boycottage des partis bourgeois, nous donnèrent une écrasante majorité (*). La Douma, élue démocratiquement, se soumit volontairement au Soviet de Pétersbourg, c'est-à-dire qu'elle mit la fait de la dictature du prolétariat au-dessus du « principe » du suffrage universel ; et, quelque temps après, elle se dissolvait de sa propre initiative en faveur d'une des sections du Soviet pétersbourgeois. De la sorte, le Soviet de Pétersbourg — ce vrai père du pouvoir soviétique — a pour lui la grâce divine, une auréole formellement démocratique, qui ne le cède en rien à celle de la Commune de Paris.

Lors des élections du 26 mars, 90 membres avaient été élus à la Commune. Parmi eux se trouvaient 15 membres du parti gouvernemental (Thiers) et 6 radicaux bourgeois qui, tout en étant les adversaires du gouvernement, n'en condamnaient pas moins l'insurrection des ouvriers parisiens.

(*) Il n'est pas sans intérêt de noter qu'aux élections communales de 1871, à Paris, participèrent 230.000 électeurs. Aux élections municipales de novembre 1917, à Pétersbourg, malgré le boycottage des élections par tous les partis, sauf le nôtre, et celui des socialistes-révolutionnaires de gauche qui n'avaient dans la capitale presque aucune influence, participèrent 380.000 électeurs. Paris en 1871 comptait 2.000.000 d'habitants. Pétersbourg en 1917 n'en comptait pas plus de 2.000.000. Il faut prendre en considération que notre système électoral était incomparablement plus démocratique, le Comité Central de la garde nationale ayant fait les élections sur la base de la loi électorale de l'empire.

Le parti ouvrier — le vrai — n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire : ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. Les socialistes bourgeois, dont fournissait la Commune, levaient les yeux au ciel, attendaient un miracle ou bien une parole prophétique, hésitaient et pendant ce temps-là, les masses révolutionnaires, perdaient la tête à cause de l'indécision des uns et de la fantaisie des autres. Le résultat fut que la Révolution éclata au milieu d'elles, trop tard, Paris était encerclé. Six mois s'écouleront avant que le prolétariat eût réagi dans sa mémoire les leçons des révolutions passées, des combats d'autrefois, ces trahisons répétées de la démocratie, et s'emparât du pouvoir.

Ces six mois furent une perte irréparable. Si en septembre 1870, à la tête du prolétariat de France s'était trouvé le parti centralisé de l'action révolutionnaire, toute l'histoire de la France, et avec elle toute l'histoire de l'humanité, auraient pris une autre direction.

Si le 18 mars le pouvoir se trouva entre les mains du prolétariat de Paris, ce ne fut pas qu'il s'en fût emparé consciemment, mais parce que ses ennemis avaient quitté Paris.

Ces derniers perdaient du terrain de plus en plus, les ouvriers les méprisaient et les détestaient, la petite bourgeoisie n'avait plus confiance en eux et la haute bourgeoisie craignait qu'ils ne fussent plus capables de la défendre. Les soldats étaient hostiles aux officiers. Le gouvernement s'enfuit de Paris pour concentrer ailleurs ses forces. Et ce fut alors que le prolétariat devint maître de la situation.

Mais il ne le comprit que le lendemain. La Révolution tomba sur lui sans qu'il s'y attendît.

Ce premier succès fut une nouvelle source de passivité. L'ennemi s'était enfui à Versailles. N'était-ce pas une victoire ? En ce moment on aurait pu écraser la bande gouvernementale presque sans effusion de sang. A Paris, on aurait pu faire prisonniers tous les ministres, avec Thiers en tête. Personne n'aurait levé la main pour les défendre. On ne l'a pas fait. Il n'y avait pas d'organisation de parti centralisée, ayant une vue d'ensemble sur les choses et des organes spéciaux pour réaliser ses décisions.

Les débris de l'infanterie ne voulaient pas reculer sur Versailles. Le fil qui liait les officiers et les soldats était bien mince. Et s'il y avait eu à Paris un centre dirigeant de parti, il aurait incorporé dans les armées en retraite — puisqu'il y avait possibilité de retraite — quelques centaines ou bien quelques dizaines d'ouvriers dévoués, et en leur donnant les directives suivantes : exciter le mécontentement des soldats contre les officiers et profiter du premier moment psychologique favorable pour libérer les soldats des officiers et les ramener à Paris pour s'unir avec le peuple. Cela pouvait être facilement réalisé, d'après l'aveu même des participants de Thiers. Personne n'y pensa. Il n'y eut personne pour y penser. En présence des grands événements, d'ailleurs, de telles décisions ne peuvent être prises que par un parti révolutionnaire qui attend une révolution, s'y prépare, ne perd pas la tête, par un parti qui est habitué d'avoir une vue d'ensemble et n'a pas peur d'agir.

LES LEÇONS DE LA COMMUNE

Chaque fois que nous étudions l'histoire de la Commune, nous la voyons sous un nouvel aspect grâce à l'expérience acquise par les luttes révolutionnaires ultérieures, et surtout par les dernières révolutions, non seulement par la révolution russe, mais par les révolutions allemande et hongroise. La guerre franco-allemande fut une explosion sanglante, présage d'une immense boucherie mondiale, la Commune de Paris, un éclair, présage d'une révolution prolétarienne mondiale.

La Commune nous montre l'héroïsme des masses ouvrières, leur capacité de s'unir en un seul bloc, leur don de se sacrifier au nom de l'avenir, mais elle nous montre en même temps l'incapacité des masses à choisir leur voie, leur indécision dans la direction du mouvement, leur penchant fatal à s'arrêter après les premiers succès, permettant ainsi à l'ennemi de se ressaisir, de rétablir sa position.

La Commune est venue trop tard. Elle avait toutes les possibilités de prendre le pouvoir le 4 septembre, et cela aurait permis au prolétariat de Paris de se mettre d'un seul coup à la tête des travailleurs du pays dans leur lutte contre toutes les forces du passé, contre Bismarck aussi bien que contre Thiers. Mais le pouvoir tomba aux mains des bavards démocratiques, les députés de Paris. Le prolétariat parisien n'avait ni un parti, ni des chefs auxquels il aurait été étroitement lié par les luttes antérieures. Les patriotes petits-bourgeois, qui se croyaient socialistes et cherchaient l'appui des ouvriers, n'avaient en fait aucune confiance en eux. Ils ébranlaient la foi du prolétariat en lui-même, ils étaient continuellement à la recherche d'avocats célèbres, de journalistes, de députés, dont tout le bagage ne consistait qu'en une dizaine de phrases vaguement révolutionnaires, afin de leur confier la direction du mouvement.

La raison pour laquelle Jules Favre, Picard, Garnier-Pagès et C^{ie} ont pris le pouvoir à Paris le 4 septembre, est la même que celle qui a permis à Paul Boncour, à A. Varanne, à Renaudel et à plusieurs autres, d'être pendant un temps les maîtres du parti du prolétariat.

Les Renaudel et les Boncour et même les Longuet et les Pressemane par leurs sympathies, leurs habitudes intellectuelles et leurs procédés, sont beaucoup plus proches de Jules Favre et de Jules Ferry, que du prolétariat révolutionnaire. Leur phraséologie socialiste n'est qu'un masque historique qui leur permet de s'imposer aux masses. Et c'est justement parce que Favre, Simon, Picard et les autres ont usé et abusé de la phraséologie démocratico-libérale, que leurs fils et leurs petits-fils ont été obligés d'avoir recours à la phraséologie socialiste. Mais les fils et les petits-fils sont restés dignes de leurs pères et continuent leur œuvre. Et quand il faudra décider non pas la question de la composition d'une clique ministérielle, mais celle beaucoup plus importante de savoir quelle classe en France doit prendre le pouvoir, Renaudel, Varanne, Longuet et leurs pairs seront dans le camp de Millerand — collaborateur de Galliffet, le bourreau de la Commune... Lorsque les bavards réactionnaires des salons et du Parlement se trouvent face à face, dans la vie, avec la Révolution, ils ne la reconnaissent jamais.

« La République soviétique — enseigne Kautsky — n'aurait jamais toléré que de pareils éléments contre-révolutionnaires fussent admis, ne serait-ce que comme candidats, et à plus forte raison comme élus. La Commune, par respect de la démocratie, ne mit pas le moindre obstacle à l'élection de ses adversaires (pp. 55-56). » Nous avons déjà vu plus haut Kautsky battre la campagne dans tous les sens. En premier lieu, dans la phase analogue du développement de la Révolution russe, on a procédé à des élections démocratiques à la Commune de Pétersbourg, élections pendant lesquelles le pouvoir soviétique laissa toute latitude aux partis, et si les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, qui avaient leur presse, qui conviaient ouvertement la population au renversement du pouvoir soviétique, boycottèrent ces élections, c'est uniquement parce qu'ils espéraient à cette époque en finir promptement avec nous par la force des armes. En second lieu, il n'y eut pas dans la Commune de Paris de démocratie qui groupât toutes les classes. Pour les députés bourgeois — conservateurs, libéraux, gambettistes — il ne s'y trouva pas de place.

« Presque tous ces personnages — écrit Lavrov — soit sur-le-champ, soit très vite, sortirent des Conseils de la Commune ; certes, ils auraient pu être les représentants de Paris — de la ville libre sous l'administration de la bourgeoisie — mais ils furent totalement déplacés dans la Commune, qui, bon gré mal gré, consciemment ou inconsciemment, complètement ou incomplètement, mais tout de même incarnait la révolution du prolétariat et la tentative, quoique faible, de créer les formes d'une société correspondant à cette révolution (pp. 111-112). » Si la bourgeoisie pétersbourgeoise n'avait pas boycotté les élections communales, ses représentants fussent entrés à la Douma de Pétersbourg. Ils y seraient restés jusqu'à la première insurrection des socialistes-révolutionnaires et des cadets, après quoi — avec ou sans la permission de Kautsky — ils eussent été probablement arrêtés s'ils n'eussent pas quitté la Douma à temps, comme d'ailleurs l'avaient fait, à un certain temps, les membres bourgeois de la Commune de Paris. Le cours des événements fût resté le même, si ce n'est que quelques épisodes se fussent passés autrement.

Glorifiant la démocratie de la Commune et en même temps l'accusant d'avoir manqué de décision à l'égard de Versailles, Kautsky ne comprend pas que les élections communales, qui se firent avec la participation à double sens des maires et des députés « légaux », reflétaient l'espoir de la conclusion d'un accord pacifique avec Versailles. C'est pourtant là tout le fond des choses. Les dirigeants voulaient une entente et non la lutte. Les masses n'avaient pas encore éprouvé leurs illusions. Les pseudo-autorités révolutionnaires n'avaient pas encore eu le temps de s'effondrer lamentablement. Et le tout s'appelait « démocratie ».

« Nous devons dominer nos ennemis par la force morale... — préchait Vermorel. — Il ne faut pas toucher à la vérité et à la vie de l'individu... » Vermorel, qui aspirait à conjurer la « guerre fratricide », conviait la bourgeoisie libérale, qu'il stigmatisait jadis si impitoyablement, à former un « pouvoir régulier, reconnu et respecté par toute la population parisienne ». Le « Journal Officiel », publié sous la direction de l'internationaliste Longuet, écrivait : « Le regrettable malentendu qui, dans les journées de juin (1848), a armé l'une contre l'autre deux classes sociales, ne peut déjà plus se reproduire. L'antagonisme des classes a cessé d'être (30 mars). » Et plus loin : « Désormais, toute discorde a disparu parce que tous sont solidaires, parce que jamais il n'y eut aussi peu de haine et d'antagonismes sociaux (3 avril). » A la séance de la Commune du 25 avril, ce ne fut pas sans raison que Jourda se vanta que « la Commune n'eût jamais porté atteinte au droit de propriété ». On espérait conquérir l'opinion des milieux bourgeois et s'acheminer vers un accord.

* Un pareil prêche — dit fort justement Lavrov — ne désarma nullement les ennemis du prolétariat qui comprennent parfaitement combien le triomphe de celui-ci les menaçait ; il leva au prolétariat toute énergie combative et l'avengit, comme à dessein, en présence d'ennemis irréductibles (p. 137). » Mais ces assurances émollientes étaient indissolublement liées à la fiction de la démocratie. La forme de pseudo-légalité faisait croire que la question pouvait se résoudre sans lutte. « En ce qui concerne les masses de la population — écrit Arthur Arnould, membre de la Commune — elles croyaient, non sans quelque raison, à l'existence d'une entente facile avec le gouvernement. » Impuissants à s'attirer la bourgeoisie, les conciliateurs, comme toujours, induisaient le prolétariat en erreur.

Que, dans les conditions de l'inévitable guerre civile qui commençait déjà, le parlementarisme démocratique n'exprimât plus que l'impuissance conciliatrice des groupes dirigeants, c'est ce dont témoigne de la façon la plus évidente la procédure insensée des élections complémentaires de la Commune (16 avril). A ce moment, « on n'avait que faire du vote » — écrit Arthur Arnould. La situation était devenue tragique, au point qu'on n'avait plus le loisir, ni le sang-froid nécessaires pour que les élections générales puissent faire leur œuvre. « Tous les hommes fidèles à la Commune étaient sur les fortifications, dans les forts, dans les postes avancés. Le peuple n'attachait aucune importance à ces élections complémentaires. Ce n'était au fond que du parlementarisme. L'heure n'était plus à compter les électeurs, mais à avoir des soldats ; à ne pas vouloir connaître si nous avions grandi ou baissé dans l'opinion de Paris, mais à défendre celui-ci contre les Versaillais. » Ces paroles auraient pu faire comprendre à Kautsky pourquoi il n'est pas si facile de combiner dans la réalité la guerre de classes avec une démocratie groupant toutes les classes.

* La Commune n'est pas une Assemblée Constituante, écrit-voilà, dans sa publication, Millière, une des plus belles rétes de la Commune — elle est un conseil de guerre. Elle ne doit avoir qu'un but : la victoire ; qu'une arme : la force ; qu'une loi : celle du salut public. »

* Ils n'ont jamais pu comprendre — s'écrie Lissagaray, accusant les leaders — que la Commune était une barricade et non une administration. » Ils ne commencèrent à le comprendre qu'à la fin, lorsqu'il était déjà trop tard. Kautsky ne l'a pas compris jusqu'à aujourd'hui. Et rien ne fait prévoir qu'il le comprenne un jour.

La Commune a été la négation vivante de la démocratie formelle, car, dans son développement, elle a marqué la dictature du Paris ouvrier sur la nation paysanne. Ce fait domine tous les autres. Quels que fussent les efforts des routiniers politiques au sein de la Commune même pour se cramponner à la visibilité de la légalité démocratique, chaque action de la Commune, insouffrante pour la victoire, était suffisante pour convaincre de sa nature illégale.

La Commune, c'est-à-dire la municipalité parisienne, obrogea la conscription nationale. Elle intitula son organe officiel : « Journal officiel de la République française ». Bien que timidement, elle toucha à la Banque de France. Elle proclama la séparation des Eglises et de l'Etat et supprima le budget des cures. Elle entra en relations avec les ambassades étrangères, etc., etc. Tout cela elle le fit au nom de la dictature révolutionnaire. Mais le démocrate Clémenceau qui, à l'époque, était encore vert ne voulut pas reconnaître ce droit.

détails de cette démonstration. Mais afin de faciliter l'appréciation des conditions de la lutte, ne fût-ce que par un critérium partiel, rappelons que, tandis que les gardes blancs, ainsi que leurs alliés anglo-français, fusillaient, sans exception, tout communiste qui tombe entre leurs mains, l'Armée rouge fit quartier à tous les prisonniers sans exception, même aux officiers supérieurs.

* Avant au plus haut degré conscience de sa vocation historique, résolument, héroïquement décidée à rester à la hauteur de sa mission — écrivait Marx — la classe ouvrière peut répondre par un calme sourire de mépris aux bosses invectives des laquais de la presse et aux savants airs protecteurs des bourgeois doctrinaires bien intentionnés, dont l'ignorance foncière projette le cliché, le lieu commun et les stupidités, propres à leur caste, avec l'intonation fatidique des oracles d'une science infallible. »

Si les bourgeois doctrinaires bien intentionnés jouent parfois le rôle de théoriciens en retraite à la II^e Internationale, cela ne saurait empêcher la stupidité de leur caste de rester stupidité.

(Mai 1920.)

*Nous possédons encore
quelques exemplaires de :*

C. TALÈS

La Commune de Paris

Envoi franco contre 600 frs

au C.C.P. 6032-01 Paris

S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris-XI

mettrait d'accomplir l'émancipation économique du travail. » Le secret de la Commune consistait en ceci que, par essence, elle était le gouvernement de la classe ouvrière. Ce secret, si bien expliqué par Marx, reste jusqu'à présent, pour Kautsky, un mystère scellé de sept sceaux.

Les pharisiens de la démocratie parlent avec indignation de la répression exercée par le pouvoir soviétique, de l'interdiction de journaux, des arrestations et des exécutions. Marx réplique « aux basses invectives des laquais de la presse » et aux reproches des « bourgeois doctrinaires bien intentionnés », au sujet de la répression exercée par la Commune, par ces paroles : « Ne se contentant pas de mener ouvertement une guerre sanguinaire contre Paris, les Versaillais s'efforçaient de pénétrer en secret dans la cité, par la corruption et les complots. La Commune pouvait-elle, en un pareil moment, sans trahir, de la manière la plus ignominieuse, sa mission, observer les formes conventionnelles du libéralisme, comme si la paix, autour d'elle, n'avait jamais été troublée ? Si le gouvernement de la Commune avait eu une parenté d'esprit avec le gouvernement de Thiers, il n'y aurait eu aucune raison d'interdire la publication des journaux du parti de l'Ordre à Paris et celle des journaux de la Commune à Versailles. » Ainsi, ce que Kautsky exige au nom des principes les plus sacrés de la démocratie, Marx le dénonce comme une ignominieuse trahison.

Quant aux dévastations que l'on a reprochées à la Commune, comme on en reproche maintenant au pouvoir soviétique, Marx en parle comme d'une chose « inévitable et relativement insignifiante, dans la lutte gigantesque qui s'engage entre la nouvelle société qui s'élève et l'ancienne qui achève de tomber ». Les dévastations, les cruautés sont inévitables dans toute guerre. Seuls des sycophantes peuvent les considérer comme des crimes « dans la guerre des opprimés contre leurs oppresseurs, la seule guerre juste de l'Histoire » (ce sont les termes de Marx). Et cependant, notre farouche accusateur Kautsky, dans sa brochure, ne songe pas un instant à rappeler que nous sommes obligés de défendre, sans le moindre répit, la révolution ; que nous menons la guerre la plus acharnée contre les oppresseurs du monde entier, « la seule guerre juste de l'Histoire ».

Kautsky, une fois de plus, se frappe la poitrine en voyant que le pouvoir soviétique, au cours de la guerre civile, ne reculant pas devant un moyen rigoureux, prend des otages. Avec son inconséquence et sa mauvaise foi habituelles, il établit encore un parallèle entre le pouvoir soviétique si cruel et la Commune si humaine. Voici, clairement et nettement exprimé, ce que pense Marx sur ce sujet : « Lorsque Thiers, dès le début de la guerre civile, eut donné cours à la coutume si humaine de fusiller les communards prisonniers, la Commune, pour sauver la vie aux prisonniers, n'eut plus d'autre ressource que de prendre des otages, selon l'usage introduit par les Prussiens. Comme ils ne cessaient pas de fusiller les prisonniers, les Versaillais, par ce fait même, sacrifiaient les otages. Comment aurait-on pu les épargner encore après le carnage incroyable par lequel les prétoriens de Mac-Mahon fêrèrent leur entrée dans Paris ? » Comment, demandons-nous avec Marx, comment pourrait-on agir autrement pendant la guerre civile, lorsque la contre-révolution, qui occupe une partie considérable du territoire national, s'empare, là où elle le peut, des ouvriers désarmés, de leurs femmes, de leurs mères, les fusille et les pend ? Comment faire, si ce n'est en prenant des otages parmi les gens qu'affectionne la bourgeoisie, en qui elle met sa confiance, et en suspendant ainsi l'épée de Damoclès au-dessus des têtes, rendues solidaires entre elles, de la bourgeoisie ? Il n'y aurait aucune difficulté à prouver que toutes les cruautés commises par le pouvoir soviétique ont été nécessitées par les besoins de la défense révolutionnaire. Nous ne croyons pas devoir entrer ici dans les

A l'Assemblée avec le Comité Central, Clemenceau déclara : « L'insurrection a un motif illégal. Bientôt le Comité deviendra ridicule et ses décrets méprisables. De plus, Paris n'a pas le droit de s'insurger contre la France et doit accepter formellement l'autorité de l'Assemblée. »

La tâche de la Commune était de dissoudre l'Assemblée nationale. Malheureusement elle n'y a pas réussi. Et Kautsky, maintenant, se met en quête, pour ces desseins criminels, de circonstances atténuantes.

Il indique que les communards avaient à l'Assemblée nationale des adversaires monarchistes, tandis qu'à l'Assemblée Constituante nous avions contre nous... des socialistes, en l'occurrence des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. C'est bien ce qu'on peut appeler une totale éclipse d'esprit ! Kautsky parle des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, mais il oublie le seul ennemi sérieux : les cadets. Ils constituaient précisément notre parti « versaillais » russe, c'est-à-dire le bloc des propriétaires au nom de la propriété, et le professeur Milioukov parodiait de son mieux le petit grand homme. De bonne heure — bien avant la Révolution d'Octobre — Milioukov s'était mis à la recherche d'un Gallifet à lui, qu'il avait tour à tour cru trouver en la personne des généraux Kornilov, Alexeïev, Kallédine, Krasnov ; et après que Koltchak eut relégué au arrière-plan les partis politiques en dissolvant l'Assemblée Constituante, le parti cadet, le seul parti bourgeois sérieux, de nature essentiellement monarchique, non seulement ne lui refusa pas son appui, mais au contraire l'entoura d'une sympathie encore plus grande.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ne jouèrent chez nous aucun rôle autonome, comme il en est d'ailleurs du parti de Kautsky dans les événements révolutionnaires d'Allemagne. Ils avaient édifié toute leur politique sur la coalition avec les cadets, leur assurant ainsi une situation prépondérante qui ne correspondait guère au rapport des forces publiques. Les partis socialistes-révolutionnaires et menchevik n'étaient qu'un appareil de transmission destiné à gagner dans les meetings et aux élections la confiance politique des masses éveillées par la révolution, pour en faire bénéficier l'impérialiste parti contre-révolutionnaire cadet — indépendamment d'ailleurs de l'issue des élections. La dépendance vassale de la minorité cadette n'était qu'une raillerie mal dissimulée de la part de la minorité cadette. Dans toutes les parties du pays où le régime démocratique. Mais ce n'est pas tout. Dans toutes les parties du pays où le régime démocratique subsista assez longtemps, il se termina inévitablement par un coup d'Etat contre-révolutionnaire. Il en fut ainsi en Ukraine où la Rada démocratique, qui avait vendu le pouvoir soviétique à l'impérialisme allemand, se vit elle-même rejetée par le monarchiste Skoropadsky. Il en fut ainsi au Kouban, où la Rada démocratique disparut sous le talon de Denikine. Il en fut ainsi — et c'est l'expérience la plus importante de notre « démocratie » — en Sibérie, où l'Assemblée Constituante, officiellement gouvernée par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks — en l'absence des bolcheviks — dirigée en fait par les cadets, conduisit à la dictature de l'amiral tsariste Koltchak. Il en fut ainsi, enfin, dans le Nord, où les membres de la Constituante, personnifiés par le gouvernement du socialiste-révolutionnaire Tchaïkovsky, ne furent que des figurants en présence desquels agissaient les généraux contre-révolutionnaires russes et anglais. Dans tous les petits Etats limitrophes, les choses se sont passées ou se passent ainsi : en Finlande, en Estonie, en Lituanie, en Lettonie, en Pologne, en Géorgie, en Arménie, où, sous le pavillon formel de la démocratie, le régime des propriétaires, des capitalistes et du militarisme étranger s'affermi.

Un des plus grossiers parallèles, que rien ne justifie, et qui est politiquement une honte, tracés par Kautsky entre la Commune et la Russie soviétique, est bien celui qui concerne le caractère de l'ouvrier parisien de 1871 et du prolétaire russe en 1917-1919. Kautsky nous dépeint le premier comme un enthousiaste révolutionnaire, capable de la plus haute dévotion, tandis qu'il nous représente le second comme un égoïste, un profiteuse, un anarchiste de tempérament.

L'ouvrier parisien a derrière lui un passé trop bien défini pour avoir besoin de recommandations révolutionnaires — ou pour devoir se défendre des louanges du Kautsky actuel. Néanmoins, le prolétariat de Pétersbourg n'a pas et ne peut avoir de motifs d'éviter la comparaison avec son héroïque frère aîné. Les trois années de lutte ininterrompue des ouvriers pétersbourgeois — d'abord pour la conquête du pouvoir, ensuite pour son maintien et son affermissement — au milieu de souffrances telles qu'on n'en vit jamais, malgré la faim, le froid, les dangers continus, constituent un fait exceptionnel dans les annales de l'héroïsme et de l'abnégation collectifs. Kautsky, comme nous le montrons par ailleurs, prend, pour les comparer à l'élite des communistes, les éléments les plus obscurs du prolétariat russe. Il ne se distingue en rien, sur ce point non plus, des sycophantes bourgeois pour lesquels les communistes morts sont incomparablement plus sympathiques que les vivants.

Le prolétariat pétersbourgeois a pris le pouvoir plus de quarante années après le prolétariat parisien. Ce laps de temps nous a doté d'une immense supériorité. Le caractère petit-bourgeois et artisan du vieux et en partie du nouveau Paris est totalement étranger à Pétersbourg, centre de l'industrie la plus concentrée du monde. Cette dernière circonstance nous a facilité considérablement nos tâches d'agitation et d'organisation de même que l'établissement du système soviétique.

Notre prolétariat est loin de posséder les riches traditions révolutionnaires du prolétariat français. Mais, en revanche, au début de la Révolution présente, la grande expérience des succès de 1905 était encore vivante dans la mémoire de la génération aînée de nos ouvriers, qui n'oubliait pas quel devoir de vengeance lui avait été légué.

Les ouvriers russes ne sont pas passés, comme les ouvriers français, par la longue école de la démocratie et du parlementarisme, école qui, à certaines époques, fut un facteur important dans la culture politique du prolétariat. Mais, d'autre part, l'amertume des déceptions et le poison du scepticisme (qui tient la volonté révolutionnaire du prolétariat français — jusqu'à une heure que nous espérons proche) n'avaient pas eu le temps de se déposer dans l'âme de la classe ouvrière russe.

La Commune de Paris a subi une défaite militaire avant que, devant elle, se fussent dressées, de toute leur hauteur, les questions économiques. En dépit des magnifiques qualités combattives des ouvriers parisiens, la situation militaire de la Commune fut de bonne heure désespérée : l'indiscipline et l'esprit de conciliation d'en haut avaient engendré la désagrégation d'en bas.

La solde d'un garde national était payée à 162.000 simples soldats et à 6.500 officiers, mais le nombre de ceux qui, réellement, allaient au combat, surtout après la sortie manquée du 3 avril, variait entre vingt et trente mille. Ces faits ne compromettent nullement les ouvriers parisiens et ne donnent à personne le droit de nier leur courage ou de les qualifier de déserteurs

ni moins qu'un rôle épisodique dans cette révolution, dont l'authenticité représentant restait, encore et toujours, Paris armé. » Que c'est loin du démocratisme formel.

« Il aurait suffi au régime communiste, dit encore Marx, de s'installer dans Paris et dans les centres secondaires, pour obliger l'ancien gouvernement central à céder la place, même dans les provinces, à des administrations autonomes de producteurs. » La tâche de Paris révolutionnaire consistait donc, selon Marx, non pas à en appeler de sa victoire à l'assentiment mal assuré d'une Assemblée. Constituante, mais à couvrir toute la France d'un réseau de communes, groupées autour du centre et constituées, non d'après les principes spéciaux de la démocratie, mais se basant sur une incontestable autonomie administrative des producteurs.

Kautsky reproche à la Constitution Soviétique la multiplicité des degrés de son système électoral, qui contredit aux préceptes de la démocratie bourgeoise. Marx caractérise la structure ébauchée de la France ouvrière, de la manière suivante : « La gerance générale des affaires de toutes les communes rurales de chaque arrondissement devrait être confiée à une assemblée de fondés de pouvoirs, siégeant au chef-lieu ; les assemblées d'arrondissement devraient, à leur tour, envoyer leurs fondés de pouvoirs à l'Assemblée Nationale, siégeant à Paris. »

Comme on voit, Marx n'était nullement embarrassé par la multiplicité des degrés du système électoral, lorsqu'il s'agissait d'organiser l'Etat prolétarien. Dans le cadre de la démocratie bourgeoise, cette multiplicité de degrés estompe les lignes distinctives des partis et des classes. Mais dans le système « d'autonomie administrative des producteurs », c'est-à-dire dans l'Etat purement prolétarien, la multiplicité des degrés est une question qui intéresse non la politique, mais le mécanisme de l'administration autonome et, dans certaines limites, elle peut présenter des avantages analogues à ceux qu'elle a déjà dans le domaine de l'organisation professionnelle.

Les philistins de la démocratie s'indignent de voir l'inégalité qui existe entre les ouvriers et les paysans, ou point de vue du droit de se faire représenter, inégalité qui, dans la Constitution soviétique, rend sensible la différence des rôles que jouent, dans la révolution, la ville et la campagne. Marx écrit ceci : « La Commune voulait subordonner les producteurs des campagnes à la direction intellectuelle des chefs-lieux d'arrondissement et leur garantir, dans la personne des ouvriers des villes, la représentation naturelle de leurs intérêts. » Il ne s'agit pas, en effet, de décréter sur le papier l'égalité du paysan et de l'ouvrier, mais d'élever celui-ci au niveau intellectuel de celui-ci. Toutes les questions qui concernent l'Etat prolétarien sont étudiées par Marx au point de vue de la dynamique révolutionnaire des forces vives, et non comme un jeu d'ombres chinoises sur l'écran de foire du parlementarisme.

Pour atteindre la limite dernière de sa débâcle intellectuelle, Kautsky nie le pouvoir souverain des Soviets ouvriers en arguant de ceci, qu'il n'existe pas de distinction juridique entre le prolétariat et la bourgeoisie. De ce que les distinctions sociales ne sont pas établies par des règlements, Kautsky conclut à l'arbitraire de la dictature soviétique. Marx dit exactement le contraire : « La Commune était une forme gouvernementale très élastique, tandis que toutes les formes de gouvernement qui avaient précédé se distinguaient par leur rigidité. Le secret de la Commune consiste en ceci que, par essence, elle était le gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte qui s'était livrée entre les producteurs et les accapareurs, la forme politique longtemps cherchée qui per-

mière place, selon Marx, devait appartenir à un organe de combat, qui aurait été le centre de l'insurrection et des opérations militaires contre les Versaillais — et non pas à une administration autonome de la démocratie ouvrière. Celle-ci n'aurait dû entrer en fonctions qu'à son tour, et plus tard.

Marx accuse la Commune de n'avoir pas immédiatement pris l'offensive contre les Versaillais, de s'en être tenue à la défensive, qui, il est vrai, a toujours l'air d'être plus « humaine », permet d'en appeler à la loi morale et aux droits sacrés de la vie humaine, mais qui, en état de guerre civile, ne conduit jamais à la victoire. Or, Marx faisait avant tout des vœux pour la victoire de la révolution. Il ne dit pas un mot pour mettre le principe de la démocratie au-dessus de la lutte de classes. Au contraire, avec ce mépris concentré qui caractérise en lui le révolutionnaire et le communiste, Marx — nor pas le jeune rédacteur de la « Gazette du Rhin », mais l'esprit mûr, l'auteur du « Capital » — enfin notre vrai Marx, à la puissante crinière lionine que n'ont pas encore fondue les caiffeurs de l'école de Kautsky — avec quel mépris concentré ne parle-t-il pas de « l'atmosphère artificielle du parlementarisme » dans laquelle les petits Thiers (petits corps, petites âmes) ont des airs de géants ! Le livre sur la « Guerre civile en France », après l'aride, pédantesque et chicanière brochure d'un Kautsky, nous rafraîchit comme un orage.

En dépit de l'assertion calomnieuse de Kautsky, Marx n'est pour rien dans l'opinion qui fait de la démocratie le dernier mot, la solution inconditionnée et suprême de l'Histoire. Le développement de la société bourgeoise, d'où est sortie la démocratie contemporaine, ne constitue pas le moins du monde le processus d'une démocratisation graduelle, que rêvait, avant la guerre, le plus grand des utopistes de la démocratie socialiste, Jean Jaurès, que rêve à présent le plus savant de tous les pédants, Karl Kautsky. Marx considère l'empire de Napoléon III comme « la seule forme de gouvernement acceptable à une époque où la bourgeoisie a déjà perdu la capacité de gouverner le peuple et où la classe ouvrière n'a pas encore acquis cette capacité ». Ainsi, ce n'est pas la démocratie, c'est le bonapartisme qui représente, au point de vue de Marx, la phase finale du pouvoir de la bourgeoisie. Les scolastiques peuvent dire que Marx se trompait, car l'empire de Bonaparte a fait place, pour un demi-siècle, à la « république démocratique ». Mais Marx ne se trompait pas ; en essence, il avait raison. La Troisième République a été l'époque d'une complète décomposition de la démocratie. Le bonapartisme a trouvé dans la république financière de Poincaré et de Clemenceau une expression plus achevée qu'il ne l'avait trouvée sous le deuxième Empire. A vrai dire, la Troisième République n'était pas ceinte de la couronne impériale ; mais sur elle veillait, en revanche, l'ombre du tsar de Russie.

Ea appréciant la Commune, Marx évite soigneusement de recourir à la terminologie démocratique, monnaie déteriorée par un trop long usage. « La Commune était, écrit-il, une institution non parlementaire, mais ouvrière, et cumulait les fonctions des deux pouvoirs exécutif et législatif. » Ce que Marx met tout d'abord en valeur, ce n'est pas la forme démocratique, mais le contenu de classe. La Commune, on le sait, avait supprimé l'armée régulière et la police, elle avait décrété la sécularisation des biens ecclésiastiques. Elle avait fait cela en s'autorisant de la dictature révolutionnaire de Paris, sans consulter la puissance souveraine de la démocratie qui, durant cette période, si l'on s'en tenait aux formes établies, trouvait une expression beaucoup plus « légale » dans l'Assemblée Nationale de Thiers. Mais la révolution ne se décide pas par un vote. « L'Assemblée Nationale, dit Marx, ne jouait ni plus

— bien que les cas de désertion n'eussent certainement pas fait défaut parmi eux. La capacité de combat d'une armée requiert surtout l'existence d'un appareil de direction régulier et centralisé. Les commandants n'en avaient pas même l'idée.

Le Département de la guerre de la Commune siégeait, selon l'expression d'un auteur, dans une chambre sombre où tout le monde se bousculait. Le bureau du ministère était rempli d'officiers, de gardes nationaux qui exigeaient soit des fournitures militaires, soit des approvisionnement, ou qui se plaignaient qu'on ne les relevât pas. On les renvoyait au Commandement de la place. « Certains bataillons restaient dans les tranchées de 20 à 30 jours, tandis que les autres étaient constamment en réserve. Cette insouciance tua bien vite toute discipline. Les plus courageux ne voulaient plus dépendre que d'eux-mêmes ; les autres se défilait. Les officiers agissaient de même ; les uns abandonnaient leur poste pour aller au secours du voisin subissant le feu de l'ennemi ; les autres partaient en ville... » (« La Commune de Paris de 1871 », P. Lavrov, 1919, p. 100).

Pareil régime ne pouvait pas rester impuni. La Commune fut noyée dans le sang. Mais, à ce sujet, on trouve chez Kautsky une consolation incomparable : « La conduite de la guerre — dit-il en secouant la tête — n'est pas en général le côté fait du prolétariat » (p. 76).

Cet aphorisme digne de Pangloss est à la hauteur d'un autre apophtegme de Kautsky, à savoir que l'Internationale n'est pas une arme du temps de guerre, étant par sa nature « un instrument de paix ».

Le Kautsky actuel se résume, au fond, tout entier, dans ces deux aphorismes ; et sa valeur est à peine supérieure au zéro absolu. La conduite de la guerre, voyez-vous, n'est pas en général le côté fait du prolétariat ; d'autant plus que l'Internationale n'a pas été créée pour une période de guerre. Le bateau de Kautsky a été construit pour naviguer sur les eaux tranquilles des étangs, et non pour affronter la pleine mer à une époque orageuse. S'il commence à faire eau et s'il coule maintenant à fond, les torts sont évidemment du côté de la tempête, des éléments, de l'immensité des vagues et de toute une série d'autres circonstances imprévues auxquelles Kautsky ne destinait pas son magnifique instrument.

Le prolétariat international s'est donné pour tâche de conquérir le pouvoir. Que la guerre civile « en général » soit ou non un des attributs indispensables de la révolution « en général », il n'en reste pas moins incontestable que le mouvement en avant du prolétariat, du moins en Russie, en Allemagne et dans certaines parties de l'ancienne Autriche-Hongrie, a revêtu la forme d'une guerre civile à outrance, et ce, non seulement sur les fronts intérieurs, mais sur les fronts extérieurs. Si la conduite de la guerre n'est pas le côté fait du prolétariat, et si l'Internationale ouvrière n'est bonne que pour les époques pacifiques, il faut faire une croix sur la révolution et sur le socialisme, car la conduite de la guerre est un des côtés suffisamment forts de l'Etat capitaliste, qui, sans une guerre, ne permettrait certes pas à l'ouvrier d'arriver au pouvoir. Il ne reste plus qu'à considérer ce qu'on appelle « démocratie socialiste » comme un parasite de la société capitaliste et du parlementarisme bourgeois, c'est-à-dire à sanctionner ouvertement ce que font en politique les Ebert, Scheidemann, les Renaudel, et ce contre quoi Kautsky, semble-t-il, s'élève encore.

La conduite de la guerre n'était pas le côté fait de la Commune. C'est la raison qui fait qu'elle a été écrasée. Et comme elle fut écrasée impitoyablement !

« Il faut remonter — écrivait en son temps un libéral assez modéré, Flaux — aux proscriptions de Sylla, d'Antoine et d'Octave pour trouver pareils cassanets dans l'histoire des nations civilisées ; les guerres religieuses sous les derniers Valois, la nuit de la Saint-Barthélemy, l'époque de la Terreur ne sont en comparaison que des jeux d'enfant. Dans la seule dernière semaine de Mai, on a relevé à Paris 17.000 cadavres de fédérés insurgés... On tuait encore vers le 15 juin. »

« ... La conduite de la guerre, en général, n'est pas le côté fort du prolétariat... »

Mais c'est faux ! Les ouvriers russes ont montré qu'ils sont capables de se rendre maîtres aussi de la « machine de guerre ». Et nous voyons ici un énorme progrès réalisé sur la Commune. Ce n'est pas une abjuration de la Commune — car la tradition de la Commune n'est pas dans son impuissance — mais la continuation de son œuvre. La Commune a été faible. Pour achever son œuvre, nous sommes devenus forts. On a écrasé la Commune. Nous portons coup sur coup à ses bourreaux. La Commune, nous la vengeons, et nous prenons sa revanche.



Des 167.000 gardes nationaux qui recevaient leur soldo, 20 à 30.000 allaient au combat. Ces chiffres servent de matière intéressante pour les déductions qu'on peut tirer du rôle de la démocratie formelle en période révolutionnaire. Le sort de la Commune de Paris ne s'est pas décidé dans les élections, mais dans les combats contre les armées de Thiers. 167.000 gardes nationaux représentaient la masse principale des électeurs. Mais en fait, 20 ou 30.000 hommes, minorité la plus dévouée et la plus combative, fixèrent dans les combats les destinées de la Commune. Cette minorité n'était pas isolée, elle ne faisait qu'exprimer avec plus de courage et d'abnégation la volonté de la majorité. Mais ce n'était tout de même que la minorité. Les autres, qui se cachèrent au moment critique, n'étaient pas hostiles à la Commune ; au contraire, ils la soutenaient activement ou passivement, mais ils étaient moins conscients, moins résolus. Sur l'arène de la démocratie politique, l'infériorité de leur sens social rendit possible la duperie des aventuriers, des parvenus, des charlatans petits-bourgeois et des honnêtes lourdauds qui se leurrèrent eux-mêmes. Mais au moment d'une guerre de classes déclarée, ils suivirent, plus ou moins, la minorité dévouée. C'est cela qui a trouvé son expression dans l'organisation de la garde nationale. Si l'existence de la Commune s'était prolongée, ces rapports réciproques entre l'avant-garde et la masse du prolétariat se fussent renforcés de plus en plus. L'organisation qui se fut constituée et consolidée dans le processus d'une lutte déclarée, en tant qu'organisation des masses laborieuses, serait devenue celle de leur dictature, le Soviet des députés du prolétariat en armes.



MARX ET... KAUTSKY

Kautsky rejette avec dédain l'opinion de Marx sur la terreur, opinion que celui-ci avait exposée dans la « Nouvelle Gazette Rhénane » ; en ce temps-là, Marx était bien « jeune », voyez-vous (C'est Kautsky qui nous le fait remarquer) ; ses opinions n'avaient donc pas eu le temps de subir ce ramollissement général, phénomène caractéristique que l'on observe chez un certain nombre de théoriciens quand ils sont arrivés à l'âge de soixante-dix ans. Pour établir un contraste avec le Marx jeune de 1848-1849 (c'était l'auteur du « Manifeste Communiste » !), Kautsky préfère citer le Marx de la maturité, le contemporain de la Commune de Paris ; sous la plume de Kautsky, ce bon Marx, dépouillé d'auteurs de sa crinière blanche de vieux lion, nous apparaît comme un véritable raisonneur, dévotement incliné devant les autels de la démocratie, qui nous fait un sermon sur l'inviolabilité sacrée de la vie humaine et parle avec tout le respect convenable du charme politique de Schielemann, Vandervelde et, surtout, de son petit-fils par le song, Jean Longuet. En un mot, ramené à la sagesse par l'expérience, Marx n'est plus qu'un brave et honnête partisan de Kautsky.

De l'immortelle « Guerre civile en France », dont les pages revivent avec une particulière intensité à notre époque, Kautsky n'a extrait à son usage qu'un petit nombre de lignes, celles où le puissant théoricien de la révolution sociale opposait la générosité des communards à la férocité bourgeoise des Versaillais. Ces lignes, Kautsky les a vidées de tout contenu et les a généralisées. Marx, prédicateur d'une charité abstraite, apôtre de la philanthropie universelle ! Comme s'il s'agissait du Boudha ou de Léon Tolstoï... Pour réagir contre une campagne de calomnies internationales qui tendait à faire des communards des souteneurs, et des femmes de la Commune des prostituées ; contre ces calomnies infâmes qui attribuaient aux lutteurs vaincus des traits de sauvagerie, fruits de l'imagination perversie des bourgeois vainqueurs, Marx mettait en lumière et soulignait certains actes de clémence et de grandeur d'âme qui n'étaient souvenant, à vrai dire, que les fâcheuses conséquences d'une certaine irresolution dans la conduite des communards ; que Marx ait agi ainsi, cela se conçoit du reste : Marx restait fidèle à lui-même. Ce n'était ni un vulgaire pédant, ni le procureur de la révolution ; en donnant une analyse purement scientifique de la valeur de la Commune, il savait en faire aussi une apologie de la révolution. Il ne se contentait pas d'expliquer et de critiquer, il défendait, il combattait encore. Mais lorsqu'il faisait ressortir la clémence de la Commune qui avait perdu la partie, il ne gardait aucun doute sur les mesures qu'une future Commune aurait à prendre pour ne pas être vaincue.

! ?
|

L'auteur de la « Guerre civile en France » accuse le Comité Central, qui était alors ce que nous appelions aujourd'hui le Soviet des députés de la garde nationale, d'avoir prématurément cédé la place à la Commune électorale. Kautsky « ne comprend pas » les raisons de ce reproche. Ce consciencieux aveu d'incapacité à comprendre est un indice particulier de la stupidité dont est frappé Kautsky lorsqu'il veut juger des choses de la révolution. La pro-

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE (1918-1919)

(2^e article)

CHRONOLOGIE SOMMAIRE

1919

19 janvier : Elections à l'assemblée nationale.
6-11 février : Campagne des Corps Francs (formations contre-révolutionnaires spéciales) contre les Conseils Ouvriers à Brême, Hambourg, etc.
18-25 février : Grève générale dans la Ruhr.
25 février-début mars : Grève en Allemagne centrale. Campagne contre les Conseils de Halle.
4-11 mars : Grève générale à Berlin ; la « semaine sanglante ».
10 mars : Assassinat de Leo Jogiches.
Mars : Congrès des Indépendants pour le pouvoir des Conseils.
30 mars-28 avril : Grève générale dans la Ruhr.
6-13 avril : Campagne contre les Conseils de Magdebourg.
12-17 avril : Campagne contre les Conseils du Brunswick.
7 avril : Première république des Conseils de Munich.
14 avril : Deuxième république des Conseils de Munich.
14 avril-1^{er} mai : Campagne contre les Conseils de Bavière.
10-30 mai : Campagne contre les Conseils de Saxe.
26 juin-3 juillet : Grève des cheminots.
28 JUIN : SIGNATURE DU TRAITE DE VERSAILLES.
Août : Conférence clandestine du Parti Communiste Allemand.
18 septembre-14 novembre : Grève des métaux de Berlin.
Septembre : Congrès clandestin et scission du P.C.A. à Heidelberg (formation du KAPD).

19 décembre : Congrès des Indépendants à Leipzig ; début des négociations avec l'I.C.

1920

20 février : Congrès du P.C.A. à Karlsruhe.
13 mars : Putsch du général contre-révolutionnaire Kapp.
14 mars : Grève générale lancée par les syndicats réformistes.
17 mars : Chute de Kapp.
28 mars-début avril : La Reichswehr contre les ouvriers de la Ruhr.
Août : Le II^e Congrès de l'I. C. pose les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale.
Octobre : Congrès de Halle. Les Indépendants adhèrent à l'Internationale.
Décembre : Congrès de Berlin. Formation du Parti Communiste Unifié.

1921

8 janvier : Propositions de Front Unique du P.C.
16-17 mars : Combats armés dans la région de Marsfeld. Appel du P.C. à l'insurrection armée.
24 mars : Appel du P.C. à la grève générale.
31 mars : Fin de l'action.
Juin : III^e Congrès de l'I.C. : l'action de mars condamnée. Efforts de Lénine pour maintenir l'unité du Parti.
Août : Congrès du Parti allemand à Tenna, qui s'aligne sur les positions de l'I.C. : « Vers les masses ».

AU cours d'un premier article (*), nous avons étudié le déroulement de la lutte révolutionnaire en Allemagne entre le mois de novembre 1918 et le mois de janvier 1919. La révolution des Conseils d'Ouvriers et de Soldats avait porté au pouvoir les dirigeants de la social-démocratie majoritaire, les Ebert, Scheidemann, Noske. Utilisant l'appareil social-démocrate et les illusions démocratiques des masses, la bourgeoisie, par le canal de Ebert et consorts, était parvenue à préserver son état et son armée, et, par la convocation d'une assemblée nationale approuvée par les délégués des Conseils, à jeter les bases de la destruction des pouvoirs des Conseils eux-mêmes. Provoquant les travailleurs berlinois en un combat isolé, le gouvernement Ebert-Noske était parvenu, au cours de la première quinzaine de janvier 1919, à écraser l'insurrection prématurée des révolutionnaires berlinois, et, par l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, à décapiter le jeune Parti Communiste Allemand.

La crise révolutionnaire n'était pas pour autant terminée. Les contradictions inter-impérialistes, qui avaient provoqué la grande guerre mondiale, n'étaient pas réglées par l'armistice et la victoire de l'Entente. La situation économique du capitalisme allemand n'était pas réglée non plus par les perspectives de victoire politique qui s'ouvraient après les journées de janvier 1919. Avant que cette crise ne fût résolue, il restait bien des années pendant lesquelles le pro-

létariat pouvait s'efforcer de conquérir à son profit le pouvoir politique. C'est le récit de ces tentatives que nous allons essayer de faire, en étudiant successivement la période 1919-1922, puis l'année décisive de 1923. Pour aider à la compréhension des événements proprement politiques de la lutte du prolétariat allemand, nous nous contenterons d'ébaucher ici, faute de place, un tableau sommaire de la crise économique de l'impérialisme allemand dans le cadre de la crise mondiale au lendemain de la guerre.

LA SITUATION DE L'IMPÉRIALISME ALLEMAND AU LENDEMAIN DE LA GUERRE MONDIALE

Deux crises, fondamentalement identiques, mais de portée différente, secouent l'impérialisme allemand au lendemain de la première guerre mondiale. La crise permanente, l'une des causes déterminantes de la guerre, réside dans le fait que ce pays industriel à très forte population, installé dans un espace relativement étroit, fonctionne en fait sous la dépendance du marché mondial. L'excédent en biens de consommation et les matières premières nécessaires à l'économie allemande étaient payés avant-guerre par le produit d'exportations importantes et les intérêts des capitaux allemands investis à l'étranger. Or la guerre a détruit à la fois les investissements à l'étranger et les possibilités d'exportation. Il était nécessaire de se procurer matières premières et biens de consommation pour faire face à la misère créée en Allemagne par la guerre. Or, à l'impossibilité de se les procurer,

venaient s'ajouter la perte de l'Alsace-Lorraine, d'importants secteurs industriels en territoire polonais, des colonies, et les exigences de l'Entente en matière de réparations.

Ainsi, sur la crise fondamentale se greffe une crise conjoncturelle née de la fin des hostilités : il faut réorienter l'économie allemande, axée et tendue, des années durant, vers la production de guerre, et cela sans compter sur des capitaux étrangers, puisque les vainqueurs font de leurs investissements un moyen de pression pour la signature de la paix définitive. La misère, la lassitude et aussi la volonté révolutionnaire des travailleurs allemands — leur volonté de ne plus travailler pour les anciens maîtres — amènent, de plus, une chute brutale de la productivité. La première année de la république allemande verra les manifestations aiguës de cette crise : 1/4 des travailleurs allemands en chômage, l'inflation pour faire face aux paiements amenant la dévaluation du mark, réduit au tiers de sa valeur au milieu de l'année 1919.

La conclusion du traité de Versailles, en juin 1919, marquait la tentative d'établissement d'un nouveau système de domination capitaliste mondial basé sur la prédominance des puissances victorieuses, Etats-Unis, Angleterre, France, Japon. Les réparations, destinées à permettre à l'impérialisme français la reconstruction d'un équilibre économique profondément atteint par la guerre, pesaient lourdement sur l'économie allemande, et devaient, en grande partie, être supportées par les travailleurs.

(* Voir le précédent numéro de « La Vérité ».

Elles n'étaient même pas, à proprement parler, viables pour l'économie capitaliste allemande, dont elles hypothéquaient trop lourdement les possibilités de redressement. Cependant, la bourgeoisie allemande, en la personne des représentants de ses secteurs les plus décisifs, choisit d'accepter Versailles et ses conditions. Malgré les éléments réactionnaires et nationalistes extrêmes révoltés contre la « honte » et l'« humiliation » du traité impérialiste, elle choisit de jouer le jeu : seule, la conclusion de la paix pouvait, en effet, permettre au capitalisme allemand de reprendre sur le marché mondial une place qui s'offrait avec les besoins nés de la fin des hostilités. Seule, la conclusion de la paix pouvait permettre à l'impérialisme allemand d'exploiter les contradictions entre les puissances impérialistes victorieuses, et de jouer l'alliance avec l'Angleterre et les Etats-Unis contre l'impérialisme français. Le refus de signer le « diktat » de Versailles, en aggravant la crise, n'aurait pu que mener rapidement à une nou-

velle explosion révolutionnaire, à laquelle il eût été impossible d'échapper.

Le calcul devait s'avérer correct : la victoire remportée, grâce à la social-démocratie et aux Corps Francs, sur la vague révolutionnaire de 1918-19, allait permettre, après la signature du traité de paix, de surmonter, provisoirement au moins, la crise, ou, plutôt, de surmonter la crise conjoncturelle née de la fin des hostilités. La machine économique recommençait à tourner, la production montait, les exportations se développaient. De 1919 à 1922, le capitalisme allemand connut donc une période de stabilité relative. C'est à cette période qu'est consacrée la deuxième partie de notre étude : le jeune Parti Communiste, de 1919 à 1921, poursuit, sur sa lancée, la politique d'offensive qu'avait justifiée et nécessitée la situation révolutionnaire de 1918-19. Il faudra l'échec de la tentative d'insurrection de mars 1921, et, surtout, le tournant pris par l'Internationale Communiste lors de son

III^e congrès mondial (22 juin-12 juillet 1921), pour qu'il reconnaisse cette stabilisation et en tire les conséquences pour son action (1).

(1) Dans le prochain article, nous étudierons la situation en 1923. Face à une situation révolutionnaire, le jeune P.C.A. poursuivra la politique adoptée au cours de la période de stabilisation et ne reconnaîtra la montée révolutionnaire qu'au moment de son reflux. La Gauche (les partisans de l'offensive incessante), comme la Droite (les partisans du développement graduel de l'influence du parti) peuvent, malheureusement, être renvoyés dos à dos : les uns comme les autres échouèrent faute d'une appréciation correcte de la situation. L'impérialisme allemand émergera de la terrible crise de 1923 grâce aux capitaux américains et au plan Dawes. Frappé gravement par la crise mondiale de 1929, il ne se sauvera à nouveau que par le recours au fascisme et la préparation de la deuxième guerre mondiale. Faute de direction révolutionnaire du prolétariat, le capitalisme allemand, incapable de surmonter fondamentalement ses contradictions, parviendra cependant, chaque fois, à sortir de la crise, mais pour aller au-devant d'une autre, non moins profonde...

La liquidation de la première vague révolutionnaire

L'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg était un coup terrible porté au mouvement ouvrier révolutionnaire : aujourd'hui, avec le recul, il est possible d'affirmer qu'il fut le coup décisif porté par la contre-révolution. Pourtant, pendant plusieurs années, la lutte allait se poursuivre en Allemagne, traduisant la volonté des ouvriers révolutionnaires de s'emparer du pouvoir politique. Noske, définitivement victorieux le 15 janvier 1919, devait pourtant, plus d'une fois, trembler dans les semaines et les mois qui suivirent. La révolution était privée de ceux qui auraient pu la diriger victorieusement, mais elle n'était pas morte. A travers les actions sporadiques parfois grandioses qu'elle mena de 1919 à 1921, les militants révolutionnaires s'efforçaient de construire cette direction révolutionnaire, ce parti de masses qui avaient manqué au prolétariat allemand au début de l'année 1919. La situation était restée révolutionnaire : la lutte des travailleurs privés de direction, les efforts des communistes pour construire cette direction se déroulaient simultanément, dans les pires conditions.

UNE REVOLUTION SANS TÊTE

L'action de janvier était prématurée. Karl Radek, délégué en Allemagne du Parti bolchévique, la condamnait comme une erreur : « La prise du pouvoir politique ne peut être effectuée que par une majorité de la classe ouvrière, qui, en janvier, n'était certainement pas du côté du parti communiste. » C'était là le point de vue de la plupart des cadres du jeune parti, anciens militants de Spartakus. Mais la sauvage répression qui avait suivi la provocation, l'assassinat des leaders révolutionnaires avait porté à son paroxysme la colère des ouvriers d'avant-garde. Entre eux et la social-

démocratie, il y avait désormais le sang des journées de Janvier : leur haine accroissait leur impatience, et chaque occasion leur paraissait bonne pour se lancer vers le pouvoir, leurs armes de fortune à la main. Le général Maercker, l'homme des Corps Francs, rendra hommage, après sa victoire, à « la classe ouvrière prête à tous les sacrifices », à la « pléiade de ses chefs résolus ». Il pouvait le faire, lui dont les troupes avaient écrasé, l'un après l'autre, les bastions de la résistance ouvrière et du pouvoir des Conseils. L'assemblée nationale, élue le 19 janvier, donnait au gouvernement de Ebert-Scheidemann la couverture « démocratique » qu'il en avait attendue pour frapper décisivement les travailleurs au nom de la « souveraineté du peuple ». Face à la classe ouvrière, prête, affectivement, à tous les sacrifices, la bourgeoisie disposait de deux atouts majeurs : l'appareil du parti social-démocrate et, surtout, avec la restauration de l'état et de l'armée, une organisation capable d'élaborer une stratégie à l'échelle du pays, une force militaire disciplinée capable de frapper au bon moment. D'un côté, une « assemblée nationale » dont la majorité était hostile au socialisme (1), une troupe de mercenaires avec ses mitrailleuses et ses lance-flammes, un état-major politique et militaire expérimenté, et résolu à balayer les Conseils. De l'autre, la majorité des travailleurs, divisés, et dont l'avant-

garde, mal armée, était pratiquement inorganisée elle-même... Il fallut pourtant des mois avant d'en venir à bout.

LE MOUVEMENT GRÉVISTE

Rosa Luxembourg avait vu, dans les grèves qui commençaient, le signe de la maturation de la classe ouvrière allemande, de l'approfondissement de sa volonté révolutionnaire. Le vaste mouvement qui devait, effectivement, marquer cette prise de conscience, entraîner, contre le gouvernement social-démocrate, des milliers d'ouvriers sociaux-démocrates sur des revendications ouvrières révolutionnaires, commençait, en effet, au moment même où les soudards berlinois abattaient les leaders de Spartakus. Las d'attendre la socialisation promise des mines, les travailleurs de la Ruhr passaient à l'action. Le 3 janvier, le Conseil des Ouvriers et des Soldats de Rhénanie-Westphalie charge une commission de 9 membres (3 sociaux-démocrates, 3 socialistes indépendants, 3 communistes), d'entreprendre immédiatement la socialisation des mines. Les ouvriers, armés, protègent leurs Conseils. Le gouvernement affirme alors son intention de socialiser les mines, et désigne à cet effet trois délégués, dont un dirigeant syndicaliste, un haut fonctionnaire et un magnat du charbon (2). Puis l'assemblée de Weimar décide la création de Chambres du Travail, organismes paritaires, pour mettre sur pied la socialisation. Les syndicats « jaunes » (3 % des ouvriers) y sont représentés au même titre que les syndicats socialistes (81 %) : Thyssen, Krupp, Stinnes n'ont rien à en redouter. Tandis que le gouvernement cherche à gagner du temps par ces déclarations d'intention, il s'efforce de

(1) Sur 30 millions de voix, il y en avait 11 et demi pour les majoritaires, 250.000 pour les Indépendants, 6 millions pour le « Centre » catholique, 5.500.000 pour les Démocrates, 3 millions pour les Conservateurs, soit une majorité en faveur des partis bourgeois. Les « socialistes » élus étaient en minorité : majoritaires 39 % et Indépendants 5 % des élus. Il n'y avait pas, à l'Assemblée Nationale, de majorité pour le socialisme, comme l'avaient laissé entrevoir les amis de Ebert.

(2) Le magnat du charbon Vöglér, fidèle soutien des nazis, deviendra un des grands personnages du régime hitlérien.

créer les conditions d'une contre-offensive : sur ordre de Noske, le général Watter fait arrêter le Conseil des Soldats de Rhénanie-Westphalie, dont la solidarité avec les mineurs est connue. Le 14 février, les délégués de tous les Conseils de Rhénanie-Westphalie décident la grève générale pour le 18 si le gouvernement ne promet pas de laisser agir la Commission des Neuf et ne relâche pas les conseillers arrêtés. Le gouvernement accepte alors de reconnaître l'activité des Neuf, mais garde ses otages. Sous prétexte qu'une assemblée non représentative de mineurs a lancé le 16, à Mülheim, un ordre de grève générale, les délégués sociaux-démocrates refusent, le 18, de s'associer à l'ordre définitif de grève générale lancé par l'assemblée régionale des Conseils : la grande majorité des ouvriers socialistes, pourtant, cesseront le travail. Les troupes de Watter interviennent : le 19, on se bat à Elberfeld (12 morts) et à Essen, le 20 à Gelsenkirchen et Bochum. Scheidemann, devenu premier ministre, déclare à Weimar qu'il faut « à tout prix en finir avec la folie et le crime dans la Ruhr » Mais le rétablissement de l'ordre par les troupes de Watter s'avère impossible, dans un bref délai, devant la résistance des travailleurs de la Ruhr ; la grève menace de s'étendre dans le pays, et le gouvernement se résigne à offrir un compromis : la Commission des Neuf continue, les travailleurs déposent les armes, il n'y aura pas de représailles. Le Conseil de Rhénanie-Westphalie accepte la trêve : le 25 février, le travail reprend.

Il était temps pour le gouvernement, car le mouvement de grève générale vient de s'étendre à l'Allemagne centrale, où une assemblée de délégués des Conseils d'Ouvriers et de Mineurs décide unanimement la grève générale sur les revendications des travailleurs de la Ruhr : là, les délégués sociaux-démocrates ont voté la grève. Les travailleurs saxons appellent à la solidarité de Berlin. Le danger est imminent. Noske se détourne, pour l'instant, de la Ruhr. Tandis que le gouvernement proclame, une fois de plus, sa volonté de socialiser, tandis que le parti social-démocrate affirme solennellement son attachement à la socialisation et à l'existence des Conseils, les Corps Francs marchent sur Halle et sur Göttha où ils réussissent à briser la grève.

C'est le moment où les travailleurs berlinois engagent à nouveau la lutte, tous ensemble cette fois. Ils viennent, le 28 février, d'élire de nouveaux Conseils et un nouveau Comité Exécutif, dont la composition est l'indice d'une radicalisation que la semaine sanglante de janvier n'a pas pu interrompre : 305 Indépendants sont élus et 99 Communistes, contre 271 Sociaux-démocrates et 95 Démocrates (3). Le 3 mars, sur l'initiative et l'insistance des délégués des grandes usines, le Conseil de Berlin vote à son tour la grève générale. Les 271 Sociaux-démocrates ont voté la plate-forme

(3) Les Démocrates étaient un parti bourgeois libéral.

de grève, qui demande non seulement la socialisation, mais la reconnaissance des Conseils, l'exécution des « points de Hambourg » (4) sur l'armée, la libération des détenus politiques, la dissolution des Corps Francs, l'armement du prolétariat. Noske riposte par l'état de siège : malgré tous les efforts du Comité de Grève, des Indépendants et du Parti Communiste, des combats éclatent dans les rues dès le premier jour entre les Corps Francs et des travailleurs berlinois exaspérés. Inventant de toutes pièces des « massacres spartakistes », Noske autorise les troupes du général von Lütwitz à « abattre sur place tout « insurgé pris les armes à la main » Ouvriers et marins de la Division du Peuple sont massacrés : la nouvelle « semaine sanglante » fait plus de 1.200 victimes, selon les documents officiels, dans les rangs des travailleurs. Jogiches, qui a succédé à Rosa à la tête du P.C., est arrêté le 10 mars, et abattu, comme elle. Le Comité Exécutif des Conseils berlinois est dissous, et ses membres bientôt arrêtés. L'ordre règne à Berlin.

Le mouvement repart alors dans la Ruhr : sous le prétexte que les ouvriers ont violé les accords, le général Watter occupe le district minier avec les Corps Francs. Le 30 mars, les travailleurs de Krupp se joignent aux mineurs qui ont lancé à nouveau l'ordre de grève générale. Le gouvernement a pu concentrer ses troupes : épaulé par le commissaire du Reich, le social-démocrate Severing, le général Watter entreprend la reconquête du bassin minier : ville après ville, puits après puits sont repris, souvent après de durs combats. Comme l'écrit un témoin, Rudolf Coper, ce fut « simple et sanglant ». Le 28 avril, un mois après, le travail reprend...

Jusqu'à la fin de l'année, les uns après les autres, secteur après secteur, région après région, les travailleurs allemands se lanceront à nouveau dans la grève et les combats armés, allant chaque fois au-devant de sanglantes défaites : du 20 juin au 3 juillet, grève des chemins de fer dans tout le pays, du 1^{er} au 14 juillet, grève des transports de Berlin, le 16 juillet, grève générale en Poméranie, le 8 août, grève dans les mines de potasse, le 11 août, grève des mineurs de Haute-Silésie, du 18 septembre au 11 novembre, grève des métaux de Berlin... Les travailleurs faisaient la dure expérience de la « démocratie » instaurée par la volonté des chefs socialistes appuyés sur l'armée. Face à cette coalition, ils payaient durement l'absence de direction et de coordination de leurs combats.

LA LIQUIDATION DES CONSEILS

Les dispositions « légales » prises par l'assemblée nationale avaient consacré la disparition du pouvoir politique des Conseils. Seuls subsistaient des conseils d'usine consultatifs, aux pouvoirs purement économiques. Les Conseils de Soldats sont réduits au rôle d'organismes purement décoratifs. Le Conseil Central, élu par le Congrès de décembre, et com-

posé de sociaux-démocrates, s'efface, de son plein gré, devant l'assemblée nationale. Mais, partout où les Conseils ont joué, depuis novembre, un véritable rôle politique, les travailleurs n'ont pas le laisser ainsi disparaître. Ils ont le pouvoir, ils le gardent. Ailleurs, la misère provoquée par la guerre et la crise, l'ambiance ou les émeutes de la faim succédant aux grèves sont telles que les travailleurs se soucient peu de considérations stratégiques : s'ils ont des armes, ils se battent, s'ils peuvent s'emparer du pouvoir, ils le prennent. Pendant six mois, les Corps Francs, à travers l'Allemagne, détruisent, l'un après l'autre, les Conseils locaux et régionaux, les milices et les gardes ouvrières. Ils ne manquent pas de prétextes pour cela, car manifestations, grèves, formation de Comités ou Conseils Révolutionnaires leur fournissent l'occasion de « rétablir la légalité ». A Brême, ils interviennent pour installer un gouvernement conforme aux résultats des élections. Mais ils interviendront en Saxe parce que les élections ont enlevé le pouvoir aux Majoritaires pour le donner aux Indépendants... Quand Noske n'a pas de prétexte plausible, il en invente un, comme, par exemple ; la « sécession » du Brunswick (5).

Début février, c'est la « campagne des vivres », dans les villes du Nord où marins et dockers luttent contre les armateurs. Noske les accuse, parce qu'ils sont en grève, soutenus par les Conseils, « d'affamer l'Allemagne ». Du 6 au 11 février, tour à tour, Brême, Hambourg, Bremerhaven tombent : les ouvriers sont désarmés, les Conseils dissous, y compris celui de la « République » d'Oldenbourg. De la mi-février au début mars, c'est l'offensive — sous le prétexte de la grève générale — contre Göttha, et surtout Halle, où s'est consolidé le Conseil Révolutionnaire présidé par l'Indépendant Killian, et où les travailleurs résistent, les armes à la main. Du 6 au 13 avril, c'est la reconquête de Magdebourg et de sa région, la dissolution des Conseils qu'avaient animés l'Indépendant Brandes et le matelot révolutionnaire, l'ancien président du conseil des marins de Kiel, Artelt. Du 12 au 17 avril, c'est, sous le prétexte de l'action du Comité Révolutionnaire qu'inspire Eichhorn, l'ex-chef de la police de Berlin, l'action contre le gouvernement présidé par l'Indépendant Sepp Oerter au Brunswick. C'est enfin le tour de la Bavière. Là, depuis novembre, la république des Conseils avait été proclamée, et, en ce pays peu industrialisé, n'avait pas semblé pendant de longs mois contestée, grâce sans doute à l'intelligence politique de son président, l'Indépendant Eisner, qui avait su cristalliser à son profit la volonté d'indépendance des Bava-rois et leur hostilité à l'égard de la Prusse. La Bavière était, en tout cas, la seule région d'Allemagne où fonctionnaient normalement des Conseils de pay-sans, la seule où les socialistes majoritaires semblaient, sans déchirement, sui-

(5) M. Benoist-Méchin, qui contrôle mal ses sources, se laisse aller à écrire que le Brunswick, en tant qu'état, avait adhéré à la III^e Internationale...

vre les consignes d'Indépendants de Gauche et développer les Conseils. Tout changea pourtant à partir de janvier : Eisner assassiné par un extrémiste de droite, le dirigeant social-démocrate Auer assassiné par un partisan d'Eisner, les masses réagirent avec brutalité. Socialistes majoritaires et Indépendants s'unirent sous leur pression dans un gouvernement élu le 19 janvier, appuyé sur les Conseils et cohabitant avec le Landtag. Les intrigues des socialistes de droite inquiétèrent vite les ouvriers munichois et, le 7 avril, les Conseils d'ouvriers et de soldats proclamaient la république des Conseils de Munich, qui annonçait aussitôt son intention de passer à la suppression immédiate de la propriété privée et à la lutte propagandiste contre le reste de l'Allemagne, après rupture avec le Landtag... Socialistes majoritaires ou intellectuels anarchisants, les nouveaux commissaires du peuple ne semblent pas avoir réalisé l'ampleur de l'aventure dans laquelle ils

se lançaient : par la voix d'Eugen Léviné, militant spartakiste d'origine russe (6), les communistes bavarois désavouaient le putsch. Huit jours plus tard, pourtant, ils renversaient à leur tour le gouvernement des Conseils : la deuxième république bavaroise des Conseils ne fut pas de plus longue durée. Instaurée le 14 avril, elle tomba le 1^{er} mai devant les troupes de Noske. La répression frappa sauvagement les travailleurs munichois et leurs dirigeants. Léviné, Eglhofer, les chefs spartakistes de la II^e république, sont exécutés en même temps que l'animateur de la première, l'anarchiste Landauer, et l'apôtre

(6) M. Benoist-Méchin, et des historiens aussi distingués que l'officier M. Baumont, répètent tous, sans sourcilier, après Gentizon, correspondant du « Temps », l'affirmation selon laquelle Léviné et Max Lewin étaient des « agitateurs russes » envoyés par Moscou. En réalité, comme bien d'autres, c'étaient des militants socialistes d'origine russe naturalisés allemands et ayant fait la guerre dans l'armée allemande, sans passer par Moscou...

paysan, l'aveugle Gandorfer. Anarchistes comme Mühsam, indépendants comme Toller, sociaux-démocrates, nombreux, se retrouvent dans les prisons. L'ordre règne pour des années dans une Bavière devenue le plus solide bastion de la réaction nationaliste... Les sociaux-démocrates, majoritaires en janvier 1919 aux élections, ne le seront plus jamais...

Quelques jours après, c'est la dernière action d'envergure des Corps Francs, avec l'expédition contre la Saxe rouge où les élections avaient donné la majorité aux Indépendants. Leipzig, que domine un Conseil Révolutionnaire animé par l'Indépendant Kurt Geyer qui a su organiser des troupes ouvrières, est néanmoins surprise par l'entrée des troupes de Maercker le 10 mai. Les travailleurs riposteront par la grève générale : il faudra plus de vingt jours sous le régime de l'état de siège pour ramener l'ordre dans le pays saxon, et liquider partout les organismes issus de la révolution de Novembre.

Division et impuissance de l'avant-garde révolutionnaire

RENFORCEMENT DES INDEPENDANTS

On avait pu, à juste titre, en novembre-décembre 1918, s'attendre à la rapide disparition du Parti Social-démocrate Indépendant. Formation de circonstance, profondément divisé, il semblait voué à l'éclatement, la majeure partie de sa base — révolutionnaires authentiques — devant rejoindre les communistes, tandis qu'une partie de sa direction et de ses cadres ne pouvait que rallier le parti social-démocrate, avec lequel ils n'avaient jamais cessé d'être fondamentalement d'accord. Or ce phénomène, escompté par beaucoup, ne se produisit pas. Au contraire, le Parti Social-démocrate Indépendant ne cessa de se renforcer après la révolution de Novembre, pour atteindre le million d'adhérents à la fin de 1919. Ses dirigeants de droite, d'accord avec Ebert en novembre, n'ont pas poursuivi la collaboration gouvernementale au-delà de décembre. La répulsion et la haine qu'a soulevées la répression, menée sous la direction de Noske, les séparèrent en 1919 du parti social-démocrate plus que ne les avait séparés, en 1914-18, la politique de guerre. La base du parti, elle, s'est sans cesse radicalisée au cours des combats de l'année 1919 qu'elle a, le plus souvent, dirigés dans toutes les provinces allemandes. Rien d'étonnant finalement à ce que, dans sa conférence d'avril 1919, le Parti Social-démocrate Indépendant se décide catégoriquement en faveur du pouvoir des Conseils, et rejette le régime parlementaire dont la classe ouvrière et ses militants font, au même moment, la cruelle expérience.

SCISSION ET CRISE AU P.C.

La radicalisation des troupes des Indépendants n'a pas, comme on pouvait s'y attendre, renforcé les rangs des communistes. La fondation précipitée du

P.C. en janvier 1919 avait creusé une coupure, souvent artificielle, dans les rangs de l'extrême gauche (7). A peine né, le jeune Parti Communiste a perdu ses chefs. La jeune génération des leaders spartakistes (8) n'a pas le prestige de Rosa et de Liebknecht, dont l'autorité et l'influence dépassaient largement les frontières de leur propre organisation. Surtout, les événements de janvier n'ont fait qu'accroître les désaccords à l'intérieur du P.C. : la crise éclatera bientôt au grand jour. Depuis janvier, le P.C. est illégal. La direction, en majorité composée des vieux amis de Rosa Luxembourg, profite de la clandestinité pour affirmer sa propre ligne contre la majorité putschiste du parti. Nulle part, sauf en Bavière, à la dernière minute, les communistes ne joueront de rôle semblable à celui de Liebknecht et Pieck à Berlin. Le P.C. joindra ses efforts à ceux de Richard Müller et de ses amis pour tenter d'éviter un conflit armé en mars à Berlin. Léo Jogiches arrêté et abattu en mars, Radek ayant été arrêté en février, c'est Paul Lévi qui dirige ensuite l'organisation (9). Il se heurte, à

(7) Léo Jogiches, hostile, nous l'avons vu, à la rupture avec les Indépendants, avait conseillé à Klara Zetkin, une des ancêtres de Spartakus, de ne pas rejoindre le P.C., et de rester au sein des Indépendants. Ce qu'elle fit.

(8) Les leaders révolutionnaires de 1918 appartenaient à une génération qui avait fait ses classes dans la social-démocratie d'avant guerre et y étaient parvenus à la notoriété : Liebknecht avait 47 ans, Rosa Luxembourg 48, Eisner 51. Leurs successeurs étaient tous jeunes et inconnus sur le plan national : en 1918, Paul Lévi et Thalheimer avaient 35 ans, Brandler 37, Froelich 34, Thaelmann 32, Maslow 27 et Ruth Fischer 23 ans.

(9) D'origine bourgeoise, esprit fin et cultivé, du cercle des intimes de Rosa, Paul Lévi n'avait rien d'un leader ouvrier et se le voyait fréquemment reprocher. Il passait pourtant pour un théoricien de valeur.

la conférence du parti tenue clandestinement en août 1919, à une opposition que dirigeait Otto Rühle et les Hambourgeois Wolffheim et Lauffenberg. Forte de sa victoire au premier congrès, l'opposition cherche à poursuivre son avantage, réclame confirmation de la prise de position antiparlementariste, exige, en plus, la sortie des communistes des syndicats et la mise sur pied de « syndicats rouges » dirigés par les seuls communistes. Paul Lévi se décide à en finir avec eux : le retrait des communistes des syndicats — au moment où ceux-ci, malgré la politique des dirigeants réformistes regroupent plus de dix millions de travailleurs allemands — lui paraît une décision catastrophique, susceptible seulement d'accroître l'isolement des communistes dans la classe ouvrière allemande. Pour le congrès du parti, qui se tient à Heidelberg, il présente, au nom de la direction, des thèses qui consacrent la participation des communistes aux élections et aux syndicats, et prévoient de plus l'exclusion des opposants. La clandestinité lui permet des manœuvres organisationnelles qui lui assurent une mince victoire (31 voix contre 18). La minorité, ainsi provoquée, fait ce qu'il attendait d'elle et rompt. Radek, au dernier moment, avait essayé d'empêcher la scission. Lénine, dès le lendemain, essayait, dans une lettre au Comité Central, d'empêcher sa consécration, insistant pour que l'accord sur la seule question du pouvoir des Soviets, constitue la base de l'unité du parti. Lévi, convaincu qu'il suivait l'exemple donné par Lénine dans le parti bolchévik, maintenait ses positions : ainsi, dans la III^e Internationale, la première exclusion massive d'opposants sur le terrain de la théorie se produisait malgré et contre Lénine. La minorité exclue fondait un nouveau parti, le Parti Communiste Ouvrier Allemand (KAPD), entraînant

50.000 militants, plus de la moitié du parti, la quasi-totalité de l'organisation en Allemagne du Nord et à Berlin : Pieck, après la scission, ne retrouvera, en tout et pour tout, que 36 militants dans la capitale. Rejetant comme « petite-bourgeoise » la notion de la révolution comme « forme organisationnelle », les thèses de Lévi reprennent les thèmes de Rosa Luxembourg de la révolution conçue comme une très longue lutte, avec des montées et des reculs, des flux et des reflux...

PRESTIGE DE L'I. C.

Pourtant, si le faible Parti Communiste ne risque pas de représenter un pôle d'attraction pour les centaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires allemands qui sont dans les rangs des Indépendants, il n'en est pas de même de la III^e Internationale qui s'est fondée au cours du printemps tragique d'Allemagne. La scission de Heidelberg a, en fait, levé un obstacle entre Indépendants et Spartakistes (10). Le gouffre qui reste sera comblé par les efforts de l'Internationale Communiste et le prestige des révolutionnaires russes. Au congrès de Leipzig du Parti Social-Démocrate Indépendant, en décembre 1919, l'aile droite, déjà affaiblie et qui vient de perdre son dirigeant le plus capable, Hugo Haase, assassiné par un nationaliste, subit une défaite décisive : le Parti Indépendant refuse d'adhérer à la II^e Internationale. S'il n'adhère pas à la III^e, il s'y prépare, en votant, à l'appel de Daümig et de ses amis, une résolution demandant à son C.C. d'ouvrir les négociations pour « réaliser l'union de la classe ouvrière par l'action révolutionnaire dans la III^e Internationale ». Le Comité Exécutif de l'I.C. saisit la balle au bond et invite les Indépendants, ainsi que le KAPD, à des négociations en vue de leur adhésion. La faiblesse du Parti Communiste est, pour l'Internationale, un argument de plus pour pousser du côté des Indépendants. Au Congrès de Karlsruhe (février 1920), l'un des rares dirigeants ouvriers du P.C., le saxon Brandler (11) n'hésite pas à déclarer : « Nous n'avons pas encore de parti », et, bien souvent, comme en Rhénanie-Westphalie, « ce qui existe est pire encore que s'il n'y avait rien ». Lénine s'efforce de secouer ce courant pessimiste : pour lui, la reconnaissance par les Indépendants de la dictature du prolétariat, du pouvoir des Conseils, les pas qu'ils font en direction de l'Internationale Communiste sont décisifs : ils constituent la preuve que de larges masses rejoignent le programme communiste :

(10) Rappelons que c'était l'hostilité des Délégués Révolutionnaires aux « putschistes » de Spartakus qui avait en 1918 fait échouer la fusion. Après Heidelberg, les « putschistes » ont quitté le P.C. et ce sont les anciens Délégués qui dirigent la gauche des Indépendants.

(11) Ouvrier du bâtiment, militant syndicaliste à l'autorité reconnue dans la région industrielle de Saxe, Brandler était l'un des rares dirigeants ouvriers de Spartakus (avec Walcher et Boettcher). La Gauche l'accusait de « conservatisme » et lui reprochait son attachement aux traditions social-démocrates. Ruth Fischer dit qu'il avait, sur tout, des vues « provinciales ».

l'heure approche où sera constitué le parti communiste qui a manqué à la victoire de la révolution allemande et qui saura exploiter la situation révolutionnaire de l'Allemagne.

LE PUTSCH DE KAPP

L'occasion de renverser la vapeur viendra. Elle se produira, pourtant, trop tôt, avant la fusion, avant que ne se soit constituée une nouvelle direction. Communistes et Indépendants la laisseront également échapper.

Au début de 1920, en effet, se dessine, dans les milieux de l'état-major, et en particulier, chez les cadres des Corps Francs, un mouvement qui va trouver un appui certain dans les couches les plus réactionnaires de l'impérialisme allemand, les hobereaux de l'est et la bureaucratie de l'état prussien. Il s'agit, pour ses animateurs, Wolfgang Kapp et le général von Lüttwitz, d'en finir avec la république parlementaire et le mouvement ouvrier, de se débarrasser de la tutelle encombrante des ministres sociaux-démocrates dont ils n'ont plus que faire, la révolution des Conseils ayant été écrasée. Les conspirateurs avaient espéré l'appui de Noske, mais devront y renoncer. Le putsch, connu à l'avance des autorités social-démocrates, éclate le 13 mars. Le gouvernement et Ebert s'enfuient précipitamment à Dresde, puis, menacés d'arrestation par la Reichswehr, à Stuttgart. L'état-major reste « neutre », refusant de tirer sur d'autres Allemands (les ouvriers, seuls, n'étant pas « allemands »...). En vingt-quatre heures, la victoire des réactionnaires « kappistes » semblait assurée devant l'impuissance gouvernementale. Le coup d'état des généraux fut pourtant balayé en quatre jours.

A la surprise générale, à la surprise des révolutionnaires allemands en particulier, ce fut le vieux Karl Legien, le « dictateur » des syndicats, qui prit l'initiative de briser le putsch militaire par l'action ouvrière. Type du bureaucrate syndical, « bonze réformiste » conséquent, Legien, depuis des décades, avait représenté la force la plus conservatrice du mouvement ouvrier allemand. Il avait combattu Bebel, Liebknecht, Luxembourg. Avant guerre, il était l'inspirateur de la Droite social-démocrate. Pendant la guerre, il fut le chef de file des social-patriotes, l'initiateur de la chasse aux révolutionnaires dans le parti. Il avait mis toute son autorité et son organisation au service de Ebert dès novembre. Bret, il symbolisait ce qu'il y avait de pire dans la social-démocratie allemande : son « appareil » syndical. Mais Legien ne pouvait rester indifférent face aux entreprises de Kapp-von Lüttwitz. Comprenant parfaitement que ce n'étaient pas seulement les formes constitutionnelles républicaines, mais l'existence même d'un mouvement ouvrier indépendant, l'existence même de ses syndicats et de son appareil, qui étaient en cause, le vieux réformiste n'hésita pas à se lancer dans sa première bataille d'ensemble en donnant le mot d'ordre de grève générale et en constituant un Comité Central de Grève où il invita toutes les orga-

nisations ouvrières, communistes compris. Se moquant des ministres qui s'enfuyaient, Legien resta à Berlin pour y diriger, clandestinement, la plus grandiose des grèves générales de l'histoire : toute vie fut arrêtée, absolument, radicalement, tant que Kapp resta « au pouvoir ». Les troupes n'avaient ni ravitaillement, ni moyens de transport, les chefs n'avaient ni téléphone, ni communications : toute la machine de Kapp tournait à vide. En quelques jours, la situation était profondément transformée. Victorieux aux premiers jours à Berlin et dans la région orientale, les kappistes étaient réduits à l'impuissance par la grève générale. En Wurtemberg, Bade, Hesse, dans la zone baltique, le gouvernement conservait une autorité de fait, que contrebalait un peu plus tous les jours celle des comités de grève. En Rhénanie et Westphalie, la grève générale s'était accompagnée d'un véritable soulèvement ouvrier, victorieux à la fois des généraux et des autorités gouvernementales. En Allemagne Centrale, enfin, les trois pouvoirs, dont aucun n'était parvenu à s'imposer, s'affrontaient en des combats locaux. En quatre jours, les animateurs du putsch avaient compris que leur action risquait de déclencher une nouvelle révolution ouvrière : Kapp démissionnait.

L'ensemble des travailleurs allemands avait suivi avec un enthousiasme et une discipline sans précédents l'ordre de grève de Legien... Cela constituait un éclatant désaveu pour certains révolutionnaires, pour ceux du KAPD en particulier. Mais le Parti Communiste ne réagit pas comme on aurait pu s'y attendre après l'élimination de sa tendance « sectaire ». Lévi emprisonné, la direction, assurée par Thalheimer — un autre spartakiste (12) — lança, le premier jour du putsch, un tract demandant aux travailleurs de ne « pas lever le petit doigt pour la défense de la République » : pour elle, la lutte se déroulait entre Kapp et Ebert-Noske, deux groupes également contre-révolutionnaires. Mais le succès de la grève, la participation massive des communistes lui dictaient un tournant : dès le lendemain, le P.C. approuvait l'ordre de grève, mettait les travailleurs en garde contre les « illusions démocratiques », appelait à constituer des Conseils Ouvriers. Dans la Ruhr, les communistes, d'accord avec Indépendants et Sociaux-démocrates, lançaient l'ordre de grève pour la « victoire du socialisme sur la base du système soviétique ». A Chemnitz, les communistes, dirigés par Brandler, constituaient avec les autres partis ouvriers un Conseil qui s'emparait du pouvoir et purgeait la ville des éléments kappistes. A Falkenstein, près de Chemnitz, le communiste Max Hoeltz organisait ses fameuses troupes de guérillas rouges et passait à l'offensive, s'efforçant de bâtir, de force, la république des Conseils : Brandler s'inquiétait de cette action de

(12) Lié à Karl Radek qui était de sa génération et avait milité avec lui à Goettingen avant guerre, Thalheimer, journaliste et philosophe était — selon Ruth Fischer, leur adversaire de tendance — le « cerveau » de Brandler.

partisans qui menaçait son accord avec Sociaux-démocrates et Indépendants...

Ces développements révolutionnaires n'étaient sans doute pas étrangers à la démission de Kapp, à la précipitation avec laquelle état-major et social-démocratie tentèrent de se réconcilier. Pourtant, Legien ne voulait pas se contenter du départ de Kapp. Il entendait bien voir l'Allemagne gouvernée désormais dans des conditions telles que ne pourraient plus jamais s'y produire de semblables événements. Au nom du Comité Central de Grève, il exigeait avant tout la disparition de Noske et demandait aux Sociaux-démocrates et aux Indépendants de constituer un gouvernement ouvrier auquel auraient participé les syndicats socialistes et chrétiens. Les négociations durèrent une nuit entière. L'état major social-démocrate regimbait contre les exigences de Legien, mais il n'avait plus, dans le pays, la force de s'y opposer. L'armée, dont la position était inconfortable, du fait de son évidente complicité avec Kapp, se tenait tranquille. Mais les Indépendants refusèrent de participer à un gouvernement avec les Majoritaires encore couverts du sang des travailleurs, bien que les communistes aient promis leur « opposition loyale » à un gouvernement ouvrier du type de celui prôné par Legien. Avec la défection des Indépendants, Legien se retrouvait seul : il ne pouvait ni ne voulait lancer plus loin

ceux qui l'avaient suivi contre Kapp. Il s'estima heureux d'avoir obtenu le départ de Noske et des généraux compromis. En échange de promesses d'épuration de l'armée et de démocratisation de l'état, il accepta de lancer l'ordre de reprise tandis que se constituait un nouveau gouvernement basé sur l'alliance de la social-démocratie avec les partis bourgeois du Reichstag, et présidé par le socialiste Hermann Müller. La classe ouvrière avait perdu autour du tapis vert.

CONSÉQUENCES DU PUTSCH

L'alliance un instant menacée entre l'état-major et la social-démocratie allait se ressouder contre le danger révolutionnaire. Exploitant les dangers des révolutionnaires de la Ruhr, le général von Seeckt exige le rétablissement de l'ordre dans cette région par le désarmement des ouvriers. L'accord, péniblement négocié par les sociaux-démocrates, et signé à Bielefeld, est déchiré. Pour la deuxième fois en deux ans, le général Watter se lance à la conquête de la Ruhr : l'attitude de ses troupes fut telle que même Severing s'en plaignit. La répression, molle contre les kappistes, fut terrible contre les « spartakistes » de l'Armée Rouge de la Ruhr...

Le putsch de Kapp avait, incontestablement, été une occasion manquée pour le prolétariat allemand. Ni les Indépen-

dants, ni les Communistes n'avaient, en définitive, su prendre l'initiative. Les rancunes, les oppositions doctrinales et personnelles, le sang des années 1918-1919 les avaient empêchés de comprendre la valeur de la réaction de Legien, d'abord, puis l'intérêt de sa proposition de gouvernement ouvrier que Lénine jugeait incontestablement positive puisque, dans une situation où il n'y avait pas de perspective immédiate de dictature du prolétariat, elle pouvait incontestablement permettre une nouvelle montée révolutionnaire. C'est pourquoi Lénine défendit la position communiste d'« opposition loyale » à un gouvernement ouvrier que Karl Radek, Bela Kun critiquaient vivement dans la presse de l'Internationale. Lévi, libéré, critiquait à son tour vivement la passivité du P. C. et son abstentionnisme initial. Dans le Parti Indépendant, la direction de la gauche, le groupe Daümig, s'était largement discrédité, lui aussi : les travailleurs comprenaient parfaitement qu'à la Reichswehr ils devaient opposer une organisation et des armes. Tout cela, ils pouvaient l'espérer de l'I. C. Même les dirigeants les plus droitiers des Indépendants, les Hilferding et les Dittmann, ne refusaient pas de se tourner vers elle. Occasion manquée, le putsch de Kapp était matière à réflexion, accentuait l'évolution qui allait mener à la fusion des Indépendants et des Communistes.

Vers un parti révolutionnaire de masses

L'ADHESION DES INDÉPENDANTS À L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

En août 1920 se tint le deuxième Congrès de l'I. C. Le Parti Indépendant y avait envoyé quatre délégués : Dittmann, Crispin, Daümig et Stoecker. Ils se trouvent en face des 21 conditions d'adhésion à la III^e Internationale. Pour l'Internationale Communiste, en effet, l'Allemagne est la clé de la situation européenne. Il s'agit d'y disposer, le plus rapidement possible, d'un instrument pour la prise du pouvoir et la victoire prolétarienne, d'un authentique parti communiste. C'est en fonction même des Indépendants qu'ont été fixées les 21 conditions. Ce sont ses dirigeants droitiers qui sont visés par la 21^e, qui prévoit l'exclusion des Partis Communistes des adversaires des conditions et thèses de l'Internationale (13). C'est que Hilferding et ses amis ont quelque temps hésité : face au courant irrésistible qui pousse la base de leur parti vers l'Internationale Communiste, ils auraient envisagé de s'y rallier, à condition de pouvoir conserver la direction du nouveau parti unifié. C'était précisément ce que Lénine ne voulait pas : dans la perspective de luttes décisives en Allemagne pour le pouvoir, il ne voulait pas courir le risque de les aborder avec un Parti

Communiste dirigé par des opportunistes qui, pour s'être, par la suite, désolidarisés de Ebert et Noske, ne leur ont pas moins, dans les débuts de la révolution allemande, servi de « feuille de vigne » selon l'expression de Liebknecht (14). Les délégués des Indépendants reviennent divisés : Crispin et Dittmann sont contre l'acceptation des 21 conditions, Daümig et Stoecker sont pour. La discussion dans le parti sera sérieuse et passionnée : tout est passé en revue, l'expérience des dernières années, en Allemagne et en Russie, la politique des bolchéviks, la structure de l'Internationale. Ce qui domine pourtant les préoccupations des militants, c'est la construction de ce parti révolutionnaire qui manque au prolétariat allemand, la mise sur pied de cette direction révolutionnaire nécessaire à sa victoire prochaine. Ce sera la même atmosphère au Congrès de Halle en octobre 1920. L'Internationale Communiste a délégué Zinoviev et Lozovsky. Hilferding, représentant des adversaires de l'adhésion, a reçu le renfort du menchévik Martov, récemment réfugié en Allemagne. Zinoviev et Hilferding parleront quatre heures chacun devant un congrès passionnément attentif. Ces débats — orageux — resteront toujours d'un niveau très élevé. La droite conteste avec force le tableau que brosse

Zinoviev de la « révolution montante » : elle ne croit pas à la révolution. Zinoviev rétorque que les conditions objectives de la révolution existent, depuis plusieurs années : ce qui manque, c'est une direction ; la créer est justement la tâche de ce congrès. Finalement, l'adhésion des Indépendants à la III^e Internationale et la décision d'entamer les négociations de fusion avec le P.C.A. sont votées par 237 voix contre 156. Deux mois après, au congrès de Berlin (décembre), la fusion est consommée entre les deux organisations, sous le nom de Parti Communiste Allemand Unifié (V.K.P.D.). Le nouveau parti compte, pour ses débuts, environ 350.000 militants, dont 300.000 originaires du Parti Social-démocrate Indépendant (15).

LES DÉBUTS DU PARTI UNIFIÉ

L'unification des forces révolutionnaires allemandes constituait une énorme victoire. Elle n'allait pourtant pas sans poser, dès le début, de sérieux problèmes. S'il n'y avait pas, entre les deux organisations, de désaccords fondamentaux, bien des nuances subsistaient. Au Parti Communiste, on avait retrouvé, les dernières années, les traditions de Sparta-

(13) Aux délégués Indépendants qui demandaient ce que ferait l'I. C. au cas où ils accepteraient les 21 conditions, Zinoviev répliqua : « Dans ce cas, nous en poserons 22 »...

(14) Les Indépendants Barth, Haase et Dittmann avaient partagé le pouvoir avec les majoritaires de Ebert de novembre à la fin de décembre.

(15) La minorité, exclue du Parti Indépendant, reforma le parti dont la majorité, sous l'impulsion de Hilferding, allait bientôt rejoindre la social-démocratie majoritaire. Seul un petit noyau que dirigeait le vieux Ledebour maintint quelque temps encore le drapeau de la social-démocratie indépendante.

ins, la mentalité de secte, sans contact avec les masses, très hostile aux putschs qui avaient fait tant de mal. Chez les Indépendants, il y avait, au contraire, une grande majorité de militants ouvriers, sans formation politique sérieuse — aucun dirigeant indépendant n'approchait, sur le plan théorique, des anciens spartakistes — mais désireux d'agir efficacement, animés d'une volonté d'action révolutionnaire. C'est ce sentiment qui s'exprime dans la cristallisation rapide de la « Gauche » du Parti Communiste Allemand, animée par le Russe Arkadi Maslow, la jeune Ruth Fischer et l'ouvrier hambourgeois Ernst Thaelmann. La Gauche, qui prône l'action révolutionnaire systématique et s'impatiente vite de la prudence de la direction, contrôlera rapidement les organisations de Berlin, de Hambourg, puis de la Ruhr. De plus, l'Internationale a, sous la direction de Zinoviev, commencé à mettre sur pied un énorme appareil : pour bien des permanents, l'Allemagne est un champ d'action dans lequel leurs initiatives seront loin d'être toujours heureuses. Droite et Gauche du P.C. Allemand cherchent des appuis dans l'Internationale. La direction, que ses adversaires qualifient de « droitière », est essentiellement formée de Paul Lévi et Daümig, représentants des deux anciennes directions, entre lesquels Klara Zetkin, vieille spartakiste restée au Parti Indépendant, assure la liaison et la transition. Elle décide résolument de lancer le Parti dans la voie tracée au lendemain du putsch de Kapp par Brandler, et de travailler à la mise sur pied d'un front unique avec les ouvriers sociaux-démocrates. Le 8 janvier 1921, la Rote Fahne publie une lettre adressée aux autres organisations ouvrières (Sociaux-démocrates, Indépendants — la minorité de droite qui avait rejeté les décisions du congrès de Halle — K.A.P.D.) et proposant des actions communes de défense des travailleurs sur un certain nombre de points précis. Lénine approuve cette lettre, « initiative politique modérée », que Lévi et Radek ont rédigée ensemble. Mais Zinoviev et Boukharine la critiquent vivement. Elle ne reçoit aucun écho, ce qui alimente la critique de la Gauche pour qui elle est une démarche « opportuniste ». La situation se tend à l'intérieur du Parti : les adversaires de Lévi savent qu'ils auront des appuis dans l'Internationale.

Sur ces entrefaites, Lévi, qui s'est rendu à Leghorn, au Congrès du Parti Socialiste Italien, prend l'initiative de soutenir Serrati, leader du Centre, qui refuse d'accepter la 21^e condition (*). Le délégué de l'Internationale, le Hongrois Matyas Rákosi, le met alors en accusation devant le Comité Central du Parti. Quoiqu'il ait obtenu l'approbation de Daümig et de Klara Zetkin, Paul Lévi est désavoué à une faible majorité. Une nouvelle direction est élue qui groupe, autour de l'ex-spartakiste Ernst Meyer, Brandler, Thalheimer et Froelich. C'est immédiatement après que sont arrivés à

Berlin, en émissaires de l'Internationale, les Hongrois Bela Kun et Pogany, et le Polonais Guralsky. Kun, héros malheureux de la révolution hongroise, est un protégé de Zinoviev. Comme lui, il est hostile à la politique de Lévi, partisan de l'offensive révolutionnaire, d'accord avec la Gauche allemande. Quoiqu'il ne soit pas mandaté par le Bureau Politique du parti bolchévique, ni même par l'Exécutif de l'I.C., il parle haut, jouissant de son prestige d'envoyé spécial : c'est indubitablement à son instigation que le Parti Communiste prendra l'initiative de l'insurrection armée, au mois de mars 1921, sans que rien, dans sa propagande et ses manifestations extérieures, ait laissé prévoir un tournant si brutal.

L'ACTION DE MARS 1921

Au début de mars 1921, des incidents se sont produits dans les mines de cuivre de la région de Mansfeld. Le gouverneur, le social-démocrate Hoersing, fait appel aux forces de police dont l'arrivée sur place provoque une résistance armée des mineurs du bassin, qu'appuient presque aussitôt les ouvriers des Leunawerke. Max Hoeltz — exclu du Parti Communiste après le putsch de Kapp pour son « aventurisme » et, depuis, adhérent du K.A.P.D. — accourt pour prendre la tête du mouvement. Le lendemain, 17 mars, le P.C.A. lance un appel à l'insurrection. En fait, il n'y aura pas d'insurrection armée : seulement quelques soulèvements locaux, comme à Hambourg, de nombreux heurts avec la police, des attentats, des actions de sabotage. Dans son ensemble, le prolétariat allemand ne bouge pas. C'est un échec. Au bout d'une semaine, le Comité Central lance alors un nouvel ordre : il s'agit désormais de grève générale. La encore le mot d'ordre n'est pas suivi, mais ses conséquences sont graves : un peu partout, des groupes d'action communistes, la plupart du temps composés de chômeurs, attaquent les ouvriers qui travaillent, et ceux-ci se défendent. Aux combats avec la police succèdent les combats entre travailleurs, qui tournent finalement au désastre pour les communistes : le 31 mars, le C.C. annonce la fin de l'action.

La note à payer est lourde. Le parti, une fois de plus, est illégal. Nombre de ses militants sont emprisonnés. Il a créé autour de lui une atmosphère d'hostilité jusque dans les milieux les plus proches du prolétariat avancé. Surtout, la brutalité de l'action a semé la confusion et la démoralisation dans ses propres rangs. Plus de 150.000 militants, presque la moitié de ses effectifs, le quittent en quelques jours. A Berlin, des communistes, responsables du syndicat des métallos, ont combattu publiquement la grève. Tandis que le Comité Central se félicite d'avoir, face aux provocations policières, « pris l'initiative » et lancé une « offensive révolutionnaire », Paul Lévi rompt, lui aussi, la discipline du Parti, et publie un pamphlet « Unser Weg » (Notre Voie), dans lequel il dénonce l'action du Parti comme un « putsch bakou-

viste ». Il est immédiatement exclu par le Comité Central (devant lequel il a pu librement présenter sa défense). Le Comité Exécutif de l'Internationale approuve son exclusion.

L'affaire est trop grave cependant pour ne pas avoir de conséquences. Elle est un échec sérieux dont l'Internationale, au moins, va essayer de tirer les leçons, les enseignements et d'analyser les causes. Elle pose un problème de tactique sur lequel les dirigeants du Parti bolchévique et de l'Internationale vont se diviser avant de régler la question au III^e Congrès de l'I.C. : Lénine, Trotsky, Kamenev sont pour le tournant dans la politique de l'Internationale et la conquête des masses, Zinoviev, Boukharine, que soutient, bien entendu, Bela Kun, sont pour la poursuite de « l'offensive révolutionnaire ». Droite et Gauche allemandes vont s'aligner sur ces deux tendances, dont le choc public aura lieu en juin à Moscou.

LE III^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (JUIN 1921)

Mais, à ce moment-là, les dirigeants bolchéviques ont pris leur décision et choisi le tournant : pour eux, il est incontestable que s'est terminée, en 1920, la première période du mouvement révolutionnaire d'après-guerre. Aujourd'hui, la bourgeoisie s'est incontestablement renforcée, et, dans plusieurs pays, a même pu passer à l'offensive contre la classe ouvrière. Cela implique un tournant dans la politique de l'Internationale. Les travailleurs sont désormais sur la défensive, et les P.C. doivent s'adapter à cette situation nouvelle. Ce sont les thèmes que développe Trotsky, dans le premier rapport au Congrès, sur « Les tâches de l'Internationale ». Il ne peut plus être question d'offensive révolutionnaire : « Aujourd'hui, pour la première fois », s'écrie-t-il, « nous voyons et sentons que nous ne sommes pas si près du but, de la conquête du pouvoir, de la révolution mondiale. A cette époque, en 1919, nous nous disions : "C'est une question de mois" Aujourd'hui, nous disons : "C'est peut-être une question d'années" ». Lénine l'appuie à fond dans ses interventions : « Nous avons échoué. Ce qui est essentiel aujourd'hui, c'est une préparation en profondeur de la Révolution. » Radek résumera la nouvelle ligne : « A la conquête des masses. »

En fait, l'ensemble de la discussion est dominé par l'action de mars 1921 et les positions du P.C. Allemand. Les porte-parole du P.C. Allemand, Thalheimer, Thaelmann, Froelich, avec les Hongrois Bela Kun et Pogany, reprennent les thèmes de l'offensive révolutionnaire. Les Allemands considèrent les positions de Trotsky et Lénine comme un désaveu de leur parti et une approbation de l'attitude et des positions politiques de Lévi. Sans doute, l'attitude de Lénine traduisait-elle une certaine indulgence à l'égard de Lévi, dont les « bêtises », à ses yeux, n'avaient été que réaction à l'égard de « bêtises gauchistes » plus graves encore. Pourtant, très nettement, Trotsky et Lénine prenaient position pour l'exclusion de Lévi, coupable d'indisci-

(*) La 21^e condition interdisait l'entrée de l'I.C. à ceux qui n'auraient pas voté en faveur des 20 premières.

plaine publique (16). Malgré les délégués allemands, sur cette question brûlante, l'Exécutif parvint à l'objectif qu'avait fixé Lénine: condamner fermement la tactique de l'offensive révolutionnaire, sans pour cela absoudre Lévi. Il parvint avec moins de peine encore à dégager la responsabilité, pourtant très engagée, de Zinoviev et de son ami Bela Kun dans l'offensive de Mars (17). La résolution finale condamnait en fait l'action, tout en la considérant comme « un pas en avant »: la principale faute, pour le congrès, « était, au lieu de faire ressortir clairement le caractère défensif de la lutte », d'avoir « fourni aux ennemis sans scrupules du prolétariat, à la bourgeoisie, au Parti Social-démocrate et au Parti Indépendant un prétexte pour dénoncer le Parti Communiste Unifié au prolétariat comme un fauteur de putsch. Cette faute fut encore aggravée par un certain nombre de camarades du parti, présentant l'offensive comme la méthode essentielle de lutte du P.C. » L'objectif de Lénine était atteint: l'action de Mars permettait de fixer une orientation nouvelle au parti, elle ne serait pas l'occasion de réglemens de compte à l'intérieur du parti. L'appréciation portée par le congrès et acceptée par tous permettait de se tourner vers l'avenir. « Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne », déclarait la thèse sur la tactique, « a la mission immense d'augmenter son influence sur les grandes masses, de renforcer les organisations de masse prolétariennes, de conquérir les syndicats, de briser l'influence du Parti Social-démocrate et de la bureaucratie syndicale. Cette tâche principale du parti exige qu'il y applique tous ses efforts d'adaptation, de propagande et d'organisation, qu'il tâche de conquérir les sympathies de la majorité du prolétariat, sans laquelle, étant donné la puissance du capital allemand, aucune victoire du communisme n'est possible en Allemagne. »

LÉNINE CONTRE LA DISLOCATION DU PARTI

C'était la préoccupation de maintenir l'unité du parti qui avait inspiré la ré-

(16) C'est au cours de sa polémique contre le P.C. que Paul Lévi prit l'initiative de publier les notes de Rosa Luxembourg sur la révolution russe qu'elle avait rédigées en prison. A cette époque, il avait été, avec Jogiches, de ceux qui avaient déconseillé à Rosa la publication d'un document qu'il jugeait écrit sans informations suffisantes. Après sa rupture, Lévi, qui avait constitué un petit groupe de dissidents, rejoignit finalement la social-démocratie: député au Reichstag, il fut quelques années le leader de sa « gauche » jusqu'au jour où, en 1923, il se suicida au cours d'une crise de dépression.

(17) Seule Klara Zetkin, au cours des débats du Congrès, fera quelques allusions prudentes au rôle de l'I.C. et de ses émissaires.

devoir, après le congrès, inspirer l'attitude du III^e congrès mondial. C'est le même souci d'éviter une scission préjudiciable au prolétariat, parce qu'appelée à accentuer encore les divergences des deux tendances du P.C. Allemand, qui tude de Lénine vis-à-vis du parti allemand. Inquiet de l'attitude agressive de la Gauche, il proposait l'envoi en Russie des leaders de la minorité, Maslow en tête, pour laisser au parti le temps de surmonter les divergences et de réaliser une profonde unité dans ses rangs: il refusait, en même temps, les sanctions demandées par la Droite. Le parti allemand, sous l'impulsion de Meyer, puis de Brandler qui lui succéda à la direction, prend décidément l'orientation fixée au III^e Congrès mondial et que le Congrès d'Iéna (août 1921) a acceptée à une large majorité. Malgré Ruth Fischer, qui demande encore le retour à l'offensive révolutionnaire et rend la droite responsable de l'échec de Mars, le congrès se prononce en faveur d'une ligne de « front unique prolétarien » qui sera approuvée par l'Exécutif en décembre. La Gauche ne désarme pourtant pas: elle triomphe bruyamment lorsque l'Exécutif, en juin 1922, rappelle à la direction allemande, à propos de la campagne menée en commun avec les socialistes pour la défense des libertés (après l'assassinat de Rathenau par des nationalistes) que, dans le front unique, le parti ne doit jamais renoncer à l'indépendance de sa propagande. Elle crie à l'opportunisme et au réformisme lorsque le P.C. s'engage, dans un texte signé avec la direction social-démocrate et la centrale syndicale, à défendre les revendications des travailleurs contre les patrons. Les contacts pris, à ce moment-là, entre Maslow et les dirigeants de l'Opposition Ouvrière du Parti Bolchévick, en U.R.S.S., renforcent encore la conviction de la Gauche qu'elle est en train de lutter contre la dégénérescence du communisme, que le cours « droitier », « trotskyste », comme dit Ruth Fischer, de l'Internationale, correspond à un recul de la révolution en U.R.S.S. même...

Lénine avait réclamé et pris contre les leaders de l'Opposition Ouvrière des mesures sévères, après avoir épuisé à leur égard tous les moyens de conciliation, et tout en leur maintenant largement ouvertes les portes du Parti. Il s'opposera résolument à toutes les sanctions que demanderont les dirigeants de la Droite. A Meyer, qui réclame l'exclusion de la Gauche et défend un tournant qu'il appelle « N.E.P. allemande » et repose sur une stabilisation à long terme de l'Allemagne, Lénine rétorque que la N.E.P. (18) repose sur des condi-

tions spécifiquement russes et que le vrai problème est, encore une fois, la préparation de la révolution prolétarienne en Allemagne. La résolution politique du IV^e congrès mondial de l'I.C. développe la conception léniniste du front unique ouvrier, repoussant l'interprétation de la Gauche qui ne veut qu'un « front unique à la base », écartant la conception droitier de Meyer qui compte exclusivement sur les « accords de sommet ». Rejetant la conception de la Gauche — également défendue par Zinoviev — également défendue par Zinoviev — selon laquelle il ne saurait y avoir de « gouvernement ouvrier » que sous la direction du P.C. et sous la forme soviétique, elle réaffirme que la collaboration des communistes en Allemagne à des « gouvernements ouvriers » régionaux ne serait défendable que dans une perspective de proche prise du pouvoir et pour la construction de véritables bastions prolétariens.

Le IV^e congrès avait vu la dernière intervention de Lénine dans la vie intérieure du parti allemand. De même qu'en 1919, il avait essayé d'empêcher le départ des gauches du K.A.P.D., de même qu'en 1921, il avait dépensé tous ses efforts pour conserver dans l'organisation le droitier Lévi, de même il s'attache en 1922 à empêcher l'exclusion de la Gauche, résistant aux pressions de ceux qui voudraient le voir mettre son prestige au service d'une nouvelle scission. Le soin avec lequel le dirigeant qui symbolisait la discipline de fer dans le parti protégeait les cadres de l'organisation allemande, rejetait toute discipline bureaucratique, tout en discutant à fond les problèmes politiques posés, révèle à quel point il était, avant tout, préoccupé de la construction du parti, des chances de la révolution, du danger de la contre-révolution. Une année après, Lénine hors de combat, le Parti Allemand et l'Internationale perdront une nouvelle bataille décisive: autant que par ses conséquences immédiates, par la façon dont elle fut provoquée, la défaite allemande d'octobre 1923 annonce en même temps la dégénérescence de la révolution russe et celle de l'Internationale Communiste.

Pierre BRABANT.

(A suivre.)

(18) La N.E.P. « nouvelle politique économique », répondait à la nécessité, après la tension du communisme de guerre, d'une détente économique: concessions aux paysans, retour à un marché libre, etc. Meyer arguait de la stabilisation du capitalisme en Allemagne pour justifier une politique réformiste qu'il baptisait « N.E.P. allemande », alors que les conditions de la N.E.P. étaient spécifiquement russes.

Où en est l'économie française ?

DANS le premier numéro de *La Vérité* mensuelle, nous avons noté les principales raisons qui rendaient inévitable une « reconversion » de l'économie française. Le développement assez rapide qu'elle avait connu au cours des dernières années avait conduit à une situation de plein emploi pouvant favoriser les revendications de la classe ouvrière, et surtout rendant difficile les « glissements » de main-d'œuvre au gré des patrons. Ceci n'était « tolérable » pour eux que dans la mesure où l'expansion garantissait précisément un taux élevé de profit. Du jour où l'essoufflement commença à se faire sentir, cependant que la classe ouvrière avait subi une lourde défaite, les impératifs du taux de profit l'emportèrent sur toute autre considération (et les théoriciens de la « planification » ne manquèrent certainement pas de nous expliquer pourquoi ils ont été incapables de garantir l'expansion). Tel est un des aspects de la politique du gouvernement.

Le 10 décembre, MM. Pinay, Rueff, Baumgartner, Gœtze, etc., se réunirent pour déterminer une politique. Celle qui fut adoptée est pratiquement celle que proposait M. Rueff. A l'inverse de M. Rueff, M. Chalandon préconisait un déficit budgétaire « raisonnable » susceptible de limiter les dégâts de la récession (les couches paysannes, commerçantes et artisanales auraient été moins durement atteintes, et la possibilité d'une large base pour l'U.N.R. aurait été mieux sauvegardée). Pour M. Rueff (et il exprimait les désirs des grandes banques), il s'agissait avant tout d'augmenter le taux de profit dans des secteurs bien définis en pratiquant une politique déflationniste. Dans le précédent numéro de *La Vérité*, on a noté les principales mesures prises par ordonnance le 30 décembre, et qui ont concrétisé cette politique. Mesures essentiellement financières : dévaluation et convertibilité du franc, création du « franc lourd », augmentation des impôts, libération des échanges, suppression des subventions.

Ces mesures, inspirées par les grandes banques, frappaient d'abord les salariés, ensuite la paysannerie, l'artisanat et le petit commerce. La hausse des prix, tandis que les salaires nominaux restent à peu près constants et que la masse des salaires se réduit par suite du chômage, se traduit par une baisse des salaires réels et entraîne une diminution de la consommation. Mais cela même était l'un des objectifs de la politique Pinay. La « stabilité » de la monnaie était recherchée en premier lieu. L'inconvénient (du point de vue de l'ensemble des intérêts capitalistes) de cette politique est, bien sûr, qu'elle risque d'accroître considérablement la récession qui se manifeste depuis la fin du premier semestre 1958. Mais les intérêts de la fraction la plus puissante du capitalisme prédominant sur les intérêts globaux. Les dépenses militaires, le maintien des investissements budgétaires à un niveau relativement élevé, ne peuvent, à eux seuls, provoquer un renversement de tendance dans l'immédiat. L'accroissement des exportations, attendu de la dévaluation et du Marché Commun, risque d'être passager, et, en tout état de cause, ne semble pas être susceptible de provoquer une modification durable de la structure de la balance commerciale. Mais ces mesures favorisent l'industrie lourde et la haute banque (ce qui ne va pas sans susciter les récriminations des « partenaires » européens, comme on le voit au cours des discussions sur le prix de l'acier français). L'élimination d'une partie de la paysannerie propriétaire et de l'artisanat s'accompagne d'une concentration massive, éventuellement du développement de grosses entreprises « européennes ». Dans cette perspective, l'existence d'un chômage « modéré »

est, pour les capitalistes, un facteur favorable. L'accession au pouvoir du général de Gaulle brise en effet les possibilités immédiates de riposte ouvrière, et permet à un patronat combatif de s'opposer avec succès à toute demande de revalorisation des salaires. De même, les mesures prises contre la petite paysannerie n'ont suscité jusqu'ici que des protestations verbales. Mais il faudrait être bien naïf pour se réjouir de cette sorte de « rationalisation » à froid que le capitalisme français opère sous l'inspiration des grandes banques. Et cela pour deux raisons :

En premier lieu, s'il est vrai que la paysannerie, le commerce et dans une certaine mesure l'artisanat constituent, en France, des secteurs archaïques où la productivité est faible, la « solution » du capital financier (élimination brutale des travailleurs « marginaux », concentration) n'est valable ni économiquement ni politiquement. En particulier, le régime capitaliste est inapte à opérer le reclassement des travailleurs déplacés. On ne manquera pas de noter, au reste, que les betteraviers, les mandataires des halles, etc., ont bénéficié jusqu'à présent d'une indulgence qui devrait apparaître surprenante à ceux qui, comme S. Mallet, croient aux possibilités de modernisation du capitalisme français.

D'autre part, aussi poussée qu'elle soit, la concentration ne s'identifie pas avec la planification. On connaît bien les objectifs de l'actuelle politique économique, ainsi que les moyens employés. Mais ce qui résultera réellement de cette politique ne peut guère être prévisible. Plusieurs éventualités sont possibles, dont certaines seraient défavorables, en définitive, aux tenants actuels de la politique gaulliste eux-mêmes.

L'incidence des facteurs internationaux qui échappent complètement au gouvernement est ici évidente. Par ailleurs, on ne « joue » pas sans danger avec le chômage ; la récession peut s'accroître jusqu'à devenir catastrophique. Il est donc intéressant, avant d'examiner les « assouplissements » apportés à la politique du gouvernement et les perspectives qu'ils offrent, de jeter un coup d'œil sur quelques statistiques récentes.

On est assez discret sur la situation économique : cela s'explique, elle est plutôt mauvaise. L'indice d'ensemble de la production industrielle (corrige des variations saisonnières) est en baisse depuis le second semestre 1958 ; de plus, depuis décembre, il est au-dessous du niveau atteint en 1957, alors que, jusque-là, il lui restait supérieur. Si, dans certains secteurs comme les carburants ou le gaz, une hausse assez spectaculaire continue de se manifester, il n'en est pas de même dans le secteur des biens de consommation. Par ailleurs, la production des biens durables est en perte de vitesse.

Ainsi, la production de voitures particulières, qui s'élevait à 91.119 en octobre 1958, est passée à 77.667 en novembre et n'a cessé de décroître depuis. (La moyenne mensuelle, pour 1957, était de 60.310.) Plus grave peut-être est le recul de certaines productions « lourdes », qui correspond à une diminution des commandes, et qui hypothèque l'avenir, puisqu'une partie notable de ces productions est affectée aux investissements, donc augmente les possibilités ultérieures de production. En 1957, il a été produit mensuellement 993.000 tonnes de fonte, en octobre 1958 1.067.000 tonnes et en novembre 990.000. Pour l'acier brut, les chiffres correspondants sont 1.175.000, 1.333.000 et 1.158.000. On remarquera que, dès novembre 1958, la

production dans les deux derniers secteurs nommés était inférieure à celle de 1957.

Donc, récession industrielle très nette (dont l'ampleur reste à préciser).

De plus, la production agricole, en 1958, a été plutôt médiocre. En particulier, la récolte de blé a été mauvaise, ainsi que celle de pommes de terre (95.768.000 quintaux

de blé en 1958 contre 110.817.000 en 1957). Les importations nécessaires risquent de compromettre l'« assainissement » de la balance commerciale attendu de la campagne pour l'exportation.

Ce recul de la production se traduit par une augmentation très nette du chômage, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

	Au 1-1-58	Au 1-10-58	Au 1-11-58	Au 1-12-58	Au 1-1-59
Chômeurs secourus de tous âges (en milliers)	17,20	15,99	17,55	21,86	28,03
Demandes d'emplois non satisfaites (nombre)	87.272	85.591	101.974	117.833	133.699
Offres d'emplois non satisfaites (nombre) ..	34.497	28.429	20.231	13.694	11.370

Ces chiffres, déjà significatifs par eux-mêmes, sont des chiffres officiels, et il faut signaler que le nombre des chômeurs secourus est inférieur de beaucoup à celui des chômeurs effectifs. Notons encore, à ce sujet, que le chômage est particulièrement important dans le textile, le bâtiment, les services domestiques, la production et l'utilisation de métaux.

Enfin, l'importante augmentation du chômage partiel et la réduction des horaires de travail entraînent une baisse non chiffrable, mais importante, du niveau de vie de la classe ouvrière.

A peine fut-elle connue, que la loi des finances du 30 décembre 1958 souleva un mécontentement considérable, en particulier dans des couches sociales comme la payannerie et le commerce, qui avaient jusqu'ici emboîté le pas à l'expérience gaulliste. Par les mesures qu'il venait de prendre, de Gaulle se coupait de la base éventuelle d'un mouvement fascisant de masse, dont l'U.N.R. aurait pu être le parti. Mais ce mécontentement quasi général a été remarquablement inefficace. On a parlé, dans des meetings paysans, de barrer à nouveau les routes, mais on s'est contenté de signer des protestations (1). L'ordonnance du 2 février arrondit les angles de la loi du 30 décembre, sans en modifier le contenu. Dans « L'Economie » du 12 février 1959, on lit à ce sujet :

« L'article 68 de la loi des finances du 30 décembre 1958 relatif aux signes extérieurs de richesse avait soulevé une certaine émotion, en particulier parmi les cadres ; il risquait, en outre, de pénaliser ceux qui avaient consenti des sacrifices pour se mieux loger, même au prix d'un loyer élevé.

L'ordonnance rectificative a pour objet de calmer ces inquiétudes, d'une part en précisant la portée exacte de ces dispositions, et, d'autre part, en modifiant certains des coefficients précédemment fixés. »

Le mode de taxation des signes extérieurs de richesse ne s'appliquera pas aux salariés (dont font partie les cadres). Les coefficients retenus pour les résidences (principales et secondaires) « sont fixés à trois fois la valeur locative pour les logements non soumis à la limitation des loyers, et à six fois la valeur locative pour les autres logements ». De plus, dans un grand nombre de cas, les « signes extérieurs de richesse » ne seront retenus que partiellement. Les cadres supérieurs sont ainsi avantagés. Du reste, la politique gaulliste va dans le sens d'une unification des cadres. Mais les limitations de cette politique apparaissent aussitôt : les cadres moyens ne bénéficient guère, pour l'instant, des avantages accordés aux cadres supérieurs.

(1) Auxquelles une fin de non-recevoir a été opposée. Quand les syndicats s'adresseront au gouvernement pour lui demander d'intervenir à propos de licenciements, le gouvernement refusera aussi d'intervenir, c'est-à-dire laissera les patrons agir à leur guise. La fiction du « gouvernement-arbitre » est peut-être sauvegardée, mais il devrait apparaître très clairement (et il apparaît déjà, n'était l'extraordinaire confusion que répandent les dirigeants des partis « traditionnels » de la classe ouvrière, qui, tous essaient de tirer à eux de Gaulle par les pans de sa redingote) que ce gouvernement et ce régime sont ceux d'une classe, plus, des sommets de la classe bourgeoise, l'expression directe des intérêts du capital financier.

En même temps, les clauses d'indexation basées sur le niveau des prix sont définitivement interdites. Il ferait beau voir qu'un gouvernement « fort » accepte l'échelle mobile des salaires.

On a vu que les résultats actuels de la politique économique du gouvernement n'étaient guère « probants ». Les perspectives seraient-elles du moins favorables ? S'il semble difficile de se prononcer avec certitude, on notera pourtant certains points importants.

- Jusqu'ici, la hausse des prix a été relativement modérée. La demande intérieure a subi une baisse assez importante pour neutraliser les facteurs inflationnistes. Dans les semaines qui viennent, la situation, de ce point de vue, doit plutôt se dégrader, contribuant à accélérer la récession.
- Le développement des exportations (favorisé par la dévaluation et le marché commun), les investissements étrangers (favorisés par la convertibilité monétaire) peuvent-ils suffire à renverser la tendance ? La balance commerciale d'un pays est quelque chose de très stable, des modifications conjoncturelles ne sauraient l'affecter durablement (2). Les investissements en monnaie forte ne semblent pas devoir être très considérables, et se limiteront à certains secteurs (pétrole). Par ailleurs, il faut s'attendre à une concurrence certaine de produits étrangers, qui limitera d'autant les possibilités d'écoulement des marchandises françaises.
- Les dépenses militaires se situent à un niveau très élevé, et il semblerait difficile d'envisager de les augmenter sans réorganiser l'économie en économie de guerre, ce qui ne dépend pas du seul gouvernement français.
- Les possibilités d'investissements publics (ou garantis par l'état), en Algérie et en Afrique Noire, pourraient, à la rigueur, atténuer la récession, mais non modifier la tendance. (Le New Deal, aux U.S.A., a fourni la démonstration la plus probante de l'inefficacité d'une politique de grands travaux.)

Pour toutes ces raisons, il est probable que la récession (et le chômage) vont s'accroître au cours des prochaines semaines. La classe ouvrière devra rester sur la défensive : encore faudrait-il organiser celle-ci.

Reste la question de l'ampleur que prendra la récession. Il serait hasardeux, à l'heure où nous écrivons, de formuler des pronostics à ce sujet.

13 février 1958.

H. LANGLOIS.

(2) La balance commerciale d'un pays n'est, en effet, que la contrepartie monétaire de marchandises importées ou exportées, et la nature comme la quantité de ces marchandises sont en grande partie déterminées par la structure de l'économie.

L'économie européenne et la récession aux États-Unis

Pourquoi la récession économique américaine n'a-t-elle pas eu d'effets catastrophiques en Europe — comme les hommes d'affaires et les économistes bourgeois eux-mêmes le craignaient il y a quelques mois? C'est cette question à laquelle l'économiste marxiste anglais Tom Kemp répond dans l'article qu'on va lire, et qui est traduit de « International Socialist Review », revue trotskyste de New York. Bien que cet article ait été écrit à la mi-novembre,

il n'a rien perdu de son intérêt. L'auteur met en lumière de façon remarquable les mécanismes complexes de l'économie mondiale, l'interaction des multiples facteurs qui sont en jeu. Son article a aussi, pour nous, l'intérêt de montrer dans quel contexte économique mondial relativement favorable est venu s'insérer la politique économique des gouvernants français actuels, mais aussi à quel point cette conjoncture est précaire.

UN des aspects les plus significatifs de la récession américaine de 1957-1958, c'est l'attention avec laquelle elle a été suivie par la presse européenne; avant même qu'il ne fût clair que cette récession serait la plus importante depuis la guerre, elle avait probablement tenu dans la presse, et plus particulièrement dans la presse anglaise, plus de place que les deux autres récessions d'après guerre prises ensemble.

Les défenseurs et les bénéficiaires du capitalisme en Europe commencèrent à exprimer une partie des inquiétudes qu'ils avaient dissimulées pendant la période du grand boom. Un certain ressentiment se fit jour contre le grand frère d'outre-Atlantique, dont même les indispositions mineures étaient susceptibles d'affecter gravement ses frères plus faibles. D'autres recherchèrent dans les leçons du passé la clef de « l'énigme américaine » (1), et de sombres prédictions se mirent à circuler, au cours de l'été 1958, jusque dans les publications de ton rassuré des Nations Unies. Certes, toutes les autorités niaient la possibilité de quelque chose de comparable à la crise des années 1930 (2). Mais, si l'on examinait froidement leurs arguments, il fallait reconnaître que la foi y tenait une place importante.

Il est advenu néanmoins, plus par chance que par la valeur de leurs raisonnements, que les prédictions de nombreux économistes des deux côtés de l'Atlantique, suivant lesquelles la récession serait aiguë, mais de courte durée, paraissent avoir été vérifiées.

La réanimation qui se produit actuellement peut n'être qu'un simple

répit avant une chute plus profonde; de telles choses se sont déjà produites. D'un autre côté, la perspective d'une nouvelle et ample ascension de la production, fondée sur de nouveaux investissements d'envergure, paraît improbable à l'heure actuelle. Il est donc invraisemblable que l'économie européenne puisse, dans les prochains mois, être beaucoup stimulée par l'économie américaine; d'ailleurs, la situation, de ce côté de l'Atlantique, limitera l'ampleur de la réanimation américaine.

Les deux secteurs du capitalisme mondial sont aujourd'hui dans des situations respectives assez peu conformes aux prévisions. Comment cela est-il arrivé? Même ceux qui s'attendaient à ce que la récession aux États-Unis ne dure pas étaient beaucoup plus sombres dans leurs pronostics quant à l'effet qu'elle aurait sur le reste du monde capitaliste. C'est ainsi qu'un long article leader de *The Economist*, généralement considéré comme l'organe des hommes d'affaires de la City de Londres, avançait un programme détaillé pour faire face à la menace d'une pénurie de dollars consécutive à la récession (3). Des injections de dollars, sur une échelle suffisante pour empêcher le commerce mondial d'être

réduit, devraient être faites, soit directement, soit par l'intermédiaire de la zone sterling et de la transformation du Fonds Monétaire International en une « superbanque centrale », bien approvisionnée en dollars. L'article, qui reflétait l'inquiétude régnant dans les milieux d'affaires au moment de sa publication, en mai 1958, se terminait par un appel bien senti aux « économistes dans l'administration américaine » pour qu'ils « commencent à travailler les esprits de leurs collègues non économistes ».

Le mois suivant, le *Bulletin économique pour l'Europe* publiait un article hautement technique sur « Les implications internationales de la récession aux États-Unis », qui faisait moins de propositions précises, mais partait de prémisses analogues (4). C'est-à-dire qu'une pénurie chronique de dollars était à prévoir, et que, si l'on voulait éviter que le capitalisme mondial soit fortement secoué par la contraction du commerce mondial qui s'ensuivrait inévitablement, il faudrait que les États-Unis « prennent part à des arrangements destinés à alléger les conséquences de la récession sur les disponibilités internationales en devises ». Et cela « serait nécessaire, même si des mesures étaient prises dans un proche avenir pour élever le niveau de la demande aux États-Unis ». Une autre possibilité était soulignée par les auteurs de l'article: « une action concertée des pays industriels de l'Europe occidentale pour maintenir un haut niveau de production et de commerce dans l'économie internationale en dehors des États-Unis » (5). Et ceci comporterait certaines mesures discriminatoires contre les importations venant de ce pays.

(3) « The Economist », 3 mai 1958. Une panacée longtemps en faveur chez quelques économistes: par exemple R. Harrod, dans « Affaires internationales », consistait à élever le prix mondial de l'or, mesure qui dépend du bon plaisir du gouvernement américain. Cela élèverait automatiquement le pouvoir d'achat des réserves d'or, augmentant ainsi les disponibilités en liquide de divers pays. Cela renforcerait aussi les pays producteurs d'or, comme l'Afrique du Sud (et l'U.R.S.S.).

Une autre marotte de certains économistes consiste, tout en louant le gouvernement des États-Unis, « amical et généreux comme nous le connaissons », à lui demander « d'écarter les obstacles au développement du commerce international ». Ces mots ont été prononcés par le ministre anglais, Sir David Eccles, à la réunion du G.A.T.T. d'octobre 1958.

Parmi d'autres économistes d'opinion analogue, R. R. Neild suggérerait, de son côté, ce qui suit: « Comme la négociation d'un retour à la discrimination prendrait un certain temps, le reste du monde fait confiance aux États-Unis pour qu'ils s'abstiennent d'agir maintenant. » (« Bulletin économique de Londres et de Cambridge », n° 26 de mai 1958.)

(4) Vol. 10, n° 1.

(5) Ibid. L'article démontrait qu'il était considérablement plus facile de résister à la crise américaine pour les pays de l'Europe Occidentale que pour les pays exportateurs de matières premières, dont les réserves avaient déjà été réduites en 1957. Il soulignait aussi le danger d'une contraction cumulative s'étendant à toute l'économie internationale. Un autre article, dans le même numéro du « Bulletin », se risquait à annoncer qu'il « paraît probable que l'activité économique sera plus facile à ranimer en Europe Occidentale qu'aux États-Unis ».

(1) Un article paru sous ce titre dans la « Revue de la banque Barclay », en novembre 1957, conclut en soulignant la nécessité d'une reprise du développement de la production aux États-Unis, car « dans un monde idéologiquement aussi divisé, le capitalisme, dont le mode de vie américain constitue le modèle, doit démontrer son aptitude à empêcher une récession grave ».

(2) C'est ainsi que, dans la « Situation de l'économie mondiale » de 1957, on affirmait ce qui suit: « Il n'est pas question que la récession prenne les dimensions de la crise d'avant guerre; un déclin sur une échelle aussi catastrophique est inconcevable, pour des raisons sociales et politiques aussi bien qu'économiques. »

Le programme économique du Labour Party, publié en juillet, bien que prévoyant la « possibilité d'une crise économique mondiale à la suite de la présente récession américaine », se dérobait devant la question de savoir comment ses effets sur l'Angleterre pourraient être enrayés. La principale ligne de défense suggérée était la restriction des importations payables en dollars ; c'est-à-dire des pratiques discriminatoires qui ne seraient guère du goût du gouvernement américain (6). Il était clair que les auteurs de ce document espéraient sincèrement qu'il n'y aurait jamais à faire face à ce danger. Peu de temps auparavant, l'une des revues bancaires anglaises, discutant des possibilités d'une action gouvernementale pour maintenir la demande sur le marché intérieur, ajoutait qu'il était « certain que le Royaume-Uni ne pouvait espérer éviter de subir les conséquences d'une sérieuse récession américaine » (7).

A partir de mai 1958, et pendant plusieurs mois, un sentiment d'inquiétude se glissa dans la discussion sur la récession américaine, particulièrement en Angleterre, pays spécialement vulnérable, aux souffles froids arrivant d'une économie mondiale désorganisée.

UN EQUILIBRE PRECAIRE

La raison de cette inquiétude était qu'avant même que la récession ait commencé aux Etats-Unis, le capitalisme européen se trouvait devant la perspective d'une sérieuse récession à son propre compte (8).

Lors des deux précédentes récessions d'après-guerre aux Etats-Unis, de puissants mouvements ascendants s'étaient poursuivis dans la plupart des pays d'Europe. Puis, dans les années 1950, l'Europe avait vu les investissements et la production s'élever, avec un boom capitaliste classique se surajoutant à un haut niveau d'activité, engendré par les armements et autres dépenses d'état. En conséquence, il y eut une forte tendance des industries productrices de moyens de production, à la fois à développer leur propre capacité et à équiper les industries productrices de moyens de consommation. L'extension de ces nouveaux investissements variait suivant les pays ; ils furent généralement plus rapides et à plus longue portée là où les destructions de la guerre et le bas niveau des investissements antérieurs avaient laissé un grand retard à combler, retard qui pouvait être fructueuse-

ment exploité dans les conditions d'un marché mondial en expansion et des progrès techniques.

Il est dans la nature des choses qu'un tel boom tende à s'épuiser lui-même : la hausse des prix de revient réduit les profits ; certains secteurs de l'industrie se développent de façon disproportionnée, et les marchés tendent à se saturer. Déjà, en 1956, le taux de l'expansion avait diminué, et, dans beaucoup de pays, il diminua encore en 1957 (9). En 1958, une nette contraction était sensible en Angleterre, en Belgique et aux Pays-Bas, et débutait dans nombre d'autres pays. L'accent s'était déplacé, de la lutte contre l'inflation et les difficultés chroniques de la balance des comptes qui avaient accompagné le boom, vers les problèmes de l'utilisation de la capacité de production et du maintien du taux des nouveaux investissements. Dans ces conditions, la récession américaine ne faisait pas que confronter les pays d'Europe avec le problème du maintien de leur commerce extérieur devant l'éventualité d'une nouvelle pénurie de dollars, elle pouvait aussi précipiter une chute brutale et peut-être incontrôlable de leur économie nationale.

Le marché capitaliste mondial, malgré son redressement rapide depuis la guerre, largement dû aux injections de dollars par le plan Marshall et les autres programmes d'aide américaine, est encore en équilibre instable. La disproportion entre les Etats-Unis et le reste de l'économie capitaliste mondiale existe toujours. Elle se manifeste dans la dépendance des autres pays à l'égard de leur aptitude à gagner les dollars nécessaires à des paiements essentiels à effectuer aux Etats-Unis. Et la plupart des pays capitalistes — la principale exception en Europe est l'Allemagne occidentale — n'ont que de minces réserves disponibles pour amortir les effets d'une modification défavorable dans leur balance des comptes. La crainte d'un renouvellement des conditions des années 1940, dominées par un déficit chronique en dollars, est suspendue au-dessus de leur politique étrangère en matière économique. De là les mesures prises par le gouvernement anglais en septembre 1957, pour prévenir l'épuisement de ses réserves en devises, bien qu'elles fussent entraîner une réduction de l'activité de l'économie nationale. De là aussi les mesures préconisées un peu partout en 1958 pour prévenir la pénurie de dollars, qu'on prévoyait imminente, comme conséquence de la récession aux Etats-Unis.

Le boom dans les pays industriels était étroitement lié à leur commerce extérieur, y compris le développement de leur commerce entre eux et avec

les Etats-Unis. L'extension de la demande dans les pays producteurs de matières premières, extension consécutive au boom, le renforça à son tour. Cependant, quelque temps déjà avant 1957, les prix de vente de ces marchandises étaient en baisse, ouvrant ainsi la perspective que, dans un délai prévisible, ces pays auraient à réduire leurs importations en provenance des nations industrielles, ce qui provoquerait une contraction du commerce mondial et une dépression dans les pays industriels, ou y contribuerait. La récession américaine suscitait une autre crainte, celle d'une nouvelle pression sur les prix, comme conséquence d'une réduction des importations américaines, ce qui serait également défavorable aux pays industriels.

De telles prévisions se sont avérées n'être que partiellement valables lors des précédentes récessions aux Etats-Unis ; comme il advint en 1957-58, nombre d'autres facteurs intervinrent dans le tableau, obscurcissant les caractéristiques bien tranchées que l'on avait prévues ou redoutées. En fait, les multiples rapports de l'économie capitaliste mondiale ne se prêtent pas à une représentation mécanique, sous la forme d'une série d'alternatives simples ou de chaînes de causes et d'effets. Ces rapports sont dialectiques par essence dans leurs interactions complexes ; ils sont imprégnés d'inégalités de développement et de contradictions. De plus, chaque cycle de boom et de dépression, dans le développement du capitalisme, a ses traits particuliers : le progrès technique, les variations dans les récoltes, les guerres et les préparatifs de guerre sont parmi les facteurs qui peuvent modifier le schéma théorique abstrait. Les conséquences, pour une économie nationale particulière, des développements sur le marché mondial — auxquels celle-ci contribue à un degré plus ou moins grand — ne sont pas faciles à déduire des éléments originaux. C'est ainsi, par exemple, qu'il n'est pas facile de prévoir les effets d'une récession aux Etats-Unis sur les autres pays. Une bonne partie de ces effets dépendra de la nature et de l'ampleur de la récession, aussi bien que du moment où elle réagit sur ces pays, suivant qu'ils sont en période de boom, comme en 1953-54, ou au début d'une période de contraction, comme en 1958. De même, l'expérience montre, comme nous le verrons, qu'une mauvaise passe aux Etats-Unis n'aggrave pas nécessairement les problèmes économiques en suspens dans les autres pays. Certains peuvent, en tout cas pour un temps, en ressentir plus de bien que de mal.

POURQUOI ILS Y ONT ECHAPPE

C'est par la chute de la demande pour les exportations européennes que la récession américaine pouvait le plus directement réagir sur l'économie de l'Europe. Tous les principaux producteurs européens ont fait, ces dernières années, des efforts particuliers, avec un succès non négligeable, pour augmenter leurs ventes directes sur le marché américain en expansion. Si ces ventes avaient été réduites, l'effet sur les industries en cause eût été sévère. Sans doute, un certain laps de temps se serait écoulé jusqu'à ce que les commandes faites

(6) « Un plan pour le progrès », Labour Party, juillet 1958.

(7) « Revue de la banque de Westminster », mai 1958.

(8) C'est ainsi qu'André Schonfeld, l'un des plus influents journalistes financiers anglais, écrivait dans « The Observer » du 29 juin 1958 : « Même si la récession américaine n'empire pas, s'il s'avérait certain qu'il n'y aura pas de réanimation en automne, cela pourrait avoir un effet sérieux sur l'opinion des hommes d'affaires, sur les achats des consommateurs, et, ce qui est peut-être le plus important, sur le marché des capitaux. Le danger est que la seconde phase de la crise américaine pourrait coïncider avec la première phase de la crise européenne. »

(9) Un résumé utile des phases de développement de l'économie capitaliste après guerre est donné au chapitre IV de la publication de l'O.N.U. : « Situation de l'économie mondiale », de 1957. La fin du boom en Europe — bien que n'aboutissant pas immédiatement à la récession — peut avoir contribué quelque peu à précipiter la crise aux Etats-Unis, où l'expansion continua jusque vers le milieu de 1957. Il est douteux qu'elle ait pu en être un élément majeur. La politique des hommes d'affaires américains en Europe semble avoir été plus influencée par ce qui se passait en Amérique que l'inverse.

avant la récession soient exécutées ; mais on pouvait s'attendre à ce qu'elles soient réduites à leur renouvellement. En fait, cependant, si certaines exportations européennes ont effectivement diminué, d'autres ont augmenté, rendant possible un accroissement global pour les neuf premiers mois de 1958.

La clé de ce résultat inattendu se trouve dans la forme particulière qu'a pris, jusqu'à présent, cette récession. Le principal choc a porté sur les dépenses d'investissement, la production industrielle, les profits et l'emploi, et cela de façon inégale dans les diverses branches de l'économie. D'un autre côté, bien que la demande des consommateurs ait cessé d'augmenter comme elle l'avait fait dans la période précédente, et même, évaluée par tête d'habitant, ait un peu diminué, le niveau d'ensemble de la consommation n'a diminué que d'environ 1 %. Si les exportations européennes étaient entrées dans la catégorie des produits utilisés dans la production des moyens de production, comme l'acier brut, la mécanique lourde, les machines-outils et les matières premières, elles auraient subi le plein effet de la réduction de l'activité industrielle américaine. Et même, comme les importations d'Europe auraient été, en règle générale, les premières à être réduites, l'effet se serait fait sentir sous une forme amplifiée ; l'Europe serait devenue une zone de crise. En réalité, relativement peu d'exportations européennes passent par les branches de l'économie les plus sévèrement affectées par la récession. Une part considérable de ces exportations entre plus ou moins dans le courant de la consommation, en compétition avec des articles faits aux Etats-Unis ou comme spécialités non compétitives. Le maintien de la consommation signifiait que leur marché était préservé, d'autant plus qu'il ne s'agissait généralement pas de marchandises consommées par les travailleurs, les plus affectés par le chômage et la réduction du temps de travail.

Si la récession avait acquis une virulence croissante dans la deuxième moitié de 1958, il n'y a aucun doute que ces conditions favorables se seraient trouvées menacées. La consommation se serait réduite, et, si cette réduction avait atteint les revenus les plus élevés, les importations d'Europe auraient bien pu être sévèrement touchées. En outre, si des tarifs douaniers plus élevés avaient été imposés par les industriels américains, ou si ceux-ci avaient pris les mesures nécessaires pour concurrencer avec succès les produits importés, un marché valable aurait pu être considérablement réduit.

Un rôle considérable doit être attribué à un fait particulier : les fabricants européens d'automobiles sont parvenus à accroître considérablement le volume de leurs ventes aux Etats-Unis, en dépit de la crise qui sévissait dans cette branche de l'industrie américaine. Ces ventes n'ont pas seulement rapporté une bonne quantité de dollars : elles ont contribué à la prospérité de l'industrie européenne de l'automobile, qui, tant par le montant élevé de ses investissements que par l'accroissement rapide de sa production, s'est classée en tête dans le

boom des années 50 (10).

Le comportement des consommateurs américains a joué, de toute évidence, un rôle vital pour empêcher la récession de s'étendre directement aux pays industriels d'Europe. En même temps, l'influence de la conjoncture américaine sur les tendances mondiales préexistantes a contribué à faciliter plutôt qu'à aggraver, comme l'on s'y attendait, la solution du problème de leurs disponibilités en dollars. Il est vrai que ces prévisions semblaient corroborées par l'expérience, au cours de la deuxième moitié de 1957, où l'afflux de dollars dans l'économie mondiale se ralentit quelque peu. Grâce au maintien de la consommation des Etats-Unis, au déclin de leurs exportations, et à la continuation de leurs investissements à l'étranger, il n'y eut pas pénurie générale de dollars en 1958.

Pour les pays industriels d'Europe, le facteur le plus important a été une amélioration continue dans les conditions de leurs échanges, le prix des matières premières continuant à baisser — la tendance à la baisse étant renforcée par la diminution de la demande américaine. En conséquence, concurrentiellement avec la récession américaine, ils ont vu leur balance des paiements s'améliorer, et leurs réserves en or et en dollars s'accroître dans le courant de 1958, en dépit du fléchissement du commerce mondial (11).

Ces développements ont soumis à une sérieuse tension les producteurs de matières premières, particulièrement ceux dont les principales exportations ont subi une baisse de prix considérable sur le marché mondial. Certains ont dû faire face à un lourd déficit dans leur balance des paiements, ce qui les obligea à retirer des réserves de devises accumulées dans d'autres centres, à Londres en particulier. Des prêts et des crédits de diverses sources, y compris les Etats-Unis, leur ont permis de continuer à acheter aux pays industriels. En général, cependant, leur position est devenue

plus précaire, et le deviendra encore plus pour autant que la production baisse en Europe. En tout cas, leurs difficultés ont profité automatiquement aux pays industriels d'Europe. A moins que la légère remontée récente des prix des matières premières ne se confirme et ne continue quelque temps, ou que de nouvelles injections d'aide étrangère ne soient obtenues, quelques-uns des pays sous-développés auront à réduire leurs importations et à imposer de nouvelles restrictions au commerce. L'attrait présenté par le commerce avec l'U.R.S.S. ou par l'aide russe grandira. Le récent accord entre l'Argentine et l'U.R.S.S. est un signe des temps, car l'Amérique Latine constitue un domaine relativement nouveau pour de tels accords. (12) Il faut noter que des représentants français, anglais, allemands, et d'autres pays ont battu ces contrées depuis des années, dans l'espoir d'étendre leur activité commerciale. Leur rivalité s'aggraverait certainement si les difficultés de l'Europe se faisaient pressantes.

Jusqu'au dernier trimestre de 1958, la récession américaine n'a donc eu que peu d'effets appréciables sur le capitalisme européen, et peut même avoir temporairement réduit certaines de ses difficultés les plus pressantes. Les craintes si répandues il y a quelques mois tendent à se dissiper. La confiance semble avoir été favorablement influencée par le comportement des prix à Wall Street, ainsi que par l'amélioration de la situation du commerce extérieur. La pression saisonnière habituelle sur la livre sterling, par exemple, ne s'est pas produite cette année ; au contraire, la balance des paiements s'est soldée par un surplus d'un montant particulièrement élevé. Néanmoins, en Angleterre, en Belgique, aux Pays-Bas, et, dans une certaine mesure, en France, on redoute la récession, ou bien elle se développe déjà.

UN REPIT — POUR COMBIEN DE TEMPS ?

La menace qu'aurait constitué, pour l'équilibre du marché mondial, et même pour la survie du capitalisme, une crise grave aux Etats-Unis s'étendant à l'arène mondiale, cette menace semble s'éloigner pour le moment. Les porte-parole des hommes d'affaires européens sont visiblement soulagés. Ils se demandent maintenant de quelle sorte de répit ils bénéficient. Comme l'un d'eux l'écrivait récemment : « L'Europe est restée, jusqu'à présent, largement isolée des développements américains.

(12) Le traité de \$ 100.000.000 avec l'Argentine a permis l'achat à crédit de matériel pour le forage de puits de pétrole, domaine où l'U.R.S.S. bénéficie, dans certaines branches, d'une avance technique indubitable. Une grave pénurie de devises menace d'un désastre l'économie de l'Argentine ; l'accroissement de la production de pétrole domestique allégerait la tension et réduirait la dépendance de ce pays à l'égard des compagnies étrangères de pétrole. Celle-ci ont offert par la suite de nouveaux crédits à l'Argentine. Un accord avec le Brésil suivit, comportant l'échange de marchandises brésiliennes en excès contre des importations nécessaires venant d'U.R.S.S.

(10) Dans la première moitié de 1958, le nombre de voitures étrangères enregistrées aux Etats-Unis s'est élevé à environ 160.000, soit 6,7 % du total, à un moment où celui-ci était à son niveau le plus bas des six dernières années. Le marché américain était alors, pour les industries automobiles françaises, anglaise et allemande, le marché étranger le plus important. Son extension, en 1957-58, fut un facteur important de la prospérité industrielle de ces pays.

(11) Le point de vue américain sur ce sujet peut être trouvé dans la « Situation des affaires courantes » de septembre 1958, qui donne le commentaire suivant : « Le fait que l'accroissement des réserves de devises a été limité aux pays industriels les plus avancés, pendant que celles de la plupart des autres pays restaient maigres, avec peu de terrain pour manœuvrer, affecte nos perspectives d'exportation ». Il indique également « qu'un accroissement des exportations vers l'Europe ne peut être envisagé tant que le mouvement ascendant de l'activité générale n'aura pas repris là-bas ». Il en est ainsi, notamment à cause de la nature de surplus de certaines exportations américaines en Europe. Par exemple, les exportations de charbon se poursuivent vers l'Europe, en exécution de contrats de longue durée, tandis que s'empilent sur le carreau des mines, jusqu'à des hauteurs inattendues, les stocks de charbon européen inventuré.

Malheureusement, il semble qu'elle va continuer à l'être dans l'avenir immédiat, car il est improbable que la réanimation aux Etats-Unis produise une amélioration rapide du climat économique d'ici (13).

En d'autres termes, nombre de pays européens — l'Allemagne Occidentale étant, pour l'instant, l'exception la plus importante — doivent faire face à leur propre récession, sans l'aide que leur apporterait une expansion à grande échelle de l'autre côté de l'Atlantique. Dans ce sens négatif, la récession américaine a eu un effet important sur la situation du capitalisme européen. Le simple fait que les Etats-Unis n'ont pu maintenir leur boom en 1957-58 peut priver l'Europe du stimulant dont elle avait et a encore besoin pour l'empêcher de tomber dans cet état comateux de demi-stagnation dont les symptômes se sont manifestés pendant quelque temps en Angleterre (14).

Pour l'instant, devant une production en baisse et un chômage qui a dépassé la marque des 500.000, le gouvernement conservateur se console avec l'affermissement du sterling. Les problèmes qui se posent au capitalisme européen prennent peut-être une acuité particulière en Angleterre, mais, pour l'essentiel, ils se retrouvent partout. En France et en Allemagne, ils ont mis plus longtemps, pour une série de raisons, à se manifester dans toute leur ampleur, mais ils ne peuvent plus être reculés très longtemps, et feraient irruption très vite s'il y avait une sérieuse contraction du marché mondial, telle que pourrait en précipiter une aggravation de la position des pays producteurs de matières premières.

Dans l'intervalle, les gouvernements de l'Europe occidentale, sous la pression des intérêts du grand capital, examinent comment ils pourraient conserver leur part du marché mondial dans la concurrence plus intense à laquelle il faut s'attendre. Les projets d'une Zone de Libre Echange pour les 16 pays de l'O.E.C.E. (ceux qui ont bénéficié du plan Marshall), et d'une union douanière, connue sous le nom de Marché Commun, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Bénélux sont appréciés de façon différente à la lumière de la modification des perspectives. Chaque pays est maintenant effrayé de se trouver désavantagé devant les autres. Les menaces, les querelles et les marchandages ont jalonné les négociations de ces derniers mois sur les

(13) « The Financial Times », 20 octobre 1958. Cet article envisageait « une nouvelle augmentation de la demande de produits européens d'exportation de la part des pays d'outre-mer producteurs de matières premières ». Le même journal constatait, le 1^{er} novembre 1958 : « Il y a accord général, parmi les hommes d'affaires, pour penser que les exportations tendront probablement à diminuer pendant les prochains mois. »

(14) Il est bon de noter que, tandis que les exportations vers les Etats-Unis continuent à augmenter, le commerce entre les pays européens eux-mêmes fléchissait ; cette tendance a considérablement affecté l'Angleterre.

débuts des nouvelles structures (15).

Aucun accord substantiel n'a été réalisé, à l'échelle internationale, en vue d'une aggravation éventuelle de la récession. Au contraire, des mesures ont été prises pour dispenser plus généreusement le crédit aux exportateurs, ou pour réduire la menace de la concurrence étrangère par une politique de restrictions des importations. Chaque capitalisme national cherche à résoudre ses propres problèmes, sans égard sur les effets nuisibles que pourraient avoir les mesures qu'il prend sur les difficultés des autres. Le plus fort gagnera. Ainsi, les industriels français, avec leurs coûts de production élevés, cherchent à éviter la confrontation, sur leur propre territoire, avec leurs concurrents allemands, confrontation qui résultera du niveau plus bas de protection imposé par le Marché Commun. De même, les filateurs anglais de coton, durement atteints par la concurrence de Hong-Kong (et, jusqu'à un certain point, par celle de l'Inde, ainsi que celle de la Chine, sur les marchés d'Extrême-Orient), se sont efforcés d'obtenir une limitation « volontaire » des exportations des colonies anglaises à destination de la métropole.

De plus, en règle générale, la récession affaiblit, semble-t-il, le front commun réalisé par les puissances capitalistes contre le bloc soviétique depuis la guerre.

Les perspectives immédiates du capitalisme européen dépendent de la capacité du système à extraire et à réaliser de la plus-value sur une échelle croissante. Sous de nouvelles vêtues, dissimulés, bien que non modifiés, par les changements qui sont intervenus au cours des dernières décades, les dilemmes classiques du capitalisme continuent à s'imposer. La question la plus pressante est celle de l'élargissement des marchés, pour permettre un emploi profitable de la capacité de production édiflée pendant le boom, et de nouveaux pas en avant des producteurs de moyens de production — les plus menacés ou affectés par la baisse de la production (16). Même les partisans du système sont, pour la plupart, convaincus que cette question ne peut être résolue que par une interven-

(15) Le patronat français redoute la concurrence de l'Allemagne au sein du Marché Commun ; les capitalistes anglais et d'autres craignent la discrimination du Marché Commun contre leurs exportations ; les pays du Commonwealth craignent que leurs intérêts ne souffrent d'un quelconque marché entre l'Angleterre et les « Six » ; et ainsi de suite. La perspective de la division de l'Europe capitaliste en deux blocs commerciaux rivaux est maintenant considérée comme possible. « Il est oiseux de discuter pour savoir lequel des deux côtés s'en sortirait le plus mal », écrit le « Financial Times » du 7 novembre. « La seule chose certaine, c'est que les deux s'en sortiraient fort mal. »

(16) Ainsi, en dépit d'un apparent regain de confiance chez les hommes d'affaires en Angleterre, et des mesures gouvernementales contre la crise, le « Financial Times » du 1^{er} novembre 1958, examinant le problème du chômage dans les régions dominées par l'industrie lourde, écrit : « Aucune des mesures expansionnistes prises par le gouvernement n'a, jusqu'à présent, eu d'effet sensible dans ce domaine. »

tion de l'état revenant, en fait, à fournir à l'économie des marchés où la plus-value puisse être réalisée, marchés qui n'auraient pas existé sans cette intervention (17).

En Angleterre, les dépenses d'armement, évaluées en pourcentage du revenu national, ont déjà un peu diminué, et le premier ministre Macmillan a mentionné cette diminution comme l'une des causes de l'accroissement du chômage. D'un autre côté, l'élévation continue de la production industrielle en France au cours de l'année 1957 a été expliquée en partie par « une élévation rapide du montant des dépenses publiques, résultant, en premier lieu, de l'accroissement des crédits militaires lié au conflit algérien » (18).

Bien que certaines sources allemandes proclament que la légère récession, qui s'est produite dans certains secteurs vers le début de l'année, a été surmontée, il y a peu de doute que les résultats seront moins brillants en 1958 que depuis bien des années. (19) Au cours du premier semestre, la croissance des exportations a pris fin ; on s'attend à ce qu'elles diminuent dans le second semestre. Les effets de ce fléchissement ont été jusqu'à maintenant contrebattus par la continuation de la construction d'immeubles et des investissements, mais le *Bulletin économique pour l'Europe des Nations Unies* doute que « cela suffise à assurer une croissance accélérée de la production totale pendant le reste de l'année, étant donné les tendances à une stagnation ou à un déclin de la consommation privée et des exportations » (20). Les perspectives, pour l'Allemagne occidentale, dépendent, dans une large mesure, de l'évolution future du marché mondial et du résultat de la recherche de mobiles suffisants pour inciter les capitalistes à maintenir un taux élevé d'investissement. L'immunité relative de la république fédérale à l'égard des effets de la récession américaine ne signifie pas qu'elle sera capable de continuer sa marche en avant.

Les affirmations keynésiennes, suivant lesquelles des mesures fiscales et des dépenses gouvernementales appropriées peuvent éviter la crise, seront mises à l'épreuve, maintenant et dans un avenir prochain. Déjà, en Angleterre, la rapide croissance du

(17) « Ce dont on a besoin, c'est... une force générale d'expansion pour élever la production plus près de son niveau potentiel, et inciter à de nouveaux investissements. » (« Bulletin économique de Londres et de Cambridge », septembre 1958.)

(18) « Situation de l'économie mondiale », 1957. Un ralentissement marqué dans la croissance de la production industrielle s'était fait sentir depuis l'été, et l'on a parlé de plus en plus de « récession ». Néanmoins, le chômage restait encore très réduit.

(19) La « Frankfurter Allgemeine Zeitung » du 25 septembre 1958 affirme que l'Allemagne a déjà surmonté la légère récession qui s'était manifestée dans le marché intérieur plus tôt dans l'année. Elle ajoute : « Les répercussions de la crise américaine, à l'exception d'un petit nombre de secteurs, ont été légères. Il a été de nouveau démontré que, dans une large mesure, l'économie de l'Allemagne occidentale est indépendante de la conjoncture américaine. »

(20) Vol. 10, n° 2.

chômage au cours des neuf derniers mois a incité le gouvernement à augmenter les investissements dans le secteur nationalisé, à abaisser le taux de l'escompte depuis le maximum de crise de 7 % jusqu'à 4 1/2 %, et à prendre des mesures pour encourager l'achat de maisons, d'autos, et de biens de consommation durables. Il n'est guère douteux que ces mesures peuvent donner quelque soulagement en créant un marché artificiel. Le volume du crédit à la consommation, par exemple, n'est que d'environ le cinquième de celui qui est habituel aux Etats-Unis (21). Avec une voiture pour 12 personnes, contre une pour 3 aux Etats-Unis, les fabricants d'automobiles escomptent une augmentation de la demande sur le marché de la métropole. Mais, à l'heure actuelle, les autos sont frappées d'une taxe de luxe, connue sous le nom de « *taxe à l'achat* », et qui ajoute 60 % au prix à la sortie de l'usine. Même avec les conditions nouvelles de crédit : un versement comptant de 10 %, et un délai de deux à trois ans pour payer le reste, peu d'ouvriers peuvent espérer acheter une nouvelle voiture (22).

Avec de telles mesures, le gouvernement conservateur peut bien consolider ses positions électorales dans les classes moyennes, mais pourra-t-il arrêter la tendance à la récession ? Cela dépend de bien des facteurs, dont certains, non les moins importants, échappent entièrement à son contrôle.

PAS D'IMMUNITÉ

Les pays au taux d'exportation élevé, comme ceux de l'Europe Occidentale, ne peuvent espérer une expansion de longue durée que si le marché mondial connaît une expansion semblable. La limitation actuelle du marché est-elle passagère, n'est-elle que le prélude à la reprise de l'expansion ? De cette question, beaucoup de choses dépendent. Le tournant vers une appréciation plus optimiste du marché qu'ont opéré, au cours des deux ou trois derniers mois, les milieux d'affaires est visiblement

(21) La dette hypothécaire en suspens représente le quart du revenu national annuel aux Etats-Unis, contre le dixième seulement en Angleterre.

(22) Les fabricants d'automobiles redoutent une baisse des exportations, surtout si Détroit se met sérieusement à produire des modèles plus petits. La part de l'Angleterre dans le marché mondial a diminué. « Cela signifie que, si la capacité de l'industrie doit être utilisée à plein, il faut vendre un très grand nombre de véhicules sur le marché intérieur. Il semble donc que, si les plans actuels d'extension de la capacité de production de l'industrie automobile sont exécutés, une fraction considérable de ce potentiel productif pourrait bien être superflue », écrit A. Silberston, dans « La structure de l'économie anglaise », vol. 2.

fondé sur cette dernière opinion (23). L'accroissement des réserves de devises — conséquence de la baisse des prix des denrées importées — a donné aux pays industriels les moyens de financer le volume accru d'importations qui serait nécessaire au premier stade d'une nouvelle expansion. D'un autre côté, si les exportations continuent à diminuer, cela n'aurait pas seulement pour effet de dissiper une fois de plus ces réserves, mais les dépenses gouvernementales et la politique fiscale seraient d'une efficacité douteuse contre le ralentissement cumulatif qui se produirait dans l'économie. La principale difficulté serait de maintenir les industries et les secteurs les plus sévèrement frappés par la perte des commandes d'outre-mer, comme par la réduction des investissements privés qui s'ensuivrait aussi (24).

On aurait pu s'attendre à ce qu'un tel état de choses se réalise en Europe si la récession américaine s'était

(23) Dans un discours, souvent cité, prononcé le 16 octobre 1968, Cobbold, gouverneur de la banque d'Angleterre, tout en annonçant une expansion sans limite pour l'avenir, déclara qu'il ne voyait pas sur quoi se fondait la confiance manifestée actuellement par le monde des affaires. Il suggéra que l'Angleterre « pourrait bien avoir encore à ressentir, plus durement que jusqu'à présent, les effets de la transformation subie l'an dernier par le marché mondial, de marché de vendeurs en marché d'acheteurs », et « pourrait ne pas avoir encore ressenti le plein effet de la baisse des prix sur certains de nos meilleurs clients ». (Discours reproduit par le « Banquier » de novembre 1968.) Des pertes sur leurs exportations subies par des pays de la Zone sterling, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, n'y ont pas seulement provoqué une crise des paiements extérieurs, mais ont fait peser sur eux la menace d'une crise sévère, qui n'a été évitée jusqu'à présent que grâce à l'expansion du crédit. Dans la première moitié de 1963, les exportations australiennes ont diminué de 33 %, et celles du Pakistan de 23 %.

(24) Comme le montre la lecture des nombreux articles consacrés aux répercussions possibles de la récession américaine, les keynésiens n'ignorent pas que l'application des mesures de nature anticyclique qu'ils recommandent dépend de deux facteurs. Le premier est la coopération internationale — dont, en dépit de pieuses paroles, la réalisation ne paraît pas probable, et qui ne pourrait guère réussir sans la participation des Etats-Unis. Le second est d'agir à temps. Comme le dit l'économiste anglais E. A. G. Robinson dans le « Bulletin économique de Londres et de Cambridge » de juin 1968 : « Il y a de bonnes raisons de penser que, lorsque la récession s'approfondit, il devient plus difficile de renverser la tendance, et que l'un des éléments principaux d'une politique anticyclique est la rapidité de l'action. » Cela non plus ne paraît pas devoir se réaliser prochainement aux Etats-Unis ; et l'on ne peut dire que cela se soit produit en Angleterre. Le gouvernement conservateur a attendu jusqu'au mois d'octobre avant d'entreprendre l'action la plus modérée contre les tendances à la stagnation qui s'étaient manifestées depuis des mois.

approfondie et étendue jusqu'en 1959. Comme nous l'avons vu, d'autres forces, agissant en sens contraire, et dont la nature est telle qu'on ne peut guère s'attendre à ce que ces développements se reproduisent, ont été assez puissantes pour affaiblir, au lieu de les aggraver, les tendances à la récession déjà apparentes en Europe. L'expérience de ces dernières années ne prouve certainement pas que l'Europe soit immunisée — ou qu'un ou plusieurs pays le soient — contre une crise ultérieure. Si une récession aux Etats-Unis coïncidait avec une contraction du marché mondial, les secteurs les plus exposés du capitalisme européen seraient précipités dans une crise économique qui, bien que peut-être pas aussi profonde que celle des années trente, pourrait bien avoir des conséquences politiques encore plus grandes.

Cela ne veut pas dire que le renforcement du mouvement ouvrier en Europe dépende nécessairement d'une grave détérioration de la situation économique. L'insécurité croissante, la menace qui pèse sur les emplois, les oscillations de l'inflation à la récession, l'inaptitude du système capitaliste à se justifier en termes de niveaux de vie fourniront des occasions toujours plus nombreuses pour former une nouvelle direction sur un programme socialiste militant. En même temps, la crise de confiance, chez les avocats et les bénéficiaires du système, qui s'est révélée sous le choc des récents événements — en Angleterre, la crainte d'une crise américaine, en France, la crise du système colonial — peut éclater et se manifester sans réserves.

Nous ne suggérons pas que ces possibilités soient immédiates ; mais elles nous paraissent résumer les tendances du capitalisme européen. Compte tenu de l'interaction complexe de tous les facteurs ; considérant l'effet de l'extension et de la consolidation de la révolution coloniale ; y ajoutant les conséquences d'une rivalité accrue et de la pression du bloc soviéto-chinois — la perspective d'une expansion régulière indéfinie du capitalisme mondial apparaît totalement exclue.

Le calendrier des développements à venir constitue une inconnue fondamentale. Il est impossible de prévoir combien de temps il faudra pour que ces divers processus arrivent à maturation, et quand les conditions seront les plus favorables pour abattre un système qui a longtemps survécu à son utilité historique.

On ne doit pas davantage admettre que le capitalisme s'effondrera de lui-même. Sans l'intervention du facteur subjectif, d'un mouvement socialiste conscient, le capitalisme sera toujours capable de « résoudre » ses problèmes comme il l'a fait auparavant : par les crises, le fascisme, la guerre.

Tom KEMP.

Visitez notre librairie, le lundi et le jeudi, de 18 h. 30 à 20 heures, ou le samedi, de 14 h. 30 à 19 heures, notamment notre rayon de livres d'occasion comportant plusieurs centaines d'ouvrages.

CHRONIQUE DU CINEMA

Série noire et téléphones blancs

« Après tout, ce type de films, sans moralisme, sans hypocrisie, sans bêtise, est sans doute le plus sain du cinéma français actuel. »

(Edgar Morin, *La Nef.*)

IL me semble qu'au nom du réexamen des diverses formes de la vie et de l'activité françaises, l'étude de certains aspects de notre cinéma a son importance.

Je commencerai aujourd'hui par la production de « série noire », d'abord parce qu'elle s'impose par sa quantité sur les écrans, ensuite parce que, au-delà même de ses seuls sujets, elle pose des problèmes que le sociologue ne saurait négliger ou mésestimer. Mon propos ne saurait avoir de prétentions exhaustives, étant donné justement le nombre de films du genre, et je me bornerai à considérer quelques films pas nécessairement récents, auxquels le lecteur voudra bien éventuellement ajouter, en cours de lecture, les titres de productions plus récentes.

SOUS DES APPARENCES AUDACIEUSES...

Une étude complète et minutieuse de tous les films dits de « série noire », révèle d'abord deux filons de sujets : la drogue et le crime parfait.

Quand elle n'est pas un simple prétexte à aventures, la drogue (de « Razzia sur la chnouf » à « Le désordre et la nuit ») nous restitue cette réalité d'un monde factice, incapable d'assumer la réalité concrète, et qui se réfugie dans l'ivresse des paradis artificiels. Le crime parfait procède d'une même forme d'impuissance à assumer la liquidation des obstacles réels ; d'où la liquidation à travers un seul personnage de l'épiphénomène : marchand de canons, gros armateur, richissime épouse à la maturité envahissante, etc. En outre, le crime se situe généralement dans un milieu sur lequel le réalisateur jette un regard critique, extrêmement incisif.

Bien que les buts poursuivis par l'auteur du crime parfait ne puissent guère constituer un idéal de vie, l'acte serait en soi respectable, dans la mesure où il garde sa valeur d'entreprise de salubrité publique. Quoi de blâmable, a priori, dans le fait qu'un para lassé des guerres coloniales abatte un marchand de canons (« Ascenseur pour l'échafaud ») ? Pourquoi reprocher à un amoureux éconduit l'assassinat d'un vieux tuteur vicieux, doublé d'un fournisseur d'Hitler (« Sait-on jamais ») ? Ou à un jeune et beau mari la liquidation de sa vieille pouffiasse milliardaire (« Une manche et la belle ») ?

UNE MORALE CONFORMISTE

A dire vrai, dans sa dernière demi-heure, pourtant, le film de série noire prend généralement un virage à la « morale ». Victime de ses remords, de ses démons intérieurs, d'un détail négligé ou d'une machination dont le processus lui a échappé, le héros se retrouve soudain face à la morale établie du conformisme et de l'ordre. Morale que le commissaire de « Retour de manivelle » résume en ces termes : « On fait le malin, on rit de l'Armée, de la

Police et de l'Eglise... Mais rit bien qui rit le dernier... C'est toujours l'Armée, la Police et l'Eglise qui gagnent. »

Ces mots ne sont pourtant souvent que la morale obligatoire qu'imposent les diverses censures et dont M. Denys de la Patenôte se montre ainsi le servile porte-parole. Peu nous importent donc ces conclusions superficielles : nous savons bien, depuis longtemps, que la censure est une arme de classe.

Ce qui est plus grave, c'est l'absence de prise de conscience des héros assassins. Aucun, sauf (et encore, en partie) le para de l'« Ascenseur », ne perçoit l'aliénation que lui impose le monde dans lequel il vit. Seuls, des mobiles purement égoïstes et individuels les font agir, et encore est-ce dans l'inconsistance d'un monde qui leur échappe.

UN CERTAIN TRAGIQUE

Cette inconsistance, cette irréalité du monde réel, est traduite d'abord par un certain sens de la mise en scène, qui va vers l'abstraction ; c'est-à-dire que les personnages se meuvent dans un monde glauque, insaisissable, créé de toutes pièces par les éclairages et les jeux d'ombres (voir, par exemple, la séquence de l'interrogatoire de Julien Tavernier dans « Ascenseur pour l'échafaud »). Nous sommes dans un univers expressionniste, métaphysique — c'est-à-dire au-delà du physique — théâtre de la lutte perpétuelle du bien et du mal. Loin de moi, l'idée de confondre l'univers cinématographique et le réel, c'est-à-dire une vision du monde qui est celle du réalisateur, et celle du spectateur. Reste pourtant que — par exemple — si le tragique personnel du monde intérieur de Carné a si bien su coller aux angoisses de la classe ouvrière du temps de « Quai des brumes » et de « Le jour se lève », c'est ce même tragique aujourd'hui qui se superpose aux vertiges d'une certaine jeunesse. Aussi les références cinématographiques de Malle, dans son « Ascenseur pour l'échafaud », à l'univers de Carné (la dernière cigarette, le couple de jeunes suicidés, etc.) sont-elles plus le signe d'une identité de vues que des rappels purs et simples de « Le jour se lève » ou de « Hôtel du Nord ». Seul s'est déplacé le point d'appui. Et c'est sur les oisifs de l'Etoile et des Champs-Élysées que pèse aujourd'hui une fatalité dont la « série noire » est le reflet. Peut-être ne sommes-nous pas tout à fait dans le milieu des princes et des rois, mais en tout cas — loin des basses et viles préoccupations de la subsistance matérielle — nous sommes bien au royaume de l'arrivisme, de la volonté de puissance, de l'amour sans retenue, de la passion violente et aveugle, de la vengeance. Ce furent là de tout temps les mobiles de la tragédie. Quant à nos héros, ils sont les fils et les neveux des princes et des rois du monde capitaliste. Chaque époque a son tragique, le crime parfait en est toujours l'obsession.

UN INCERTAIN HEROS

Enfants gâtés, victimes en passe de devenir bourreaux, ces héritiers d'un monde déjà mort promènent leurs rêves dorés d'une existence facile dans un Orient fabuleux. Ils rêvent d'une évasion couleur de soleil, avec harems et suites de domestiques, quelque chose si près de la

« Sehnsucht » allemande que l'Allemand tient tout naturellement, dans ces films, le rôle de miroir aux alouettes. C'est presque la nostalgie du nazisme. Curd Jurgens, Oscar Haase, Peter Van Eyck incarnent pour ces jeunes une dignité, une aisance, une séduction, une maîtrise et une opulence auxquelles aspirent nos adolescents prolongés.

A vrai dire, l'admiration que suscitent ces personnages ne va pas sans une certaine rancœur, teintée au passage d'une xénophobie qui culmine dans les films d'espionnage et de trafiquants d'armes (branche cadette, mais non mineure, de la production de « série noire »), comme pour dénoncer la main de l'étranger dans la braguette de Marianne. Mais revenons à nos importants messieurs ; qui sont-ils au juste ? Le baron von Bergen (« Sait-on jamais ? ») mettait au service de l'Allemagne fasciste ses talents de faux-monnayeur ; Cyril Glad (« Tous peuvent me tuer ») est le chef d'une bande où un seul Français est mêlé à des métèques de toutes nationalités, voire des apatrides... Freminger (« Retour de manivelle ») est un financier, plus ou moins trafiquant. Carala est un financier, lui aussi, dans « Ascenseur pour l'échafaud » ; marchand de canons par surcroît, et qui prépare tranquillement sa petite Europe en deux coups de téléphone à Bruxelles et Berlin, entre deux affaires, indochinoise et algérienne.

On peut leur adjoindre le puissant armateur Franck Lindstrom (« Le salaire du péché »), et Betty Fanwell, la belle et richissime étrangère de « Une manche et la belle ».

Ils représentent tous le haut de l'échelle, la réussite sociale.

Autour d'eux un monde sans envergure, mesquin, où les travailleurs font partie du décor.

Et puis apparaît le « héros ». Il porte sur ses épaules tout le « fatum » de sa génération étouffée, brimée par ces maîtres qu'il envie pour leur argent, ou pour leur femme (parfois même pour les deux...).

Je ne sais s'il y a chez les différents réalisateurs et scénaristes de ces films la conscience que le monde bâti par ces « géants » a créé l'impasse de cette jeunesse, son mal du siècle et sa fureur de vivre, mais c'est ce qui ressort d'une étude objective du film et du milieu mis en scène.

Michel (« Sait-on jamais ? ») et Julien (« Ascenseur pour l'échafaud ») sont des parachutistes, au retour de campagnes lointaines où ils ont appris à tuer, mais pas à vivre ; ils le savent, le sentent et en souffrent ; ils ne demandent qu'à aimer (ainsi en 1937, le déserteur de « Quai des brumes », qui revenait — déjà ! — d'Indochine...). Ce sont même les plus propres de ces héros ; d'autant plus propres et sympathiques qu'ils ont compris. De leur jeunesse perdue, ils n'ont rapporté qu'un grand besoin d'amour. Ce n'est pas la fortune du baron ou du financier que veulent Michel et Lucien, c'est sa « protégée » ou sa femme. Tous les autres, au contraire, sont plus intéressés par la réussite et la fortune, parce que ce sont là les seules valeurs du monde dans lequel ils se débattent ; ce monde qui les appelle des « ratés ».

Jean de Charvin, journaliste potineur de province (« Salaire du péché ») ; Sforzi, tueur à gages et garde du corps (« Sait-on jamais ? ») ; Philippe Delmas, minable rond-de-cuir (« Une manche et la belle ») ; Robert, artiste incertain à la bohème crasseuse (« Retour de manivelle »). Rêves démesurés, moyens limités ; ils n'ont qu'une issue : le crime. Mais le crime parfait seul permet de tirer profit.

Alors s'échafaude un plan minutieux, avec imbrications diverses, et qui rate lui aussi !

LE MONDE HOSTILE DES OBJETS

Lorsque, dans la réalité, les moralisateurs-flics affirment que « le crime parfait n'existe pas », ils négligent cette évidence que le crime parfait est justement celui qui demeure ignoré et qui paie...

A l'écran, le propre (si l'on peut dire...), du crime parfait est d'avoir négligé un détail, un objet qui va devenir soudain malfaisant, chargé d'une virtualité et d'une puissance quasi magiques. Un des points communs des films qui nous occupent ici est le modernisme de ces objets maléfiques. Très précis, ils ne peuvent être d'un autre temps : le magnétophone (« Une manche et la belle », « Le salaire du péché ») ; l'appareil photo miniature (« Ascenseur pour l'échafaud »), le poignard de parachutiste (« Sait-on jamais ? »). Quant à la police d'assurances de « Retour de manivelle », d'effet plus subtil, elle n'en participe pas moins d'une essence du monde moderne.

Bref, dans leur symbolique, ces objets représentent l'hostilité métaphysique de l'univers nickelé, chromé, où veut s'intégrer le héros. Si bien que le monde dans lequel évolue le personnage contient déjà les insolubles et insurmontables contradictions qui perdront l'ambitieux.

Il se dégage de ce conflit la leçon de l'impuissance de l'homme à dominer et vaincre les maléfices de son propre monde intérieur, dont le monde extérieur lui renvoie l'image. Impression accentuée, aggravée par l'abondance des miroirs dans le décor, confirmant ainsi le sens narcissique de l'ambition.

Plus ambiguë encore est la morale, car le dérisoire du détail négligé ne saurait mettre en cause le principe même du crime parfait. Nous ne sommes pas devant une tragédie portant en elle son propre « fatum » ; il n'y a pas le sentiment de l'inéluctable. Si bien que ces réalisateurs s'avèrent impuissants à porter la tragédie à bout de bras, et ne nous en donnent, au pire, que les apparences, au mieux, qu'un produit bâtarde et mineur. Si chaque classe décadente, hantée par le sentiment tragique de sa fin, voit son art culminer dans la tragédie, la bourgeoisie et les films du capitalisme n'ont trouvé comme étalon de leur grandeur que le film de « série noire ».

Chaque classe se suscite la tragédie qu'elle mérite...

VERS LE CRIME ENFIN PARFAIT

Il n'en reste pas moins que subsiste le sentiment de la fatalité, expression, justement, d'une incapacité de l'homme à comprendre le monde. On pressent la tentation d'une issue sans triomphe financier dans le choix de l'amour (« Tous peuvent me tuer »), mais généralement la femme se révèle plus diabolique encore que le héros (« Salaire du péché », « Une manche et la belle »). Même l'amour est pourri, gangrené. Toutes les valeurs humaines s'effondrent avec lui, et il ne reste, immuable, éternelle, que la fascination de la richesse. Seule « valeur » qui mérite vraiment qu'on risque tout pour elle, dans un monde qui fait de la réussite sociale et de la fortune le couronnement d'une vie.

Et c'est là que l'univers de notre « série noire » rejoint celui des téléphones blancs mussoliniens. C'est le même milieu qui se mord la queue à tourner en rond ; cherchant vainement le coup de pouce favorable du sort. Le destin est soumis au hasard. Les seuls conflits sont ceux du monde intérieur, développés en vase clos. Et le héros attend que la chance lui procure l'occasion d'un crime enfin parfait, qui fera de lui un banquier salué, un industriel considéré et décoré, un armateur vénéré. Un bon serviteur, en somme du monde capitaliste.

Car le crime parfait existe...

EMMO.

Le journal du mois (suite de la page 5)

débrayage sera annoncé pour le lendemain. Toute la classe ouvrière belge veut se battre. Les dirigeants syndicaux font tout ce qui est en leur pouvoir pour freiner, échelonner, épuiser le mouvement, pour l'orienter vers la conciliation. Dans le Centre-Hainaut, ce sont les mineurs du puits de Péronne qui, les premiers, ont débrayé. Immédiatement, ils ont envoyé des délégations dans les autres puits, et le débrayage s'est généralisé. Dans un puits à Trivières, les ingénieurs tentent de s'opposer à la délégation. Les grévistes menacent de culbuter les chariots dans le puits. Les mineurs du fond remontent. A Mons, après la bagarre devant la prison, les magasins sont ouverts. Mais les barricades souvent montées pendant la nuit montrent que la grève est toujours là dans le Borinage. Les routes sont dépaillées. Des tessons de bouteilles, de gros tuyaux jonchent les rues. A la limite de Cuesmes et de Flénu, un train de cinq wagons de charbon, dont l'un a été renversé, barre la route. Les femmes de travailleurs ont pu acquérir au prix le plus bas du charbon pour se chauffer. Des camions de ravitaillement sont interceptés par les grévistes. Les tramways dans certains secteurs ne roulent plus. La voie de chemin de fer Dour-Mons est coupée, et des câbles de passage à niveau ont été sectionnés.

Mais, parmi les bonzes, le ton tend à changer. « On commence à déplorer les excès ». Le plan chez les dirigeants est déjà parfaitement au point. Ils discuteront, négocieront, et en même temps « rationaliseront » à leur manière le mouvement. Une manifestation sera organisée lundi prochain à la Louvière, capitale du bassin du Centre. Le même jour, une autre concentration aura lieu, mais à Charleroi. On ne parlera plus de monter sur Bruxelles. Fait à signaler, à la Campine, ce sont les syndicats chrétiens qui dominent. Ils sont contre la grève, tout en approuvant en parole les grévistes. Mais, à la Campine, les mineurs ont débrayé.

Le jour suivant, la grève s'étendra : 137.000 travailleurs y seront engagés ; la F.G.T.B., pour ne pas être débordée, a lancé l'ordre de grève dans tous les charbonnages du Hai-

naut, du Borinage-centre et du bassin de Charleroi, également dans le bassin de Liège. Des débrayages sont ordonnés chez les métallos dans l'après-midi. A Mons, les étudiants se solidarisent avec les grévistes ; ils défilent dans les rues, faisant fermer les magasins. Aucun tramway ne circule. A Jemmapes, Quaregnon, Saint-Ghislain, des piquets de grève interdisent l'accès des gares. Les grévistes arrêtent les convois.

Les pourparlers s'engagent. Une conférence de la table ronde tripartite, syndicats, gouvernement, patrons, conciliabule. La grève s'est normalisée sous le contrôle des appareils. Elle se terminera, après la grève générale du lundi, sur un compromis qui n'aura pas remis en question le pouvoir des patrons sur les mines ni le pouvoir de la bourgeoisie dans le pays. Les mineurs du Borinage tenteront de continuer malgré l'accord. Au puits Crachet, après de violentes discussions, qui opposent, dans tout le bassin, bonzes syndicaux et grévistes, les ouvriers décident de poursuivre la grève, malgré l'accord signé dans la nuit. A six heures du matin, ils sortent en masse, poussant devant eux les énormes bobines et les wagonnets. En quelques minutes, un nouveau barrage est établi sur un pont, interdisant une fois de plus toute la circulation. La gendarmerie intervient, comme elle devra également le faire pour dégager la route Mons-Frameries, à Cuesmes et ailleurs.

Les ouvriers reprendront le travail. Ils n'ont pu abattre le barrage le plus puissant, celui qui existait au sein même de leur mouvement : le barrage des appareils, autrement plus solide que celui des gendarmes et du gouvernement.

..

A Mons, les ouvriers étaient entrés pour libérer leurs camarades emprisonnés, derrière le drapeau rouge, en chantant l'Internationale. A Charleroi, ils ont défilé, femmes et hommes, derrière le drapeau noir de la misère, drapeau portant comme emblème une tête de mort et au-dessous : « Du pain pour nos enfants ».

UNE LETTRE A « LA VERITE »

UN lecteur de notre revue, adhérent à la Fédération Anarchiste, syndicaliste révolutionnaire, a envoyé à la rédaction de « La Vérité » une lettre dont l'intérêt est indéniable. On en lira ci-après les passages les plus importants.

..

Le capitalisme, forme historique transitoire de la société, après avoir atteint son apogée en assurant sa puissance dans sa course aux profits, sur la misère des masses prolétariennes, se consume aujourd'hui de ses propres excès. Ah ! certes, le capitalisme n'est, malheureusement, pas encore mort et, dans sa tentative de survie, il est encore capable, jusque dans son agonie, d'assener au prolétariat des coups terribles. Avec son état, son église, son armée, la bourgeoisie a plus d'une corde à son arc.

Ainsi, dans une abbaye où Louis IX, dit le Saint, aimait, paraît-il, passer ses week-ends, dans un cadre rustique, à l'ombre des vieilles pierres imprégnées de vie monacale, se réunit périodiquement un organisme dont le sigle barbare est : « C.A.D.I.P.P.E. » Traduction en langage compréhensible : « Comité d'action pour le développement de l'intérêt des personnes ou progrès des professions et des entreprises »... A faire rêver nos intellectuels petits-bourgeois d'« Arguments » qui nous proposent, avec Serge Mallet, Touraine, Edgar Morin et tutti quanti des thèses sur les vieilleries de la lutte des classes. C'est donc dans ces lieux que moi, « anarchiste d'un type moderne », paraît-il, travailleur au minimum vital, je me suis retrouvé dans une assemblée réunissant des hommes issus des « différentes couches sociales, pour discuter des problèmes afférents à la conjoncture économique ».

Mon aventure a débuté très simplement. Alors que, penché sur ma machine à extraire de la plus-value quotidienne pour mon exploitateur, je travaillais, je fus mandé à la direction pour m'entendre proposer un stage de formation. Flairant la manœuvre, mais cédant à un sentiment de curiosité, j'acceptai. Et c'est ainsi que, délégué ouvrier n'ayant jamais eu d'autre contact avec le patronat que sur une position de combat, je fus accueilli par des civilités auxquelles ne m'étais pas accoutumé les rapports sociaux habituels. Enfin, j'allais pouvoir me convaincre de l'exaltante perspective de m'intégrer, avec ma classe, dans ce « capitalisme moderne » cher au cœur de ceux qui se penchent sur le malheureux sort réservé aux exploités, chômeurs, victimes d'un capitalisme « attardé ». Allons-y. Je trouve là des représentants du patronat, des cadres supérieurs, et d'autres ouvriers en qui je voyais des frères. Je passe dans cette abbaye de Royaumont une semaine, dans des conditions matérielles inespérées, vu ma modeste paye. Gîte et couvert excellents, digestions que les organisateurs veulent « béates » et propres à toutes les réconciliations de classes. Les séances d'étude se déroulaient, animées par des conférenciers provoquant le dialogue. Se succèdent ainsi patrons, agents techniques, inspecteurs du Trésor, ingénieurs d'organisation et... militants syndicalistes. Chaque sujet était traité par un spécialiste de la question (curieux comme ce mot a un sens péjoratif).

Le mouvement ouvrier fut abordé par un citoyen. Avec effacement, on entendit l'apologie de Léon Hermel qui, en 1891, voulait doter le syndicalisme d'un comité directeur, composé de différentes personnalités lui donnant conseils religieux et moraux. L'encyclique « Rerum Novarum » avait

à ses yeux plus d'importance que la Charte d'Amiens. Delesalle, Griffuelhes, Merrheim, Pougat, Yvetot, lui étaient aussi inconnus que l'histoire de la 1^{re} Internationale — Pelloutier inexistant.

Les tensions dans l'entreprise furent traitées par un éminent universitaire qui, comme vous l'avez écrit, doit vraisemblablement être membre de cette nouvelle école du « socialisme du C.N.R.S. ». Il nous propose, avec un nouveau langage, cette bonne vieille collaboration des classes, source de tous les échecs ouvriers ; au nom, bien évidemment, d'un concept original : la vieille lutte des classes était dépassée.

Un C.F.T.C., suffisamment réaliste, compara les différentes primes à la production à une carotte que le patronat tend sous le nez du travailleur ; ce qui n'est pas une image fautive. Mais il proposa de leur substituer le « facteur psychologique d'intéressement à l'œuvre commune », sous peine de revenir à « la boutique à révolutions » (sic).

En écoutant ces conférences, je me demandais comment des hommes qui se recommandent de la classe ouvrière peuvent arriver à un tel degré d'abjection dans la servitude. Pour eux, repenser les problèmes consistait simplement à retourner leur veste. Laissons-les ces gens. Tout le reste du programme fut à l'avenant. Eloge du capital ; à propos du partage des bénéfices : juste répartition aux fournisseurs de capitaux, puis, ensuite (admirez le « ensuite »), aux travailleurs, selon les services rendus et les responsabilités, les ouvriers devant être convaincus qu'ils ne sont pas lésés pour le reste, qui sert au développement de l'entreprise. Il faut montrer à l'ouvrier qu'il a œuvré au bien commun, et, pour ce faire, on distribuera des actions pour le développement de l'autofinancement. Et voici l'apothéose : l'entreprise ne doit pas être considérée comme un champ de bataille, mais un terrain de collaboration ; le délégué doit être compréhensif, les syndicats et les comités d'entreprise doivent être les organes de résolution des tensions, les lieux de conciliation, où les divergences doivent se concilier pour le bien commun.

Je me hasardai, moi, « anarchiste de type moderne », nourri du syndicalisme révolutionnaire, à quelques remarques. Tout ce que je pus dire tomba à l'eau. J'étais un attardé de la lutte de classes. A mi-voix, dans cet antre où le capital était roi, on formula l'espoir que ce stage pourrait m'amender. Rien n'y fit. Je suis resté attaché à cette constatation d'évidence que les salariés sont à même de vérifier ;

à savoir : il y a, d'un côté, des patrons qui possèdent la propriété, et, de l'autre, des producteurs, qui n'ont à vendre que leur force de travail. A entendre tous ces philanthropes, et leurs valets d'intellectuels à leur service, tout ce que la classe ouvrière a obtenu, comme amélioration à sa misérable condition, depuis plus d'un siècle, ne serait dû qu'à la condescendance des maîtres de ce monde, les propriétaires des moyens de production. Aujourd'hui, nos exploités nous proposent une place supplémentaire : siéger au conseil d'administration ; le patron n'est plus un patron, mais un collaborateur. Pour qui nous prennent-ils, les chercheurs du C.N.R.S., les savants sociologues ? Croient-ils un seul instant que nous serons dupes de leur proposition d'union entre l'exploiteur et l'exploité ? Croient-ils que nous n'avons pas chèrement payé les leçons d'une expérience qui a appris, à nos pères et grands-pères comme à nous-mêmes, que parler d'association, dans une société où les impostures de l'économie politique font que le travail salarié contribue avant tout à l'accroissement du profit capitaliste, est impossible ? Il n'y a pas plus de liberté de « contrat », pour un homme obligé de louer ses bras pour vivre, face à un magnat de l'industrie, qu'il n'y aurait de possibilité de lutte, pour un homme ligoté, contre un homme libre de ses mouvements. Dans une société où celui qui aide à construire un palais couche peut-être dans un taudis, hier, les canuts qui fissaient des chasubles d'or n'avaient pas de chemises, aujourd'hui, l'ouvrier tailleur à 150 francs de l'heure entretient les écuries de courses de M. Boussac ; et le jeune ouvrier du bâtiment Jean Rigollet est tombé sous les balles des C.R.S. envoyés par M. Edgar Faure, en 1955, parce qu'il revendiquait de meilleures conditions de vie.

Aussi, tant que la société ne sera pas rénovée et débarrassée de ce cancer qu'est l'exploitation d'un individu par son semblable, toute amélioration des conditions d'existence du prolétariat ne peut être que le résultat d'une lutte permanente se situant dans un rapport de forces. « Jadis ilote, hier serf, aujourd'hui salarié, toujours esclave », disait Louise Michel, « la chaîne s'est allongée, mais l'esclavage demeure ». Et l'on viendrait nous dire : « La lutte des classes est dépassée, collaborons dans les comités d'entreprise ». Nous répondrons : « Nous ne voulons ni aumône, ni charité, ni bonnes paroles. Nous voulons abattre le régime capitaliste ». Et faisons en sorte que le rapport de forces joue en notre faveur. Pour cela, notre champ de bataille, c'est le syndicat, animé du vieil esprit révolutionnaire, qui, en respectant les tendances, coordonnera les efforts communs.

SOCIÉTÉ LIBRE ET PROPRIÉTÉ PRIVÉE.

Un colloque sur une « Société libre » s'est récemment tenu avec la participation de MM. J. Rueff, Thierry Maulnier, André-François Poncet, Robert Schuman, René Mayer, André Morice, et... Raymond Le Bourre, du Bureau Confédéral F.-O. (à titre personnel et sans engager la responsabilité de celle-ci, comme Le Bourre l'a signalé lui-même). Ils ont affirmé dans un manifeste que :

« La propriété privée est un moyen nécessaire pour préserver l'homme contre la tyrannie, le seul moyen de réaliser la société libre est le respect de la propriété privée. »

Ces messieurs, qui ne sont pas n'importe qui, ont au moins le mérite de l'honnêteté intellectuelle. Face aux bavards théorisant à longueur de colonnes sur les « modifications structurelles du capitalisme » qui rendraient caduque la notion de propriété privée, les messieurs sérieux, ceux qui décident, réaffirment l'essence du système capitaliste, à savoir : qui possède les moyens de production, contrôle l'économie. Si, dans la période actuelle, l'état doit prendre en charge certains secteurs déficitaires, il ne le fait que pour préserver l'essentiel : la propriété privée capitaliste.

La liberté dont parlent ces messieurs est, toujours et partout, la liberté d'exploitation des travailleurs privés de toute propriété privée, société dont le prolétariat ne pourra se délivrer, en délivrant par là-même la société de toute exploitation, que par l'abolition révolutionnaire de la propriété privée. Le fait que l'action de classe du prolétariat ait été dévoyée dans le cadre de la « société libre » (« le socialisme n'étant pas à l'ordre du jour », selon Thorez et Mollet), a amené une situation où les capitalistes, hier contraints, par peur des masses, à céder quelques avantages, prennent aujourd'hui une revanche sans fard. Le plan gouvernemental Rueff, les licenciements de Fives-Lille, le chômage, le blocage des salaires, démontrent que, sans la lutte révolutionnaire ayant pour objectif la suppression de la propriété privée, les masses sont et seront surexploitées par les tenants de la « société libre ». De même, en Belgique, limiter l'action des mineurs du Borinage à l'action revendicative ne réglera rien. Il n'y a pas d'autre méthode pour donner du travail et du pain à tous, et organiser rationnellement la production selon les besoins des masses, que l'abolition de la propriété privée, la destruction de l'état bourgeois, et la remise aux mains de l'état des conseils ouvriers de toute la production.

Le 26 février 1959.

Notes de Lecture

Trois commentaires du 13 Mai 1958

JEAN FERNIOT : « Les ides de Mai » (Librairie Plon).

MERRY et SERGE BROMBERGER : « Les 13 complots du 13 mai » (Librairie Arthème Fayard).

A.-P. LENTIN : « L'Algérie des colonels » (Éditeurs Français Réunis).

TOUT journaliste quelque peu familier des couloirs de l'ex-parlement, ou des salles d'attente de l'hôtel Matignon, ambitionne de se faire éditer pour livrer au public quelques « secrets » concernant les événements de mai. Il n'y a pas une semaine où ne paraisse, chez un éditeur ou un autre, un livre analysant ces journées ; une véritable inflation !

Jean Ferniot est mendessiste, il n'a pas assez de mots d'admiration pour son leader qui, dans une belle envolée, lançait à la face de Pflimlin :

« Nous attendons du gouvernement une action ferme. Inspirez-vous des conventionnels qui ne transigeaient pas. Votre force est votre légitimité. Elle ne se maintiendra que par l'action. »

Les Bromberger sont gaullistes. Quant à A.-P. Lentin, il est cryptostalinien, rédacteur à « Libération ».

Dès l'abord, ne dissimulons pas que, des trois volumes, celui des Bromberger est, de loin, le plus intéressant. Il y a néanmoins, chez ces trois, ou plutôt quatre auteurs, quelque chose de commun. Pour eux, les événements essentiels se déroulent sur le seul plan du parlement, de l'hôtel Matignon, des états-majors et des salles de rédaction ; les classes sociales et leurs besoins politiques sont à peu près totalement absents de leur analyse. L'histoire, telle qu'ils la voient, se déroule comme une pièce de théâtre, où colonels, généraux, parlementaires, journalistes s'avancent, reculent, manœuvrent, s'entrecroisent dans un ballet fantasmagorique. Les « qualités » ou les « défauts », le « courage » ou la « lâcheté » des personnages sont, dans ces livres, les seules forces qui guident le monde. Ce subjectivisme est, il faut le dire, beaucoup plus marqué dans l'ouvrage du stalinien A.-P. Lentin que chez ses confrères.

« Les paras », écrit-il modestement, « trouvent "viril et gonflé" qu'au lendemain du 13 mai le seul représentant de la presse de gauche ait eu le "culot" de se rendre à Alger et d'aller les voir. » (Le « représentant de la presse de gauche » dont il s'agit est évidemment A.-P. Lentin lui-même).

Ou encore : « Les autorités légitimes auraient pu aisément gagner la

partie, si le président Pflimlin avait manifesté ne fût-ce qu'une parcelle d'autorité ou d'énergie. Mais cet homme hautain et cassant, qu'on disait énergique, n'était qu'une baudruche molle prompt à se dégonfler. Au lieu de lutter, il compose. A l'aube de la nuit tragique du 13 mai, il confie tous les pouvoirs civils et militaires au général Salan, qui venait d'affirmer sa complicité avec les factieux. » A.-P. Lentin oublie simplement de signaler que les députés du P.C.F. ont voté pour Pflimlin jusqu'au 27 mai. Ne désirant nullement aborder ce désagréable sujet, le stalinien Lentin préfère se placer dans la position du « sociologue », comme il dit lui-même, et bavarder sur la psychologie des acteurs du drame, plutôt que d'analyser la signification réelle des événements.

De même, dans le livre de J. Ferniot, Lagallarde, qui conduisit l'attaque contre le gouvernement général au nom du slogan « Algérie française » (slogan lancé, ne l'oublions pas, par MM. Mendès-France et Miterrand à l'assemblée nationale le 12 novembre 1954), est qualifié de « chanteur professionnel ».

Aussi médiocre soit-il, ce Lagallarde a forcé la légitimité, chère au cœur de MM. Ferniot et Lentin, pour imposer en toute légitimité, dans le respect des règles du parlementarisme bourgeois, le général de Gaulle.

Donc, pour J. Ferniot :

« L'opinion française est restée étonnamment calme. La manifestation du 28 mai ressemble plus à une promenade populaire qu'à une démonstration de force déterminée. »

De même, pour les Bromberger, les travailleurs ne voulaient pas la grève générale, et les manifestants du 28 mai ne pouvaient contrebalancer les manifestants du Forum.

Fait remarquable à signaler : aucun de ces chroniqueurs, y compris Lentin, ne mentionnera, même en quelques lignes, la grève unanime des enseignants du 30 mai. Ce n'est pas du tout par hasard. Mentionner le succès de cette grève générale, ce serait ruiner toutes les explications de ces doctes observateurs, car, irrésis-

tiblement, le lecteur en viendrait à penser : si les enseignants ont pu se mobiliser dans l'unanimité, les travailleurs des autres corporations auraient bien pu le faire aussi. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? N'est-ce pas parce que les dirigeants de la C.G.T. et du P.C.F., pas plus que ceux de F.O. et du P.S. ne désiraient voir la classe ouvrière française organiser sa résistance au pouvoir fort dans la grève générale ? Qui plus est, au sommet même des grandes organisations, la trahison sévissait, sous une forme ou sous une autre, trahison dont les informations rapportées par les Bromberger permettent de préciser la portée.

DE LAFOND A LEBRUN

A tout seigneur, tout honneur : commençons par André Lafond. Les Bromberger écrivent :

« Le 1^{er} mai, dans un ascenseur bloqué, le général Cogny, Alain Griotte-ray et M^r J.-B. Biaggi... Ils se retrouvent enfin chez le conseiller d'état Blocq-Mascart, où ils devaient se réunir incognito et inaperçus avec un leader syndicaliste, André Lafond, secrétaire du bureau confédéral de la C.G.T.-F.O. Le conseiller d'état est un conspirateur gaulliste, M^r Biaggi doit diriger les manifestations de rues et s'emparer du Palais-Bourbon. On compte sur Lafond pour apporter l'appui de la C.G.T.-F.O., et pour que, grâce aux grandes fédérations de cheminots et de postiers, il fasse fonctionner normalement, pendant l'insurrection, les transports et les transmissions. »

Lafond a envoyé un démenti qui constitue un véritable aveu. Il proteste de ses bons sentiments républicains, mais confirme qu'il préférerait, aux réunions du 1^{er} mai avec les travailleurs, des rencontres avec ces Messieurs huppés de la réaction. Que Lafond ait bluffé sur son aptitude à faire fonctionner les transports et les transmissions pendant une éventuelle « insurrection » ou à apporter l'appui de la C.G.T.-F.O. à cette « insurrection », ce ne sera une découverte que pour ceux qui ne connaissent pas l'incroyable vanité, l'insatiable ambition,

la médiocrité de ce petit bonhomme. Mais, du point de vue des rapports entre la classe ouvrière et ses organisations, cela ne change rien à l'affaire. Au sommet d'une des grandes centrales ouvrières siégeait un homme acquis aux conceptions des « bazookeurs » à la Griotteray.

Après tout, pourrait-on dire, F.O. est minoritaire ; ce n'est pas elle qui décide ; les forces essentielles sont du côté de la C.G.T. Mais là également, même phénomène. Les Bromberger, dans leur livre, rapportent que :

« Gilbert Grandval, ancien gouverneur de la Sarre, l'éphémère résident général au Maroc, anime en 1957 un groupe d'études... Il a des entrevues avec les leaders syndicalistes Pierre Lebrun, de la C.G.T., et René Richard, de Force Ouvrière. A cette époque, on redoute de graves conflits sociaux. Ces conversations ne sont pas destinées à aboutir. Mais les dirigeants syndicalistes ne se montrent pas alors épouvantés par la perspective d'une prise du pouvoir par le général. »

Notons que, si l'annonce de la participation de Lafond aux réunions chez Blocq-Mascart a soulevé la plus large émotion dans Force Ouvrière, où il est fortement question de l'élimination du premier nommé, par contre, la nouvelle que Lebrun se réunissait avec un gaulliste éprouvé par crainte de graves conflits sociaux n'a pas autrement ému, jusqu'à présent, Frachon et Mauvais.

L'étonnant, il faut bien l'admettre, ce n'est pas que les travailleurs aient « si peu réagi », c'est que, sentant que leurs dirigeants de F.O. ou de la C.G.T. acceptaient la perspective de Gaulle, ils aient pu se rassembler par centaines de milliers, le 28 mai, à Paris.

Il y a plus.

« Le 10 mai, rapportent les Bromberger, les compagnons de la Libération sont aussi réunis. Ils ne sont que 13, dont 3 communistes : Aboulker, Maillet, Deglion. Une motion d'appel à de Gaulle est présentée. Les compagnons communistes se déclarent d'accord, à condition qu'une phrase soit insérée dans la motion, portant référence à toutes les familles spirituelles de la France. Les auteurs de la motion refusent. "Il nous est alors impossible de voter cet appel" déclare Aboulker. "Notre opposition ne traduit pas notre hostilité au général, mais notre refus de nous associer à un texte incomplet" ».

Ainsi, non seulement Lafond et Lebrun, mais les dirigeants stalinien eux-mêmes ne sont pas « hostiles au général ». Ils ont, par ailleurs, parfaitement montré leurs sentiments en participant, à leur place, au mécanisme qui a amené la bourgeoisie française à de Gaulle, pour préserver son état et son armée de la désagrégation.

Le 27 mai, les staliens lancent, seuls, un ordre de grève générale. Cette grève sera vouée à l'échec. Mais, au moment même où ils lancent cette action-alibi, à l'assemblée nationale, alors que chacun sait que Pflimlin est en relations avec de Gaulle et favorable à l'accession au pouvoir du général, Pierre Cot, porte-parole des progressistes et des staliens, déclare, s'adressant à Pflimlin :

« Notre devoir est de nous serrer autour de vous, au besoin de nous pendre à vos basques pour vous empêcher de partir. »

Que voilà des durs ! des dirigeants prêts au combat ! Les ouvriers sentent bien que, derrière ce remue-ménage, il y a une même préoccupation, que Jean Ferniot traduira en ces termes :

« "Rien ne pourrait me rapprocher des députés communistes", a déclaré M. Pflimlin avant le vote. — Ces derniers mots sont destinés à éviter un vote favorable du P.C., trop compromettant pour un président du conseil déjà suspect à la droite parlementaire et aux révoltés algériens. Les communistes n'apportent pas leurs suffrages, mais ils s'abstiennent. »

Les ballets parlementaires, aussi peu esthétiques que soient les entechats de Jacques Duclos, recouvrent toujours des réalités politiques. Ainsi, le 20 mai, les députés du P.C.F. votent unanimement, avec toute l'Assemblée, un ordre du jour « exprimant à nos soldats et à leurs chefs la profonde reconnaissance de la Nation pour les services déjà rendus à l'unité de la Patrie et au drapeau de la République. » Les Bromberger apprécieront très justement cet hommage à Salan-Massu en écrivant : « L'injection de ciment armé que l'extrême gauche a voulu faire au gouvernement a été faite en réalité à l'insurrection d'Alger. » Les députés staliens, en votant cet ordre du jour à Salan-Massu, signifiaient clairement à ceux-ci qu'ils n'avaient aucune crainte à avoir : le P.C.F. n'opposerait pas la mobilisation des masses à la pression qu'ils exerçaient sur le gouvernement et le parlement pour amener de Gaulle.

L'EPOUVANTAIL DE LA GUERRE CIVILE

A première vue, il peut sembler aberrant de placer sur le même plan Massu, Salan et Duclos. Et pourtant, généraux et dirigeants staliens partagent un même souci avec Mollet et de Gaulle : la crainte de la guerre civile. A ce sujet, le livre des Bromberger est une véritable mine de renseignements. Il est indispensable, néanmoins, pour les apprécier, de donner une définition correcte des termes employés.

Tous les hommes politiques et les généraux se diront hantés par la crainte du Front Populaire. Entendons-nous : le Front Populaire, ce fut un pacte de collaboration de classes signé par le P.C.F., le P.S. et le parti radical pour la défense du régime capitaliste. Le Front Populaire, c'est le « Il faut savoir terminer une grève » de Thorez, qui liquida la grève générale de Juin 1936 ; c'est la défense du régime de domination de classe de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne, la « guerre civile », comme ces gens l'appellent. Le P.C.F., en mai 1958, est constamment resté sur ce terrain de la « défense républicaine ». Aussi, quand les Bromberger et d'autres agitent la menace du Front Populaire, ils parlent d'autre chose : de la possibilité d'une riposte active des masses pouvant, par la grève générale, mettre en question les bases du régime capitaliste. Ces précisions étant apportées, il est possible de comprendre ce qui suit :

« Le 15 mai, Abel Thomas demande au général Challe : que se passe-t-il ? Ce serait une folie de vouloir bâtir un gouvernement en France sur un putsch militaire. Ce serait la guerre civile, le Front Populaire, le coup de Prague pour finir. — Tout à fait mon avis, répond le général Challe. Croyez bien que l'armée redoute terriblement la guerre civile. On sait quand ça commence, on ne sait jamais où cela s'arrête. »

Le 16 mai, le P.C.F. a voté les pouvoirs spéciaux au gouvernement Pflimlin-Mollet.

« Certes, un capitaine avec 200 paras pourrait prendre Paris et jeter les députés à la Seine. Mais le lendemain matin ? Les troupes communistes mobilisées, les réactions ouvrières dans les régions industrielles et minières, la grève générale. C'est la guerre d'Espagne, nous dit-on. Les généraux sont épouvantés par le souvenir de cette guerre, d'autant que la victoire n'est pas acquise et que la démocratie populaire est peut-être au bout. » (« Les 13 complots du 13 mai ».)

Mais les dirigeants staliens ne veulent pas mobiliser les masses, ils ne veulent pas de la grève générale, ils ne veulent pas la « démocratie populaire », parce que Khrouchtchev, sacrifiant les travailleurs français sur l'autel de la coexistence pacifique, a décidé de leur faire voter de Gaulle à leur façon, en démobilisant les masses.

Le 19 mai, Pomiatowsky, directeur adjoint du cabinet de Pflimlin, gaulliste, a une conversation avec un colonel Paillole. Voilà ce qu'en rapportent les Bromberger :

« Vous voulez de Gaulle ? Réfléchissez : le général ne veut venir que dans la légalité. Pour qu'il vienne dans la légalité, il faut qu'il aie une majorité au Palais-Bourbon. Le dialogue est engagé entre le parlement et lui. Les manifestations de rue, la prise du Palais-Bourbon ruinent tout espoir d'une investiture parlementaire. Vous aurez la révolution, et vous n'aurez pas de Gaulle. La guerre civile, si vous la déclenchez, êtes-vous sûr de la gagner ? — Le colonel Paillole écoute. Il ne dirigera pas de coup d'état aujourd'hui. Le coup d'état avorte dans l'œuf. »

Le lendemain 20 mai, les députés communistes, socialistes, M.R.P., sauveront la république en votant le message de félicitations à Salan-Massu !

L'OMBRE DU SABRE A SUFFI

M^r Biaggi, l'interlocuteur de Lafond, est également un peu bluffeur sur les bords. N'a-t-il pas déclaré aux Bromberger : « Avec 300 hommes, nous avons mis en l'air Mendès-France au Vél d'Hiv... Nous avons mis Claude Bourdet en l'air à Wagram. » S'il est vrai que Biaggi a mis en l'air Mendès-France, il devrait à la vérité d'indiquer que ce sont ses 300 hommes qui se sont fait « mettre en l'air » à Wagram par les militants trotskystes et U.G.S. Ce sont les C.R.S. qui ont dissous cette réunion, et non les biaggistes.

Quoi qu'il en soit, Biaggi a dit une demi-vérité quand il affirme : « En période de crise, la violence finit toujours par triompher, si elle ne se

heurté pas à la violence.» Il aurait mieux valu dire : la menace de violence suffit pour triompher quand elle n'a en face d'elle que la passivité des chefs ouvriers. En effet, toute l'histoire du complot se résume à la coura- disée «républicaine» des Duclos, Tho- rez, et autres Mollet.

Les Bromberger nous rapportent encore ce qui suit : « En juin 1957, s'est constitué le C.A.N.A.C., le Comité d'Action des Anciens Combattants. Dix-huit fédérations sur vingt-trois adhèrent au C.A.N.A.C., qui peut se flatter de parler au nom de 2 millions d'anciens combattants, et se permettre d'annoncer qu'un million d'hommes vont descendre dans la rue. Son secrétaire général, Sanguinetti, dispose de la signature des 18 grandes associations, et bombarde en leur nom de lettres le parlement, le gouvernement et le général de Gaulle. Ces manifestations épistolaires sont si impressionnantes que lorsque le C.A. N.A.C., le 19 mars 1958, intime au gouvernement Gaillard l'injonction de démissionner, et annonce une manifestation contre l'hôtel Matignon, le gouvernement mobilise 7.000 hommes et monte des mitrailleuses sous les bâches des camions de C.R.S. Il ne viendra cependant que 500 manifestants... Les anciens combattants, dira Blocq Mascart, ne sont pas des hommes à qui l'on peut faire faire l'exercice dans la rue. Pour le 26 avril, les anciens combattants de choc du C.A.N.A.C. lancent, à Alger et à Paris, simultanément, une manifestation qui doit être la mobilisation des forces du coup d'état, une répétition générale avant le grand jour... A Paris, après des préparatifs infructueux, le C.A.N.A.C. renonce à toute espèce de sortie. Le préfet de police, M. Papon, qui est averti du mouvement, mais pas de l'annulation, convoque Sanguinetti pour lui donner des conseils de modération. — "Quoi, vous ne manifestez pas?" s'étonne-t-il. » Toutes les manifestations des blaggistes, du C.A.N.A.C. et des organisations souteillennes ne mobiliseront à peu près personne et se termineront par un fiasco total.

Qu'en est-il des paras ? Le chef désigné des opérations du « coup d'état » en métropole est le général Miquel. Le général Chassin devait jouer également un rôle important dans cette affaire. La comédie qu'ils joueront, surtout le général Chassin d'ailleurs, mérite d'être racontée.

Toujours d'après les Bromberger : « Le 17 mai au matin, un avion venant d'Alger tourne autour du champ d'aviation de Pau. Deux officiers de paras sont prêts à sauter avec tout leur équipement. Il y a exercice de saut tous les jours à la base-école. Ils atterriront, pensent-ils, sans éveiller l'attention, au milieu de l'exercice. Mais le ciel est vide, pas un avion en l'air, pas une ombrelle dans le ciel. C'est dimanche, les deux

officiers n'y avaient pas songé. Ils sautent à terre et courent se cacher dans les champs environnants. L'un s'enfonce dans les buissons, l'autre va se terrer dans un champ de maïs... »

« Ce 17 mai, le général Chassin s'apprête à marcher sur Paris, à la tête de 15.000 maquisards. Le « Daily Express » reproduit une photo du général coiffé d'un casque américain enfoncé jusqu'aux oreilles. La « Pravda » consacre trois colonnes aux généraux rebelles et aux maquis gaullistes. (Le 13 mai, le général Chassin a manqué le jour de sa vie. Il avait si souvent entendu annoncer par ses amis le grand jour pour demain qu'il croyait avoir encore le temps.) Le 16, il prépare l'assaut de la préfecture de Saint-Etienne. On étudie les lieux. Un vaste rallye automobile amène 200 activistes à Saint-Etienne par des voies différentes. Le premier rassemblement est entouré par la police. Il y a 32 arrestations qui ne seront pas maintenues ; le général Chassin lui-même tourne bride à toute vitesse et parvient à s'échapper. Le général ne couche pas trois fois dans le même lit. Dans une petite ville, le général couche une nuit chez un docteur. Le courrier qui le cherche sonne chez un vétérinaire :

— Je suis un ami du pape, annonce le courrier.

— Vous êtes fou !

— Du pape, je vous dis.

— Le pape, c'est ici, crie le médecin de l'autre côté de la rue. »

A.-P. Lentin parle des hommes du 13 mai en ces termes :

« Ambition ridicule, oui. Mais c'est ce ridicule qui tue. Les activités du Comité de Salut Public relèvent par bien des côtés de la bouffonnerie, mais une bouffonnerie tragique. Cette mascarade-là est sinistre, à l'aube d'un fascisme qui commence à poindre aussi à l'horizon métropolitain. »

Eh oui ! cette « bouffonnerie » a réussi. Et pourquoi a-t-elle réussi ? Dans une brochure éditée fin juin par les soins de « La Vérité », notre camarade Robert Langlade rappelle que :

« Dès le 13 mai, le P.C.F. et la C.G.T. deviennent le centre d'une extraordinaire campagne d'affolement qui se traduit par la propagation d'un nombre étonnant de fausses nouvelles. Le 15 mai, dans la nuit, sur un coup de téléphone de Mauvais, secrétaire confédéral de la C.G.T. et membre du P.C.F., répercuté à tous les échelons des appareils C.G.T. et P.C.F., tous les militants et responsables de toutes les organisations ouvrières se mobilisent à l'intérieur des permanences : des camions de gaullistes venant de l'Est roulent sur Paris. La nouvelle circule si vite qu'un dirigeant syndical fut alerté à deux reprises : de Paris

à 3 heures du matin, et de Montpellier à 5 heures. Renseignements pris, l'information était fautive. Au plus, des camions de bière de la marque « La Lorraine » descendaient de Nancy à Paris. Dans les jours qui suivirent, à toute heure, Mauvais, Hénaff, Tollet, Guyot, Souquières téléphonent à qui mieux mieux... Le jeudi 29 mai, par exemple, après la manifestation du 28, l'appareil du P.C.F. lance la fautive nouvelle de l'attaque de Tarbes par les paras : "Attention aux paras, il faut protéger les aérodromes". - Le 29, les ouvriers de chez Renault s'apprêtent à la bataille. Le 28, quelques milliers seulement ont débrayé pour participer à la manifestation. Ceux-là sont revenus réconfortés : enfin, on va pouvoir se battre. Ceux qui ont refusé de débrayer se sentent un peu honteux. Tous sont décidés à y aller. Les paras sont à Tarbes, donc c'est le moment. Demain on y va. Le lendemain 30, le P.C.F. ne parle plus de Tarbes ni des paras. Les ouvriers de chez Renault ont le sentiment justifié qu'on les berne. Linet pourra éviter de parler de la grève générale des enseignants, et du meeting des grévistes à la Bourse du Travail. Il pourra appeler les ouvriers de chez Renault à se « mobiliser » pour « envoyer des télégrammes et des pneumatiques pour faire pression sur les députés. »

Dans l'opération « intoxication » que le général de Beaufort a dirigée, et qui consistait à brandir la menace des paras, tout en se gardant bien de les faire effectivement intervenir, les dirigeants staliniens lui ont été d'une aide incontestable. Le général Miquel, qui devait diriger le débrayement des paras, n'a-t-il pas estimé, selon les Bromberger, que « l'armée, enfiévrée par le climat d'Afrique du Nord, mesure mal combien sa prise du pouvoir est peu attendue en métropole, combien d'hostilité le Forum qu'elle veut ouvrir sur la place de la Concorde risque de réunir au lieu des enthousiasmes attendus ». Il décommandera l'opération « résurrection » car il pense comme le maréchal Juin, « catégoriquement opposé comme de Gaulle à une action militaire en métropole qui, qu'on le veuille ou non, serait un putsch, avec tous ses aléas et toutes ses conséquences pour l'armée dans la nation ».

De Gaulle a accédé au pouvoir en respectant la légalité républicaine. Les dirigeants staliniens, tandis que Mollet frayait la voie au général, ont secondé de leur côté l'opération paras pour éviter la grève générale. Voilà ce qu'établissent les livres que nous analysons.

Il y aurait encore beaucoup d'autres choses à dire. Nous nous réservons la possibilité d'y revenir, en analysant d'autres ouvrages consacrés aux mêmes événements.

P. L.

DANIEL MOTHE : « Journal d'un ouvrier ».

(Les Editions de Minuit.)

Ce livre d'un militant ouvrier travaillant à l'usine a une valeur certaine. Il se distingue, en ce qu'il ne s'agit pas de l'ouvrage d'un « sociologue » venant faire un stage à l'usine avec l'idée d'écrire un livre. C'est le récit d'un ouvrier qui a éprouvé le besoin d'écrire ce

qu'il a ressenti depuis des années. Cet ouvrage a aussi l'avantage de donner des faits qui ne sont pas passés par l'optique déformante d'un appareil pour servir ou justifier celui-ci.

Que valent ces faits ? L'auteur le dit lui-même : « Il est difficile d'avoir une vue d'ensemble des choses de notre société. C'est encore plus difficile pour un ouvrier, à qui l'organisation du monde

reste cachée comme une chose mystérieuse obéissant à des lois magiques et inconnues. » (P. 1.) Il n'y peut rien, mais la vie de son atelier, qu'il retrace honnêtement, ne peut se généraliser même à toute l'usine, encore moins expliquer la condition et les réactions de la classe ouvrière. Il serait faux de vouloir tirer des théories du comportement et des agissements des ouvriers décrits par Mothé. Il est dangereux d'es-

sayer d'étudier la classe ouvrière d'une façon statique, en en détachant un petit groupe et en le mettant sous le microscope. Il en est de même lorsque Mothé explique la façon irrationnelle dont le travail et les ouvriers sont répartis dans l'usine. A vouloir trop prouver, en partant d'exemples vécus dans son coin, l'auteur pourrait presque nous convaincre de la nécessité du socialisme dans un seul atelier. Il y a des problèmes qui ne peuvent se régler sur le tas. La question n'est pas de savoir qui gèrera l'atelier, mais au service de qui — de quelle classe — sera l'état, et par là-même l'atelier. Il en est de même pour les robots humains ; l'industrie actuelle a sa le que propre, plus la production est automatisée, plus l'ouvrier est dépossédé de toutes initiatives personnelles, mais le robot humain ne disparaîtra qu'avec l'apparition des robots construits par l'homme. Et il y a gros à parier que, seul, le socialisme pourra généraliser l'usine entièrement automatique.

Une question autrement plus importante pour le proche avenir est soulevée dans ce livre, c'est celle des organisations syndicales et politiques. Celui qui connaît Mothé, sait que, pour lui, le problème est simple : il les nie. Malgré tout, elles existent ; certes, elles ne sont maintenant chez Renault que des appareils, les ouvriers, depuis dix ans, les désertent, mais, tant qu'ils ne les auront pas remplacées, ces appareils seront là, et la politique de l'autruche n'y changera rien. Dans une usine comme Renault, tabler sur la spontanéité organisationnelle, sur le petit groupe, ne va pas, à longue échéance au-delà de la spontanéité dudit petit groupe. Mothé s'en aperçoit d'ailleurs quand il dit : « Nous voici donc, quelques ouvriers de cet atelier, avec la possibilité de créer un mouvement, mais, si on nous laisse cette initiative, on (les organisations) nous laisse aussi sans aucun moyen... Quant à nous, que pouvions-nous faire ? Les 150 de l'atelier ? 150 pour s'opposer à une décision gouvernementale. » (pages 48-49). Les ouvriers, d'une façon générale, vomissent depuis quelques années tout ce qui est organisé, mais, quand ils veulent combattre, ils se tournent vers ces organisations. Il en sera de même tant qu'ils ne les auront pas remplacées. A l'inverse, dans la période actuelle, il serait absurde de nier l'importance que peut avoir un groupe d'ouvriers qui discute, réfléchit et essaie, sinon de résoudre, au moins de poser ses propres problèmes. La question est de savoir si ce groupe est un moyen ou une fin en lui-même.

Mothé conclut que c'est une fin. Les dernières phrases de son livre en sont la démonstration : « Une période s'achève, tout le dynamisme des ouvriers a été gaspillé... Les travailleurs qui ont tenté de secouer l'apathie de leurs camarades se sont heurtés à un mur d'incompréhension et, renonçant à l'abattre, ils se sont finalement résignés au silence. »

L'état fort est là, les organisations « pourries et gênantes » aussi, le silence résigné se transformera-t-il à plus ou moins longue échéance, en lutte. Par où passera cette lutte ? Par le groupe de l'A.O.C. — annexe, que Mothé dit lui-même résigné, ou par les organisations avec toutes leurs tares, leur bureaucratisme, leur éloignement des vrais problèmes (que, cela va de soi, nous reconnaissons entièrement avec l'auteur) ? Nous pouvons raisonnablement répondre que ces organisations seront probablement les

seuls points d'appui de la résistance ouvrière dans cette période de recul. Quand la classe ouvrière reprendra l'offensive, ces organisations auront encore leur mot à dire. A nous, ouvriers révolutionnaires, de pouvoir à ce moment être là, c'est évidemment beaucoup moins sympathique qu'un petit groupe bien propre, bien honnête. Mothé n'y peut rien, chaque ouvrier pris individuellement non plus, mais les canaux par lesquels passe la lutte ouvrière sont, eux aussi, des faits.

L. B.

BASIL DAVIDSON : « Le réveil de l'Afrique ».

ÉCRIVAIN et journaliste, Basil Davidson a voyagé à travers toute l'Afrique Noire. Il a cherché les manifestations du « réveil de l'Afrique » dans deux des pays africains où l'ordre et la stabilité colonialiste semblaient les mieux établis : au Congo belge, où les missions catholiques, la toute-puissante Union Minière du Katanga et le gouvernement belge font régner un paternalisme autoritaire, que les récents événements de Léopoldville ont ébranlé ; en Angola, où la dictature policière du docteur Salazar maintient les populations dans la plus épaisse ignorance, la misère la plus atroce, et où sévit encore, sur une échelle massive, le travail forcé, forme larvée de l'esclavage.

Au Congo belge, comme dans toute l'Afrique, le colonialisme a détruit de façon inhumaine et barbare l'économie et la société africaine traditionnelle ; mais, en même temps, il a introduit le Congo dans le circuit de l'économie et, avec l'industrialisation et la révolution urbaine qui sont en train de bouleverser de fond en comble le pays, les Congolais, détribalisés, « entrent avec armes et bagages dans le monde moderne, décidés à vaincre ou à mourir. »

Faisant justice de la théorie de « l'infériorité congénitale des Africains », Davidson explique la stagnation dans laquelle est restée, pendant des siècles, l'Afrique équatoriale par son éloignement des grands centres de civilisation (Méditerranée et Mésopotamie), mais, surtout, par le climat, et l'agriculture extensive qui en est la conséquence : à chaque fois que les problèmes économiques atteignent un degré de crise qui aurait pu engendrer des formes agricoles plus évoluées et une civilisation urbaine plus haute, les Bantous résolvaient le problème en allant à la recherche de nouvelles terres où ils restaient dispersés, et reproduisaient de façon stéréotypée les méthodes agricoles anciennes.

Évoquant les sociétés congolaises d'avant la pénétration impérialiste, l'auteur stigmatise l'incompréhension des colonialistes, des géographes et des sociologues à leur solde, pour lesquels la société tribale africaine est restée « une idole bizarre, stupide et tardigrade » ; il souligne combien l'organisation tribale était un ordre social complexe bien adapté au climat, à la forêt, à l'agriculture extensive, avec une théologie et une cosmogonie achevées, reflets de rapports sociaux et économiques donnés ; « la propriété privée n'avait pas introduit sa force destructrice et malaisante avec les barrières du tien et du mien, et l'entraide, la solidarité existaient au sein du noyau humain auquel on était lié par

un tissu de droits et de devoirs réciproques. »

L'introduction du colonialisme et de l'économie marchande, en ravalant l'individu tribal au rang de travailleur servile, a désagrégé et fait éclater de façon irréversible la société traditionnelle.

Évoquant la pénétration portugaise au Congo, Davidson remarque que « la merveille en Afrique, ce n'est pas que ses habitants soient arriérés, c'est qu'ils soient encore là. »

En effet, les traitants, les négriers, les missionnaires portugais établissent au Congo et en Angola, dès le XV^e siècle, l'esclavage commercial ; les Africains deviennent des marchandises estampillées et des unités monétaires ; avec la bénédiction de l'Eglise qui touche sa taxe d'exportation, mais exige que les esclaves soient baptisés « pour que leurs âmes soient sauvées si leurs corps périssent », 1.389.000 esclaves sont emmenés d'Angola dans les plantations américaines et antillaises de 1486 à 1641, et 300.000 par an pendant tout le XIX^e siècle.

A cette date, et lors de la ruée impérialiste en Afrique, le roi Léopold de Belgique, spéculant habilement sur les rivalités franco-anglaises, devient personnellement propriétaire de « l'état libre du Congo », et adjuge les terres arrachées aux Africains à des sociétés concessionnaires financées par des capitaux belges, anglais et américains, tout en se réservant la part du lion. Les Africains sont obligés de collecter l'ivoire et le caoutchouc pour les sociétés et pour l'état, et, lors des expéditions punitives, organisées par l'armée et par la milice contre ceux qui essaient d'échapper au travail forcé ou n'apportent pas une récolte suffisante, « chaque soldat devait rapporter une main coupée pour chaque cartouche utilisée. »

Lorsqu'en 1908, le Parlement belge annexa le Congo, la population avait diminué de 3 millions. Mais le recrutement obligatoire pour les mines du Katanga, le portage, le travail forcé pour l'état continuèrent à sévir au Congo, comme dans toute l'Afrique, jusqu'en 1940.

Mais les richesses minières exceptionnelles du pays amèneront bientôt un développement industriel qui n'a pas son pareil dans toute l'Afrique Noire, Union Sud-Africaine exceptée.

Alors que le revenu annuel du gouvernement du Congo est de 5 milliards 322 millions de francs, la puissante Union Minière du Katanga exporte, chaque année, de ce pays soi-disant « pauvre », 2 milliards 650 millions de bénéfices. 2.350.000 Congolais, c'est-à-dire le quart de la population totale du pays, vivent hors chefferie, et sont définitivement coupés d'une société tribale qui, faute d'investissements et de modernisation agricole, végète avec une agriculture archaïque qui ne suffit même plus à nourrir la population des villes, lesquelles se sont démesurément développées depuis dix ans.

Une partie des ouvriers congolais, qui travaillent dans les mines de fer, de cuivre, d'étain, dans les usines textiles, les ateliers de construction mécanique et électrique d'Elisabethville et Jadotville, sont des manœuvres surexploités ; mais un nombre croissant d'entre eux sont devenus des ajusteurs, fondeurs, outilleurs, électriciens, dessinateurs, dans des entreprises qui se mécanisent de plus en plus.

Le rendement des ouvriers congolais spécialisés et semi-spécialisés atteint aujourd'hui 50 % à 70 % de celui des ouvriers européens, alors qu'ils ne reçoivent aucune formation professionnelle ; mais leurs salaires sont six fois moindres ; l'Union Minière du Katanga a été obligée d'établir une échelle de salaire avec des rétributions correspondant aux différentes qualifications, ce qui représente un énorme progrès par rapport à l'époque où la main-d'œuvre africaine était considérée « comme de la force musculaire brute ».

Parmi ces travailleurs, le sentiment de la solidarité ouvrière tend de plus en plus à remplacer l'ancienne solidarité tribale ; sur le plan revendicatif, les ouvriers qualifiés ont tendance à prendre la tête de leurs camarades.

Ainsi sont posées au Congo les prémisses de la création d'une véritable classe ouvrière, qui portera la lutte à un niveau jusqu'ici inconnu en Afrique.

Ce développement impétueux ne fait que rendre plus aiguë l'absence de tous droits politiques, l'absence de toute représentation politique africaine, sauf à l'échelon municipal ; le système pénal du Congo prévoit encore des peines d'emprisonnement et de travaux forcés pour les Africains accusés par leur patron d'absentéisme, de « grossièreté », et de « laisser-aller » ; un barrage systématique est établi contre la promotion intellectuelle des Congolais, qui n'ont pas le droit d'aller faire leurs études dans les universités belges ou européennes ; les missions catholiques ont le quasi-monopole de l'enseignement et, se berçant de la nostalgie d'un Congo tribal et agricole, distillent un enseignement si insuffisant que l'Union Minière du Katanga, pour former des ouvriers qualifiés, a été obligée d'ouvrir ses propres écoles.

En Angola, pays pauvre et inexploité où le commerce végétal et où l'industrie est à peine née, le gouvernement portugais de Salazar encourage chaque année l'émigration de milliers de paysans pauvres et d'ouvriers, qui ne trouvent pas de travail dans leur pays semi-féodal et pré-industriel.

L'esclavage existait encore, au début du vingtième siècle, en Angola, et subsiste aujourd'hui sous la forme hypocrite du « travail contractuel ».

Pour recruter des travailleurs, les employeurs des mines de diamant (américaines), des plantations de canne à sucre, des chemins de fer (anglais), passent « commande au gouvernement » pour une certaine quantité de main-d'œuvre ; les chefs, sous peine d'être fouettés ou emprisonnés, sont tenus de fournir des ouvriers, à moins que la police ne cerne les villages et n'emmène de force les paysans.

Un fonctionnaire facétieux écrivait à son supérieur hiérarchique : « Je vous envoie, avec ce mot, 93 travailleurs volontaires dûment ligotés » ; et il est de notoriété publique, en Angola, que les fonctionnaires touchent des pots de vin des entreprises par « tête de travailleur fourni ».

Les ouvriers sont transplantés d'une région à l'autre, sans habillement, sans aide médicale, sans logement, et avec une nourriture insuffisante ; ils reçoivent des salaires de 35 francs par jour dont ils ne perçoivent que le quart, et dont ils doivent en principe toucher le solde à la fin de leur « contrat ».

Mais, la plupart du temps, le complément du salaire va dans la poche des contremaîtres et des administrateurs, tandis que les ouvriers doivent payer des impôts de capitation annuels allant

de 1.250 francs à 3.500 francs.

Tout ouvrier qui n'a pas ses papiers en règle peut être envoyé au travail forcé ; les supplices de la chicote et de la « palmation » (parfois jusqu'à ce que mort s'ensuive) sont encore en vigueur en Angola.

Mais, d'après le témoignage de Davidson, toute une couche d'Angolais évolués sont prêts à risquer leur vie pour faire connaître à l'extérieur la situation terrible qui leur est faite, les sectes religieuses qui prophétisent l'élimination des Blancs prolifèrent en Angola, et des centaines de prisonniers politiques sont déportés chaque année dans l'île de Sao Thomé.

L. R.

~~~~~

*Notre collaborateur G. Bloch n'a pu, du fait de sa mauvaise santé, poursuivre jusqu'à présent la rédaction de son étude : « Marxisme, philosophie, science », dont nous avons publié le début dans le numéro 513 de « La Vérité ». Il nous prie de transmettre ses excuses à nos lecteurs.*

*Ce premier article a d'ailleurs suscité une discussion parmi nos lecteurs, et nous a valu notamment une intéressante lettre d'une abonnée de la Haute-Loire que nous publierons dans notre prochain numéro.*

~~~~~

SOMMAIRE

PAGES

LE JOURNAL DU MOIS :

Pour les travailleurs : des paroles et des briques (p. 1). — Khrouchtchev et Eisenhower étranglent la révolution au Moyen-Orient (p. 2). — Avec les délégués au congrès de la Fédération des Métaux C.G.T. (p. 3). — Les grèves du Borinage, grèves revendicatives (p. 4). — Une lettre à <i>La Vérité</i> (p. 58). — Société libre et propriété privée (p. 59)	1 et 58
JEAN PERRIN. L'U.G.S., le P.S.A. et l'U.F.D. : un parti libéral bourgeois ou un parti socialiste ouvrier ?	6
FRANÇOIS FORGUE. Y a-t-il encore une classe ouvrière ?	8
FRANÇOIS TARRANT : Les marchands de vent	16
TRIBUNE LIBRE DE LA JEUNESSE : Les journaux de groupes ajistes	17
ERNEST BOIVIN. Le 21 ^e congrès du P.C.U.S. : un congrès extraordinaire... bien ordinaire	19
Brochure de 32 pages à détacher	25
LÉON TROTSKY :	
La Commune de Paris et la Russie des Soviets	p. 3
Marx et... Kautsky	p. 17
Les leçons de la Commune ..	p. 22
La Commune de Paris, le Front Unique Ouvrier et le Bloc des gauches	p. 30
PIERRE BRABANT. La révolution allemande (1918-1923) (2 ^e article)	41
HENRI LANGLOIS. Où en est l'économie française ?	49
TOM KEMP. L'économie européenne et la récession aux Etats-Unis	51
EMMO. Chronique du Cinéma. Série noire et téléphones blancs	56
NOTES DE LECTURE	
Trois commentaires du 13 Mai (p. 60). — <i>Daniel Mothé</i> : Journal d'un ouvrier (p. 63). — <i>Basil Davidson</i> : Le réveil de l'Afrique (p. 63)	60

LA VÉRITÉ

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 5, rue de Charonne, Paris-XI^e

ABONNEMENTS. — 12 n^{os} : 1.200 fr. ; 6 n^{os} : 600 fr. ; 3 n^{os} : 375 fr. — Etranger : 12 n^{os} : 1.500 fr. Soutien : 2.000 fr. et 3.000 francs. C.C.P. 6032-01 Paris, S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris-XI^e.

